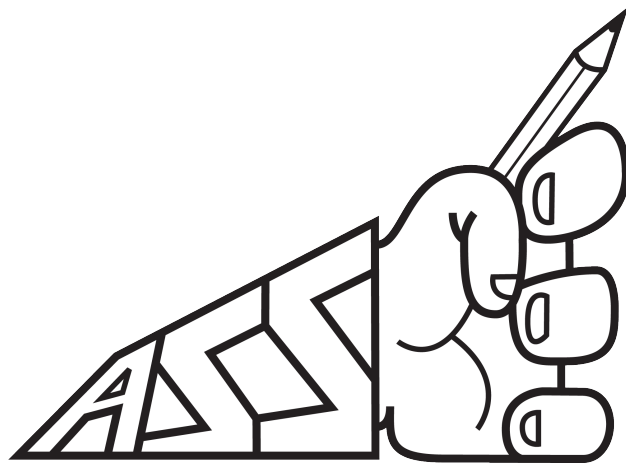


Congrès annuel

**de l'Association pour une Solidarité
Syndicale Étudiante (ASSÉ)**



Les 26 et 27 avril 2008
Centre NDA et Collège de Maisonneuve

Table des matières

Table des matières.....	2
Ordre du jour.....	4
Bilan du Comité formation.....	5
Lettre aux membres.....	9
Bilan AÉMSS-UQO.....	10
Bilan Comité à la mobilisation.....	13
Bilan du Conseil Régional de l'ASSÉ à Montréal.....	16
Commentaires de l'AÉÉA.....	18
Bilan annuel 2007-2008 du Conseil exécutif.....	20
Retour critique sur la campagne « Pour un réinvestissement, pas n'importe comment! ».....	20
Instances et structures.....	29
Finances.....	34
Interne.....	35
Relations avec les associations étudiantes non-membres.....	37
Mouvements sociaux.....	40
Information.....	44
Affaires académiques et pédagogiques au sein du Conseil exécutif.....	45
Médias et communication.....	48
Bilan du Comité journal session d'hiver 2008.....	54
Rapport sur le poids démocratique des associations étudiantes.....	57
Rapport du Comité d'embauche de la permanence de l'ASSÉ.....	66
Présentation des candidatures retenues.....	68
Vers un Rassemblement du monde l'éducation.....	72
Rassemblement du monde l'éducation : plan de rédaction des priorités de l'ASSÉ.....	75
« Toujours RebELLEs », le rassemblement pancanadien des jeunes féministes.....	77
Présentation de l'état des résultats 2007-2008 au 17 avril 2008.....	78
État des résultats 2007-2008 au 17 avril 2008.....	81
Présentation des prévisions budgétaires 2008-2009.....	85
Proposition de prévisions budgétaires 2008-2009.....	89
Appels de textes.....	91
Réflexion sur les finances.....	91
Les finances de mardo!.....	92
Bilan de la campagne « Pour un réinvestissement, pas n'importe comment! ».....	94
Bilan de la campagne, AGEbdeB.....	95
Bilan de la campagne : une défaite historique en quatre étapes.....	99
Pour un bilan pas n'importe comment!.....	105
Bilan de la campagne – AECSL.....	112

Orientations de la prochaine campagne.....	118
Prochaine campagne : contre le privé!.....	119
Réflexions sur la prochaine campagne.....	121
L'éducation, pas la guerre!.....	123
Une campagne pour l'engagement citoyen.....	125
Une année de consolidation pour l'ASSÉ?.....	127
Réflexions et orientations pour la prochaine campagne de l'ASSÉ.....	130
Guerre au privé : solidifier les forces locales pour vaincre au national.....	137
Candidatures aux élections générales.....	140
Conseil exécutif.....	140
Comité femmes.....	146
Comité à la mobilisation.....	149
Comité journal.....	150
Comités de travail.....	151
Propositions.....	154
Procédures.....	154
Embauche d'une permanence 2008-2009.....	154
Contrat de transition été 2008.....	154
Réflexion sur les finances.....	154
État des résultats 2007-2008.....	154
Prévisions budgétaires 2008-2009.....	154
Campagne « Pour un réinvestissement, pas n'importe comment! ».....	155
Comités et Conseils.....	155
Démocratie à l'ASSÉ.....	155
Femmes.....	155
Réflexion sur la campagne 2008-2009.....	156
Revendications.....	156
Plan d'action 2008-2009.....	158
Avis de motion.....	159
Élections générales.....	160
Annexe.....	161

Ordre du jour

Ordre du jour proposé par le Conseil de Coordination :

0.0 Ouverture

1.0 Procédures

1.1 Praesidium

1.2 Lecture et adoption de l'ordre du jour

1.3 Lecture et adoption du procès-verbal

2.0 Permanence

2.1 Embauche d'une permanence 2008-2009

2.2 Contrat de transition été 2008

3.0 Finances

3.1 Réflexion sur les finances

3.2 État des résultats 2007-2008

3.3 Fonds d'entraide

3.4 Prévisions budgétaires 2008-2009

4.0 Bilans et orientations internes

4.1 Campagne « Pour un réinvestissement, pas n'importe comment! »

4.2 Comités et Conseils

4.3 Démocratie à l'ASSÉ

5.0 Femmes

6.0 Revendications et orientations 2008-2009

6.1 Réflexion sur la campagne 2008-2009

6.2 Revendications

7.0 Plan d'action 2008-2009

8.0 Avis de motion

8.1 Dépôt des avis de motion

8.2 Traitement des avis de motion

9.0 Élections générales

9.1 Conseil exécutif

9.2 Comité femmes

9.3 Comité à la mobilisation

9.4 Comité journal

9.5 Comités de travail

9.6 Secrétaire général-e

10.0 Varia

11.0 Levée

Bilan du Comité formation

Par Pascal Chabot

Élu au Comité formation au Congrès des 1^{er} et 2 décembre au Cégep François Xavier Garneau

Premièrement, ce bilan ne concerne que les mandats donnés au Comité à partir du 2 décembre jusqu'à aujourd'hui. Les tâches effectuées (le camp de formation d'automne 2007 à Sherbrooke et autres) par le Comité pourront vous être commentés par la personne élue au Congrès annuel de 2007.

Camp de formation d'hiver 2008 à Matane

Somme toute, le camp de formation s'est très bien déroulé selon le Conseil exécutif et moi. Les ateliers furent très intéressants et les participants satisfaits et participantes et satisfaites, du moins pour les commentaires que j'ai entendus. Par contre, la réflexion quant au déroulement des activités est tout de même pertinente : il y a toujours place à l'amélioration.

Critiques et améliorations

L'horaire

Premièrement, un point qui revient toujours : l'ordre des ateliers. Celui-ci est d'une importance notable pour permettre aux participants et participantes d'effectuer une analyse plus globale des problèmes mis de l'avant par les conférenciers et conférencières. Selon l'ordre établi, les étudiants et les étudiantes auront plus ou moins de facilité à faire des liens entre les différentes problématiques s'ils ou elles possèdent déjà certaines bases. L'horaire aurait donc pu être pensé autrement et permettre une meilleure cohérence des apprentissages. Par exemple, l'atelier sur l'accessibilité aux études dans le contexte néolibéral aurait peut-être dû faire suite aux ateliers sur les réformes dans les cégeps et universités. Cet ordre aurait permis de fournir les bases et les explications concrètes face à l'accessibilité et aux politiques néolibérales en éducation. Ensuite, nous aurions étalé plutôt sur le fond et l'impact global de ces réformes sur l'accessibilité. De plus, les ateliers sur les réformes étaient peut-être un peu lourds après une journée quand même chargée. Un des grands problèmes avec la confection de l'horaire est que l'on voit souvent ce genre d'erreur pendant ou après le camp de formation.

Je n'ai jamais reçu ce commentaire, mais je pense que les espaces de débats ont manqué. Les camps de formation ne sont pas uniquement un endroit où l'on apprend : c'est aussi un endroit où l'on met en pratique notre argumentaire, car c'est par la pratique qu'on apprend le mieux. Selon moi, il aurait donc fallu plus de débats et d'interactions.

Le travail d'équipe

Bien sûr, le fait que le Congrès où j'ai été élu s'est tenu les 1^{er} et 2 décembre a eu un certain impact. J'ai eu évidemment moins de temps qu'une personne élue au Congrès annuel pour organiser le camp de formation d'hiver et ceci a eu un impact global sur mon travail. Le fait de consulter les anciens bilans des Comités formation, ce que je n'ai pas fait, aurait peut-être aussi amélioré la qualité de mon travail.

Évidemment, à l'intérieur d'une équipe la communication est très importante. Je pense que cet aspect n'a pas été négligé lors de l'organisation de l'événement, sauf entre quelques individus et moi. Je pense qu'il y a eu un certain manque de suivi auprès de certains conférenciers et certaines conférencières. La difficulté à contacter certains des conférenciers ou certaines conférencières fut donc un problème, car selon moi, l'atelier sur les réformes universitaires a grandement dévié du but initial et dans ces cas-ci, on dit souvent, pour ne pas faire de procès d'intention, qu'il y a eu un manque de communication. On ne pourra jamais assez répéter que la communication est d'une importance primordiale à l'intérieur d'une équipe. Le fait de coordonner le contenu des ateliers est très important pour, encore une fois, permettre aux participantes et participants de se faire un portrait global des problématiques en éducation et en politique. Un suivi serré permet aussi que les conférenciers et conférencières ne se répètent pas et qu'ils et elles suivent le ou les sujets déterminés soit par le Comité formation ou l'équipe du camp de formation.

Évidemment, la communication avec les participants et participantes est aussi importante. Il importe d'être clair et structuré, et même de répéter, lors des annonces aux personnes présentes. Notamment, l'équipe d'organiseurs et d'organisatrices aurait pu se présenter au complet au début du camp de formation pour clarifier qui étaient les personnes-ressources en mesure de répondre aux questions.

Le cahier du camp de formation

Comme plusieurs ont dû le remarquer, le cahier du camp de formation ne fut pas le plus fourni des cahiers. Plusieurs causes ont mené à ce résultat, notamment le manque de temps pour certains des conférenciers ou conférencières. Il faut savoir que j'avais moi-même oublié de leur dire le plus tôt possible de produire un texte. Je pense que cet aspect a été la plus grande lacune du camp de formation. Le cahier de camp de formation fournit aux étudiants et étudiantes présents et présentes un outil de référence des apprentissages. C'est un outil qui peut jouer un rôle important auprès des participants et participantes et je l'ai en quelque sorte négligé.

Le transport et le lieu

Évidemment, Matane c'est loin, mais je pense que le voyage en a valu la peine considérant la qualité de notre accueil. Pour ce qui est de l'accueil et de la logistique, Annie et Gabrielle ont fait un rapport plus détaillé de tout ce qui touche ces questions. Je pense par contre qu'un camp de formation serait plus agréable à tenir en région pendant la saison estivale pour quelques raisons. Par exemple, en hiver nous avons des chances qu'il y ait beaucoup de neige pour le voyage à ce temps là de l'année, en été, on élimine toutes ces possibilités de tempête de neige, de verglas et de trafic. De plus, personnellement, je trouve cela bien plus agréable de voir du pays en été quand il fait beau!

Pour ce qui est du transport, Valérie s'est chargée des transports partant de Montréal et moi, celui de Sherbrooke. Il y eut quelques problèmes mineurs quant au transport et un accident sans blessé-e-s. Pour un transport d'une aussi grande distance, il a été très pratique d'avoir la liste de chacune des voitures et de leurs passagers et passagères ainsi qu'un numéro de téléphone cellulaire. Nous avons ainsi pu faire un suivi d'où était rendue chacune des voitures au courant de la nuit. Ce qui permit de nous enlever un certain stress.

Suggestions et réflexions aux prochains Comités formation

L'horaire

Suite à cela, une approche totalement différente aurait aussi été possible pour la conception de l'horaire et des ateliers. C'est-à-dire, ma façon de procéder a été de faire l'horaire et de décider du contenu des ateliers par moi-même. Par la suite, j'ai tenté de trouver des personnes intéressées par les ateliers que je demandais. Par contre, j'aurais aussi pu fonctionner de manière inverse : trouver des conférenciers et conférencières possédant un bon cadre d'analyse et discuter ensuite, en équipe, du déroulement des ateliers. Chose qui comporterait plusieurs avantages : pas de difficulté à trouver un conférencier ou une conférencière sur un sujet précis, meilleure coordination du contenu des ateliers et surtout l'assurance d'avoir plusieurs, sinon la totalité, des conférenciers et conférencières qui possèdent un cadre d'analyse intéressant.

Le travail d'équipe

Je considère que les conférenciers, les conférencières, Annie, Gabrielle, Valérie, Élise, Gary et moi, formions une équipe, qui est, elle, responsable de la réussite du camp de formation. Considérant cela, il aurait peut-être été pertinent de tenir une ou deux réunions avec toutes les personnes intéressées et disponibles. Elles auraient permis de renforcer le sentiment d'équipe et permettraient aussi que chacun ou chacune soit un peu plus informé-e-s quant à la logistique et l'organisation de la tenue du camp. Dans une telle réunion, le sujet et le contenu des ateliers auraient pu être précisés par le Comité formation ou en en discutant simplement en équipe. L'ordre des ateliers aurait pu être repensé après certaines discussions et/ou certains débats. De plus, le simple fait de discuter et de débattre de l'horaire, des ateliers et de tout autre aspect plus logistique permet souvent d'apporter de nouvelles idées qui peuvent être intéressantes. Ainsi, chacun et chacune aurait pu y apporter du sien. Il est à noter que, selon moi, la personne élue au Comité formation garde évidemment un droit de veto au sein de l'équipe parce qu'elle est tout simplement élue pour cette fonction, contrairement aux autres.

Le cahier du camp de formation

Pour tenter d'améliorer la production d'un cahier, j'ai pensé à quelques petites astuces qui pourront être reprises par les futurs Comités formation. Premièrement, l'archivage des cahiers et de tout matériel d'information distribué lors du camp est essentiel, au national et parfois au local. Premièrement, pour avoir un cahier plus fourni, il aurait peut-être été pertinent, pour les conférenciers et conférencières, d'au moins fournir leurs références et une bibliographie en cas ou non de l'impossibilité d'écrire un texte. Deuxièmement, un plan détaillé du texte et de l'atelier aurait aussi été très utile pour se repérer à travers l'atelier. Troisièmement, nous aurions aussi pu laisser plusieurs espaces vides dans le texte ou à la fin de celui-ci pour permettre aux personnes de prendre des notes. Il serait aussi intéressant de rendre disponibles le cahier et les textes sur le site de l'ASSÉ dans la section du camp de formation en question. Les personnes qui n'ont pu y être en personne pourraient donc le consulter tout de même ou encore pour qu'il soit disponible pour les participants et participantes avant ledit camp, ce qui permet pour certaines personnes d'assimiler plus facilement la matière et parfois d'avoir des débats plus riches.

Les formations à la carte

Ce mandat en est un qui date de très longtemps et que plusieurs Comités formation ont dû mettre de côté vu les diverses campagnes qui se déroulaient. Le but était de mettre à la disposition de tous et toutes une série de formations expliquant les revendications de l'ASSÉ et d'autres permettant de transmettre l'expérience pratique des militants et militantes plus versé-e-s. En ce moment, une liste d'ateliers a été écrite et il reste toujours à trouver la majorité des conférenciers et conférencières. Un tract sera aussi produit très bientôt expliquant sommairement chacun des ateliers, toute l'information sera aussi mise sur le site Internet.

Formations autres

Le Comité formation, pour ceux et celles qui ne le savent pas, sert à organiser toutes sortes de formation que pourraient vouloir une association étudiante, membre ou non-membre. Les camps de formations de début de session ne sont donc pas son unique tâche! Quoique les associations sont en mesure d'organiser de tels ateliers, le Comité formation peut leur apporter quand même son support. Cette session-ci, même si la pertinence ne manquait pas, les demandes ne furent pas très nombreuses.

Il y eut une seule demande : celle du cégep de Ste-Foy à l'occasion de la manifestation nationale du 21 février à Québec. L'AÉCSF voulait permettre à ses membres de connaître mieux les revendications à l'endroit de la manifestation du lendemain. Malgré plusieurs imprévus, une quinzaine de personnes étaient présentes.

Lettre aux membres

Montréal, le 31 mars 2008

Bonjour à tous et toutes,

Il y a de cela près d'un mois, je vous formulais une demande en vue du Congrès annuel. Celle-ci visait à questionner ce que vous souhaiteriez me voir produire pour le Congrès annuel ou plus tard : bilan(s), texte(s), autre(s). Plusieurs personnes m'ont répondu et plusieurs associations en ont discuté en réunion, je vous en remercie d'ailleurs!

À mon tour de vous répondre, mais d'abord un résumé des réponses reçues :

- Rédiger un bilan global de mon expérience à l'ASSÉ
- Rédiger un bilan détaillé des tâches effectuées depuis mon embauche
- Rédiger des documents sur mes tâches pour la nouvelle permanence
- Rédiger un texte sur ma vision de l'ASSÉ
- Participer à la rédaction de la mise à jour de l'histoire de l'ASSÉ

D'emblée, les réponses reçues me semblent être la proposition d'écrire un « livre », ce dont je n'ai pas le temps. Ensuite, il m'est difficile de prendre une décision sur ce qui serait le plus pertinent pour vous, sauf pour la transition avec la nouvelle permanence. Ainsi, c'est sur cette transition que je dirigerai toutes mes énergies - bien qu'elles s'amenuisent actuellement - d'ici le Congrès annuel. Je ne déposerai pas de document(s) dans le cahier, mais vous pourrez en voir l'avancement et si possible, une brève présentation lors dudit Congrès.

Pour la suite des choses, je ne peux que vous suggérer de poursuivre votre réflexion en vue de me faire une proposition formelle lors du Congrès annuel.

Je suis comme à l'habitude disponible pour en jaser avec vous.

Valérie Soly, permanente

Bilan AÉMSS-UQO

Par Eloï Bureau, président de l'AÉMSS (et externe de facto!)

Retour global sur la dernière année

L'année 2007-2008 fut une année très chargée pour l'association et ses exécutantes et exécutants. En effet, à l'automne, à défaut d'avoir adopté un mandat de GGI, nous avons tout de même adopté une grève de trois jours, à laquelle s'est joint le regroupement des étudiantes et étudiants de travail social (REETS)¹. Bien que la participation se soit surtout concentrée la première journée où une cinquantaine d'étudiantes et étudiants ont piqueté à l'extérieur perturbant ainsi la circulation, l'AÉMSS-UQO envoya également un autobus à la manifestation nationale de l'ASSÉ.

La session d'hiver fut également mouvementée. Une conférence de presse eut lieu à l'UQO en début de session dans le cadre de la tournée de sensibilisation. La couverture médiatique fut globalement excellente et généreuse, malgré un petit pépin quant à l'heure de la convocation faite par l'exécutif national (pas de rancune!!! Les médias sont très ponctuels en Outaouais, nul besoin de les convoquer plus de bonne heure que l'heure à laquelle nous voulons commencer!)

Ensuite, lors de la visite de la ministre Courchesne pour inaugurer le nouveau pavillon le 24 janvier, celle-ci fut accueillie par une quarantaine d'étudiantes et étudiants dont certain-es restèrent plus de deux heures à faire du bruit et perturber radicalement la conférence de presse. La présence de deux clowns militantes des clowns Brouhaha fut un atout incontestable. Cette activité marque aussi le début de la répression policière et administrative à l'UQO.

L'AÉMSS s'est par la suite dotée d'un mandat de GGI à la mi-février (renouvelable) qui ne sera toutefois pas reconduit de peu, après une de ces traditionnelles AG où les membres en défaveur de la grève ne s'exprimèrent pratiquement pas et censurèrent le débat en demandant de passer au vote très rapidement.

La grève de l'hiver fut tout le contraire de celle de l'automne; le petit momentum avait disparu, les membres, militantes/militants ainsi que les exécutantes/exécutants actives et actifs étaient blasés-es, fatigués-es, etc. Elle fut, tel qu'explicité à l'AG où le mandat de GGI fut voté, plutôt symbolique. La couverture médiatique fut, dès lors, horrible.

Par la suite, l'AÉMSS-UQO fut plus tranquille (pour ne pas dire morose), bien qu'elle adopta des positions en AG qui structureront les actions pour le futur, spécialement en ce qui a trait à son mandat de militer en faveur de la désaffiliation de l'AGE-UQO de la FEUQ. D'ailleurs, il fut très ardu et fatigant de surveiller la dérive autocratique de l'actuel exécutif (pro-FEUQ) de l'AGE-UQO. La liste des irrégularités et magouilles est longue, et seule la pointe de l'iceberg a été dévoilée à ce jour.

Exécutif et assemblées générales de l'AÉMSS-UQO

La composition de l'exécutif fut sans doute le plus grand handicap de l'AÉMSS. Bien qu'en

¹ À cet effet, il est à noter qu'il existe un fort potentiel de mobilisation des membres du REETS, qui fut toutefois tempéré, surtout à la session d'hiver, par son exécutif qui préférerait se recentrer sur les activités sociales.

septembre l'exécutif était complet, certains exécutantes et exécutants montraient déjà un désintérêt marqué envers leur implication au sein de l'association (trois démissions durant le temps des fêtes). Cela reste une constante jusqu'à ce jour et laisse un nombre considérable d'ouvrages à un nombre d'exécutantes et exécutants se comptant sur les doigts de la main, même si vous lui en amputez quelques-uns... Cela se refléta par la présence systématique des deux mêmes délégués lors des instances de l'ASSÉ, soit moi-même et David Clément (à partir de décembre), qui remplaçait notre trésorier préalablement destitué en AG à l'automne.

Le quorum (5 %, soit environ 15 membres) pour tenir nos assemblées générales fut toujours un défi à obtenir, surtout à la session d'hiver. Nos AG, dont l'ordre du jour est généralement très chargé, couplés d'autres problèmes logistiques (pas de locaux disponibles, ou alors seulement pour une heure) fit en sorte que les débats ou mandats adoptés en congrès à l'ASSÉ furent rarement ramenés au niveau local, faute de temps et la nécessité de traiter d'autres points plus urgents selon le contexte local.

Relations AÉMSS-UQO / ASSÉ

Les relations entre les deux exécutifs furent excellentes au cours de l'année. L'aide à la mobilisation fut très appréciée, puisque la base militante de l'UQO reste extrêmement restreinte et peu encline à faire du travail de terrain (absence d'un comité de mobilisation fonctionnel), pourtant très nécessaire. Le matériel d'information de l'ASSÉ fut aussi un très utile, l'AÉMSS-UQO n'ayant pas eu de ressources humaines et financières suffisantes pour en produire et en distribuer à large échelle.

Dû à la précarité de l'exécutif de l'association, il fut parfois très exigeant de répondre aux attentes de l'exécutif national. De plus, être membre de l'ASSÉ amène un lot considérable de travail supplémentaire pour l'association, ce qui fut très exigeant pour l'exécutif 2007-2008. Par moment, cela faisait en sorte que nous passions davantage de temps à traiter de questions relatives à l'ASSÉ (bien qu'intrinsèquement liées à la situation locale), ce qui fut parfois frustrant puisque nous avons l'impression de faire deux choses à moitié (mal s'occuper du local et national). La présence et la préparation aux instances, les innombrables appels téléphoniques, ainsi que la coordination globale entre l'AÉMSS-UQO et l'ASSÉ, toute nécessaire soit-elle, fut très prenante pour les (rares) exécutantes et exécutants actives et actifs de l'association.

Nous furent heureux d'accueillir le congrès d'hiver de l'ASSÉ à l'UQO, bien que quelques problèmes logistiques compliquèrent la donne, comme le lieu de dodo, l'ambiance inusitée et inhabituelle au bar le samedi soir (nous avons pourtant pris des arrangements avec le proprio de ce bar normalement très sympa) et de la bouffe. Il aurait toutefois été plus agréable que les critiques quant à l'organisation soient restées personnelles, car certain-es militantes et militants qui l'ont organisé eurent ouï-dire desdites critiques et furent désappointé-es considérant le temps qu'ils et elles y avaient consacré-es.

Un autre élément de frustration fut aussi d'avoir envoyé une délégation de l'UQO, fort respectable, à l'action de perturbation économique dont l'organisation apparut déficiente et qui n'eut pas lieu. Sans vouloir en attribuer à ce seul événement la faute, il est vrai qu'à partir de ce moment l'AÉMSS-UQO fut pratiquement absente des actions nationales.

Considérations

Globalement, nous pourrions conclure ce bilan, sans doute très incomplet, en affirmant qu'une frange des membres de l'AÉMSS et du pavillon Taché en général² en sont au point où ils et elles sont ouvert-es au discours plus radical de l'ASSÉ, mais qu'ils et elles ne sont pas prêt-es à jouer le rôle de militant-es. Cela est sûrement également imputable au piètre sentiment d'appartenance qui règne à l'UQO, à l'absence de toute forme de vie étudiante et la quasi-prédestination des diplômé-es à la fonction publique.

Finalement, bien qu'il est de mon avis important que l'AÉMSS-UQO continue d'évoluer activement au sein de l'ASSÉ, il serait souhaitable que l'exécutif de l'AÉMSS-UQO 2008-2009 recentre quelque peu ses actions au niveau local afin de combler le fossé entre le discours des sympathisants et sympathisantes de l'ASSÉ au sein de l'AÉMSS et les autres membres qui ne se sont pas appropriés son discours et son argumentaire. L'ASSÉ (ses membres et son exécutif) devra donc être compréhensive de cette situation et de ce qui en découlera. D'autant plus que le nouvel exécutif entrera vraisemblablement en fonction avec la moitié des postes vacants et qu'il mettra sans doute toutes ses énergies (à l'automne) à militer à la désaffiliation de notre AGE de la FEUQ. Il sera primordial pour conserver le travail déjà entamé à l'AÉMSS-UQO de recevoir un coup de main militant (à la mobilisation entre autres) des membres de l'ASSÉ, sans que ceux-ci, sans doute, puissent le rendre comme il le voudrait aux autres associations plus solides. L'AÉMSS, conjointement à l'ASSÉ, a su créer un espace de contestation très visible en Outaouais, mais qui reste somme toute très fragile.

2 Pour ceux qui ne connaissent pas la dynamique de l'UQO, les modules traditionnellement plus progressistes (Sc, sociales, travail social, éducation, ...) se retrouvent au pavillon Taché alors que les plus conservateurs ou réactionnaires sont au pavillon Brault, complètement séparés au point où l'on dirait deux mondes distincts.

Bilan Comité à la mobilisation

Par Myriam Villeneuve, membre du Comité à la mobilisation

Le Comité à la mobilisation fête sa première année d'existence. Créé lors du Congrès des 17 et 18 février 2007 à l'UQAM, le Comité à la mobilisation avait pour but d'être la prolongation des bras de l'exécutif, d'aider au dynamisme des associations locales, de promouvoir, par le biais du syndicalisme de combat, la mise en place du plan d'action de l'ASSÉ.

Été 2007 : Qu'est-ce que le Comité à la mobilisation?

À sa création, celui-ci semblait relativement clair sur papier, mais pas en pratique. Il faut d'abord mentionner qu'un nombre impressionnant de personnes désiraient se présenter sur ce tout nouveau Comité, mais que dans les faits, seulement deux candidatures ont été déposées. Il a été très difficile en Conseil de Coordination de définir les tâches de ce Comité. En jonglant entre la question des affiliations, des actions de rentrée et finalement de la liste ressources (une liste de noms de personnes à contacter pour aider les différents comités de l'ASSÉ et associations qui nous formule des demandes : praesidium, formation, mobilisation), dans le concret, les tâches de travail n'ont pas attendu avant de se multiplier. Le Comité à la mobilisation, toujours en quête d'identité, avait un besoin de définir une fois pour toutes sa raison d'être. Une fois la liste ressources complétée, le temps était à l'organisation de la rentrée, ce qui a laissé peu de temps à la réflexion identitaire.

Rentrée 2007 : Quelle est la limite entre Comité à la mobilisation et exécutants et exécutantes?

Le Comité à la mobilisation est alors responsable d'organiser, de pair avec l'interne et l'externe, la rentrée dans les différentes associations étudiantes locales. Le but était de donner un appui considérable aux associations étudiantes locales pour faire des actions de visibilité sur les campus et ainsi apporter des nouvelles personnes à s'impliquer pour éventuellement permettre de faire lever la grève. Le Comité devait permettre d'épauler les comités mobilisations locaux. Pas besoin de vous rappeler l'échec de cette partie du plan d'action. Au moment de l'organisation de cette rentrée, la limite est mince, voire inexistante, entre être sur Comité à la mobilisation et l'exécutif national. Organiser un dispatch dans certaines associations locales requiert des contacts avec le monde du local et un contact avec les gens du Comité. Malheureusement, la situation estivale, le manque de contacts avec le local et des conflits dus entre autres à la crise d'identité du Comité à la mobilisation, aura tout fait, sauf favoriser une rentrée dynamique.

Automne 2007 : Campagne de grève

Deux nouvelles personnes gonflent les rangs du Comité à la mobilisation pour apporter un renouveau certain et un dynamisme. Mais le travail du Comité à la mobilisation comme il est actuellement orienté, n'a rien d'un Comité charmant et motivant. Concrètement, le Comité à la mobilisation s'est chargé durant la campagne qui aurait dû mener à la grève générale à faire des téléphones, assurer un dispatch au niveau provincial et bien sûr boucher les trous par nous-mêmes. Dans ce bilan, il n'est pas question de remettre en cause l'aide sur le terrain que l'ASSÉ peut apporter à certaines associations étudiantes locales, mais simplement de lancer la question suivante : à quel point les associations étudiantes se se fient-elles uniquement ou principalement sur le support

de l'ASSÉ pour organiser leur mobilisation? Une des forces de l'ASSÉ c'est d'avoir des associations étudiantes fortes et dynamiques au local, et l'ASSÉ peut aider à créer ce dynamisme au local. Il est possible de transférer de la force militante d'une association plus forte vers une autre, mais il ne faudrait pas non plus en abuser pour éviter que ces associations étudiantes plus fortes perdent justement leur force. En ce sens, il est important de développer au local une relève et de bien la former.

Hiver 2008 : Fin de la campagne de grève

Au congrès des 1^{er} et 2 décembre 2007 au Cégep François-Xavier-Garneau, le Comité à la mobilisation a dû constater 2 démissions dans ses rangs, mais également l'arrivée d'un autre membre.

Lors de la période des fêtes, très peu a été fait, alors que beaucoup auraient été à faire pour prévoir la prochaine session, mais les mandats flous et le manque de communication ont donné congé au Comité à la mobilisation. Nous avons donc commencé notre premier mandat de la session, le renouvellement de la liste ressources de l'ASSÉ, un peu tardivement, et la session a commencé avant que l'on puisse la terminer. Les besoins en mobilisation se sont vite fait sentir et la liste ressources a été reléguée en partie aux oubliettes, ce qui fait que celle-ci ne fut jamais terminée. C'est dommage, mais la liste ressources était encore heureusement utilisable et sous-utilisée par les Comités, sauf peut-être le Comité à la mobilisation.

Nous avons aussi le mandat d'aider à la réalisation de la tournée de sensibilisation, mais inutile de vous rappeler ici l'échec de cette partie du plan d'action. Le Comité à la mobilisation n'a pas beaucoup été utilisé, aucun mandat clair lui étant donné et, encore une fois, le manque de communication est à noté.

Au début de la session, un projet d'émissaire a tenté de prendre forme, mais sans trop de succès, dû au manque de suivi. Au départ, le Secrétaire aux relations internes devait contacter les associations membres ciblées pour leur présenter le projet et le Comité devait trouver les émissaires et organiser une réunion afin de leur présenter le projet et diviser les tâches. La rencontre a bien eu lieu, mais un flou s'est vite installé quant au rôle de chacun et chacun, plus particulièrement celui du Comité. Ce flou a entraîné un manque de suivi des émissaires. Les émissaires, pour la plupart, semblaient bien comprendre leur rôle, bien que plusieurs questions aient été adressées sur les limites et mandats de ceux-ci au Comité à la mobilisation. Le flou a cependant surtout porté sur les différentes responsabilités entre le Comité à la mobilisation et l'interne de l'ASSÉ. En effet, on ne savait pas très bien qui devait faire le suivi avec les associations membres touchées et les émissaires. Le projet reste toutefois une bonne idée, il faudrait toutefois le clarifier, mieux le définir et s'assurer d'un meilleur suivi. Sans vouloir excuser les erreurs produites, il faut mentionner que l'échec de la grève générale illimitée à la session d'hiver et l'absence d'un plan d'action alternatif ont fait en sorte que plusieurs associations locales se sont repliées sur elles-mêmes et n'avaient plus vraiment besoin d'aide extérieure.

Le Comité à la mobilisation s'est fait également donner un mandat par le Conseil de Coordination du 30 janvier 2008 : « Que le Comité à la mobilisation établisse un plan de mobilisation axé sur la Ville de Québec, particulièrement l'AGEFXG et sa campagne de désaffiliation ». Dès lors, toutes

les énergies du Comité à la mobilisation ont principalement été mises sur ce mandat. Le rôle du Comité a surtout été d'assurer une présence sur le terrain, soit en y étant nous-mêmes présent et présente, ou en organisant des tournées. D'ailleurs, nous tenons à remercier tous ceux et toutes celles ayant contribué à cette campagne. Pour plus d'informations sur ce qui s'est passé, un bilan de la campagne a été produit.

Points forts et points faibles du Comité à la mobilisation de l'ASSÉ

Une des utilités du Comité à la mobilisation est de « dégorger » l'exécutif des certaines tâches au quotidien, comme organiser des tournées ou trouver des praesidiums. Une meilleure communication et répartition des tâches devrait être pensée afin de maximiser le travail du Comité. Un autre point fort est que les gens sont directement lié-e-s au terrain, ils et elles connaissent donc bien les réalités locales et la mobilisation de terrain. Ils et elles peuvent donc apporter une aide considérable autant à l'exécutif national qu'aux associations locales.

Un des points faibles est le manque de clarté dans les mandats et objectifs du Comité à la mobilisation. Si, sur papier, les objectifs du Comité semblent clairs, il en est tout autre dans la réalité. Quels sont les mandats qui devraient lui revenir? Voilà une question qui reste encore à définir. Encore une fois, une meilleure communication entre l'externe, l'interne et les membres du Comité serait profitable au travail. Une autre difficulté est le manque d'information sur les réalités locales et les forces effectives des comités mob locaux. En ce sens, il serait bien que le Comité à la mobilisation, un peu à l'image du Comité femmes, relie les comités mob locaux et aide à la création et au maintien de nouveaux comités mob, en plus de voir à la mise en place de stratégies locales pour la mise en place du plan d'action.

Bilan du Conseil Régional de l'ASSÉ à Montréal

Par Adam Pétrin et Jessyka Boulanger, coordonnateur et coordonnatrice du CRAM

Participation aux instances

Les associations étudiantes sont souvent peu préparées durant le CRAM. Il n'y a pas vraiment eu de propositions amenées par les associations locales avant le CRAM. D'ailleurs, il n'y a pas eu une bonne participation des associations membres pendant la session. Nous avons eu quatre réunions et à deux reprises nous n'avons pas eu quorum

Actions

Les actions ne sont pas amenées dans les associations locales. Il n'y a pas eu une grande participation aux deux actions qui ont été faites cette session. D'ailleurs, l'action de la semaine de perturbation économique a été organisée par la SOGÉÉCOM qui critiquait la pertinence de faire cette action. Nous pouvons alors dire que les actions régionales n'ont pas été un succès. Par contre, il est important que les associations prennent une plus grande place dans l'organisation des actions comme l'a fait la SOGÉÉCOM.

Communication

La coordination a dû assurer la tâche de porte-parole à quelques reprises sans être mandatée par le CRAM. Lors de l'adoption d'une proposition d'action nécessitant des porte-parole, il faudrait s'assurer d'en nommer et d'établir des lignes directrices claires concernant le message diffusé aux médias.

Conseil de Coordination

Lors des Conseils de Coordination, une bonne participation du CRAM fut difficile à assurer. Le peu de préparation de la part des associations étudiantes pour ce point et parfois, les instances mal coordonnées dans le calendrier (cahier de préparation au CoCo pas encore rédigé) sont les raisons de ce constat. Cependant, lors du dernier CRAM, une plus grande participation durant le point CoCo fut remarquée ce qui a amélioré la participation permettant au CRAM de prendre position sur les points traités en CoCo.

Recommandations

Suite à tous ces constats, il y a des recommandations à faire afin qu'il y ait une meilleure participation, une meilleure coordination et d'établir plus de liens. D'abord, il faudrait prendre contact avec les différents groupes communautaires menant une lutte commune. Ce soutien est nécessaire pour mener une lutte offensive et massive, sinon nous allons nous refermer sur nous-mêmes. Également, il faudrait améliorer la communication entre les comités de l'ASSÉ, l'exécutif et le CRAM afin de ne pas dédoubler les tâches et pouvoir prendre en considération le travail fait lors de l'adoption des propositions.

Pour améliorer la participation, il faudrait qu'il y ait une meilleure préparation au local, donc améliorer la communication entre les instances afin d'éviter de longs tours de table. Il faudrait une meilleure préparation des associations ce qui permettrait de mettre sur pied un cahier de préparation du CRAM et de lire le procès-verbal avant les instances. Il faudrait qu'il y ait un suivi des mandats au local.

Lors de la création de nouveaux comités, il faudrait établir des mandats clairs et assurer une participation de membres sur ceux-ci. Lors de compte-rendu de comités, une participation et une présence des associations aideraient au bon fonctionnement des comités. Le CRAM ne devrait pas être une instance où les associations membres prennent que des nouvelles, mais plutôt un lieu pour préparer les actions.

Sur ce, nous espérons que ce bilan puisse permettre une meilleure transition et compréhension concernant le CRAM.

Commentaires de l'AÉÉA

Association des Étudiantes et Étudiants en Anthropologie

0) Plan de l'article

- Affiliation : perspectives de grève;
- Bilan de la grève;
- Relations et implication de l'ASSÉ;
- Perspectives futures.

1) Affiliation : perspectives de grève

Septembre 2007, à l'unanimité nous votions pour l'affiliation de l'AÉÉA à l'ASSÉ. Cette décision s'inscrivait, entre autres, dans un désir d'ancrage dans la prochaine mobilisation nationale. Nous voulions être la partie d'un tout. Notre entrée dans cette association portant les mêmes revendications fut le point de départ de l'enclenchement du mouvement de grève. Forts de cette union, nous sentions que nous pouvions devenir porteurs du discours syndicaliste de combat et donc moteur de mobilisation régionale. L'affirmation et la mise en application de nos visions devenaient inévitables.

2) Bilan de la grève

Le 18 octobre, lorsque nous déclenchions la grève, nous étions les premiers. Ces deux semaines et demie de grève furent fructueuses : conférences de presse, actions théâtrales, mobilisation pan-campus, présence dans les médias, éducation parallèle (genre UPAM), formation médias, etc. Au terme de cette expérience, 14 associations de l'Université Laval prenaient des mandats de grève pour les 14, 15 et 16 novembre. Un sentiment d'accomplissement s'en dégageait. Malgré la dérision autour de l'isolement de notre mouvement, nous sentions que l'information s'était diffusée et que plusieurs associations étaient prêtes à faire un pas en avant.

Or, le mouvement de grève a été suspendu et un sentiment de déception s'est installé. Nous voyions un potentiel certain dans une mobilisation universitaire. L'objectif habituel est de réunir tous les paliers de l'éducation post-secondaire. Cependant, le momentum était là : les universitaires payaient les frais du dégel. Pour mobiliser les cégepiensNEs, il aurait fallu de toute manière beaucoup plus de temps. Il est clair que la dynamique classique dans laquelle les cégeps sont le moteur de la mobilisation des universités était inversée dans ce contexte. La réflexion tient toujours...

Une question se dégage pourtant : pourquoi le dégel est-il si peu mobilisateur?

Le discours semble mal construit, mal exprimé sur la place publique. Nos propositions viendront plus tard, dans la section des perspectives futures.

3) Relations et implication de l'ASSÉ

De cette première année avec l'ASSÉ, nous retenons une présence proactive des membres et exécutantEs de l'ASSÉ dans nos activités, particulièrement lors de la grève. En effet, l'ASSÉ était présente lors de nos conférences de presse, assurait la formation média préalable et nous appuyait

tout en nous alimentant de plusieurs conseils et de matériel pertinent. Donc, d'une part, l'ASSÉ a joué un rôle important dans le mouvement vécu à Laval, mais certaines lacunes ont également apparues.

Une attitude méfiante (et parfois chargée négativement) de la part de plusieurs membres de l'ASSÉ lors des instances minait la motivation et l'énergie pour porter un mouvement au local, quel qu'il soit (grève ou manifestation). Une ambivalence s'installait alors et un inconfort vis-à-vis des assos membres et des instances nationales surgissait. La manifestation à Québec a été accueillie avec enthousiasme par l'AÉÉA, mais le manque concret de mobilisation n'a pas eu le résultat attendu. La cessation de la campagne de grève a également provoqué une surprise chez les membres de notre association. ConfusEs et déçuEs, nous comprenions cependant que l'ASSÉ devait répondre à la majorité des membres qui l'incarnaient.

Le revirement de la campagne de grève appelle néanmoins à des questionnements plus profonds sur la démobilisation générale concernant le dégel des frais de scolarités. Les actions effectuées cette année étaient porteuses de messages et poursuivaient l'objectif de dénoncer le sous-financement des universités. Pourtant, comment expliquer que la société soit contre nous? Diverses solutions sont possibles pour mettre de l'avant les revendications proposées par l'ASSÉ. Quelques mots-clés se sont dégagés de notre réflexion : créativité, inclusivité et écoute. Un travail en profondeur est à entamer afin de leur redonner des allures créatives et subversives qui pourraient trouver leur place dans l'espace public. En réalisant des actions concrètes avant de faire une grève (ateliers, forums, séance d'éducation parallèle alternative), nous donnerions une image plus positive de celle-ci en lui attribuant un sens. Sans vouloir ressembler à la FEUQ, l'ASSÉ semble avoir peur de revitaliser son style militant. Une attitude inclusive sortant de la culture militante « excluante » nous permettrait de toucher directement les gens et ainsi de les mettre de notre côté lorsqu'il serait temps de faire LE coup d'éclat.

Une insatisfaction ressort également des instances de l'ASSÉ. Bien que leur pertinence soit indéniable, il serait indispensable d'ouvrir une journée de réflexion sur l'espace occupé par l'ASSÉ. Les congrès et les camps de formation sont encadrés de journées très chargées, ayant souvent comme résultat un manque de sommeil et une fatigue corporelle menant à des irritations émotionnelles plus faciles. En ajoutant un côté plus « humain », c'est-à-dire à l'écoute des besoins du corps, une meilleure ambiance se dégagerait de ces espaces primordiaux. Rendons l'obligatoire plus agréable! N'oublions pas de souligner également l'excellent travail réalisé par le comité exécutif et la permanence de l'ASSÉ!

4) Perspectives futures

Les perspectives futures quant à une grève ne sont pas impossibles, mais doivent être envisagées avec plus de préparation : être proactives sur la place publique, réaliser des actions originales, créatives, voire humoristiques, mettant à l'avant-scène nos revendications qui touchent les thématiques de l'éducation et équilibrer l'effort accordé au mouvement national et local. Voilà les possibilités qui s'ouvrent à nous avant d'entamer une nouvelle campagne de grève, qui, selon nous, ne pourrait se produire avant le printemps 2009. Nous vivons dans la société, l'incarçons et la créons tout à la fois; misons sur un projet qui nous concerne touTEs!

Bilan annuel 2007-2008 du Conseil exécutif

Par le Conseil exécutif

Retour critique sur la campagne « Pour un réinvestissement, pas n'importe comment! »

Le présent texte se veut un humble apport à la réflexion critique entourant la campagne « Pour un réinvestissement, pas n'importe comment! ». Il s'agit non pas de relater l'ensemble des actions qui y eurent lieu, ni d'imposer une interprétation des événements, mais plutôt de stimuler la réflexion collective afin d'apprendre de nos erreurs. Le but n'est pas de sombrer dans l'éternelle autocritique, mais de faire la lumière sur les éléments internes qui contribuèrent à l'échec de cette campagne qui aura profondément marqué l'histoire de l'ASSÉ.

Chronologie approximative de la campagne¹

Dates	Événements	Précisions
22 et 23 avril 2006	Congrès annuel (Lionel-Groulx)	Débats et adoption du libellé « Pour un réinvestissement pas n'importe comment! » (PURPNC)
26 août 2006	Congrès extraordinaire (UQÀM)	Délibérations sur la plateforme de revendications; aucune adoption
14 et 15 octobre 2006	Congrès d'automne (Drummondville)	Adoption de la plateforme PURPNC
3 novembre 2006	Lancement d'un ultimatum au gouvernement	Portant sur les revendications de la campagne
13 novembre 2006	Lancement de la pétition nationale	Portant sur l'appui des revendications de la campagne et l'escalade des moyens de pression advenant que le gouvernement ne réponde pas à notre ultimatum
6 décembre 2006	Manif'Action (et dépôt de la pétition)	500 personnes; 10 000 signatures
5 janv. au 9 février 2007	Plan de valorisation	Axé sur les assos membres
17-18 février 2007	Congrès d'hiver (UQÀM)	Adoption du Mémoire sur la gratuité scolaire; Prise de position préliminaire contre la loi 43; Premiers débats sur les perspectives de grève à l'automne; Convocation du Congrès « GGI » du 7 avril

¹ La présente chronologie ne prétend pas être exacte sur tous les points. Nous avons tenté de souligner les points saillants à partir des informations que nous avons.

Dates	Événements	Précisions
19 février 2007	Conférence de presse	Lancement du Mémoire sur la gratuité scolaire
29 mars 2007	Manifestation nationale à Montréal	4 500 personnes
7 avril 2007	Congrès « GGI » (BdeB)	Débats sur la GGI et la plateforme à mettre de l'avant dans le cadre de cette dernière Adoption de proposition pour consultation dans les AG
24 avril 2007	Sortie de presse contre le dégel	Faisant suite à l'officialisation de la position du gouvernement
28 et 29 avril 2007	Congrès annuel (Joliette)	Décision d'appeler la GGI sur la plateforme PURPNC en incluant parallèlement l'abolition de la loi 43 pour laquelle l'ASSÉ se positionne dès lors formellement Adoption d'un plan d'action de déclenchement de GGI
4 mai 2007	Rencontre avec la ministre Courchesne	Portant sur la plateforme PURPNC
7 mai 2007	Sortie de presse sur la GGI	Annonçant le déclenchement de la campagne de GGI sur la plateforme PURPNC
Juin 2007	Mobilisation dans les écoles secondaires	Ultimatum spécial « secondaires » à Sherbrooke et Montréal
9-10 juin 2007	Camp de formation (Centre NDA)	Sur la production de matériel d'information
28 juin 2007	Annonce du dégel des frais de scolarité et de la compensation à l'AFE	Réaction peu préparée, mais efficace Réaction médiatique; les fédés réagissent plus rapidement au niveau de l'action (le dégel a été annoncé via la bonification de l'AFÉ)
8 juillet et 5 août 2007	Rencontres informelles pour une coalition de grève autour de l'ASSÉ	Fastidieuses discussions montrant ouverture de l'ASSÉ; peu de résultats concrets
17 juillet 2007	Mobilisation urbaine	Dans les métros de Montréal avec l' <i>Ultimatum urbain</i>
Août-septembre 2007	Actions et mobilisation de rentrée	Peu effectives et médiatisées
1 et 2 septembre 2007	Congrès (St-Laurent)	Tentative de préciser la revendication sur les garderies; Série de propositions sur la coalition; Adoption du plancher de déclenchement de la GGI et date suggérée pour le déclenchement.

Dates	Événements	Précisions
10 au 28 septembre 2007	Semaines d'actions régionales rotatives	Peu fonctionnelles : action manquée au CRAALLL, Manif du CRAM (500 pers.), Manif de la MASSE (300 pers.)
22 et 23 septembre 2007	Camp de formation (Sherbrooke)	Poursuite de la campagne de grève
Septembre et octobre 2007	AG de grève	Échec dans les cégeps
6-7 octobre 2007	Congrès (Centre NDA)	Tentative de préciser la revendication sur les garderies; Déclenchement officiel de la campagne de grève et adoption du plan B (journées de grève du 14 et 15 novembre); Envoi du Mémoire sur la gratuité scolaire à la consultation sur les frais institutionnels obligatoires dans les universités.
20-21 octobre 2007	Congrès (UQÀM)	
Début à mi-novembre 2007	Assemblées générales de mandat de grève de un jour à une semaine	Pour la semaine du 12 au 16 novembre
12 au 16 novembre 2007	Journées d'action et manifestation nationale	Manif du 15 novembre 2000 pers.; 38 associations étudiantes en grève (plus de 60 000 membres)
1-2 décembre 2007	Congrès (FXG)	Plan d'action à deux vitesses
10 au 17 janvier 2008	Tournée de sensibilisation PURPNC	Limitée à l'UQÀM et l'UQO
18 janvier 2008	Action de perturbation économique	Ciblant l'Institut économique de Montréal (IEDM), se déplace vers les bureaux du député Gerry Sklavounos
2-3 février 2008	Camp de formation (Matane)	
Mi-janvier au 20 février 2008	Assemblées générales de GGI ou de grève d'un jour pour la manifestation	
14 février 2008	Action d'appui aux arrêté-e-s	Concernant le bed-in du Vieux-Montréal et l'UQÀM
21 février 2008	Manifestation nationale à Québec	2 000 personnes

Des revendications plus grandes que leur portée réelle

Tout d'abord, la lente élaboration de la plateforme de revendications, en 2006, permit certes de nombreux allers-retours entre les assemblées générales et le Congrès, bien que ce travail ne semble pas avoir donné de résultats satisfaisants. En effet, les hésitations présentes dans les délibérations en

Congrès ont fini par créer une urgence dans l'élaboration de la plateforme, ce qui fait que la proposition finale était assez cohérente en soi, mais pas tant portée par les associations étudiantes locales. En effet, les assemblées générales se virent proposer une plateforme cohérente, mais assez opaque, que la plupart adoptèrent sans trop la modifier peut-être de peur de se voir isoler d'un mouvement national. Les événements qui suivirent montrèrent que l'adoption de cette plateforme s'est fait sur une base assez réduite de gens : en effet, les premières assemblées générales d'envergure dans le contexte de la grève d'automne 2007 ont montré que bon nombre de membres ne s'étaient pas approprié-e-s la plateforme. Peut-être était-ce qu'ils et elles n'avaient pas pris part à son élaboration, plus d'un an plus tôt.

Au niveau des revendications, il nous faut d'abord mentionner l'erreur fondamentale d'adopter la revendication sur les garderies alors que l'essentiel du travail de recherches et réflexion n'avait pas été fait. Cette situation a entraîné une marginalisation de la revendication, qui ne put être bien expliquée et qui ne permit pas d'impliquer les différents acteurs sociaux concernés. Rappelons que les recherches subséquentes ont abouti à une analyse contradictoire : l'adaptation des horaires de cours aux horaires de garderies plutôt que des horaires de garderies adaptés aux horaires de cours. L'importance de la recherche *avant* d'élaborer des revendications paraît primordiale.

Le discours sur la gratuité scolaire était assez solide pour être largement diffusé sur les campus et dans l'espace public. Une critique claire peut être faite sur la formulation très large de la revendication : il aurait peut-être fallu être plus clair sur le fait que la gratuité scolaire était une position de négociation, un principe à mettre de l'avant dans notre discours. Le débat sur la ligne à tenir par rapport à celle-ci aurait dû être fait lors de l'adoption de la plateforme. À ce titre, le ton offensif de la plateforme, qui avait été diffusée pendant près d'un an, a paru déconnecté suite à l'annonce du dégel. Les tentatives de reformulation dans le contexte ont été rejetées par le Congrès : était-ce parce que les assemblées générales ne s'étaient pas repositionnées sur la question que les délégations rejetèrent toutes modifications en ce sens? Avait-on fini par développer, au sein des militants et militantes habitué-e-s aux instances nationales, une sorte d'orgueil de principe montrant toute reformulation en regard du contexte comme une dissolution des principes de base que devaient mettre de l'avant l'ASSÉ? Le fait est qu'en septembre 2007, l'ASSÉ et le gouvernement tenaient tous deux un discours offensif : comme le disait Benoit Renaud au sujet de la GGI de 1988 : « Lorsque les deux protagonistes ont l'impression de pouvoir passer à l'offensive, c'est que l'un des deux a mal évalué le rapport de force réel »².

Il faut aussi ajouter que de nombreuses tentatives eurent lieu de la part de certaines associations pour modifier les revendications de la campagne, allant souvent dans le sens de préciser et contextualiser la revendication de gratuité scolaire. Au-delà du débat de libellé, les délégations membres, confiantes, ont rejeté ce qui apparaissait pour certains et certaines comme une dilution, pour d'autres comme une précision essentielle en regard de la situation. Il faut comprendre qu'au-delà du débat sur le caractère stratégique de nos revendications, celles-ci furent souvent maintenues telles quelles puisque les assemblées générales les avaient adoptées telles quelles. Sans mandat pour les modifier, les délégué-e-s votèrent pour le statu quo et la situation perdura. Avec le temps et l'échec des votes de grève, cette prise de position créa une situation inédite, où bon nombre d'associations étudiantes s'étaient prononcées pour la plateforme, mais contre le plan d'action de grève... Il faut convenir que malgré leur caractère peu stratégique, les revendications de la

2 Benoit Renaud dans Benoit Lacoursière, *Histoire du mouvement étudiant depuis 1986.*, Montréal, Sabotart Éditions, 2007, p.47.

campagne ont été préservées pour leur authenticité et leur importance dans le discours social, mais aussi à cause de nos mécanismes démocratiques. Avons-nous décidé de trop mettre de l'avant nos principes sans analyser la conjoncture? Comme l'a dit Castro, l'histoire nous jugera.

Avec le recul, on peut dire que les revendications ont tout de même eu une bonne diffusion à la base, bien que celle-ci n'ait pas été suffisante pour engendrer une mobilisation significative. Il faut aussi constater que le discours de l'ASSÉ subit des reculs importants dans certains campus d'associations membres et non membres : les avancées effectuées depuis 2005 furent parfois perdues lors du retour en force de la droite dans certaines associations étudiantes.

Pourtant, on n'aura jamais autant parlé de gratuité scolaire dans l'espace public québécois depuis la fin des années 1980. Le discours de l'ASSÉ a définitivement progressé dans de nombreux milieux et aura su rallier bon nombre de groupes à sa cause. Sans avoir pu être véritablement offensifs et offensives au niveau de notre mobilisation, l'ASSÉ demeure un des seuls groupes sociaux mobilisés à avoir osé revendiquer plus que la simple annulation d'une réforme néfaste : nous avons lutté pour un projet de société.

Un plan d'action ambitieux et inégal

Dès l'élaboration de la campagne, plusieurs considéraient déjà qu'il était important de faire une campagne sur deux ans et, bien que le Congrès ne s'était pas positionné explicitement sur la question, cette considération a eu un impact sur le plan d'action de l'année 2006-2007. Cette perspective a bien su prévoir la stratégie gouvernementale en matière de frais de scolarité (ce constat avait été fait dès l'été 2004). De plus, le fait de bénéficier de deux années pour mobiliser semblait une bonne idée à la base pour s'assurer de la diffusion du discours en prévision d'une bataille qui s'annonçait déjà assez ardue; même si ceux et celles qui ont oeuvré durant la campagne de 2006-2007 n'ont jamais tenu pour acquis, dans son organisation et son déroulement, qu'elle soit reconduite en 2007-2008. Bien que notre vision stratégique ait été confirmée, il vaut la peine de se demander si notre réponse à l'attitude gouvernementale a été pertinente. D'emblée, on peut dire que la reconduction de la plateforme pour l'année 2007-2008 s'est avérée être une mauvaise idée : le renouvellement de la population étudiante força « l'éternel » recommencement de la mobilisation, créant certaines inégalités au niveau de l'appropriation des revendications. Cette réalité a davantage touché les cégeps, puisque le roulement de la population étudiante y est plus grand et que les personnes mobilisées au cégep ont souvent poursuivi leur implication à l'université, accentuant les inégalités en matière de forces mobilisatrices. En effet, ces inégalités se sont traduites dans la préparation, la connaissance, la qualité de la mobilisation, ce qui généra une sorte d'appropriation à deux-vitesses de la campagne : d'un côté ceux et celles qui y travaillaient depuis un an ou plus, qui s'étaient approprié-e-s le discours et l'argumentaire, et de l'autre, les gens qui durent composer avec un argumentaire assez complexe dans le feu de l'action, sans trop pouvoir remettre en question quelques pans de l'analyse. L'épuisement de certains militants et certaines militantes au local après une première année fit aussi beaucoup de tort au mouvement, privant la rentrée 2007 d'une masse de militants et militantes aptes à défendre la plateforme et à former de nouvelles personnes pour ce faire.

Au niveau des actions concrètes, il convient de dire avec le recul que le travail de mobilisation s'est fait un peu à l'envers au départ : lancer un ultimatum à un gouvernement libéral pour qu'il instaure la gratuité scolaire trois mois après l'avoir exigé parut sûrement un peu étrange pour les gens hors

d'un certain cercle militant. La pétition aurait-elle pu servir d'outil de mobilisation jusqu'à la session d'hiver, permettant alors une escalade plus serrée et liée au contexte? De plus, la mobilisation durant la session d'hiver 2007 aura permis à la manifestation du 29 mars d'obtenir un bon succès, mais peut-être aura-t-elle trop été centrée sur la manif et non sur les revendications en tant que telles. Le renouvellement de la population étudiante à l'automne 2007 a aussi fait que le gros du travail restait à faire alors que bon nombre de militants et militantes semblaient quelque peu épuisé-e-s de la mobilisation intensive de l'hiver.

Quant à la manifestation du 29 mars, elle demeure un des points culminants de cette campagne par son envergure, sa couverture médiatique et son énergie. Cependant, on peut voir avec le recul que cette réussite aura eu comme impact néfaste de doper la confiance des militants et militantes et de développer une assurance qui se détacha peu à peu de la situation politique réelle. En effet, on peut supposer que la présence massive à la manifestation est largement tributaire du mécontentement face à « l'effet Dumont », poussant des gens à venir manifester avec nous sans nécessairement supporter nos revendications (la présence d'un contingent PQ le montre bien). Il faut cependant convenir que l'ASSÉ avait tout de même eu « l'audace » publique de continuer de mobiliser pour la manifestation malgré les élections-surprises annoncées quelques jours plus tôt. Mais s'est peut-être l'incapacité de donner une suite active au plan d'action (entre autres au Congrès du 7 avril) qui causa le plus de tort à la mobilisation à venir à l'automne 2007. Les nombreuses interventions en assemblée générale disant « qu'il n'y avait pas eu d'escalade des moyens de pression » montrent à quel point cette manifestation eut une importance beaucoup plus grande dans la vision des militants et militantes que pour l'ensemble des membres de l'ASSÉ.

L'été s'entama avec l'arrivée d'une nouvelle équipe sur les Comités et Conseils qui s'activa dès lors à l'élaboration d'une campagne de grève. L'annonce de la hausse des frais de scolarité en juin prit de cours le Conseil exécutif, qui fut à tout le moins apte à réagir dans les médias. Peut-être aurait-il véritablement fallu établir en Congrès que la mobilisation devait être pensée dans une nette vision bisannuelle. La réaction à l'annonce de bonification des prêts et bourses en juin 2007 se fit à la dernière minute, ce qui donna de bons résultats sur le plan médiatique, mais laissa le champ quasiment libre au niveau de l'action aux fédérations, qui semblaient avoir eu vent plusieurs jours à l'avance de la date de l'annonce. Le travail estival fut long et fastidieux : alors que les tâches à faire s'amoncelaient, de nombreux militants et nombreuses militantes se montrèrent moins disponibles qu'il le semblait, ce qui mit beaucoup de poids sur les épaules de l'exécutif. La rencontre avec la ministre permit à tout le moins de confirmer l'ASSÉ comme acteur social incontournable du monde de l'éducation et poussa la ministre à s'engager au niveau des garderies. Il convient aussi de mentionner que de nombreux efforts furent mis sur les rencontres concernant la formation d'une coalition nationale de grève. La potentielle formation d'une coalition indépendante de grève poussa de nombreuses personnes à se concentrer sur ces tractations, reléguant de nouveau une grande part du travail organisationnel à un exécutif débordé.

La rentrée fut décevante sur le plan des actions, à la fois au niveau collégial et universitaire. Les actions de la rentrée furent malencontreusement le présage d'un plan d'action trop ambitieux pour l'état des forces réelles. En effet, les militants et militantes du local semblaient vouloir se concentrer sur la mobilisation et l'organisation en vue des assemblées générales, ce qui alourdit de nouveau le support de l'exécutif à ce sujet. Cette tendance semblait se confirmer avec la tenue des semaines d'actions régionales. Des erreurs organisationnelles empêchèrent la tenue de l'action du CRAALLL alors que la manifestation du CRAM attira peu de gens, faute d'une véritable mobilisation en partie

due à la détermination de la date en dernière minute. La MASSE, pourtant mieux préparée, ne réussit pas à atteindre ses objectifs de mobilisation lors de la manifestation du 27 septembre à Sherbrooke. Une situation particulière se produisit alors : malgré la faiblesse effective des actions tenues, le discours de grève de l'ASSÉ se voyait abondamment diffusé dans les médias, créant une dynamique en deux temps. Il s'agit maintenant de se questionner sur l'ampleur et le type de mobilisation du début de l'automne 2007 : les militants et militantes ont-ils et elles réellement préféré-e-s se concentrer sur la mobilisation au local en vue des assemblées générales plutôt que sur les actions? Pourquoi un plan d'action si chargé a été voté alors que les associations n'avaient pas les reins assez solides pour le supporter? De quelle façon s'est faite la mobilisation sur le terrain pour que l'accent sur la grève, fait par les médias, ait le dessus sur les revendications au sein de la population étudiante?

L'imprécision quant à cette situation a entraîné un trou d'actions de deux semaines entre les semaines d'actions régionales et les assemblées générales de grève. Alors que le Conseil exécutif interpréta ce vide comme un espace de mobilisation pour les assemblées générales, elle fut interprétée par certaines et certains comme un essoufflement de la base, une accalmie néfaste accentuant l'impression « qu'il n'y avait pas eu d'escalade des moyens de pression ». Bien que le Comité à la mobilisation national fut très actif durant ces semaines, cette priorisation de la mobilisation à la base au détriment des actions montra tout de même que la mobilisation globale n'était pas au rendez-vous.

La préparation pour les assemblées générales de grève fut très inégale. Alors que certaines associations étaient foutrement bien organisées, d'autres patinaient dans le « dernière minute » jusqu'au dernier moment. Bien que le lien entre la préparation des assemblées générales et un vote positif ne soit pas direct, il va sans dire que certaines associations étudiantes auraient eu intérêt à demander de l'aide aux diverses instances de l'ASSÉ pour mieux préparer l'argumentaire et l'organisation en général. Un constat s'impose malgré tout : pressé-e-s par le plan d'action et ayant de la difficulté à avoir une vision globale sur la situation sur le terrain avant les assemblées générales de grève, nous n'avons pu élaborer un calendrier d'assemblées générales cohérent. Le Congrès en a décidé une partie, alors que l'autre partie provient d'initiatives locales; le Conseil exécutif et le Comité de mobilisation national ne purent que s'adapter, eux-mêmes complètement débordés. On peut dire que cette erreur fondamentale aura des impacts particulièrement néfastes sur les résultats des votes d'assemblée générale. Mentionnons le rejet de la grève au Vieux-Montréal, qui fut médiatiquement très publicisé et qui eut un effet catastrophique sur le moral des troupes. Ce vote mit la mobilisation étudiante combative dans une position défensive dont nous ne sommes pas arrivé-e-s à nous sortir pour la suite de la campagne. Il faudra donc apprendre à mieux préparer le calendrier des assemblées générales de grève dans le cadre d'une campagne nationale de grève générale illimitée, tout en respectant la souveraineté locale en la matière. Ce questionnement devra aussi se faire au niveau local : les excès d'optimisme sont plutôt néfastes à ce sujet.

Les Congrès du Centre NDA (6-7 octobre) et de l'UQÀM (20-21 octobre) auront été l'occasion de réévaluer l'état de la mobilisation dans la marche vers la grève. D'emblée, il faut convenir que la majorité des associations étudiantes membres de l'ASSÉ n'avaient pas tenu leurs votes d'assemblée générale au moment du Congrès du Centre NDA. Cette situation explique donc la poursuite de la campagne. Toutefois, la situation était plus claire lors du Congrès de l'UQÀM, mais les membres ont tout de même choisi de poursuivre la campagne. Avec le recul, on peut émettre de sérieux doutes sur cette décision. L'empressement à réagir à tout prix contre le dégel et l'orgueil et la

volonté d'agir des délégué-e-s expliquent peut-être cette décision. Il faut aussi préciser qu'une majorité des membres de l'exécutif durent s'occuper de la logistique lors de ces deux Congrès fondamentaux. L'absence de ceux et celles-ci lors des délibérations n'explique pas la décision qui a été prise, mais permet à tout le moins de comprendre pourquoi certains éléments de la situation nationale n'ont pas été assez discutés. Il faut aussi souligner l'orgueil de certaines délégations qui ont, sans le vouloir, induit en erreur le Congrès sur le niveau effectif de la mobilisation et les perspectives concrètes de grève. C'est un mélange de ces dynamiques qui explique la poursuite de la campagne malgré un contexte politique et associatif très peu propice à la chose.

Malgré l'effondrement de la campagne de grève générale illimitée au national, les journées de grève du 14 au 16 novembre furent plutôt satisfaisantes dans le contexte. La répression subie lors du bed-in du Vieux-Montréal eut comme effet néfaste d'accentuer la position défensive de l'ASSÉ, qui dut se défendre au sein de l'espace public avant même d'avoir à parler de ses revendications. Soulignons aussi le manque de formations au local qui, à l'exception de l'UQÀM et l'Université Laval, n'eurent pas lieu faute de participants et participantes. Malgré tout, la semaine fut globalement assez réussie, surtout si l'on considère le revirement qu'il a fallu opérer au niveau de la mobilisation suite aux votes négatifs pour la GGI. La manifestation du 15 novembre s'est globalement bien déroulée, et il fut plutôt satisfaisant de voir que près de 60 000 étudiants et étudiantes étaient en grève pour l'occasion malgré le rejet de la campagne de grève quelques jours plus tôt. La pluie ne saurait toutefois expliquer la relativement faible participation : nous avons peut-être récolté le fruit de notre labour, mais pas celui de nos aspirations. L'atmosphère de la manifestation et la couverture médiatique furent cependant assez bonnes.

Le Congrès de FX-Garneau s'est déroulé sur un mode plus réflexif, sans qu'une position claire ait été adoptée au niveau du plan d'action. Les membres de l'exécutif sortirent très déçu-e-s de cette instance, n'ayant pas obtenu la seule chose qui comptait vraiment pour orienter leur travail : une proposition claire sur la suite des événements. Notons que les propositions de plan d'action à double vitesse sont à proscrire : comment voulez-vous coordonner une campagne nationale de grève quand la moitié (au moins) des associations étudiantes membres ont décidé à l'avance de ne pas y participer? Il fut extrêmement désagréable, pour la suite du plan d'action, d'avoir l'impression de tordre les bras de certaines associations pour participer au plan d'action qu'elles avaient elles-mêmes voté. Sinon, soulignons quelques erreurs au niveau du plan d'action : la tenue d'une action de perturbation avant la rentrée des cégeps (peu encourageant pour l'organisation et la mobilisation), le choix de tenir la manifestation la même semaine que le Congrès, l'organisation d'une action femmes sans précision sur le type d'action et alors que le Comité femmes était vide, etc. Pour en rajouter sur ce Congrès peu reluisant, mentionnons que la non-tenue du caucus non-mixte causant certaines tensions et mina la préparation d'une éventuelle rencontre non-mixte durant la session. Finalement, rappelons que la proposition la plus significative de ce Congrès fut sans doute celle où nous avons décidé de ne pas collaborer avec les fédérations étudiantes dans le cadre de la campagne.

Les débuts du plan d'action de la session d'hiver furent particulièrement désastreux et finalement assez évocateurs quant aux possibilités concrètes de faire lever une grève à l'hiver. Premièrement, l'exécutif s'est montré très disponible pour la tournée de sensibilisation aux impacts néfastes du sous-financement, mais les associations étudiantes membres désireuses d'y participer³ ont une après l'autre reculé, faute de préparation. Il fut particulièrement frustrant de sentir que nous mettions la pression sur des associations étudiantes qui nous avaient mandatés de tout faire en oeuvre pour que

3 L'AFESH-UQÀM, l'AEMSP-UQÀM et l'AEMSS-UQO sont toutefois les rares et heureuses exceptions.

se tienne cette tournée. De plus, l'action de perturbation du 18 janvier s'est soldée par un semi-échec (nous avons tout de même occupé les bureaux du député responsable de la Commission du travail de l'Assemblée nationale, et ce, sans arrestation...). Les causes de cet échec sont non seulement attribuables au fait que les cégeps étaient toujours en congé des fêtes (et non donc pas ou très peu participé à l'organisation et à la mobilisation pour l'action), mais aussi au manque d'expérience des gens ayant organisé l'action. Sans entrer dans les détails, certains éléments stratégiques ont été manqués, et des erreurs importantes ont été commises. Il faudra à ce titre ne pas hésiter à faire appel aux gens ayant plus d'expérience, à des anciens et anciennes à la limite, pour ce type d'action. Mentionnons tout de même que l'exécutif a tenté de faire appel à certaines personnes plus expérimentées, sans succès; nous nous sommes retrouvé-e-s avec toute la responsabilité de l'organisation à quelques jours de l'action, et ce, alors que nous devons assumer les tâches courantes. Sur un ton plus ludique, il est amusant de constater que les médias ont diffusé toute la journée la nouvelle que nous avons bel et bien occupé l'IEDM, comme quoi le décalage entre l'action médiatique et la mobilisation réelle n'a pas que des désavantages (sic).

La manifestation du 21 février s'est somme toute bien déroulée, si l'on oublie les problèmes logistiques considérables et la couverture médiatique déficiente. La mobilisation fut relativement bonne, considérant la température, la distance et l'effet démobilisateur causé par l'arrêt de la campagne de GGI quelques jours plus tôt.

Concernant les grèves locales de la session d'hiver, l'exécutif a accordé tout le support possible aux associations étudiantes en grève. Nous avons joué un rôle particulièrement important dans la quête d'appuis contre l'injonction de l'UQÀM, tout en accordant un support logistique quotidien aux grévistes. Malgré tout, les nombreux dossiers à suivre au niveau organisationnel (campagnes de désaffiliation, quête de locaux et de nouvelle permanence, suivi avec les autres associations membres, etc.) firent que nous n'avons pas pu mettre toutes les énergies voulues.

Pour conclure, il faut retenir que l'élaboration d'une campagne doit davantage partir des assemblées générales plutôt que d'être un collage de divers mandats d'AG qui seront par la suite adoptés en bloc au local. Nous avons aussi constaté que la présence massive de militants et militantes sur les conseils exécutifs locaux explique en partie la baisse de mobilisation considérant les nombreuses autres tâches d'exécutif à effectuer. La constitution d'un comité de mobilisation fort au local avec des personnes expérimentées reste un préalable absolu pour réussir une campagne de grève, ce qui n'a pas été fait partout cette année. Nous avons aussi pu constater que les exécutants et exécutantes au local n'avaient pas toujours eu droit à une bonne transition, ce qui explique certaines erreurs et incompréhensions dues à un manque d'expérience. On peut toujours apprendre sur le tas dans une session assez relax, mais on ne peut se prémunir du luxe d'apprendre de nos erreurs alors que chaque geste compte dans une campagne de grève générale illimitée. Rappelons aussi que l'ASSÉ devra mieux se servir de ses recherches, et effectuer celles-ci au complet pour appuyer ses revendications avant de les mettre de l'avant. Finalement, il faudra que l'ASSÉ s'interroge sur son discours en matière de sous-financement. L'état actuel de la société québécoise et notre volonté d'appuyer notre argumentaire de données statistique a fait que nous avons délaissé une partie importante de notre argumentaire durant cette campagne : on a beau vouloir un réinvestissement pas n'importe comment, tenons-nous vraiment à financer un système d'éducation ayant pour but de former un capital humain employable, des établissements scolaires contrôlés par des administrations sans scrupules? La réflexion mérite d'être approfondie pour une campagne ultérieure qui, espérons-le, réussira à atteindre ses objectifs aussi ambitieux soit-il.

Instances et structures

L'ASSÉ c'est ses membres! Oui, et c'est aussi les structures et les instances dans lesquelles ils et elles participent. Il est donc important de faire un petit retour sur ce qui s'est passé dans le cadre de ces structures et instances. Admettons d'emblée que tout n'est pas rose, mais que tout n'est pas noir. Constat ambigu s'il en est un, c'est pourtant ce qui se dégage d'un regard en arrière sur cette année. Ainsi, pour les besoins de notre bilan les étapes suivantes seront suivies : Congrès, camps de formation, Conseil de Coordination, Comités et Conseils, et enfin Conseils régionaux.

Congrès

Le Conseil exécutif a déjà produit un bilan mi-annuel exhaustif que l'on pourra retrouver dans le cahier du Congrès des 1^{er} et 2 décembre 2007. Par rapport aux Congrès de l'automne, les grandes lignes à retenir sont plus particulièrement les lacunes de préparation des associations étudiantes, qui ont diminué pour s'améliorer à mesure que le temps avançait. Ensuite, les difficultés à atteindre une vue d'ensemble permettant de passer tout le travail à faire pendant les fins de semaine de Congrès, par exemple lorsque les discussions sur la coalition prirent le pas sur celle du plan d'action. Enfin, une écoute très difficile entre les délégations, alors que des divisions traversant le Congrès étaient palpables. On peut tout de même constater que les discussions se sont faites sous un mode généralement plus posé. Ça a le bon côté de maintenir une meilleure ambiance, mais pour ce qui est de discussions politiques il est parfois mieux d'avoir des discussions plus emportées que de se retenir, mais c'est un point qui à ses bons et ses mauvais côtés.

Allons-y donc avec le Congrès des 1^{er} et 2 décembre 2007 au Cégep F-X-Garneau. Ce fut un Congrès généralement végétatif. Il faut sans doute faire un lien entre cette ambiance et une certaine déprime généralisée, du fait qu'après la semaine de grève de novembre le mouvement de grève nationale s'est affaibli pour le reste de la session. Malgré ce premier constat, si l'on regarde les propositions qui furent adoptées et qu'on se souvient de la teneur des débats, on peut constater qu'une certaine volonté de croire en un retour en force de la campagne de grève à l'hiver était présente, enfin presque... C'est que la proposition qui fut adoptée avait une teneur extrêmement contradictoire. En fin de compte, c'est la volonté de plaire à tout le monde qui aura triomphé. En effet, comment interpréter l'adoption d'une position réaffirmant la possibilité pour les associations de choisir de mener une campagne de grève ou non. L'ASSÉ n'impose pas la campagne de grève, pas plus qu'elle n'impose autre chose aux associations étudiantes qui en sont membres. Les règles, les campagnes et les plans d'action de l'ASSÉ ce sont les associations membres qui les décident à travers leurs processus décisionnels internes. Ainsi, l'adoption de la proposition de demi-grève pour l'hiver relevait probablement plus d'une volonté de ne pas nuire aux associations supposées plus fortes, plus prêtes pour la grève. Une bonne volonté certes. Sauf que les considérations les plus importantes auraient dû être avant tout stratégiques, mais elles firent grandement défaut. De plus, le plan d'action adopté était extrêmement chargé. C'était une proposition de l'exécutif pour la grande majorité, et nous avons tiré nos leçons de cette erreur. D'autant plus que l'organisation de ce plan d'action fut vraiment très difficile parce que la participation au sein des associations étudiantes se faisait désirer. Lors de l'adoption de plans d'action, il est primordial d'être capables d'évaluer la capacité au local de supporter les actions adoptées en Congrès, ce que le Conseil exécutif n'est pas toujours complètement à même de faire. Les actions qui ne sont pas supportées au local sont les pires, car elles créent et renforcent l'impression que « l'ASSÉ » fait des actions au nom des gens. Bref, manque de préparation (compréhensible considérant la tentative de grève), manque de vision stratégique et décisions prises sous le coup de l'émotion sont les principaux constats à faire de ce

Congrès. En définitive, on parle d'un manque de perspective générale par rapport aux implications de relancer la campagne de GGI pour certaines associations, mais pas pour d'autres. Plus précisément, c'est la prise en compte des effets potentiels et réels sur l'ASSÉ, ses finances, ses prochaines campagnes, son membership et ses forces militantes réelles.

De Québec en décembre, nous passons donc à Gatineau les 16 et 17 février 2008. Ce Congrès fut somme toute plus animé que les précédents. La préparation semblait bien meilleure cette fois-ci pour la plupart des associations étudiantes présentes. La situation générale du mouvement y était probablement pour beaucoup. En effet, la grande majorité des associations qui se montraient confiantes de faire la grève lors de la session d'hiver venait d'adopter des positions contre la grève. Ces défaites surprises et une certaine distance par rapport à la campagne « Pour un réinvestissement, pas n'importe comment! », et son déroulement jusqu'à ce moment, créa un consensus autour de l'arrêt de la campagne de grève. Lors de ce Congrès, les discussions furent productives (celles sur les finances un peu moins, mais elles aboutirent tout de même) et les constats qui furent faits étaient lucides. Ce qui est plutôt dommage c'est le fait qu'il aura fallu en arriver à l'épuisement pour finalement admettre que ça n'allait pas. Par contre, les réorientations n'étaient plus possibles à ce moment et c'est donc sur un constat d'échec que le tout s'est arrêté. Point qui pourrait toutefois être considéré comme problématique, nous verrons, la tendance à adopter des propositions d'appel de textes qui se traduisent rarement par du concret. Ce Congrès a adopté trois de ces propositions et une est encore en suspend de l'automne (démocratie à l'ASSÉ).

En définitive, pour ce qui concerne les Congrès il y a trois constats généraux à retenir pour l'année qui vient de s'écouler. Premièrement, il faut de l'initiative de la part des associations étudiantes locales pour que les discussions puis les luttes soient gagnantes. Une initiative généralisée à l'ensemble du processus décisionnel et organisationnel. L'ASSÉ c'est le véhicule pas le conducteur ou la conductrice, encore moins la finalité! Deuxièmement, et c'est très lié avec le constat précédent, il faut savoir être conséquents et conséquentes avec les décisions prises en Congrès. Les plans d'action ne sont pas là que pour occuper les gens du national, il faut faire le lien avec la participation pressentie des associations avant d'adopter des actions. En fait, si ça part de la base il y a beaucoup plus de chances que ça réussisse. Troisièmement, l'ASSÉ appuie de diverses manières plusieurs luttes sociales progressistes, mais il est parfois difficile de comprendre la logique qui sous-tend ces appuis dans les associations étudiantes locales. Par exemple, lors du Congrès des 6 et 7 octobre 2007, une proposition de consultation par rapport à la lutte palestinienne a été adoptée. En février à l'UQO des membres du groupe Tadamon! se sont déplacé-e-s pour venir faire une présentation au Congrès sur leur lutte. La présentation, très complète et intéressante par ailleurs, fut faite dans une atmosphère de quasi-indifférence. Il n'y a pas eu de questions, il n'y a pas eu d'interventions sur la proposition qui a suivi, non plus que furent considérées les implications probables de cette proposition en particulier (les tensions communautaires Palestine-Israël sont fortes même au Canada). Bref, ça peut sembler drôle comme ça d'adopter des propositions d'appui à diverses luttes, mais il faut y regarder à deux fois pour ne pas avoir de surprises par la suite.

Tout cela nous amène à suggérer encore une fois de ne pas se gêner pour demander de l'aide en appelant au bureau de l'ASSÉ. Une foule de documents pertinents existent depuis les sept années d'existence de l'organisation, chaque année en laissant son lot, il n'en tient qu'à vous de les consulter. À force de le répéter, on en vient à se demander pourquoi ce n'est pas utilisé et il est difficile de trouver la réponse. Pourquoi réinventer la roue quand elle existe déjà? C'est en bâtissant sur ce qui existe déjà que nous irons plus loin.

Camps de formation

Les 22 et 23 septembre 2007, le camp de formation d'automne s'est tenu au Cégep de Sherbrooke. Dans l'ensemble ce fut un très bon camp. Les ateliers étaient très intéressants : les conférenciers et conférencières étaient bien préparé-e-s et le suivi qu'à fait Jaouad du Comité formation fut généralement bon. Du côté logistique, on note qu'il y a eu quelques pépins du côté des repas, mais l'ensemble fut très bien. Ce serait toutefois bien de considérer une meilleure salle (mini-auditorium) que celle qui fut utilisée lors de ce camp, car elle ne favorise pas tellement les discussions. L'idée d'organiser un spectacle avec Genr'Radical était excellente et les personnes rencontrées ont adoré l'expérience! Du côté du Conseil exécutif ce fut quelque peu difficile. C'était le premier camp de formation auquel nous participions en tant qu'exécutif et ça s'est senti dans les diverses tâches qui incombent normalement à l'exécutif dans un camp de formation. La répartition des tâches logistiques qui avait été prévue fut difficilement, sinon pas vraiment, respectée tout au long du camp. En fait, Valérie s'est retrouvée seule en plusieurs occasions à donner un coup de main aux gens de l'AECS. Il faut toutefois noter qu'il y avait un problème d'importance à régler avec la *Revue Ultimatum 2007-2008* (il manquait 3 articles...) et que celui-ci a occupé une bonne partie du temps de certains et certaines membres du CE. Vers la fin de la fin de semaine, il y a toutefois eu un certain rattrapage. Il faudra retenir que la transition au niveau de la logistique durant les instances est extrêmement importante : l'exécutif devra se préparer à rester dans un état d'initiatives et d'activités intenses durant chaque instance.

Les 2 et 3 février 2008 avait lieu le camp de formation d'hiver qui se tenait dans la merveilleuse ville de Matane. Ce fut un magnifique camp de formation! Des ateliers super intéressants, un accueil chaleureux de la part des Matanais et Matanaises, une organisation locale et nationale béton et, pour couronner le tout, une participation massive malgré la distance! Mention honorable à la nourriture qui fut l'une des meilleures que nous ayons connue ces derniers temps! Est aussi à noter la présence d'un représentant de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) qui était là pour donner l'atelier sur la réforme de l'éducation au primaire et au secondaire. C'était très instructif et nous tenons à inscrire un gros merci à la FAE et à Pierre St-Germain en particulier pour s'être déplacé jusqu'à Matane pour nous!

Il faut toutefois mettre de l'avant un gros bémol par rapport à ce camp de formation, en fait plutôt par rapport au voyage pendant la saison hivernale. Nous faisons le même constat que Pascal Chabot du Comité formation dans son bilan : la prochaine instance prévue à Matane ou dans toute autre association aussi éloignée devrait se faire en automne ou au printemps. Il n'y a pas eu d'accident majeur pendant le transport, mais les risques étaient là et ce ne fut vraiment pas facile pour les conducteurs et conductrices d'affronter ces conditions de tempête hivernale. Il faut aussi préciser que lors de la dernière année, les instances (Congrès particulièrement) tenues à l'extérieur de Montréal, d'où la majorité des gens participants et participantes proviennent, l'ont toutes été en hiver. Ce sont des causes hors de notre contrôle qui ont entraîné ces choix de lieu (refus des administrations ou d'associations locales de recevoir les instances pour la plupart). Mais il est quand même important de souligner que de faire des efforts en vue de réduire un peu les risques sur la route lors des instances serait bien pour l'avenir.

Conseil de Coordination

Le Conseil de Coordination, une instance de l'ASSÉ qui en était à sa deuxième année d'existence. C'est assez difficile, mais les choses se placent tranquillement au « CoCo ». Voyons donc comment

les choses évoluèrent au cours de la dernière année de ce côté. Encore là, il y a eu d'importants constats faits lors du bilan mi-annuel et qui ne seront pas tous relatés ici, nous vous y référons donc.

Pendant l'été, le Conseil de Coordination s'est réuni fréquemment, mais ce ne fut pas toujours efficace. En fait, on peut dire qu'il y a eu certaines confusions sur le rôle de cette instance, ou plutôt des visions opposées s'y sont manifestées, soit une vision de l'instance comme plus politique et une autre comme plus technique. Pendant l'été, l'exécutif a eu de la difficulté à pallier à l'absence de Secrétaire Général-e du Conseil de Coordination ce qui a donné un suivi plus ou moins efficace du travail des Comités et Conseils et de leur préparation pour les réunions. Il y a aussi eu certains conflits dans des débats sur l'orientation du matériel d'information, le journal de la rentrée et la *Revue Ultimatum*, qui ont grandement alourdi l'ambiance et rendu le travail plus ardu.

Pendant l'automne ce ne fut guère mieux, ce fut pire en fait. Probablement en raison des difficultés de l'été, il y avait un désintérêt généralisé pour la tenue de réunions du Conseil de Coordination. Les Comités travaillaient plutôt sur leurs mandats plus particuliers et le suivi par le Conseil exécutif était encore là assez ardu. On constate une certaine déroute de cette instance dans la mesure où elle est improductive et le suivi des Comités et Conseils est encore inadéquat. Ce n'est qu'à la suite de l'échec de la campagne de grève qu'un vrai CoCo s'est tenu. Celui-ci fut plus préparé que les rares qui l'ont précédé pendant l'automne et malgré qu'il y ait eu beaucoup de rattrapage à faire il fut somme toute productif.

Quatre réunions ont eu lieu jusqu'à maintenant pendant la session d'hiver et on peut affirmer qu'elles furent productives dans l'ensemble. Il y a aussi que le suivi fut plus constant et efficace suite au Congrès de FXG, ce qui a contribué à rendre les réunions plus pertinentes. Des lacunes furent constatées au mois de février en raison du plan d'action extrêmement chargé, mais ça n'eut pas de répercussions très grandes sur la réunion. Pour expliquer cela, il y a probablement le fait que l'expérience accumulée par les membres des Comités et Conseils commence à jouer et qu'une habitude du travail ensemble influence les relations en réunion. Chose impensable lors des périodes précédentes, le Conseil de Coordination a discuté à trois reprises de prévisions budgétaires et ce ne fut pas que du temps perdu.

En conclusion, l'instance intermédiaire qu'est le Conseil de Coordination fonctionne difficilement sans qu'une coordination régulière de son travail soit faite, d'où l'importance qu'une personne assume le poste de Secrétaire Général-e du Conseil de Coordination. Cela représente tout de même un beau défi que de rallier des gens aux intérêts et spécialisations divers autour de la même table pour qu'ensemble ils et elles coordonnent leur travail et se donnent des tâches menant à la réalisation du plan d'action et des orientations de travail décidées par le Congrès. L'expérience acquise cette année ne doit pas être perdue, c'est d'ailleurs pour cette raison que les membres des Comités et Conseils travaillent à établir une formule de transition pour les nouveaux et nouvelles membres de ceux-ci qui seront élu-e-s à ce Congrès-ci ou lors des suivants.

Comités

Il n'est pas tant du ressort du Conseil exécutif dans son bilan de faire celui des Comités, c'est pourquoi nous ne nous étendrons pas sur la question et ne feront part que de quelques constats généraux.

Tel que mentionné en conclusion de la partie sur le Conseil de Coordination, une transition entre les membres des Comités, telle que pratiquée pour le Conseil exécutif, est un *must*. L'adaptation des membres des Comités est souvent plus longue que celle des membres du CE, en partie en raison de ce manque, mais aussi parce que l'implication à ce niveau est moins soutenue qu'à l'exécutif. Les outils de travail sont nombreux et apprendre à les utiliser peut être compliqué lorsque les indications sont fournies au compte-goutte. Des documents de transition et une transition formelle furent prévus au dernier CoCo alors c'est une bonne nouvelle.

On le répète souvent pour ce qui est des associations étudiantes entre elles, mais ça vaut aussi pour les Comités : il faut s'appeler. Les Comités font souvent du travail qui peut s'avérer complémentaire à celui d'un ou de plusieurs autres Comités, il faut donc favoriser la communication pour éviter de dédoubler le travail. Aussi, n'hésitez pas à contacter les membres des Comités si vous avez des questions qui touchent à leur travail, comme le CE ils et elles sont là pour vous aider.

Conseils Régionaux

Nous nous permettrons plus de commentaires à propos des Conseil Régionaux car il y a là des problèmes urgents. Ces instances renferment un potentiel incroyable, pourtant elles sont en déroute. Les problèmes sont nombreux :

Premièrement, il y a un roulement immense à la coordination des Conseils Régionaux. D'assurer une stabilité à la coordination des CR est une condition essentielle à leur bon fonctionnement, ne serait-ce que pour que le suivi soit constant et que des liens se développent entre les coordonnateurs et coordonnatrices et les externes des associations. C'est aussi une question de développer des outils et des habitudes de travail qui permettront de mieux cibler les problèmes et agir en conséquence pour les régler.

Deuxièmement, la participation aux CR ressemble plus à une rencontre mensuelle des externes d'associations étudiantes d'une même région qu'à autre chose de plus productif. Il est rare de voir une ou des délégations d'associations avoir des mandats pour adopter des propositions en CR. De même, il semble rarement y avoir un suivi qui est fait au sein des associations par rapport aux diverses propositions adoptées en CR. Dans la même veine, les délégations des CR sont rarement bien préparées pour les réunions du Conseil de Coordination, ou se sont plus souvent qu'autrement les coordonnateurs et coordonnatrices qui sont présents et présentes, plutôt que les délégué-e-s. Comme les CR sont les instances représentant le plus directement la volonté des associations étudiantes dans le cadre du CoCo, il serait vraiment important qu'une préparation soit faite en fonction des réunions du CoCo. C'est d'ailleurs ce qui fut fait au CRAM du 26 mars 2008 et ça a vraiment paru lors du CoCo. En somme, l'interaction entre les associations étudiantes et les CR est essentielle pour remettre ces derniers sur les rails.

Troisièmement, et fortement en lien avec le constat précédent, la réappropriation des actions décidées en CR par les associations étudiantes est quasi inexistante. On peut considérer que c'est normal dans la mesure où ces actions sont souvent décidées entre externes. Les actions des CR, ce n'est pas seulement pour dire qu'il se passe quelque au niveau régional. Il faut que les gens au local veuillent y participer et se sentent rejoints et rejointes par elles. N'oublions pas que les CR ont pour mandat – et doivent! – mener un plan d'action ayant pour but de lier les luttes locales au niveau régional. Qui plus est, tout plan d'action régional fort aura toujours un impact considérable sur le plan d'action national.

Enfin, on note qu'il est souvent difficile d'atteindre le quorum lors des réunions des CR. Ça a probablement un lien avec les constats précédents, mais c'est un symptôme qui ne ment pas : il y a un désintérêt marqué à participer dans et avec les CR. Des solutions devront être trouvées ou des choix faits en conséquence.

Finances

Loin d'être l'unique facteur régissant les actes de l'ASSÉ, il n'en reste pas moins que sans son cadre financier, ses possibilités d'action et de mobilisation seraient grandement restreintes.

L'appel de textes lancé lors du dernier Congrès a soulevé des questionnements quant à la concentration des connaissances des finances entre les mains de quelques personnes, la plupart du temps non élues, et des moyens à mettre en place pour assurer une plus grande démocratisation et réappropriation du sujet dans les instances et les associations membres.

Mauvais coups

La démocratisation des dossiers financiers a été plutôt déficiente cette année. Il a fallu attendre que le Congrès se réunisse cinq fois cette année, avant qu'il ne se penche réellement sur la question et prenne finalement position. Beaucoup de temps a été perdu à ce moment, étant donné que les délégué-e-s n'avaient pas de vision globale des finances; considérant chaque poste budgétaire comme indépendant des autres. Toutefois, au stade où en étaient les choses, ce temps a été indispensable pour commencer à impliquer les délégué-e-s aux finances de l'ASSÉ. Le Conseil de Coordination n'a pour sa part pas pris la place qui lui était échue quant à l'élaboration des révisions financières et au suivi de l'état des résultats, bien qu'il faille souligner les efforts.

Il faut bien reconnaître que la campagne de grève générale illimitée n'a pas aidé à rendre claires les finances de l'ASSÉ; dès le début de l'année, les finances n'étaient suivies que par quelques personnes qui devaient rapidement effectuer des changements aux prévisions budgétaires pour s'adapter aux nouvelles positions du Congrès, ce qui a empêché le Conseil de Coordination et le Congrès de les prendre pleinement en compte lorsqu'ils prenaient des décisions ayant des impacts sur celles-ci. Cela a entraîné une centralisation encore plus importante des connaissances des finances encourageant la formation d'un cercle vicieux.

Les exemples les plus frappants ayant encouragé cette situation sont :

Le fait que les Conseils Régionaux n'aient fait aucun suivi de leurs finances en reléguant cette tâche à la permanence de l'ASSÉ;

Que plusieurs militants, militantes et associations ont préféré discuter des cotisations, à l'ASSÉ ou d'une potentielle coalition autour de l'ASSÉ, plutôt que de la situation financière de l'ASSÉ; et que les finances n'aient presque pas été discutées dans les réunions du Conseil exécutif.

Bons coups

Un temps considérable fut investi dans les ventes, ce qui a permis d'aider à diffuser largement le DVD *Rétrolucioles* (oh qu'il est plaisant à écouter), le livre *le mouvement étudiant au Québec de 1983 à 2006* de Benoît Lacoursière (oh qu'il est intéressant à lire) et le chandail *L'éducation, pas la guerre!* (oh qu'il est beau à porter) et terminer la vente du livre *Carré rouge* (youi!).

Deux facteurs ont aussi particulièrement allégé les tâches relatives aux finances. Premièrement, le système comptable n'a nécessité que quelques ajustements minimes grâce au temps qui avait été investi l'année dernière. Deuxièmement, deux personnes se sont occupées, durant l'année, des finances courantes, permettant de résoudre beaucoup plus rapidement les problèmes qui survenaient.

Conclusion

Premièrement, si l'on insiste sur la problématique de la concentration des tâches et connaissances relatives aux finances, et ce, principalement dans les mains de la permanence, c'est que l'on considère anormal que ce soit vers l'employée que l'on doive systématiquement se retourner. Cela a nécessairement comme conséquence que ces suggestions sont prises comme « les meilleures ». Non pas que celles-ci vont à l'encontre des politiques et habitudes de l'ASSÉ, au contraire. Seulement, nous questionnons que ce soit systématiquement le cas et que, du côté des instances, il n'y ait pas de retour du balancier.

Deuxièmement, bien qu'un effort soutenu soit mis dans la démocratisation des finances de l'ASSÉ, il n'en demeure pas moins que ce côté de l'ASSÉ est, et a toujours été, parmi les moins compris des membres. Si nous savons pertinemment qu'il faut d'abord travailler à faire connaître l'ASSÉ, ses principes, revendications, plans d'action, ses argumentaires, etc., nous sommes d'avis que la méconnaissance des finances et des enjeux relatifs est problématique. Reléguer cette méconnaissance à des « spécialistes », comme c'est aussi le cas régulièrement pour les affaires académiques et pédagogiques, ne sera jamais souhaitable et pour cela, il faudra mettre le temps nécessaire pour améliorer la situation d'année en année. Les discussions résultant de l'appel de textes devraient donc se faire avec cet élément central, mais aussi avec comme objectif d'atteindre une décentralisation et une démocratisation accrues des finances, sans pour autant perdre de vue que les associations ne peuvent s'occuper des finances aux dépens d'autres aspects tout aussi importants d'une association étudiante nationale.

Interne

D'une association à une autre

En préparation de la rédaction de ce bilan, nous avons relu nombre de bilans ayant été rédigés lors des mandats ultérieurs. Une constance semble ressortir : la nécessité d'assurer une meilleure communication entre les associations membres. Avouons honnêtement que cette année, peu d'associations ont communiqué régulièrement entre elles. De ce fait, peu d'associations avaient un portrait clair et global de ce qui se déroulait sur d'autres campus. Cette ignorance a peut-être été l'une des causes de l'étrange position de relancer la grève, prise durant le Congrès des 1^{er} et 2^e décembre. Il fut plutôt difficile pour le Conseil exécutif de travailler avec cette position : d'un côté des associations mettaient en branle un calendrier dont l'objectif menait à la grève et d'un autre, nous devions temporiser afin d'éviter des campagnes de désaffiliation, de nombreuses associations ayant subi une bourrasque de vent réactionnaire. Les associations membres se sont donc retrouvées à se catégoriser selon ces deux tendances vis-à-vis du plan d'action. Ce clivage, accentué par un manque de communication entre associations, a éloigné certaines associations de l'ASSÉ. Depuis ce Congrès, il nous semble plus que jamais entendre des phrases telles que « oui, mais ici à [insérer le nom de l'association] c'est beaucoup plus difficile ». C'est à croire que presque toutes les

associations membres se sentent marginalisées et en difficultés. Des tournées d'appels fréquentes entre externes éclipsaient ce sentiment.

Du local au national

À un autre niveau, revenons sur l'importance des contacts entre le local et le national. Non seulement ce contact doit-il être fréquent, minimalement une fois semaine, mais ces contacts ne doivent pas uniquement être l'initiative de l'exécutif national, il faut que les associations prennent l'habitude de téléphoner régulièrement au bureau de l'ASSÉ. De plus, ne nous informez pas uniquement sur l'avancement du plan d'action national, tenez-nous aussi au courant de l'avancement des dossiers au local. Le réflexe de faire transiter l'information doit s'installer, être constant et revenir d'une année à l'autre. Il est très motivant de voir qu'une association fait des progrès dans ses luttes locales, peu importe si ces gains sont orientés ou non vers le plan d'action de l'ASSÉ. Qui plus est, il est possible que de nombreuses associations travaillent sur les mêmes dossiers au même moment, qu'elles aient des dossiers locaux similaires. L'ASSÉ doit permettre de faire la mise en commun des différents efforts, afin de créer un réel rapport de force.

Un autre problème fréquemment observé dans certaines associations membres de l'ASSÉ est ce que l'on pourrait nommer « l'isolement de l'externe ». Ainsi, à certains endroits, tous les dossiers ayant trait au national sont systématiquement relégués à l'externe : un appel de textes bilan de la campagne : l'externe l'écrit; préparation au Congrès : l'externe s'en charge; préparer un positionnement ayant trait à l'académique (exemple : Stoppons la réforme), bonne chance l'externe! Il est tout à fait compréhensible que tous et toutes sur un conseil exécutif ne se sentent pas rejoints ou rejointes au même titre par l'ASSÉ. Cela ne doit cependant pas empêcher quiconque d'utiliser les ressources que l'organisation met à la disposition des associations. Dans la même ligne d'idée, si nous voulons décentraliser l'ASSÉ d'entre les mains de quelques personnes par associations étudiantes, commençons par relayer l'information au sein des réunions d'exécutif. Ainsi, faire un point ASSÉ en début de réunion permettrait à la fois de bien diffuser les informations, mais aussi de voir comment il serait possible de se séparer le travail relié au national.

En outre, permettez-nous de faire deux suggestions de plus quant à l'organisation des associations. Premièrement, il est primordial que la coordination soit assumée par une personne organisée n'ayant aucune difficulté à ramener ses collègues à l'ordre. La coordination peut sembler une tâche ingrate, mais il faut qu'une personne ait une vue d'ensemble sur les différents mandats afin de pouvoir s'assurer de leurs avancés. À ce sujet, gardons à l'esprit l'atelier donné par Marie-Michèle Whitlock et Alex Desrochers lors du camp de formation à Matane, « Coordination d'une association étudiante au local », durant lequel la majorité des points ayant trait à la coordination d'une association furent abordés. Deuxièmement, la fin de session et de mandat arrivée, nous sommes souvent épuisé-e-s et n'avons qu'une envie : décrocher. Sentiment bien compréhensible, mais qui ne doit pas prendre le pas sur une bonne transition dans l'association. Dites-vous que bien souvent, tous les gains et le travail accompli durant une année peuvent être perdus si l'année qui suit, l'exécutif n'a pas les outils ou l'expérience pour accomplir le travail, s'il ne peut pas connaître l'historique et le travail fait précédemment, les bons et mauvais coups, les enjeux quant à la suite des choses, etc. Une transition portant sur les mandats passés et en cours ainsi que sur les habitudes de travail est nécessaire pour garder une association combative.

Les associations et le plan d'action

Les comités d'action Alpha-Bêta-Gamma, les semaines d'action régionales rotatives, la journée régionale d'actions sur la conciliation études-famille, la journée nationale de formation du 14 novembre, l'action de perturbation économique du mois de novembre, la tournée de sensibilisation, la consultation sur les frais institutionnels obligatoires, les appels de textes (démocratie à l'ASSÉ, finances)... Voilà une énumération aussi longue que déplaisante de mandats votés en Congrès qui n'ont jamais vu le jour. Nous ne faisons pas ce constat uniquement dans le but de choquer ou de souligner seulement les points négatifs, mais beaucoup plus pour que l'on s'interroge sur les raisons de cet abandon du plan d'action. Prenons un exemple, les fréquents appels de textes qui ne trouvent que rarement preneur-e-s, pensons ici à celui sur la démocratie à l'ASSÉ ou bien sur les finances, qui ont été votés à l'unanimité. Si ces mandats n'ont en fin de compte pas donné les résultats escomptés ce n'est pas, selon nous, que l'ASSÉ n'a pas l'énergie pour les effectuer, c'est parce que la plupart des délégations ont voté en considérant que c'était de bien intéressants mandats, mais pas pour eux et elles. Les mandats que l'on se vote, mais que l'on ne fait pas mettent à chaque fois le Conseil exécutif dans une situation très inconfortable et embarrassante. D'un côté, nous devons appliquer les mandats de Congrès, d'un autre nous ne pouvons pas imposer aux associations de suivre un plan d'action lorsque ces dernières nous font savoir qu'elles ne veulent pas y participer, ou pire, qu'elles nous forcent à le déduire. Qui plus est, lorsque nous sommes incapables d'effectuer nos mandats en tant qu'organisation nous perdons à chaque fois un peu plus confiance en nous et en nos moyens. Deux mesures plutôt simples peuvent être mise en place : meilleure préparation au Congrès et surtout cesser de traiter les différents éléments du plan d'action à la pièce. Lorsqu'un mandat est voté, il faut considérer son impact sur la charge de travail totale et en ce sens le prioriser face aux autres mandats.

Recommandations

1. Augmenter la communication entre les associations étudiantes, les tournées d'appels doivent se faire chaque semaine.
2. Appeler régulièrement les membres du Conseil exécutif de l'ASSÉ.
3. Tenir des points ASSÉ dans les réunions au local.
4. Faire de la coordination un poste clé au sein de l'association.
5. Assurer une transition au local.

Relations avec les associations étudiantes non-membres

Après l'été et les débats entourant une coalition de grève où les contacts avec les associations non-membres ont été nombreux, les relations externes ont été relayées au second plan à cause d'éléments mentionnés à maintes reprises dans notre bilan : le plan d'action chargé et le nombre réduit d'exécutants et d'exécutantes en fin d'année. En ce qui concerne la session d'automne, nous vous invitons à consulter le bilan mi-annuel du Conseil exécutif qui se trouve dans le cahier de Congrès des 1^{er} et 2 décembre 2008. De façon plus globale, les contacts externes de la présente année peuvent être qualifiés de déficients si on les compare avec tout le travail qui a été fait l'année dernière. Suite à la démission de Marianita Hamel du poste de Secrétaire aux relations externes, la tâche a été assumée par la Secrétaire aux affaires académiques. Cette reprise des tâches a eu des conséquences sur le travail pédagogique, le bilan des affaires académiques est d'ailleurs éloquent à ce sujet. Du reste de l'année, personne ne s'est représenté sur le poste ce qui n'a pas aidé à une

meilleure communication avec les associations non-affiliées. Cependant, un certain travail a tout de même été accompli, quoique sporadiquement.

Les contacts avec les associations étudiantes externes

Évidemment, les relations externes ne se gèrent pas de la même manière que les relations entre le Conseil exécutif et les associations membres de l'ASSÉ, et ce, pour plusieurs raisons. D'abord, malgré l'importance d'entretenir de bons liens avec les associations externes, cette importance n'est pas comparable à celle d'une communication continue et régulière au sein même de l'ASSÉ. De plus, le nombre d'associations passe de 17 à l'interne à près de 500 au niveau externe! Vous voyez où nous voulons en venir... Nous avons donc convenu de diviser ces associations en quatre catégories :

De bons liens réciproques

Cette première catégorie comprend les associations étudiantes non affiliées avec lesquelles nous entretenons les meilleures relations. Pensons, entre autres à l'AGECVM (Association générale étudiante du Cégep du Vieux-Montréal) et la SoGÉÉCoM (Société générale des étudiantes et étudiants du Collège Maisonneuve [tout juste re-membre de l'ASSÉ!]). Non seulement, nous avons des contacts réguliers lors de nos tournées d'appels externes avec elles, mais ces associations nous donnent souvent de leurs nouvelles d'elles-mêmes, ce qui renforce les liens. Elles sont de celles qui participent à nos Congrès, prennent part à nos plans d'action et appuient nos revendications.

De bons liens à développer

Viennent ensuite les associations étudiantes que l'on contacte régulièrement dans nos tournées téléphoniques, qui participent ponctuellement à quelques-unes de nos actions et partagent certaines de nos revendications. L'ASSÉ gagnerait à élaborer des liens plus étroits avec ces associations, comme l'AGECLT (Association générale étudiante du Cégep de Lanaudière à Terrebonne) qui s'est lancée dans une campagne de grève générale illimitée en automne, les modules et la Confédération des associations d'étudiants et d'étudiantes de l'Université Laval (CADEUL) qui ont grandement contribué à la manifestation nationale de février ainsi que l'AGEFLESH (Université de Sherbrooke). Cependant, la situation du Conseil exécutif de cette année n'a pas été propice à de telles démarches vu le plan d'action surchargé et l'absence de Secrétaire aux relations externes.

Des contacts sporadiques et isolés

Parfois, les informations ou les « nouvelles » que l'on obtient d'une association étudiante se font par l'entremise de son comité à la mobilisation ou de personnes qui appuient simplement les revendications de l'ASSÉ. À ce moment-là, on peut difficilement parler de relations entre l'ASSÉ et l'association étudiante en question. Nous soutenons alors du mieux que l'on peut les démarches de ses groupes ou individus isolés qui cadrent dans notre plan d'action ou nos revendications.

Les autres centaines d'associations étudiantes

Sans vouloir les appeler les « autres », il y a tout de même des associations étudiantes avec lesquelles nous n'avons aucun contact, soit parce que nous n'avons jamais pris la peine de les contacter, soit parce leur culture militante fait en sorte que nous n'avons aucun point en commun, soit parce que...

Les fédérations étudiantes

Suite à de premiers contacts faits par la FEUQ, nous avons cru bon de rencontrer quelques personnes de l'organisation en début d'automne. Rappelons-nous que cette rencontre avait été confirmée dans l'urgence avec une consultation rapide des associations étudiantes membres à ce sujet. Nous n'allons pas répéter les constats issus de cette rencontre, un résumé se trouve dans le cahier du Congrès des 1er et 2 décembre 2007, mais on peut dire avec le recul qu'elle n'aura servi qu'à constater le fossé qui nous sépare.

Ce refus de collaborer a été une bonne anticipation : la lettre ouverte des fédérations étudiantes publiée dans le Devoir en novembre 2007, dénonçant la « violence » du mouvement étudiant combatif suite au bed-in du Vieux-Montréal montra définitivement que les fédérations préfèrent s'attirer les faveurs de « l'opinion publique » plutôt que de se solidariser des étudiantes et étudiants en lutte et dénoncer la répression à leur tour.

La suite des événements n'est que déjà-vu... Les fédérations étudiantes, ayant des contacts privilégiés avec les gouvernants de ce monde, ont pu avoir accès à la conférence de presse (dont elles avaient été averties à l'avance) sur la consultation entourant le règlement sur les frais institutionnels alors que nous dûmes réagir dans l'urgence et sans pouvoir y accéder.

Notre présence commune sur des tables avec les syndicats ne nous permit que de confirmer que nous n'avions rien à leur dire, et que les fédérations tentaient toujours de se montrer un peu progressiste pour faire bonne figure quand nous les dépassions solidement par la gauche.

Il faut conclure que les fédérations étudiantes nous ont confirmé cette année leur peu d'éthique en matière de tactiques politiques, leur soif de travailler avec l'ASSÉ lorsque des possibilités de récupération se pointaient le bout du nez et leur rapidité à nous dénoncer lorsqu'elles peuvent se faire du capital politique sur notre dos.

Le poste de Secrétaire aux relations externes

Voyons maintenant les bons coups et les moins bons coups du Conseil exécutif pour pallier à l'absence de Secrétaire aux relations externes et en quoi la transition joue un rôle primordial dans la continuité des relations avec les associations non-affiliées.

La situation spécifique à 2007-2008

Cette année aura été particulière relativement aux deux dernières années dans son absence de Secrétaire aux relations externes pour une partie du mandat. En ce qui a trait aux contacts avec les groupes communautaires et syndicats, notre solution aura été d'attribuer les tâches à Hubert, Secrétaire aux communications. Bien que ce transfert des tâches a engendré une augmentation considérable de la charge de travail de celui-ci, avec du recul, cette solution semble avoir été profitable, le bilan sur les mouvements sociaux le prouvant bien. Cependant, comme il a été mentionné précédemment, les relations avec les associations non-membres ont pris une raclée! En constatant les conséquences du manque d'implication dans les relations externes, on peut en conclure que de relayer les tâches à une personne de l'exécutif n'aura pas été la meilleure façon de pallier à la problématique. Non seulement les tâches externes étaient effectuées de façon sporadique sans suivi continu, mais les tâches relatives à la pédagogie ont aussi subi de cette situation. Cette

condition a eu des effets néfastes sur plusieurs aspects. Mentionnons une perte de contact avec des associations qui sont près de l'ASSÉ au niveau des revendications et du plan d'action, une participation moindre des associations externes dans notre plan d'action, une diminution des perspectives d'affiliation ainsi qu'une sorte d'isolation de l'ASSÉ sur la scène politique. Néanmoins, on constate tout de même une participation ponctuelle des associations non-affiliées aux manifestations, actions, Congrès et Camps de formations de l'ASSÉ. Notons toutefois que, si le temps consacré par le Conseil exécutif à l'externe fut variable, un travail fut tout de même effectué par certaines associations membres et quelques Conseils Régionaux. Finalement, devant l'absence d'élue à ce poste, il aurait été apprécié que quelqu'un ou quelqu'une se présente, nous aurions ainsi pu consacrer l'énergie nécessaire aux contacts avec les associations non-membres.

Le travail effectué durant l'année

Malgré tout, un certain travail a tout de même été effectué durant l'année qui s'achève. Avec le débat entourant le dégel de frais de scolarité et le financement de l'éducation sur différents campus, nous avons été amené-e-s à participer à divers débats dont à l'Université du Québec en Outaouais, à la SoGÉÉCoM, à McGill, à l'Université de Sherbrooke, à l'UQÀM, à Concordia et même à l'Association étudiante secondaire de la Commission scolaire de Montréal. En dehors des débats, beaucoup de présentations en assemblées générales ont été faites dans le cadre de positionnements sur la gratuité scolaire et le dégel.

La transition

Une des lacunes de cette année aura été la transition. Bien que l'ensemble du Conseil exécutif ait bénéficié d'une transition au niveau de l'histoire des associations étudiantes du Québec, aucune transition sur l'aspect du travail en soi n'a été faite entre Marianita et Marie-Eve. Dans l'incompréhension des méthodes et documents de travail déjà existants, beaucoup de temps a été perdu dans l'instauration d'une nouvelle façon de faire et dans de nouveaux documents. Pour la prochaine année, les archives des communications de la session d'hiver avec les associations étudiantes externes sont disponibles et les documents de suivi, accessibles.

Recommandations

Voilà les recommandations du Conseil exécutif pour éviter les mauvais coups et répéter les bons à l'avenir :

- Dans l'absence de Secrétaire aux relations externes, trouver une personne à l'extérieur du Conseil exécutif pour assumer les tâches.
- Insister sur l'importance de garder les mêmes méthodes et les mêmes documents de travail d'année en année afin d'éviter d'avoir à tout recommencer.
- Faire des présentations dans les assemblées générales et des participations aux débats des priorités à ce qui a trait à la représentation externe. De cette façon, on fait faire du chemin à notre discours dans la population étudiante contrairement aux réunions informelles avec les exécutifs locaux.

Mouvements sociaux

Un vaste mandat

Dès le début de l'année 2007-2008, la nécessité de se forger des appuis solides au sein des différents mouvements sociaux nous parut primordiale. Non seulement la campagne de grève générale

illimitée nous poussait-elle à multiplier les alliances stratégiques pour obtenir gain de cause, mais l'évolution récente de l'ASSÉ avait amené l'organisation à être respectée de la part du mouvement syndical et communautaire, respect qu'il nous fallait pourtant concrétiser dans une nouvelle volonté de travailler ensemble. L'élaboration d'une solidarité pratique - à même nos plans d'action respectifs - au sein des diverses luttes sociales vise à élargir la lutte que mène l'ASSÉ afin de rompre avec la marginalisation de notre discours, mais aussi à intégrer différentes revendications sociales ancrées avec la réalité vécue dans divers milieux. Finalement, c'est la disparité entre notre discours de solidarité sociale et les actions réelles entreprises en ce sens que nous tentons de réduire : un bilan sommaire nous pousse à conclure que si faire des luttes sociales une priorité est un premier pas important, mettre les énergies requises en est un autre plus difficile à atteindre encore.

D'emblée, il nous faut dire que l'ASSÉ récolte depuis quelque temps les fruits de son action militante : en effet, de nombreux individus ayant milité dans l'ASSÉ (ou ses prédécesseurs : ANEEQ et MDE) occupent aujourd'hui des postes dans diverses organisations sociales, venant faciliter non seulement le dialogue interorganisationnel, mais aussi la collaboration concrète dans les instances et actions. Cette tendance, qui devrait s'accroître à l'avenir, n'est pas à minimiser et devra être prise en compte par les équipes futures.

Au-delà de la noble volonté d'élargir, de solidifier et pérenniser nos liens avec les divers mouvements sociaux sympathiques à notre cause et à notre organisation, force nous fut de constater que la tâche était immense. Avec le recul, on peut affirmer que les lieux de collaboration ne manquent pas et sont très divers : tables de concertation, coalitions permanentes ou épisodiques, organisation de campagnes, invitation à des actions, plans d'action communs, etc. La multitude des espaces qui s'offrait à nous était très encourageante, mais nécessitait une action de grande envergure. C'est pourquoi, dès le départ, la responsabilité des luttes sociales au sein de l'exécutif ne fut non pas allouée aux relations externes, comme il est prévu dans les Statuts et règlements, mais plutôt aux communications. L'ampleur de la tâche au niveau des associations étudiantes externes et le lien évident entre les luttes sociales, les communications et le contexte sociopolitique nous poussa à décharger la Secrétaire aux relations externes de cette tâche. Outre le fait que cette personne n'était pas intéressée par ces dossiers, sa démission confirma la prise en charge par la Secrétaire aux communications. Elle s'inscrivait bien dans son mandat, devant entre autres élaborer de nombreuses sorties de presse communes dans le cadre des luttes sociales. Cette division gagnerait à être reproduite à l'avenir.

Bilan sommaire

Chronologiquement, notre participation au premier Forum social québécois (FSQ) aura permis à l'ASSÉ de mettre de l'avant son discours au sein du débat sur les solutions venant résoudre la crise de l'éducation postsecondaire. Par la suite, la campagne de lettres d'appui sur la plateforme de revendications et le moyen de pression de la grève générale illimitée, nécessitant parfois notre présence dans les instances décisionnelles de certains groupes, aura eu beaucoup de succès tout en permettant de jeter les bases des contacts à partir desquels nous avons développé une collaboration pratique et concertée. Non seulement les rencontres nous permirent-elles de présenter l'ASSÉ en profondeur et d'expliquer le sens de notre action, mais les lettres d'appui auront souvent servi de tremplin aux divers groupes pour soutenir notre lutte. Ces premiers liens se traduiront par la suite à la fois dans la rue et lors de réunions diverses. On peut dire, a posteriori, que notre quête d'appuis à la campagne de GGI, au-delà des résultats plus que mitigés de cette dernière, aura au moins doté l'ASSÉ d'un solide réseau d'appuis dans le monde communautaire et syndical.

Il serait trop fastidieux de faire état de l'ensemble de la participation de l'ASSÉ aux diverses luttes sociales que connut l'année 2007-2008 : contentons-nous d'en dresser un bref bilan, tout en rappelant aux membres qu'il leur est toujours possible de demander des précisions sur telle ou telle lutte ou organisation.

On peut à tout le moins diviser l'action entreprise au cours de la dernière année en trois grands types : le soutien officiel, la participation effective et l'élaboration de plans d'action. Le premier se limite à un soutien officiel à une campagne en lien avec nos positions et revendications. Ce soutien s'est concrétisé par une lettre d'appui, la signature d'une pétition ou le simple ajout de l'ASSÉ à une liste d'organisations soutenant une campagne (ex. : campagne pour l'aide juridique du MASSE⁴, lutte contre la précarisation de l'itinérance du RAPSIM⁵). Le second type concerne la participation effective de l'ASSÉ à des actions en lien avec nos revendications et notre plan d'action. Il s'agissait alors de diffuser l'événement en offrant parfois un soutien organisationnel (impression gratuite de matériel d'information, prêt de trousse de premiers soins, etc.). La présence de militants et militantes étant plus ou moins grande selon l'événement, ces actions nous permirent souvent de faire une présentation expliquant ce qu'est l'ASSÉ et pour quoi elle appuie ladite lutte (ex. : manifestation pour l'aide sociale de l'OPDS⁶, Commando-bouffe, etc.). Finalement, le type le plus abouti consiste à participer à l'élaboration de plans d'action. Il s'agissait alors de participer à de nombreuses réunions d'organisation en se positionnant comme organisation participante investissant des ressources à la fois matérielles et militantes, et ayant notre mot à dire sur l'élaboration des campagnes. Cette participation, plus approfondie et durable dans le temps, nous permet de tisser les meilleurs liens (ex : Comité transport en commun de la TROVEP-Mtl⁷, Campagne contre la précarité du MASSE, Coalition-Cégeps, etc.). À ce titre, l'exemple de Tadamon!⁸ est assez éclairant : une collaboration durable a été progressivement amenée, s'appuyant sur la participation d'associations étudiantes locales et des réunions bihebdomadaires.

Au niveau des appuis ciblés, ceux-ci se sont concrétisés en une réaction rapide lorsque nous en faisons la demande, le plus souvent dans l'espace public. Ainsi, des organisations syndicales nous ont offert un appui sans précédent (communiqués de presse, déclarations, etc.) lors de la répression policière et administrative contre les actions étudiantes. Il nous faut mentionner à ce sujet que l'appui actif et indéfectible de la FAC⁹ et de la CSQ¹⁰ a grandement contribué à la clarification que nous avons obtenue de la part du Conseil du trésor du Québec : la loi 43 ne s'applique pas à la mobilisation étudiante. Notons que cette clarification revêt une importance politique capitale : les administrations locales qui prétendent y faire appel prêchent définitivement dans le désert. De plus, l'approfondissement des liens tissés nous permet de développer des alliances au sein même des réunions de coalitions et autres tables : à ce titre, la FAC et la FAE¹¹ sont d'excellentes alliées avec qui il faudra continuer de travailler sur de nombreux dossiers. Notons aussi l'appui logistique du

4 Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi. Le MASSE est un regroupement national de groupes de défense des droits des chômeurs et chômeuses.

5 Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal.

6 Organisation populaire de défense des droits sociaux

7 Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire. De nombreuses TROVEP existent au Québec pour regrouper sur une base régionale des organismes communautaires désireux de s'engager dans une action collective.

8 L'ASSÉ a entamé des consultations en AG sur la campagne de boycott de l'apartheid israélien au Congrès des 6 et 7 octobre 2007.

9 Fédération autonome du collégial

10 Centrale des syndicats du Québec

11 Fédération autonome de l'enseignement

Conseil central de la CSN du Montréal-Métropolitain (CCMM-CSN) lors de l'organisation de nos manifestations, ainsi que l'offre inédite du matériel d'éducation populaire du MÉPACQ¹² sur la gratuité scolaire.

Finale­ment, mention­nons aussi la flo­pée d'appuis d'asso­cia­tions étu­dian­tes inter­na­tionales obte­nus au cours des der­niers mois. Bien que forts appré­ciés, ces appuis issus de l'action d'une seule per­sonne ont peu de chance d'être approfondis, à moins que des mili­tants et mili­tantes s'en chargent tout par­ti­cu­liè­re­ment au cours des pro­chains mois.

Poursuivre une solidarité dans l'action

En guise de conclusion, on peut dire que l'action sociale de l'ASSÉ au cours de l'année 2007-2008 a donné des résultats très significatifs dans le milieu communautaire et populaire. L'action auprès des organisations syndicales, bien que mitigée, eu aussi de bons résultats qu'il nous faudra toutefois approfondir dans les mois à venir. Alors que dans le cas du communautaire notre réseau d'actions s'est considérablement développé, notre collaboration avec les syndicats est plus difficile, car plus à la remorque de la bonne volonté de ceux-ci qui n'est pas toujours au rendez-vous, bien que nous avons dépassé cette limite dans de nombreux cas.

L'année 2007-2008 nous permet toutefois de conclure que les alliances au sein de luttes sociales sont plus importantes que jamais. Ces alliances auront permis à l'ASSÉ de faire de nombreuses avancées, que ce soit lors des instances, sur le terrain ou dans l'espace public.

Il nous faut toutefois constater que le partage des tâches au sein de l'exécutif tel que mentionné n'aura pas permis de combler le manque de temps et de militants et militantes. En effet, les nombreuses tâches organisationnelles liées au Conseil exécutif et les autres responsabilités au niveau des communications ne permirent pas à la personne responsable d'accorder tout le temps et l'énergie nécessaire à une participation accrue de l'ASSÉ aux diverses luttes sociales. Cette situation s'est souvent traduite par des appuis trop peu approfondis, une centralisation des connaissances et des dossiers, et à une faible participation des membres au local lors des actions. Il nous faut avouer que bien souvent, la participation de l'ASSÉ à une action quelconque se limitait à une poignée d'individus, quand ce n'était pas l'unique présence d'un ou d'une membre de l'exécutif. Cette situation explique aussi le fait qu'à de rares exceptions près, tous les liens entre les membres de l'ASSÉ et les autres mouvements sociaux se sont faits à partir du national, même lorsqu'il s'agissait de dossiers locaux (ex. : injonction à l'UQÀM).

Deux solutions nous ont paru pertinentes à ce sujet :

- Trier de la priorisation des luttes sociales en Congrès afin d'étendre le débat et la participation aux associations étudiantes membres; intégrer au plan d'action les luttes sociales pertinentes.
- Transformer le Comité aux relations internationales en Comité aux luttes sociales afin de dynamiser un Comité inactif, décharger le Conseil exécutif de cette tâche et accorder les énergies nécessaires à nos relations avec les divers groupes sociaux. Cette proposition devrait aussi résoudre les problèmes de centralisation et de manque de recul permettant une analyse juste de la situation, ainsi que ceux de diffusion des actions permettant une participation massive à celle-ci. De plus, la décentralisation et le droit de proposition du Comité au Conseil de Coordination devraient lui permettre de lier davantage au plan d'action (et vice versa) les différentes luttes sociales.

12 Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec. Le MÉPACQ est, comme son nom l'indique, un regroupement national de groupes communautaires et populaires oeuvrant dans le domaine de l'éducation populaire.

Information

Une des forces majeures de l'ASSÉ est sa capacité à produire du matériel d'information afin d'informer les membres sur les différentes luttes que mène l'organisation. Celui-ci permet de se doter d'outils collectifs dont tous les membres profiteront, peu importe l'institution où ils et elles étudient, ainsi que d'appuyer, avec du matériel plus spécifique, les militants et les militantes dont l'association n'aurait pas les finances ou les connaissances pour en produire. Cependant, il est important de savoir prioriser afin que le matériel produit reflète les besoins de l'ASSÉ et respecte les échéanciers, tout en étant de qualité sans quoi il ne sera pas diffusé. Bien qu'il est difficile de faire un bilan exhaustif des mandats « matériel d'information », nous pouvons déjà tirer quelques constats sur ce qui est « à faire » ou « à ne pas faire ».

D'emblée : priorisons, priorisons, priorisons! Il est inutile de produire trente tracts, cinq affiches, deux collants et des *Ultimatum express* hebdomadaires pour se rendre compte, trois semaines trop tard, que rien n'arrivera à temps. Il faut prendre compte des imprévus et laisser plus de marge de manoeuvre aux mandats importants comme les différentes parutions d'*Ultimatum* et les affiches de campagnes, quitte à délaisser certains mandats ou que ceux-ci soit repris par une association locale.

À ce titre, les collaborations avec les associations, membres et non-membres de l'ASSÉ, ont été plutôt fructueuses cette dernière session. Mentionnons notamment l'Acadégamique et l'ABC d'une occupation, faits en collaboration avec la SOGÉÉCOM. Notons aussi l'*Ultimatum hors série*, produit et financé par l'AFESH-UQAM, dont le résultat fut somme tout réussi. Par contre, par empressement et manque de communication, il y a eu plusieurs maux de tête liés à ce dossier. D'une part, les membres du Comité journal ont été consulté-e-s que tardivement par rapport au projet et n'ont donc eu que peu de mots à dire concernant son contenu. D'autre part, certains collaborateurs et certaines collaboratrices n'ont pas été crédité-e-s pour leur travail, ou encore, ont appris que leur article y paraissait... en lisant ledit journal.

C'est une chose de se dire que l'on se donne les moyens de nos ambitions, et une autre d'avoir les énergies et le temps pour pouvoir produire du matériel à la lueur de ces ambitions. En l'absence d'un Comité à l'information, c'est l'exécutif qui doit prendre en charge le suivi du matériel d'information. Certes, beaucoup de personnes ont collaboré à différentes tâches, et sans leur aide nous n'aurions pas pu produire autant de matériel d'information. Cependant, cette dynamique explique en partie pourquoi il y a eu un manque de suivi et que les échéanciers n'ont pas été respectés. D'autres parties du suivi, notamment les tâches plus techniques comme le lien avec les imprimeurs, la mise à jour des sites Internet et la correction des textes, sont constamment laissées de côté, rajoutant ainsi des tâches à la permanence. À cet effet, notons que le Comité journal est devenu beaucoup plus autonome dans la correction des textes pour les dernières parutions.

Outre les Comités, nous pourrions également faire appel à des étudiants et étudiantes en graphisme, dans le cadre de stages par exemple, comme ce fut d'ailleurs le cas l'été passé. Ces personnes ont l'habitude de travailler avec les logiciels de mise en page et de respecter des échéanciers stricts. Par contre, puisque les stages sont à temps plein, il faut également faire un suivi de leur travail en tout temps pour ne pas créer des frustrations de part et d'autre. De plus, le même problème se pose avec les stagiaires qu'avec les collaborations extérieures : nous ne pouvons pas leur demander à 17 h de créer un tract pour une action qui aura lieu à 19h si leur stage termine à 16h, d'autant plus qu'ils ou elles ne seront pas nécessairement à l'aise avec le discours de l'ASSÉ.

Pour ce qui est de la rédaction des textes, il est aussi difficile de trouver des personnes pour écrire du matériel à la fois clair et vulgarisé. La tâche est presque exclusivement reléguée à des membres des Comités et Conseils ce qui pose le problème de la spécialisation et du manque de liens avec les réalités locales.

En conclusion, bon nombre de difficultés rencontrées sont la cause d'une spécialisation des tâches reliées au matériel d'information. Il y a peu de militants et de militantes au local ou s'impliquant au national qui maîtrise les logiciels de mise en page, ce qui engage souvent une accumulation de travail pour les personnes qui les maîtrisent. Mais cette problématique ne se limite pas aux logiciels de graphisme : beaucoup de tâches plus techniques sont de facto effectuées par la permanence.

Affaires académiques et pédagogiques au sein du Conseil exécutif

En deux temps, nous aborderons les objectifs émis en début de mandat concernant la pédagogie ainsi que le poste de Secrétaire aux affaires académiques de façon plus globale.

Objectifs de début de mandats

Au début du présent mandat de l'exécutif, il avait en tête plusieurs projets et objectifs au plan pédagogique. Il va sans dire qu'à l'heure des bilans, une évaluation de cesdits projets et une constatation et explication des raisons de leur non-exécution sont de mise.

Rencontre nationale des responsables à la pédagogie des associations étudiantes locales

Malheureusement et à sa plus grande déception, le Conseil exécutif n'a pas été à même d'organiser la rencontre académique nationale qu'il avait prévue à son plan d'action. De plus, sa contribution à la journée sur cette thématique, organisée le 29 mars dernier, issue de l'initiative de l'association étudiante du Cégep de Sherbrooke (clin d'oeil à Laurence Bernard!) et de l'association générale étudiante du Cégep du Vieux-Montréal, a été très minime. Si la rencontre n'a pas été coordonnée au niveau de l'exécutif de l'ASSÉ, c'est, entre autres, à cause d'un plan d'action très chargé et des priorités issues du Congrès. C'est une problématique qui revient sans cesse sur la table lorsqu'il est question des bilans académiques. Une solution serait d'être précis et précises au niveau des positions de Congrès : si les associations étudiantes désirent mettre l'accent sur les recherches et les dossiers pédagogiques, il leur faut mettre ces mandats en priorités et éviter de trop charger le plan d'action. Dans le cas contraire, les associations membres doivent cesser de se faire des attentes quant à la pédagogie ou bien s'impliquer davantage

Être plus apte en tant qu'organisation à répondre aux communiqués concernant les réformes

Une des conséquences de la situation des affaires académiques dans la priorisation à l'ASSÉ est son inaptitude à répondre rapidement aux sorties ministérielles qui concernent les réformes et règlements en éducation. Bien que cesdites sorties soient aussi fréquentes que des genoux de baleines, en tant qu'organisation qui défend l'éducation et sa qualité, l'ASSÉ se doit d'être à jour dans l'évolution des réformes académiques, de son élaboration jusqu'à son application concrète. Par ailleurs, l'ASSÉ a tout de même participé à deux consultations ministérielles : celle sur les frais institutionnels obligatoires pour laquelle nous avons déposé notre *Mémoire sur la gratuité scolaire* et la seconde, sur la proposition d'encadrement des frais institutionnels obligatoires de la ministre Courchesne, pour laquelle un bref mémoire contestataire a été déposé pour, une fois de plus, crier

haut et fort que la gratuité scolaire était la seule solution viable en terme de financement de l'éducation. (Mot de passe pour le Congrès : banane frite) Cela dit, plusieurs autres sorties du Ministère de l'Éducation auraient dû être commentées par l'ASSÉ, dont les modifications au Règlement sur le régime des études collégiales. Encore une fois, rappelons le plan d'action chargé ainsi que la difficulté à consulter rapidement l'ensemble des associations étudiantes membres. À titre d'exemple, mentionnons le mémoire sur la proposition de la ministre sur les frais institutionnels obligatoires pour laquelle tout juste la moitié des membres de l'ASSÉ ont participé au processus de commentaires. Alors que certaines associations, comme l'association étudiante du Cégep de Saint-Laurent par exemple, ont été très proactives dans ce processus, d'autres n'ont pas pris la peine d'approuver les dépôts aux consultations ministérielles. Peu importe les raisons qui expliquent cette situation désagréable, elles devront dorénavant être prises en considération et les positions du Congrès en vue des consultations ministérielles devront être conséquentes avec ce constat.

Classer et organiser la documentation disponible à l'ASSÉ

Beaucoup de documentation est disponible à l'ASSÉ, cependant trop de gens l'ignorent. Pour le moment, on continue de lancer des idées comme « on pourrait faire des recherches sur l'accessibilité aux études postsecondaires ». Un classement plus rigoureux aiderait assurément à la démocratisation de ces ressources. Un registre des documents archivés à l'ASSÉ a été fait, classant lesdits documents par thème. Nous espérons que ce nouvel outil de travail pour les associations étudiantes favorisera l'utilisation de la documentation disponible dans la rédaction du matériel d'information au local, par exemple. Sinon, il existe un registre qui comprend une très grande variété de sites Internet qui donnent accès à de la documentation en ligne. À l'avenir, un programme de recherche par mots-clés pourrait être envisagé pour une plus grande accessibilité des documents écrits et informatiques, mais aussi pour la revue de presse quotidienne. Il est aussi important de mentionner les centaines de documents informatiques issus du contrat de recherches de l'été 2007 qui restent toujours à « épilucher »... Des volontaires?

Le poste aux affaires académiques de l'ASSÉ

Chaque année, le même constat : les mandats pédagogiques sont mis à l'écart à cause des autres priorités. Si dans les années passées, ces mandats relevaient des Secrétaires aux affaires académiques universitaires et collégiales, la fusion de ces deux postes en un seul n'a pas amélioré les choses. Sans considérer cette réforme négativement, nous considérons aujourd'hui important de revoir en détail le poste de Secrétaire aux affaires académiques, son importance à l'ASSÉ et de lancer quelques pistes de réflexion sur des améliorations à apportées au poste.

Le poste de Secrétaire aux affaires académiques selon les Statuts et règlements

« Secrétaire aux affaires académiques : évalue les politiques et les mesures des réformes gouvernementales, reçoit de façon anonyme les griefs des associations membres, étudie tous les autres dossiers concernant l'éducation aux niveaux pédagogique et académique. » Les tâches ci-haut mentionnées requièrent énormément d'énergie et de disponibilités. Il est aussi essentiel que le Congrès donne la latitude nécessaire à la personne chargée d'évaluer les politiques et mesures gouvernementales de le faire dans un délai raisonnable dans les cas de diffusion desdites évaluations. En ce qui concerne les griefs des associations étudiantes membres, toute la culture est à créer dans le sens où il ne suffit pas seulement de dire que ça existe pour que les associations

membres prennent l'habitude de le faire. Bref, une personne qui assume convenablement ces tâches aurait tout juste le temps de partager avec le reste des membres de l'exécutif, les tâches régulières qui ne relèvent d'aucun autre poste en particulier.

Les tâches concrètes de la Secrétaire aux affaires académiques cette année

Comme je suis la seule à avoir vécu cette situation au sein du Conseil exécutif actuel, je propose de « troquer » la troisième personne du singulier représentant l'exécutif pour un « je » plus personnel.

En début de mandat, avec la transition avec les membres de l'exécutif de 2006-2007, tout ce qui entourait les perspectives de coalition de grève à l'ASSÉ et la préparation de la rentrée, les affaires pédagogiques ont évidemment été mises de côté au sein de l'exécutif. Heureusement, nous pouvions compter sur Julie Descheneaux du Comité à la recherche et aux affaires académiques (CRAA) qui a fait preuve de beaucoup d'initiative dans les moments où le Conseil exécutif manquait de leadership à son égard. Avec la démission de Marianita Hamel au poste de Secrétaire aux relations externes, j'ai repris ces tâches et entrepris de créer des liens avec les associations étudiantes externes (voir bilan externe de l'exécutif).

J'ai beaucoup cherché la façon d'exprimer mes tâches concrètes cette année et je pense que finalement, le terme « bouche-trou » convient plutôt bien. Sans m'en plaindre, parce que les tâches régulières qui ne relèvent d'aucun poste me plaisaient bien, je les assumais tout de même. Le problème avec cette dynamique qui se perpétue d'année en année, c'est que les tâches qu'on appelle régulières, qui ne sont pas prévues et toujours pressées dans le temps, ne sont pas quantifiables. Autrement dit, même s'il y a des définitions de tâches reliées aux différents postes et un plan d'action issu du Congrès, rien ne nous informe de toutes les tâches connexes qui peuvent surgir dans l'application du plan d'action. De plus, comme les affaires académiques ne sont pas prioritaires, ce sont mes « tâches par définition » qui sautaient en premier. Il devenait donc difficile, dans la planification globale des tâches de l'exécutif, de juger de la quantité de tâches ou plutôt de la charge de travail qui m'était attribuée.

Au-delà du constat que je n'ai pas rempli les fonctions des Statuts et règlements, les tâches que j'assumais devaient tout de même être faites et, présentement, rien n'est prévu dans notre fonctionnement interne pour pallier à cette situation. Je considère que le poste aux dossiers académiques est pertinent dans une organisation qui se veut défenderesse de l'éducation, cependant, il est dysfonctionnel pour le moment.

Pistes de réflexion sur la possibilité de modifier le poste de Secrétaire aux affaires académiques

- Est-ce que ce poste est toujours pertinent au sein du Conseil exécutif?
- Faut-il revoir le mandat statutaire du ou de la Secrétaire aux affaires académiques dans le but de l'adapter aux réalités que l'on connaît et donc de créer moins d'attentes?
- Serait-il préférable de remplacer ce poste par un autre axé essentiellement sur les tâches qui ne relèvent d'aucun autre poste sur le Conseil exécutif?
- Faut-il, au contraire, attribuer plus d'importance aux dossiers pédagogiques et qu'en ce sens, les priorités quasi absolues du ou de la Secrétaire seraient cesdits dossiers?

Maintenant que le portrait global est tracé en ce qui a trait à la pédagogie, on peut recommencer

parle au « il [le Conseil exécutif] »! En dehors des mauvaises blagues sur la conjugaison, voici les recommandations que le Conseil exécutif fait suite aux précédents constats :

- Créer un réseau entre les responsables aux affaires académiques des associations étudiantes et des habitudes de communication au même titre que les externes des associations avec l'interne de l'ASSÉ;
- Entamer une réflexion poussée quant au poste du ou de la Secrétaire aux affaires académiques;
- Clarifier la position de l'ASSÉ « contre le dépôt de mémoire sans qu'il soit préalablement adopté par le Congrès dans sa version intégrale en s'assurant que les modalités de disponibilité des documents soient respectées » adoptée au Congrès annuel de 2004. Cette position visait une démocratisation des dépôts de mémoires de l'ASSÉ et une plus grande participation des membres à l'élaboration du discours de l'ASSÉ. Cependant, en pratique, peu d'associations participent au processus de commentaires. Cette position est-elle toujours adaptée à notre réalité?

Médias et communication

De nouvelles responsabilités

La création en 2007 d'un nouveau poste sur le Conseil exécutif, celui de Secrétaire aux communications, est l'aboutissement de la réflexion suivant l'action médiatique de l'ASSÉ durant la grève de 2005 et les constats de nécessité de réforme de l'exécutif. D'emblée, il faut préciser que l'ASSÉ effectuait diverses formes d'action médiatique depuis sa fondation et certains outils avaient été développés. Toutefois, la création du poste supposait une approche différente de l'action médiatique au sein de l'exécutif, nécessitant ainsi de nombreuses améliorations tant au niveau des outils que des habitudes de travail. La nécessité de se fixer des balises parut d'abord incontournable : il nous fallait développer une stratégie permanente d'action pour répondre au manque de réflexion globale et concertée sur la question. Le début de la campagne de GGI relégua toutefois la rédaction de cette stratégie globale de communications en fin de liste, et l'objectif de déposer ce document fut déplacé à l'été 2008, la priorité était de développer une stratégie pour la campagne en cours. L'élaboration des bases de cette stratégie de communications permit à tout le moins de faire un retour réflexif sur l'action médiatique de l'ASSÉ depuis sa fondation, dota l'action aux communications d'un cadre d'analyse bien défini et permit de développer des tactiques d'action pour suivre l'escalade des moyens de pression au niveau du discours.

L'exécutif et les communications

Malgré l'énorme travail à faire pour développer davantage nos outils et habitudes de travail au niveau des communications, il fut clairement établi par l'exécutif que les communications n'étaient pas prioritaires et qu'ainsi donc les tâches relatives au Conseil exécutif passaient avant. Le bon côté de cette priorisation fut le développement de nombreux aspects du travail d'exécutif en cohérence avec le discours global de l'ASSÉ, par exemple au niveau de la rédaction de tracts et feuillets. Par contre, les actions nécessaires pour solidifier notre action médiatique furent plus souvent qu'autrement délaissées, ce qui créa souvent une action de demi-mesure, qui ne put être véritablement efficace. Cette situation nous empêcha non seulement de démocratiser le plus possible les communications, mais créa aussi un fossé entre notre désir d'action et les forces disponibles. Il convient d'ajouter que cette priorisation entraîna une centralisation des communications autour du Secrétaire, qui se vit souvent assumer dans l'urgence les tâches de porte-

parole et d'attaché de presse à la fois. La complexité liée à ces tâches explique le fait que de nombreux aspects de l'action médiatique n'aient pas été développés suffisamment, comme la rédaction de lettres ouvertes, la publication assidue dans les médias indépendants et étudiants, etc.

L'esquisse de solution à cette problématique fut de faire appel à des collaborateurs et collaboratrices pour l'action médiatique. Le but était d'effectuer des mandats aux communications qui traînaient à cause de la priorisation décrite précédemment, et de supporter le secrétaire aux communications lorsque celui-ci devait travailler sur d'autres mandats inhérents à l'exécutif. Concrètement, les collaborateurs et collaboratrices donnèrent un coup de main pour les calls médias lors des gros événements (manifestations, etc.) et travaillèrent sur les dossiers de presse et un document de vulgarisation sur l'ASSÉ à remettre aux journalistes. Ces collaborateurs et collaboratrices, sous la responsabilité du Secrétaire aux communications, apportèrent une aide précieuse, mais eurent globalement peu de lien avec les autres personnes s'impliquant à l'ASSÉ. Il conviendra à l'avenir de poursuivre ce type de collaborations, pour permettre que le ou la secrétaire aux communications puisse s'acquitter des essentielles tâches d'exécutif sans que l'action communicationnelle en souffre de manière considérable. La tentative de formation par le Conseil de Coordination d'un comité ad hoc d'observation médiatique est un bon pas en ce sens : il faudra toutefois s'assurer que les collaborations soient bien encadrées et orchestrées à la fois en regard du plan d'action et des intérêts et des disponibilités des collaborateurs et collaboratrices.

Retour sur l'action médiatique

Cette partie du bilan ne vise pas tant à faire un retour réflexif sur la couverture médiatique de l'ASSÉ durant la dernière année - cette tâche demandant un temps et une énergie que cette période de l'année ne nous permet malheureusement pas - mais plutôt d'entamer la réflexion sur les actions médiatiques posées depuis un an.

Notre réaction médiatique à l'annonce officialisant le dégel des frais de scolarité visait à axer notre discours sur les conséquences néfastes de celui-ci et d'ensuite expliquer notre position de gratuité scolaire : l'idée était non pas de cacher la campagne de grève, au contraire, mais plutôt de mettre l'accent sur celle-ci à l'automne. On vit pourtant bien vite que les médias s'intéressaient d'abord et avant tout à la campagne de grève, dont on parlait déjà plus que de nos revendications et/ou de nos raisons de nous opposer au dégel. Cette situation apparut dès lors comme un couteau à double tranchant : l'ASSÉ avait un avantage sur les fédés au niveau de l'exposition (une campagne de grève attire plus les médias qu'une non-réaction), mais cette couverture mettait la barre haute au niveau des attentes concernant la mobilisation à venir. On peut se questionner sur l'influence des « attentes publiques » concernant le discours médiatique lors des débuts de la campagne de grève. Il faut toutefois convenir que la formulation de plan d'action fut, en tant que telle, assez assurée, voire même « offensive », ce qui a grandement teinté le discours médiatique des premiers mois de la campagne de grève.

L'annonce de la compensation des prêts et bourses de la ministre, qui confirmait par la même occasion la hausse des frais de scolarité, nous prit par surprise : ce n'est que de peine et misère que nous avons pu nous pointer à la conférence de presse pour la perturber avec un groupe de militants et militantes et publier un communiqué grâce à la collaboration médiatique. Cet événement montra clairement l'infériorité des moyens de l'ASSÉ face aux fédérations lors de l'action médiatique : non seulement les fédérations étudiantes, par leur position concertationniste, se voient averties à l'avance

des annonces gouvernementales, mais elles ont aussi l'avantage d'avoir un employé donc l'unique tâche est de préparer l'action médiatique, de n'avoir aucune limite budgétaire au niveau de l'utilisation du fil de presse CNW Telbec et leurs actions, souvent organisées pour obtenir la faveur médiatique, obtiennent souvent celle-ci et une couverture plus avantageuse. Au-delà de la différence de moyens organisationnels, il s'agit d'une priorisation politique : l'action médiatique importe grandement pour les fédérations étudiantes et elles y mettent les énergies nécessaires. L'ASSÉ peut être fière de ne pas s'aplat-ventrir et de ne pas tomber dans la contestation spectacle. Il nous faut par contre réaliser l'inégalité flagrante des moyens en la matière : une couverture plus abondante ou de meilleure qualité face aux fédérations nécessite donc une masse de travail d'envergure, quoiqu'il ait été possible de le faire à plusieurs reprises durant l'année.

Il convient de préciser ici qu'au début de l'automne a été produit un document de formation visant à préparer les associations étudiantes et les militants et militantes au local à développer leur propre action médiatique afin de démocratiser celle-ci. Intitulé « L'action médiatique au local », ce document fut envoyé à toutes les associations et sur la liste asse-support; il fut aussi supporté de quelques formations au local. Reste à savoir si ce document a vraiment été utilisé : divers éléments nous portent à croire qu'il aurait pu l'être davantage, ce qui aurait aussi permis de décharger l'exécutif au niveau des communications.

Dès la rentrée, des dérives potentielles nous apparurent, dérives qui allèrent malheureusement en s'accroissant sans que nous puissions réellement y faire face. La première a déjà été mentionnée : la grève intéressait plus les médias que nos revendications en tant que telles, et chaque mention de celles-ci était le fruit de nombreux efforts. Seconde dérive, plus grave encore que la première : l'inadéquation entre le discours de l'ASSÉ et les actions concrètes élaborées sur le terrain. Le discours de l'ASSÉ dans les médias suivit le plan d'action voté en Congrès, là n'est pas le problème. La difficulté réside plutôt dans le fait que les actions concrètes ne reflétaient pas le plan d'action et donc le discours, ce qui fit que notre discours devenait de plus en plus irréaliste, parlant de « nombreuses actions » qui n'eurent souvent pas ou presque pas lieu. Les communiqués, écrits à l'avance pour être débattus en exécutif, ne purent souvent pas être modifiés sur place alors que l'on constatait que l'action annoncée n'allait pas ou presque pas avoir lieu.

Cette situation atteint son comble lors des semaines d'action régionales rotatives. Notons que cette inadéquation pourrait souvent être évitée par un plus grand pragmatisme dans les communications entre assos locales et l'exécutif : il nous a semblé qu'il existait une sorte d'orgueil de la mobilisation, où les exécutants et exécutantes locaux nous affirmaient jusqu'au dernier moment que la mobilisation allait bien et que toute l'organisation d'une action était prête alors que la réalité était tout autre. Soulignons tout de même l'autonomie de la MASSE au niveau des communications, qui fut très appréciée tout au long de l'année.

Il convient aussi de préciser que notre apparition à l'émission *Il va y avoir du sport*, à Télé-Québec, fut l'occasion de faire grandement avancer notre discours et de définitivement placer l'enjeu dans l'espace public. De telles expériences devraient être répétées, tout en faisant bien attention de ne pas faire passer les exigences médiatiques avant nos principes et de ne pas tomber dans le cirque du spectacle de la contestation.

Les premiers votes d'assemblée générale nous montrèrent les effets néfastes de l'accent mis sur la grève et non les revendications par les médias : bon nombre de membres venaient alors voter contre

la grève sans même connaître les revendications de celles-ci et l'argumentaire qui les sous-tend. Là n'est pas le rôle de l'action médiatique de remplacer le travail d'information par la mobilisation, mais il devient inquiétant de voir que notre discours médiatique a pu inciter des gens à se prononcer contre la grève. Notons que les premiers votes d'assemblée générale nous firent perdre l'assurance du discours de début de session et mirent l'ASSÉ sur une position défensive fort désagréable de laquelle l'association étudiante nationale ne réussira pas à s'extirper. Suite aux votes d'AG, les porte-parole durent sans cesse justifier tout discours et toute action en lien avec l'échec de la mobilisation, ce qui mis ceux et celles-ci dans une position fort délicate.

Cette situation se poursuivit lors de la répression entourant le bed-in de l'AGECVM du 13 novembre : la solidarité de l'ASSÉ face à la répression subie donna plus de visibilité au mouvement étudiant combatif en général, mais accentua la tendance défensive au niveau du discours. La manifestation du 15 novembre fut toutefois l'occasion de tester bon nombre de tactiques élaborées sur papier, dont la plupart s'avérèrent très fructueuses, ainsi que de faire valoir nos revendications au-delà des sempiternelles accusations de violence. Notre absence de réponse publique face à la lettre des fédérations étudiantes illustre bien ce qui a déjà été mentionné plus haut quant à la surcharge de travail.

Le Congrès de François-Xavier-Garneau ne permit pas d'approfondir les questions entourant la stratégie médiatique : peut-être aurait-il fallu, avec le recul, informer le Congrès de la grande difficulté de défendre la position de plan d'action à double vitesse dans l'espace public.

La rentrée d'hiver illustra cette difficulté. Les communications à cette époque eurent au moins l'avantage d'être équivalentes à la mobilisation en général : le discours nuancé quant aux possibilités d'une campagne nationale de grève générale illimitée fut toutefois pressenti par les médias comme un échec anticipé, ce qui détourna ceux-ci de l'ASSÉ. Il faut toutefois considérer l'échec relatif de la tournée de sensibilisation : censée montrer les aspects néfastes du sous-financement à l'échelle locale, la tournée était basée sur la volonté des associations étudiantes membres. Cette tournée montre bien l'incohérence des délégations entre le désir de mobilisation et la réalité locale : alors que cette tournée a été adoptée à majorité dans le plan d'action, seules deux associations étudiantes firent appel à l'exécutif pour l'organiser, les autres annulant tour à tour. À la différence de la rentrée, la position globale de l'exécutif, lui permettant de voir que la mobilisation n'était globalement pas au rendez-vous, permit de faire équivaloir le discours aux communications, faisant légèrement dévier le discours du plan d'action pour être plus au diapason face à la situation réelle.

La publication de la déclaration de fin de campagne de grève générale illimitée fut une excellente idée qui permit d'informer les associations étudiantes du Québec ainsi que nos alliés au sein des mouvements sociaux de notre décision, et d'expliquer celle-ci en nos termes. Toutefois, l'ASSÉ paya ici le pris de ces avancées en matière de communication : une journaliste de *La Presse* habituée à visiter notre site lu la déclaration et en fit un article sans que nous en ayons été informés. La nouvelle fut reprise par la plupart des médias, évacuant la mobilisation de l'ASSÉ des « sujets publics à l'agenda médiatique ». Notre volonté d'éviter de faire de l'arrêt de la campagne une nouvelle médiatique d'envergure fut ainsi ratée, et notre peur de voir la manifestation du 21 février peu couverte pour cette raison se concrétisèrent malheureusement.

La préparation médiatique pour la manifestation du 21 février fut extrêmement solide, forte d'une

expérience acquise de jour en jour.¹³ Toutefois, la centralisation des médias au niveau de Montréal et l'arrêt de la campagne quelques jours plus tôt causèrent un désintérêt médiatique, malgré la préparation globale.

Finalement, la fin de session fut très calme sur le plan de l'action médiatique, ce qui eut à tout le moins le bénéfice de permettre au secrétaire aux communications de s'attarder à temps plein aux nombreuses tâches d'exécutif et de consolidation de l'ASSÉ. L'expérience acquise tout au long de l'année put à tout le moins profiter aux associations étudiantes en grève de l'UQÀM, qui se virent appuyées au niveau des communications pour leur action, bien qu'elles aient elles-mêmes développé leur autonomie en la matière au cours de l'année.

L'ASSÉ dans l'espace public

Quelques conclusions peuvent être tirées de la dernière année en ce qui a trait aux communications à l'ASSÉ. D'emblée, il nous faut constater que l'image globale de notre syndicat étudiant s'améliore : jadis perçue comme « radicale » (de manière péjorative) et « violente », l'ASSÉ se fait de plus en plus respecter et est maintenant plutôt qualifiée d'association étudiante nationale « la plus militante » ou « la plus mobilisée ». Certains dérapages ont toujours lieu, mais l'ASSÉ s'est définitivement posée comme un acteur incontournable dans le monde de l'éducation et de l'action sociale au Québec.

Globalement, on peut dire que l'analyse de Xavier Lafrance suite à la grève de 2005 s'est confirmée en 2007-2008 : l'abondance (et non la qualité) de la couverture médiatique est liée à l'ampleur de la mobilisation étudiante. Lorsque les médias anticipaient une mobilisation d'envergure (et ou musclée), ils se déplaçaient abondamment; à l'inverse, les actions peu populaires ou les éléments discours non sertis d'actions d'envergure obtenaient peu d'intérêt.

L'action médiatique aura par contre permis certaines avancées institutionnelles malgré un certain manque de mobilisation : c'est en effet suite aux différentes sorties de l'ASSÉ que la ministre Courchesne décida de nous rencontrer. C'est aussi suite à des réactions dans les médias que nous fûmes invités à participer aux divers bidonnages consultatifs ministériels. Le constat à faire entre ces dynamiques est que le rapport de force au niveau du discours est tout aussi important que le rapport de force effectif : l'un ne va pas sans l'autre et les deux doivent être non seulement cohérentes, mais aussi être équivalents dans leur escalade respective.

Au niveau interne, le Congrès devra statuer sur une série de fonctionnements communicationnels. Par exemple, le discours aux communications doit-il être le plus fidèle possible au plan d'action, même lorsque celui-ci n'est pas conforme à la réalité? Vaut-il mieux communiquer en fonction de la mobilisation réelle, quitte à aller en deçà ou au-delà du plan d'action? Ces questions ne devraient même pas exister si le plan d'action voté était réellement exécuté sur le terrain : la crédibilité du discours public de l'ASSÉ dépend de la capacité des délégations d'élaborer un plan d'action qui sera à la hauteur de nos idéaux certes, mais aussi à la hauteur de nos moyens.

De plus, la question des porte-parole devra éventuellement être débattue plus en profondeur en Congrès : est-ce le rôle du ou de la Secrétaire aux communications? L'expérience tend à nous

13 Soulignons la collaboration très appréciée de Samuel Messier, membre de l'ABICEP-UQÀM, qui assura le suivi avec le bureau au niveau des communications.

montrer que oui, en partie, puisque la personne qui écrit le communiqué, établit les contacts avec les journalistes et réagit dans l'urgence lorsqu'une réaction doit être faite est aussi souvent la personne la plus habilitée à répondre aux questions de ces mêmes journalistes. Par contre, il faudra toujours veiller à ce qu'une autre personne de l'exécutif accompagne le ou la Secrétaire dans cette tâche ardue, non seulement lors des événements majeurs nécessitant une meilleure division du travail, mais aussi au jour le jour, afin d'éviter la centralisation et le fâcheux phénomène de vedettariat politique et d'individualisation de l'image publique de notre organisation.

Il vaut aussi la peine de mentionner la faible initiative des associations étudiantes locales au niveau des communications, rendant très difficile la coordination entre le travail médias au local et au national. En effet, les assos locales connaissent une multitude de dossiers qui gagneraient à être diffusés pour faire connaître la situation critique de l'éducation au Québec. Pourquoi ne le font-elles pas? Les outils de diffusion existent depuis cette année; qu'est-ce qui a fait que l'action médiatique au local, à quelques exceptions près, n'ait été l'action que du national, appliquée au niveau local de manière épisodique? Cette situation est équivoque non seulement quant à la réappropriation des communications par les membres (impliquant une décentralisation et une démocratisation essentielle de celles-ci), mais aussi quant au discours et à l'image globale de l'ASSÉ. Une analyse de la couverture passée tend à démontrer que celle-ci est meilleure lorsque l'on n'entend pas seulement parler de l'ASSÉ, mais lorsque l'on connaît aussi les actions menées par telle association étudiante locale, souvent plus ancrée dans sa communauté et mieux perçue par les médias. Au-delà de l'effet sur la couverture, il est incohérent de critiquer la centralisation des communications dans l'exécutif alors que les associations étudiantes locales se tournent invariablement vers ce dernier pour diffuser le discours qui leur est propre.

À ce titre, de nombreux débats restent à faire au niveau de l'action communicationnelle à l'ASSÉ. Une chose doit cependant être claire : si l'on souhaite que l'ASSÉ entreprenne une action médiatique alternative et autonome, démocratique, décentralisée et en toute cohérence et complémentarité avec l'action directe, il faudra y mettre le temps et les énergies nécessaires. Ne pas le faire implique le risque de voir l'ASSÉ développer une action médiatique centralisée, détachée de la mobilisation et qui risque de tomber rapidement dans le spectacle de la contestation. Espérons que le dépôt de la stratégie médiatique lors d'un prochain Congrès permettra entre autres d'approfondir de nombreux éléments tout en dotant l'ASSÉ de balises et tactiques permettant de dresser une mémoire institutionnelle en la matière.

Bilan du Comité journal session d'hiver 2008

Par Chloé Domingue-Bouchard, membre du Comité journal

Comme la session dernière, on se bouscule sur les instances et comités de l'ASSÉ. Les candidats et candidates se battent sauvagement pour les postes à combler. Trêve de sarcasme, non, l'implication nationale n'est pas à son zénith cette session, à l'image de toute cette année d'ailleurs.

Mandats

Dans les mandats réalisés au Comité journal cette année, comptons les parutions de deux *Ultimatum express* de grève, deux parutions urbaine pour les manifestations du 15 novembre et du 21 février, trois parutions régulières (septembre, novembre, janvier), ainsi que la production d'un spécial « secondaires » que vous devriez avoir sous les yeux au Congrès, si Dieu le veut.

Une parution hors série, fut également produite par l'AFESH-UQAM.

Afin d'éviter certains malentendus et certaines controverses, un document « coup de pouce » sur la rédaction d'articles a également été produit récemment.

Nous avons eu 5 nouveaux abonnements cette année, 2 renouvellements ont été faits, 3 sont en attentes. Donc, si l'on compte bien et que l'on est optimiste, nous commencerons la prochaine année avec 10 abonnements sur un objectif ambitieux de 25. Ce n'est pas un succès.

Le plat de résistance reste toutefois à venir. Soit l'épineuse conception de la Revue. Une malédiction semble en effet entourer cette production. Des discussions préliminaires sur sa thématique sont de mises afin d'éviter certaines controverses et syndromes de claquage de porte. Des débats et discussions devront donc avoir lieu, avant les instances où seront prises les décisions (ça l'air évident comme ça, mais c'est pourtant sérieux). La Revue est l'outil de mobilisation no 1 selon le Comité journal. Il est donc primordial que celle-ci soit prête à être distribuée dès la rentrée. En ce sens, la pertinence d'un *Ultimatum* de la rentrée est sérieusement remise en doute selon le Comité journal. En effet, ceci donne lieu à un dédoublement de tâches certes pour le Comité et ses collabos, mais aussi aux associations locales qui se retrouvent à devoir distribuer deux produits à la fois, saturant ainsi le marché. (Vous savez l'offre, la demande, Adam Smith...) Sérieusement, il serait plus pertinent de garder le budget de la parution de septembre afin d'assumer le coût réel de la Revue, ou de faire des parutions plus étoffées par la suite ou encore de mettre de l'énergie à la traduction en demande, etc. Ce ne sont là que quelques possibilités aléatoires, ce qui est certain, c'est qu'à moins d'arguments allant dans le sens contraire, le Comité journal est d'avis que la priorité doit rester la Revue et que la parution de la rentrée n'est pas réellement pertinente.

Forces, faiblesses et controverses!

La principale faiblesse du Comité reste la course aux abonnements, peu de suivis ont été faits en ce sens. À la base, l'idée était de passer essentiellement par les Conseils régionaux. Toutefois, ils furent plutôt inaccessibles cette session. Le Comité a également fait peu de démarches en ce sens. La distribution est également un point faible à améliorer dans l'année à venir. Les *Ultimatum*

s'écoulèrent bien dans nos milieux scolaires, toutefois, une distribution urbaine à plus grande échelle devrait être envisagée. Beaucoup de démarches peuvent être faites en ce sens, un plan de distribution aurait avantage à être monté. Des efforts devront être orientés vers une distribution urbaine ainsi que vers le développement de contacts avec différents pôles d'informations (bibliothèques, tabagies, etc.). Le Comité journal encourage donc les futur-e-s membres du Comité à mandater une ou un de leur membre exclusivement pour cette tâche, s'ils et elles sont assez nombreux nombreuses, évidemment. De plus, l'*Ultimatum hors série*, ne fut pas distribué par courrier à nos abonnés, erreur de suivi dommageable. Peu de comptes rendus de réunions eurent fait auprès de l'exécutif, ce qui complique les suivis. Notons toutefois que le Comité journal ne tient pas réellement de réunions, dû à son nombre de membres un peu restreints (+ ou - une personne). Le Comité fut tout de même présent aux CoCo (aucune absence) et à tous les Congrès (sauf celui des 1^{er} et 2 décembre).

Nous avons reçu d'excellents commentaires sur l'*Ultimatum* de la manif du 15 novembre ainsi que sur l'*Ultimatum* de janvier. Après avoir reçu des critiques constructives sur le contenu corporatiste du journal, nous nous sommes efforcés d'aller chercher des collaborations extérieures et d'élargir nos thématiques. L'*Ultimatum* reste clairement le journal de l'ASSÉ, ce qui ne l'empêche pas d'offrir une tribune aux militantes et militants qui travaillent à l'avancement d'autres causes sociales, c'est même essentiel. Comme mentionné au sein du bilan de l'automne, nous sommes allé-e-s chercher des collaborateurs et collaboratrices diversifié-e-s et avec lesquel-le-s nous avons composé avec de courts délais. De plus, l'un de nos défis était de rendre le journal plus accessible, soit un peu moins universitaire (sic). De manière générale, les commentaires reçus sur les parutions de cette année allaient en ce sens. Nous tentons également d'explorer et d'instaurer des chroniques régulières à chaque parution pour accrocher nos lecteurs et lectrices et faire de l'*Ultimatum* un journal davantage professionnel et diversifié. Ainsi, il est intéressant d'y inclure des articles écrits pas des étudiantes et étudiants de plusieurs horizons (cégep, université et autre pourquoi pas), ainsi que de retrouver des écrits plus théoriques (ce qui n'a jamais manqué) et d'autres plus accessibles. Le Comité journal souhaiterait donc en ce sens voir renouveler des idées telles la chronique de livre et tient également à souligner que pour éviter les controverses face à la présence ou non d'article femmes, une chronique femmes automatique, voire statutaire à chaque parution fut instaurée, et ce, pour le mieux! Le Comité actuel invite donc le futur Comité à continuer en ce sens.

Finalement, quelques controverses eurent lieu cette année concernant le Comité. En premier lieu, la rémunération de militantes ou militants. Une initiative prise par le Comité en ce sens, fut réprimandée avec raison selon le Comité, dû à la non-légitimité d'une telle dépense sans passer par des instances décisionnelles. « Toutefois, le débat de la rémunération et de l'escalade dangereuse de précédents qu'elle peut entraîner sont fort mitigés. Plusieurs paramètres doivent être pris en considération lorsque la décision de rémunérer un militant ou une militante est prise. Certains et certaines s'y objectent peu importe les circonstances exprimant l'inégalité engendrée par de telles pratiques. » (copier/coller du bilan de l'automne comme vous l'avez sûrement automatiquement remarquez!) Le Comité resouligne tout de même la question, car même si cette problématique n'a pas réellement refait surface cette session, aucune politique officielle ne semble avoir été mise en place. Il ne s'agit sans doute pas d'une priorité, toutefois, si certains et certaines sont intéressé-e-s à en produire une, le Comité les y encourage, même s'il n'a pas d'idées concrètes sur cette épineuse question.

En substance, le Comité pourrait également, se pencher sur la pertinence des instances décisionnelles, lorsque finalement on constate qu'il est aisé et relativement courant de passer outre celles-ci. Certes, certaines situations urgentes exigent une plus grande flexibilité afin de ne pas laisser passer des opportunités pertinentes. Toutefois, ce genre de pratiques peut tendre à long terme à concentrer les orientations et les décisions autour d'un petit noyau d'acteurs et d'actrices. Ce genre de fonctionnement exclusif est efficace, mais n'est peut-être pas souhaitable en terme de dynamique de travail. Comme mentionné précédemment, le comité **pourrait** se pencher sur la question. Toutefois, il a l'impression que ce genre de pratiques reste concrètement inévitable.

Rapport sur le poids démocratique des associations étudiantes

Par le Comité à la recherche et aux affaires académiques

La démocratisation des instances de l'ASSÉ a toujours été une considération majeure pour les membres. Dès sa fondation, ce fut une préoccupation dans les conversations à la table de Congrès. C'était, il faut se le dire, une critique de plusieurs associations étudiantes qui en avait ras le bol de la politique parlementaire et de la politique étudiante des fédérations étudiantes. Depuis, l'ASSÉ a vécu un Congrès d'orientation en 2005, en plus de remettre continuellement en question sa culture organisationnelle et la division des pouvoirs de ses instances. Le questionnement resurgit constamment dans le mouvement étudiant. Plus spécifiquement, à l'ASSÉ, plusieurs questions se posent depuis qu'une panoplie de modules universitaires (parfois avec une très petite population étudiante) deviennent membres de l'ASSÉ. Tout le monde se réjouit de la popularité du syndicalisme de combat dans des modules isolés dans des associations étudiantes d'envergure importante qui ne satisfont pas une pratique syndicale de contestation. Mais plusieurs posent l'enjeu de la représentation et, plus globalement, de la démocratie. C'est dans cette optique que ce présent rapport sur le poids démocratique des associations étudiantes est déposé. Il ne se veut pas un inventaire exhaustif, mais une contribution du Comité à la recherche et aux affaires académiques, tel que demandé par le Congrès, pour éclaircir les enjeux de la question à l'ASSÉ.

Il est difficile pour le Comité d'émettre des recommandations quant aux avenues prioritaires à adopter à l'ASSÉ. C'est, après tout, aux associations étudiantes locales à réfléchir aux orientations internes qui doivent être considérées par les membres. Dans cet ordre des choses, le Comité a décidé de ne pas émettre de recommandations quant aux orientations sur le vote dans les instances. Nous jugeons que les associations étudiantes sont maîtresses d'une telle orientation politique. Le but du présent rapport se situe plutôt à un autre niveau : nous cherchons à faire le point sur ce qui a existé et ce qui existe présentement comme possibles avenues; nous cherchons à poser des questions pour que les membres soient en mesure de garder en tête les enjeux (sans poser des réponses toutes faites); nous cherchons à éclaircir les scénarios et les questionnements qui ont traversé l'ASSÉ. Les recommandations immédiates qui ont émergé ne transforment pas la structure de l'ASSÉ, mais visent plutôt à ressouder les volontés et les pratiques pour qu'elles concordent davantage.

1. L'organisation des syndicats locaux

Au Québec, c'est la *Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiants* qui régit la structure syndicale et fait en sorte qu'on est, en tant qu'étudiant et étudiante, automatiquement membre du regroupement associatif de notre campus. Vous l'aurez compris, c'est une copie de la formule Rand qui régit la structure syndicale. Vous êtes donc automatiquement membre de l'association étudiante si elle est accréditée et il faut, pour se désinscrire, remplir les exigences (dont remplir un formulaire avant la date limite) si l'association étudiante le permet, ce qui devrait avoir été déterminé lors de son accréditation. Ce ne sont pas toutes les associations étudiantes qui sont par contre accréditées selon la loi. Il faut, pour se faire, en faire la demande à un agent ou une agente d'accréditation et entamer des procédures légales qui se solderont par un vote à scrutin secret où 25 % des étudiants et des étudiantes devront avoir voté.

Les associations étudiantes non accréditées légalement peuvent tout de même être reconnues par leur administration locale. Plusieurs cégeps et universités prévoient en effet des règlements internes

pour reconnaître les associations étudiantes (par exemple : UQAM) qui n'ont pas entamé de procédures légales pour être reconnues et accréditées. Ces politiques, bien qu'elles ne relèvent pas de cadre légale, sont souvent très semblables à ce que l'on retrouve dans la *Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiants*. L'élément central distinctif est surtout relié à la dissolution de l'association étudiante qui est généralement la même procédure qui régit la politique de reconnaissance de l'association. À toute fin pratique : plus il a été facile pour l'association étudiante d'être reconnue par l'administration, plus il en sera facile pour la dissoudre. Il en est tout autrement avec la *Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiants*.

Parmi les droits reconnus aux associations étudiantes accréditées :

- l'administration doit fournir un local et un mobilier adéquats;
- l'administration doit percevoir les cotisations et fournir à l'association étudiante la liste des étudiants et des étudiantes;
- l'administration doit rendre l'accès possible aux administrateurs et administratrices de l'association étudiante (le conseil exécutif ou le conseil d'administration) à ses locaux en tout temps (lors des heures d'ouverture du cégep ou de l'université);
- il ne peut exister qu'une association étudiante pour représenter les mêmes étudiantes et étudiants.

Malgré une loi commune qui régit la formule des associations étudiantes, il y a dans la pratique une différence entre l'organisation syndicale des différents campus, surtout en ce qui a trait à la différence entre cégeps et universités¹.

1.1 Les universités

La structure syndicale dans les universités est très diversifiée. Somme toute est-il important de prime abord de rappeler que la structure universitaire est organisée par faculté, qui regroupe chacune divers modules (également appelés départements). Chaque université développe des programmes qui lui sont propres et qui sont chapeautés par des départements qui ne sont également pas uniformes pour l'ensemble des universités du Québec. Par exemple, l'anthropologie n'est pas développée dans l'ensemble des universités du Québec : l'Université Laval et l'Université de Montréal ont un département d'anthropologie, mais ni Sherbrooke ni l'UQAM n'en ont un. À Concordia, le département d'anthropologie est jumelé à celui de sociologie et n'en forme qu'un. L'anthropologie devient donc un programme du département d'anthropologie et de sociologie.

Pour illustrer un programme, un département et une famille (faculté, secteur), on peut prendre l'exemple du baccalauréat de science politique de l'UQAM et du baccalauréat de gestion publique, tous deux des programmes du département de science politique (regroupés dans la faculté de science politique et droit). Au niveau départemental, c'est l'association étudiante de science politique qui représente les étudiants et les étudiantes (AEMSP), qui sont également membres de l'Association facultaire étudiante de science politique et de droit (AFESPED-UQAM). Les associations étudiantes sont donc regroupées au niveau du département et de la faculté dans le cas de l'UQAM. D'autres associations étudiantes universitaires peuvent être regroupées au niveau du département et avoir une association unitaire pour tout le campus. C'est notamment le cas de

¹ Le texte ci-présent ne se veut pas un inventaire exhaustif de toutes les structures syndicales étudiantes qui existent. Il n'est que présenté ici pour aider la compréhension générale et aider à se familiariser avec la diversité des structures. Notez par ailleurs que des nuances ou des précisions ont pu nous échapper. Mille excuses s'il en est ainsi. Merci de nous en faire part. Pour nous joindre : recherche@asse-solidarite.qc.ca

l'Université de Montréal qui a par contre essayé un regroupement alternatif à la FAECUM avec la CALESH, qui se voulait davantage une association étudiante de type facultaire (bien qu'avec des différences, puisque l'initiative ne venait pas de l'administration, mais émergeait plutôt de la volonté étudiante).

On se retrouve donc à l'UQAM avec des associations étudiantes de modules qui regroupent les étudiants et les étudiantes d'un même département, mais séparées en deux cycles d'études (bac versus cycles supérieurs) et regroupées au sein d'une même faculté. Sociologie 1^{er} cycle, sociologie 2^e et 3^e cycle, histoire 1^{er} cycle, histoire 2^e et 3^e cycle, sexologie 1^{er} cycle, sexologie 2^e et 3^e cycle, géographie 1^{er} cycle, géographie 2^e et 3^e cycle, etc. sont toutes des associations étudiantes modulaires où les individus sont également membres d'une 2^e association étudiantes : l'AFESH-UQAM (Association facultaire étudiante des sciences humaines de l'UQAM). En contrepartie, à l'Université Laval et à l'Université de Sherbrooke, les associations étudiantes des cycles supérieurs sont regroupées dans des regroupements d'associations étudiantes distincts : l'AELIÉS et le REMDUS. Au premier cycle d'études (baccalauréat par exemple), les étudiants et les étudiantes sont membres d'associations étudiantes de modules (reprenons notre exemple d'anthropologie pour l'Université Laval) et sont également membres de l'Association étudiante des sciences sociales (qui regroupe toutes les associations de la Faculté des sciences sociales de l'université) ainsi que du regroupement unitaire, la CADEUL. Cette dernière est une confédération organisée sur la base du regroupement des associations membres. Les individus ont droit de vote lors des assemblées générales, généralement prévues une fois par année. C'est le Caucus des associations qui exerce une grande partie du poids politique. Cette instance réunie les délégué-e-s des associations membres.

Notons qu'il existe aussi l'association étudiante de la Télé-Université de l'UQAM (AETELUQ) qui regroupe les étudiants et les étudiantes qui étudient à distance. Il y a peu d'assemblées générales dans une année, mais les représentants et les représentantes prennent en considération les doléances des membres reçues par courriel.

1.2 Les cégeps

Du côté des cégeps, malgré les apparences, la structure syndicale peut toute aussi être ambiguë. Majoritairement, les syndicats locaux sont construits sur la base : un cégep = un syndicat. Mais la structure collégiale semble se compliquer d'année en année, particulièrement avec la venue des cégeps régionaux. Vous avez peut-être également eu à faire avec les campus universitaires sur votre « territoire » collégial.

Il existe néanmoins des cégeps dits régionaux, par exemple c'est le cas du regroupement des cégeps de Lanaudière : Joliette, l'Assomption et Terrebonne. Pour ce cas précis, la structure du syndicat étudiant est complètement indépendante en ce qui a trait à leur charte et à leur fonctionnement interne. Le cégep a, quant lui, imposé un fonctionnement interne en ce qui a trait aux instances administratives où les étudiants et étudiantes doivent siéger. Sur le conseil administration, il y a rotation d'année en année de la provenance de la représentation étudiante (une année Joliette suivie d'une année où l'élection sera complétée à l'Assomption, puis Terrebonne et ainsi de suite). Le cas du campus de Limoilou à Québec est similaire : Limoilou campus Charlesbourg et campus Québec se côtoie pour divers dossiers administratifs et sont séparés pour d'autres.

Avec la progression du développement régional, la concentration des cégeps vers un centre régional tend à diminuer. On se retrouve avec des campus qui offrent des formations de moindre envergure

dans des villes avoisinantes. C'est par exemple le cas du Cégep Beauce-Appalaches qui soutient quatre infrastructures situées dans 3 villes différentes : St-Georges de Beauce, Beauceville et Lac Mégantic. C'est d'ailleurs aussi le cas pour les campus universitaires, qui tendent à investir les villes avoisinantes et plus particulièrement les cégeps de région. On peut noter par exemple l'Université de Sherbrooke et son campus au métro Longueuil sur la Rive-Sud de Montréal ou encore l'Université du Québec en Outaouais et ses services dans les Laurentides (Maniwaki, Mont-Laurier, St-Jérôme). Sauf avis d'exception, ces étudiants et ces étudiantes sont aussi membres des associations étudiantes du « campus central ».

Quelques associations étudiantes collégiales sont organisées de façon plus complexe qu'« un cégep = une assemblée générale = une association étudiante ». Il faut à cet effet parler du cas du Cégep de Sherbrooke qui, un peu à l'instar de l'organisation syndicale des facultés à l'UQAM, favorise l'organisation par assemblée générale des modules associatifs. Ce qu'on peut comparer aux modules universitaires porte pour nom « association de programme ». L'instance intermédiaire porte pour nom « Conseil Général ». Celui-ci rassemble les associations de programmes constituées, les comités ainsi que le conseil exécutif. Les associations de programmes doivent être reconstituées chaque année. La mise sur pied d'associations de programmes réside dans la volonté des étudiants et des étudiantes du programme. C'est-à-dire que si personne dans un programme X ne prend l'initiative pour faire la demande de création de son association de programme, et bien celle-ci n'existera pas. Un peu comme les comités, si personne ne s'implique dans un comité, et bien le comité n'existe pas. De cette façon, le Conseil Général ne représente généralement pas tous les programmes du cégep. La représentativité de cette instance résiderait dans la tenue d'assemblée générale régulière au sein des associations de programme. (La représentativité est d'ailleurs le principal problème du CG, car les AG d'associations de programme ne se tiennent pas.) La prise de décision lors d'un CG est à majorité simple. Cependant, le nombre de droits de vote par associations de programmes est proportionnel, avec un plancher d'un vote. Donc, les gros programmes peuvent avoir 8 votes, alors qu'un programme moins peuplé aura 1 vote. Chaque comité dispose d'un vote également.

Somme toute, les formes d'organisation des associations étudiantes au local sont diversifiées et sont tributaires d'une part de la structure éducative dans laquelle elles émergent et d'autre part des pressions populaires pour la démocratisation de ses instances. Il est évident que le type de syndicalisme pratiqué par chacune d'entre elles reflète la structure organisationnelle autant au niveau local que les volontés de réorganisation au niveau de la fédération nationale.

2. Les scénarios

Plusieurs scénarios sont possibles pour trouver un équilibre souhaitable concernant le poids des associations étudiantes dans les instances de l'ASSÉ. Chacune, nous l'avons vu, a des structures différentes à l'interne de leurs propres associations étudiantes. Il est difficile par la suite de les concilier toutes. Surtout que nous n'avons pas non plus abordé la question de la culture organisationnelle. Qu'en est-il, par exemple, de la délégation versus la représentation? L'ASSÉ a toujours eu la volonté de se positionner en tant que défenderesse de la démocratie directe où les exécutifs locaux se font en ce sens des délégué-e-s des assemblées générales plutôt que des représentants et des représentantes de l'intérêt de leurs membres. Mais concrètement, en Congrès il est difficile de concilier l'ensemble des enjeux sur cette question : le temps de préparation des associations étudiantes locales manque souvent dans une session qui va à vive allure; la

participation moins grande que souhaité des membres qui sont tiraillé-e-s entre leurs études, leur travail, leur famille, leur implication générale, etc.; le peu de connaissances des délégations sur l'histoire de leur association étudiante et ses principes généraux sont tous des facteurs qui font croître la dichotomie entre la volonté de démocratisation des instances de l'ASSÉ et du mode de fonctionnement décisionnel perpétué par les délégations.

Nous passerons ici en revue les divers scénarios qui ont existé au courant de l'histoire du mouvement étudiant; ce sera bien évidemment une analyse globale puisque les enjeux sont beaucoup plus complexes. Par la suite, seront tout aussi brièvement présentées les deux propositions quant à la représentation des associations étudiantes et leur poids dans les instances de l'ASSÉ.

2.1 Historique du mouvement étudiant

Au Québec, au cours des 50 dernières années, plus d'une vingtaine d'associations étudiantes nationales ont existé². Bien que nombreuses, la majorité de ces associations avaient des structures similaires qui se divisaient en deux courants actuellement représentés par les fédérations étudiantes (les associations membres n'ont pas toutes le même nombre de voies sur leur instance suprême dépendant de leur population étudiante) ainsi que l'ASSÉ (chaque association membre possède un nombre égal de votes).

Parmi ces dernières, quelques-unes présentent des différences dans leur composition et leurs procédures qui méritent d'être mentionnées. Ainsi, en '88 au sein de l'ANEEQ, les associations universitaires membres provenant d'une même association unitaire devaient partager leur droit de vote au sein d'un caucus³. Il en était d'ailleurs de même à l'ASSÉ durant ses premières années⁴ et dans la CASSÉÉ⁵. Les délégué-e-s des conseils régionaux au conseil central de l'ANEEQ (l'équivalent du Conseil InterRégional de l'ASSÉ), pour leur part, élu-e-s pour un mandat d'une année, devaient être entériné-e-s par le congrès et chaque conseil régional avait droit à un nombre de délégué-e-s différent dépendamment de leur région (généralement au nombre de trois, la région de Montréal dispose de 6 délégué-e-s et les Outaouais/Côte-Nord chacun un ou une délégué-e-s)⁶. L'ancêtre des conseils régionaux, les colloques régionaux de l'UGEQ, avait l'avantage de permettre une concertation des associations de la région en investissant moins d'énergie étant donné qu'il ne s'agissait pas de structure permanente et que les colloques n'étaient organisés que ponctuellement selon le besoin⁷.

2 **Syndicats étudiants québécois** : Organisation Générale des Étudiants de l'Enseignement Spécialisé au Québec (OGÉESQ) ; Fédération des Associations Générales des Étudiants des Collèges Classiques (FAGÉCCQ) ; Association des Étudiantes Infirmières (AÉI) ; Fédération des Normaliens du Québec (FNQ) ; Union Générale des Étudiants du Québec (UGÉQ) ; Association Nationale des Étudiantes et Étudiants du Québec (ANEEQ) ; Mouvement Syndical Politique (MSP) ; Front des Étudiants du Québec (FEQ) ; Regroupement pour un Véritable Syndicat National Étudiant du Québec (RVSNEQ) ; Regroupement des associations étudiantes universitaires (RAEU) ; Fédération des Associations Étudiantes Collégiales du Québec (FAECQ) ; Fédération des Étudiants et Étudiantes du Québec (FÉÉQ) ; Fédération Étudiante Universitaire du Québec (FEUQ) ; Regroupement des Associations des Cycles Supérieurs du Québec (RACSQ) ; Fédération Collégiale Étudiante du Québec (FCEQ) ; Fédération Étudiante Collégiale du Québec (FECQ) ; Mouvement pour le Droit à l'Éducation (MDE) ; Fédération Canadienne des Étudiants et Étudiantes (FCÉÉ) ; Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ) ; Regroupement des Étudiants des Facultés d'Administration de l'Est du Canada (REFAEC).

3 LACOURSIÈRE, Benoît, *Le mouvement étudiant au Québec de 1983 à 2006*, Sabotart Édition, 2007, 202 pages.

4 Statuts et règlements de l'ASSÉ modifiés lors de la session hiver 2003

5 Voir les procès-verbaux des Congrès de l'ASSÉ et de la CASSÉÉ, disponibles en ligne : www.asse-solidarite.qc.ca

6 Statuts et règlements de l'ANEEQ tels qu'adoptés lors du XXe congrès.

7 BÉLANGER, Pierre. *Le mouvement étudiant québécois : son passé, ses revendications et ses luttes (1960-1983)*.

Les associations nationales ayant décidé de se doter de procédures donnant aux associations membres un nombre de votes différent avaient des structures très différentes. Ainsi, le RAEU, structure de l'ANEEQ qui s'en dissocia en 1981, n'eut qu'une seule instance en dehors de son conseil exécutif, le conseil des associations. Seules la CADEUL (UL) et la FAECUM (UdeM) y avaient droit à deux votes tandis que le reste des associations membres en avaient chacune un⁸. La FECQ, pour sa part, possède une structure hypercomplexe (Assemblée générale; conseil d'administration; congrès; comité; commissions; conseil). Lors de l'assemblée générale (instance suprême), les associations membres disposent d'un nombre de droits de vote proportionnel à leur effectif et fixé par statuts). L'instance qui se réunit entre les AG est le congrès qui a un mode de fonctionnement similaire à l'AG. Finalement, toutes résolutions du congrès doivent être entérinées par le conseil d'administration. Chaque association étudiante a le droit d'élire pour une durée d'un an un administrateur ou une administratrice parmi son exécutif local⁹.

2.2 L'ASSÉ

Deux scénarios ont existé formellement dans la structure de l'ASSÉ. Le premier est celui qui a été voté lors de sa fondation et le deuxième a été sujet d'une refonte, adoptée au Congrès d'orientation de 2005 et qui est toujours en vigueur actuellement.

2.2.1 La fondation

Dès le Congrès de mesures transitoires, donc avant même l'adhésion de membres qui accompagnent la fondation de l'ASSÉ, il a été soulevé la question du membership. À ce moment de l'histoire du mouvement étudiant, c'était un débat récurrent considérant la présence récurrente des forums étudiants qui n'avaient pas de structure préétablie. Il fallait donc que les délégations présentes prennent un vote au tout début de l'ouverture du forum pour savoir quelles associations étudiantes pourraient voter (et comment). Cette incertitude constante et la volonté d'avoir une structure établie (ajoutée d'une plateforme commune de revendications) sur lesquelles les délégations n'allaient pas passer des heures à perdre à chaque instance pour en définir les aléas ont grandement motivé la naissance de l'ASSÉ.

C'est dans le contexte de critique radicale quant au fonctionnement, à la structure organisationnelle et la culture des fédérations étudiantes (FECQ, FEUQ) que le débat du membership a été décidé. À ce moment de l'histoire du mouvement étudiant, en 2001, des associations étudiantes désertaient les rangs des fédérations sans pour autant délaissier la solidarité entre associations étudiantes. Il faut se rappeler le mouvement du boycott de la taxe à l'échec en 2000-2001 où une structure ad hoc d'associations étudiantes locales s'est formée (des membres de la FECQ, des associations étudiantes indépendantes et des associations étudiantes venant à peine de désertier la fédération collégiale). Les fédérations étudiantes étaient accusées de se revendiquer comme l'unique acteur légitime de la contestation étudiante et de renier, en ce sens, la démocratie directe chère à plusieurs associations locales. Les associations qui se regroupèrent pour former l'ASSÉ en étant friandes et voulaient opérer une rupture avec le lobbying et, surtout, démocratiser les instances de la fédération dans une optique d'autonomie locale. Le débat sur la proportionnelle a vite été rejeté du revers de la main. Sans prétendre faire le tour des raisons, on peut tout de même mentionner la volonté de

Montréal, Association nationale des étudiantes et étudiants du Québec, 1984, 208p.

8 *Ibid.*

9 Règlements généraux de la FECQ tels que modifiés en hiver 2007, disponibles en ligne : www.fecq.org

décentralisation des pouvoirs vers les régions et les centres collégiaux. Dans une proportionnelle, Montréal est très avantagé considérant la concentration urbaine et dans un deuxième temps, les associations étudiantes universitaires le sont d'autant plus. L'association de Concordia est immense (25 000 membres) comparée à celle du Cégep de La Pocatière (900 membres)¹⁰. Dans une perspective de démocratisation, il était hors de question de mettre en place la proportionnelle; les associations locales ont préféré essayer d'inclure des mesures pour favoriser la participation des régions et des cégeps au lieu de reproduire les rapports de force préexistants entre associations.

Les associations étudiantes étaient bien conscientes, néanmoins, de la problématique concernant les modules, les facultés et les campus unitaires des universités. Lors du Congrès, outre Concordia, il y avait plusieurs modules de l'UQAM. Ce sont ces derniers qui, tentant de favoriser le membership des modules universitaires (au lieu de se résoudre qu'à n'accepter des universités ayant la structure organisationnelle unitaire telle Concordia ou des cégeps) ont proposé la formulation suivante aux Statuts et règlements :

« Dans les universités où l'association de campus n'est pas membre de l'ASSÉ, les regroupements étudiants basés sur les programmes d'étude (module, département, faculté) peuvent y adhérer. Ces regroupements doivent alors se regrouper en caucus, par campus, sur la base du principe une association = un vote. Les droits de paroles et de propositions restent toutefois distincts. Dans les universités où il n'existe pas d'association générale unitaire, mais seulement des associations sectorielles, chacune de ces associations bénéficie d'un droit de vote distinct ».

Ainsi, un même étudiant ou une même étudiante ne pouvait être membre de l'ASSÉ deux fois. Cette formulation voulait aussi clairement signifier l'intention, dans le cas où deux associations modulaires sont membres de l'ASSÉ, mais pas leur association sectorielle, qu'elles travaillent à faire adhérer la faculté. Elle avait aussi l'avantage d'établir une limite précise quant au poids des modules.

2.2 La refonte du Congrès d'orientation (état actuel)

Le sujet du poids des associations étudiantes au sein des instances de l'ASSÉ a été un sujet de discussion important au Congrès d'orientation de l'ASSÉ en 2005. Suivant la CASSÉE, quelques modules ont voulu discuter de la procédure de regroupement des associations étudiantes modulaires soulevant les difficultés de consultation et des problématiques concernant la démocratie directe. Les associations étudiantes devaient effectivement parfois annuler leur vote (ou s'abstenir) quand elles ne s'entendaient pas. Et que faire quand une voulait à priori s'abstenir et une autre voter pour une proposition? Parfois, des modules qui devaient parler d'une seule voix au Congrès n'avaient pas de contact du tout au préalable. Bref, la cohérence était significativement difficile à contenir et les votes représentaient peu la volonté des assemblées générales directement, sans médiation par les délégué-e-s qui devenaient des représentants et des représentantes.

D'un autre côté, des associations facultaires universitaires soulevaient d'autres problématiques avec ce qu'elles appellent la surreprésentation des modules au sein du Congrès. Dans le contexte où beaucoup d'associations modulaires ont joint l'ASSÉ, il devenait disproportionné d'octroyer autant de droits de vote aux modules par rapport aux autres associations universitaires (facultaires) et même par rapport aux cégeps. Les facultés universitaires n'étant pas toutes construites sur le même moule faisaient en sorte que dans des universités particulières, par exemple Laval et de Montréal,

¹⁰ Les chiffres du nombre de membres sont ceux de 2001.

on se retrouvait en présence de beaucoup de voix pour peu de représentation en terme de membership. Alors que l'UQAM se partageait quatre voix au Congrès pour plus de 15 000 membres en grève.

C'est dans ce contexte que le Conseil exécutif déposa au Congrès des 8 et 9 octobre 2005 (et fut adopté au Congrès d'orientation) la proposition suivante aux Statuts et règlements :

« Pour les associations universitaires de petite taille, le droit de vote est défini en fonction des décisions du Congrès. Celui-ci est libre de permettre à chaque association membre de préserver un droit de vote distinct ou de jumeler les associations étudiantes universitaires membres de petite taille en délégation au sein desquelles lesdites associations partagent leur droit de vote. Toutes décisions de regrouper des associations universitaires membres de petite taille au sein de délégation doivent être approuvées par les deux tiers (2/3) des membres votants. Par contre, les reconsidérations au sujet des délégations ne nécessitent pas d'avis de motion lorsque celles-ci font suite à l'adhésion d'une ou de plusieurs nouvelles associations étudiantes universitaires de petites tailles, mais nécessitent tout de même la majorité des deux tiers (2/3) des membres votants. Les droits de paroles et de propositions restent toutefois distincts. »

Cette proposition avait l'important avantage d'être moins rigide et formaliste. On ne peut par contre pas ignorer les difficultés pour le Congrès de justifier ses décisions : pourquoi telles associations seraient regroupées et telles autres, non? Politiquement, il est difficile de prendre une telle décision sans se référer à des règles préétablies universellement applicables. Et c'est ce que les pratiques qui suivirent tendent à démontrer : les associations étudiantes autres que les modules universitaires ressentent parfois un malaise quant aux poids des petites associations étudiantes universitaires à comparer de leur représentation en terme de membership. D'un autre côté, il faut spécifier que le malaise est souvent axé sur la limite. Les associations étudiantes ne veulent pas s'ingérer dans les affaires internes des autres. Or, pourra-t-on éternellement octroyer des droits de vote aux associations modulaires sans se poser de questionnements fondamentaux sur les enjeux démocratiques? Les associations étudiantes semblent vouloir éviter tout leadership sur ce dossier - ce qui a très certainement contribué à donner le présent mandat de réflexion sur le poids démocratique des associations étudiantes au Comité - ignorant par le fait même la haute teneur politique du dossier qui est entre leur main.

3. Recommandations immédiates

Le Comité a déjà mentionné sa volonté de laisser les dossiers politiques aux instances qui en ont le pouvoir. En d'autres termes, que les associations qui veulent remettre en question le mode de scrutin de l'ASSÉ le fassent comme il est prévu par le Code de procédure : avis de motion dûment déposé, suite à leur positionnement en instance interne. C'est, après tout, suite à des constats d'échec de la structure actuelle que les assemblées générales doivent reconsidérer la proposition de droit de vote telle qu'en vigueur actuellement. Elles doivent le faire suite à un débat interne, et non sous recommandation d'instances diverses. Le Comité n'est de toute façon pas en mesure de constater l'échec de la structure actuelle. Si elle comporte des désavantages, il ne faut pas oublier qu'elle palliait aussi à nombre de faiblesses des autres méthodes envisagées jusqu'à maintenant. N'oublions pas que les associations étudiantes peuvent en tout temps regrouper les votes d'associations étudiantes ou, du moins, encourager le débat sur la question en déposant un avis de motion comme prévu par les Statuts et règlements en vigueur actuellement.

Il est vrai, par contre, que la formule actuelle doit être utilisée avec parcimonie et qu'elle se doit

d'être accompagnée de panoplies de mesures dont on constate présentement les lacunes. C'est en ce sens que les recommandations immédiates ont été élaborées et qu'elles font plutôt figure de suggestions.

3.1 Matériel d'information

On remarque un manque important d'information quant à la structure des organisations syndicales. Il contribue très certainement à l'incompréhension des diverses associations étudiantes entre elles et plus particulièrement à l'incohérence et la désorganisation de l'ASSÉ. On peut notamment nommer l'élaboration d'attentes impossibles à réaliser pour une plus petite association étudiante (et vice versa), par exemple lorsqu'un plan d'action chargé ne prend pas en considération le peu de membres des petites associations étudiantes ou d'un autre côté que le calendrier ne laisse pas assez de temps aux associations avec haut quorum de mobiliser largement pour la tenue de leur assemblée générale. Il faut, dans un souci de transparence et d'autonomie, que l'ASSÉ puisse adapter ses attentes et ses besoins (bref son fonctionnement et sa structure) à l'ensemble des associations étudiantes qui s'organise sur des bases de démocratie directe, peu importe ses formes organisationnelles. En ce sens, il est proposé :

Que du matériel d'information sur l'organisation syndicale des cégeps et des universités membres soit produit dans la perspective de démocratiser les connaissances des structures et favoriser la démocratie directe.

3.2 Affiliation de syndicats locaux

L'ASSÉ est née du désir de regroupement des associations étudiantes démocratiques qui se revendiquent du syndicalisme de combat. En ce sens, il est souhaitable que chacune des organisations qui s'en revendiquent et qui ont la volonté de rejoindre l'ASSÉ soit favorisée à le faire. Or, il est aussi vrai qu'en tant qu'association modulaire, un certain devoir s'accompagne de vouloir faire connaître le syndicalisme de combat à sa communauté immédiate. Il en est plus que logique puisque le syndicalisme de combat peut difficilement côtoyer le corporatisme lobbyiste sans en être victime. En ce sens, les syndicats locaux devraient être appuyés dans leurs démarches pour se regrouper sur leur campus et faire adhérer au syndicalisme de combat leur faculté.

3.3 Processus de reconsidération

À plusieurs reprises des associations étudiantes modulaires de petite envergure ont démontré une volonté d'affilier à l'ASSÉ qui s'est vite perdue dans l'histoire de l'organisation. Il est difficile, effectivement, de faire perdurer un syndicalisme actif, encore plus dans des départements avec peu de membership. Quelques membres ont déjà amené l'idée d'un processus de reconsidération d'affiliation. Quelques associations s'en sont d'ailleurs prémunies automatiquement. Pensons à l'AEMSS-UQO, le Cégep Ste-Foy et l'AEMSP-UQAM. S'il serait extrêmement difficile pour l'ASSÉ de se prémunir d'une règle universelle compte tenu de la diversité des spécifications des associations étudiantes, il n'est peut-être pas à écarter la recommandation d'étudier un tel processus chez les associations qui entament un processus d'affiliation.

Rapport du Comité d'embauche de la permanence de l'ASSÉ

Par le comité d'embauche de l'ASSÉ

Maintenant que le processus d'embauche s'achève et qu'il ne manque que la décision du Congrès, il est temps pour le Comité d'embauche constitué de Marie-Eve Ruel, Guillaume Fortin, Camélia Raiche, Myriam Villeneuve et Arnaud Theurillat-Cloutier de faire état de son travail. Rappelons les mandats que lui a donnés le Congrès des 16 et 17 février 2008 :

- Diffuser l'offre d'emploi selon les modalités adoptées au Congrès (dans nos listes de contacts et nos réseaux syndical et communautaire);
- Faire la sélection des candidatures et des entrevues en conséquence;
- Retenir 4 candidatures et faire 2 recommandations au Congrès annuel des 26 et 27 avril 2008.

Avec son échéancier :

- 25 février au 14 mars 2008 : diffusion de l'offre d'emploi;
- 17 au 21 mars 2008 : sélection des candidatures.
- 24 mars au 4 avril 2008 : entrevues.
- 7 au 11 avril 2008 : délibérante sur les candidatures retenues en entrevues.
- 14 avril 2008 : remise du rapport sur le processus d'embauche et les candidatures retenues pour le Congrès annuel des 26 et 27 avril 2008.

L'offre d'embauche a donc commencé à être rédigée peu après la manifestation nationale du 21 février et fut diffusée le 27 février. Puis, le comité a eu une réunion le 6 mars. Durant celle-ci, le comité est revenu sur l'exigence d'embauche qui spécifiait qu'il ne fallait pas être aux études pour occuper le poste. Suite à une suggestion du Conseil exécutif et quelques discussions, le Comité a suggéré à son tour au Conseil de Coordination (CoCo) de retirer cette exigence de l'offre d'emploi. Dans les justifications évoquées, le comité jugeait que les personnes intéressées, en prenant connaissance de la charge de travail élevée du poste de permanence, seraient bien à même de gérer leur emploi du temps et de faire le choix de se présenter ou pas. Pendant cette réunion, le comité a aussi suggéré au CoCo de prolonger la période de mise en candidature jusqu'au 21 mars dans le cas où le comité aurait reçu moins de quatre candidatures le 14 mars. (Ces deux suggestions ont été adoptées par le CoCo le soir même, 6 mars 2008). Finalement, les membres se sont réparti l'écriture des questions d'entrevues basées sur les critères et les exigences d'embauche.

Le 14 mars, n'ayant reçu que deux candidatures, la période de mise en candidature a été prolongée. Durant la réunion du 13 mars, le comité a étudié les questions proposées et les candidatures qu'il avait reçues. Il a aussi donné le mandat à Myriam Villeneuve d'élaborer une grille de sélection pour les entrevues.

Le 21 mars, le comité s'est rencontré pour décider des convocations en entrevue. Sur les quatre personnes candidates, trois ont été retenues à partir des *curriculum vitae* et des lettres de motivations. Les entrevues ont été fixées pour la journée du 27 mars. À cette réunion, le comité a également finalisé l'élaboration des questions d'entrevues.

Le matin du 27 mars, le comité s'est rencontré quelques heures avant le premier entretien afin de conclure le déroulement des entrevues. Après chaque entrevue, il a pris le temps de faire un retour général sur l'entrevue et sur les réponses à chaque question. À la fin de la journée, le comité semblait déjà unanimement favorable à une candidature.

Le 31 mars, la réunion du comité a statué sur la recommandation qu'il allait faire au Congrès et a réparti les mandats d'écriture des bilans. Il a été décidé de ne faire qu'une seule recommandation, car le comité n'avait que trois candidatures acceptables selon les exigences du Congrès. Une discussion a aussi eu lieu sur la révélation des noms des candidats et candidates au Congrès. En effet, puisque plusieurs militants et militantes de l'ASSÉ étaient déjà au courant des candidatures, des critiques ont été émises sur le déroulement des présentations des candidatures au Congrès qui devaient se faire de façon anonyme comme l'avait précisé le Conseil exécutif lors du Congrès des 16 et 17 février. Le comité a finalement décidé de révéler les noms des candidates et candidats avant le Congrès, en obtenant bien sûr au préalable l'accord des intéressé-e-s et des associations membres. Cette décision était fondée sur plusieurs considérations. Tout d'abord, rappelons que s'il avait été décidé que les candidatures soient anonymes, c'était principalement dans l'objectif que les délégations du Congrès établissent leur position sur des bases communes : les critères et les exigences d'embauche, le compte-rendu des *curriculum vitae* et des entrevues et l'avis du comité sur les candidatures. Durant tout le processus, le comité a cherché à conserver la confidentialité des noms des aspirants et aspirantes au poste de permanence. En revanche, les noms ont été rapidement connus, et ce, en dehors de la volonté du comité. Ainsi, avec le même souci que l'ensemble des délégations ait autant que possible les mêmes connaissances des candidatures pour prendre une décision, le comité a jugé qu'il était plus acceptable de présenter les candidatures avec leur nom. Malgré cela, il espère que la décision du Congrès sera basée sur les compétences des individus et non sur des conflits de personnalité ou d'opinions.

De manière générale, bien que le comité n'ait pas respecté toutes les échéances – ce qui n'a en soi pas eu d'impacts majeurs –, il est satisfait du travail qu'il a accompli et des candidatures qui lui ont été soumises. Il en profite aussi pour remercier Valérie Soly, actuelle permanente de l'ASSÉ, pour son aide dans la diffusion et la formulation de l'offre d'emploi, la réception des candidatures, l'aide dans l'élaboration des questions et bien d'autres tâches nécessaires au processus d'embauche.

La décision relève maintenant du Congrès. Elle n'est pas une mince affaire puisqu'elle déterminera la personne qui occupera un poste que l'ASSÉ considère maintenant comme primordial pour son travail quotidien et pour sa perpétuation. Espérons donc que la délibérante sur ce sujet se déroule de façon posée, rationnelle et constructive.

Présentation des candidatures retenues

Par le Comité d'embauche

Remarques préliminaires

Tels que ce fut mentionné dans le rapport du comité d'embauche, nous avons reçu quatre candidatures. Sur ces quatre candidatures, trois furent jugées intéressantes, en fonction des divers critères établis par le Congrès, et donc convoquées en entrevue. Le présent texte vise à mettre de l'avant les points saillants des diverses candidatures basés sur leurs curriculum vitae et sur les entrevues. Il n'est en aucun cas ici question de faire un résumé exhaustif des entrevues ni de dévoiler l'ensemble des expériences acquises par les candidats et candidate. L'objectif est plutôt ici d'informer les associations des candidatures qui seront soumises au Congrès pour la permanence de l'ASSÉ, en fonction des caractéristiques de chacune d'elles, afin de leur permettre d'orienter leurs délégations pour l'important choix qu'elles auront à faire. Les membres du comité feront une présentation plus détaillée lors du Congrès et pourront répondre aux questions des délégations à ce moment.

Une note est toutefois essentielle à ajouter avant de débiter. Le Congrès doit se prononcer sur l'embauche d'une personne. Il fera donc un choix qui influencera la vie de cette personne, tout comme la vie des personnes qui ne seront pas retenues. Il est donc ici question de trois êtres humains qui ont fait le choix conscient de poser leur candidature pour participer et aider au mieux de leurs capacités à la vie quotidienne et au développement de l'ASSÉ. Ces trois personnes sont trois personnes passionnées et compétentes qui auraient toutes les trois très bien pu assumer le poste de permanence de l'ASSÉ. Le choix à faire ne porte pas sur cette capacité, mais plutôt sur l'apport que l'on attend de la prochaine personne qui occupera le poste. Selon nous, c'est là-dessus que l'attention devra se porter et c'est dans cette optique que nous avons fait notre travail.

Les candidatures

Considérant les remarques précédentes, la méthode de présentation adoptée sera de présenter le parcours militant de chaque personne pour ensuite décrire les principales forces et faiblesses que nous avons pu identifier. Ce processus pourra sembler réducteur, mais des explications plus détaillées seront données aux délégations en Congrès.

Jean-François Filiatrault

Puisque c'est le cadet des candidats et candidate, son expérience militante débute en 2004 dès son entrée au Collège de Bois-de-Boulogne. Membre de plusieurs comités et exécutant à l'AGEBdB pendant 2 ans, il fut officiellement Secrétaire aux finances de l'ASSÉ pendant environ un mois au début de l'automne 2007. Suite à cette courte période sur le Conseil exécutif, il a continué à s'impliquer tout au long de l'année comme assistant de Valérie, la permanente actuelle de l'ASSÉ.

Ses points forts :

- Expérience impeccable de la gestion financière d'une association étudiante et une connaissance déjà détaillée des finances de l'ASSÉ.
- Familiarité avec les outils de travail de l'ASSÉ (bureau, ressources informatiques et

documentaires, etc.).

- Très bonne connaissance des principes de base et de l'argumentaire véhiculé par l'ASSÉ.
- Très grande disponibilité.

Ses points faibles :

- L'autre tranchant de la lame : une volonté affichée de tout donner à l'ASSÉ, donc peut-être risquer d'avoir de la difficulté à se détacher de ce qui s'y passe.
- Une expérience relativement peu étendue du mouvement étudiant, malgré une bonne connaissance documentaire de celui-ci.
- Peu enclin à assumer le rôle politique de la permanence de l'ASSÉ.

Philippe Gauvin

L'aîné des candidats et candidate a une longue expérience militante. Impliqué dans plusieurs comités dès son entrée au Cégep de Maisonneuve en 1996 on constate que les causes sociales lui tiennent à cœur depuis longtemps. Ce n'est toutefois qu'au moment de son entrée à l'UQAM qu'il commence à s'impliquer au sein d'exécutifs d'associations étudiantes. Une implication qui fut continue de 2001 à 2005 pour divers postes au sein de l'AÉMH-UQAM (module d'histoire) et de l'AFESH-UQAM. Suite à la grève de 2005, il devient Secrétaire aux relations externes de l'ASSÉ. L'année suivante c'est sur le Comité formation de l'ASSÉ qu'il s'est impliqué officiellement, alors que, dans les faits, les circonstances l'ont amené à tenir un rôle de support au Conseil exécutif et à Valérie tout au long de l'année. Tel qu'il nous l'a affirmé, la dernière année en fut toutefois une de déconnexion et de retour à une vie un peu plus à l'écart du mouvement étudiant.

Ses points forts :

- Excellente connaissance de l'ASSÉ, de son histoire et de son fonctionnement. De même que de l'histoire du mouvement étudiant au Québec.
- Conscience aiguë des enjeux politiques et des obstacles auxquels le mouvement étudiant a à faire face.
- Expérience militante large et continue, particulièrement dans le mouvement étudiant.
- Connaissance des outils de travail de l'ASSÉ de même que de la routine assumée par la permanence.
- Sens de l'initiative et autonomie.
- Volonté de transmettre ses connaissances.

Ses points faibles :

- Potentielle difficulté d'approche pour les nouveaux militants et nouvelles militantes en raison d'un fort caractère.
- Vision plutôt « pédagogique » de la transmission des connaissances et de l'approche des nouveaux militants et nouvelles militantes.

* Des aménagements au contrat de travail adopté pour la transition devront être apportés s'il est engagé. Plus de détails seront donnés en Congrès.

Véronique Martineau

Se situant, en terme d'âge, quelque part entre les deux premiers, elle aussi démontre une importante implication sociale. Impliquée dans le milieu communautaire avant même son entrée au Cégep de

Sherbrooke en 1999, elle s'impliquera au sein de comités et de l'exécutif de l'AECS à partir de l'an 2000 jusqu'en 2004. Elle sera aussi membre du Comité recherche et réflexion de l'ASSÉ en 2002 et 2003. Elle fut aussi militante pour l'Association de défense des droits sociaux en 2003 et 2004. Par la suite, elle a occupé le poste d'attachée à l'exécutif de l'AGEFLESH-US (Lettres et sciences humaines à l'université de Sherbrooke) en 2007. Lors de l'année scolaire 2007-2008, elle a commencé à occuper le poste de permanente syndicale de l'AECS, poste qu'elle occupe toujours jusqu'à maintenant par ailleurs.

Ses points forts :

- Expérience du travail de permanence dans des associations locales universitaire et collégiale.
- Grande ouverture face aux nouvelles personnes, facilité d'accès.
- Apporte un regard renouvelé, par des expériences extérieures à l'ASSÉ, sur le poste.
- Expérience militante diversifiée.
- Bonne connaissance de l'histoire de l'ASSÉ et de son fonctionnement général.

Ses points faibles :

- Besoin de formation important par rapport aux outils de travail de l'ASSÉ.
- Peu d'expérience par rapport au travail de l'ASSÉ, dans le Conseil exécutif et les comités.

* Des aménagements au contrat de travail adopté pour la transition devront être apportés si elle est engagée. Plus de détails seront donnés en Congrès.

Processus de décision

Maintenant, il faudra voir quelle est la décision du comité par rapport à ses recommandations au Congrès. Il faut ici vous faire part de l'évolution des choix du comité en fonction des divers événements qui se sont produits. Tout d'abord, suite au choix de rencontrer trois personnes pour les entrevues, le comité a décidé de ne faire qu'une seule recommandation au Congrès, c'est ce qui nous est alors apparu le plus logique. Finalement, notre position a changé. Nous vous expliquerons donc pourquoi.

Dans un premier temps, dans l'évaluation des candidatures qui a suivi les entrevues, c'est la candidature de Véronique Martineau qui se démarquait des deux autres. Le choix du comité fut donc de présenter les trois candidatures au Congrès et de recommander celle de Véronique. Le processus allait bon train, les candidats et la candidate avaient été averti-e-s du choix du comité et notre texte (une autre version de celui-ci) allait paraître lundi le 14 avril dans le cahier de Congrès pour en informer les membres. Toutefois, dans la journée de samedi, un courriel de Véronique nous fut envoyé pour nous informer du retrait de sa candidature. Nous avons alors réagi très rapidement et avons finalement convenu de nous rencontrer jeudi le 17 avril pour discuter de la situation et décider de notre nouvelle orientation.

Dans un deuxième temps, Véronique a finalement décidé d'annuler le retrait de sa candidature (de la « resoumettre » au Comité d'embauche, en d'autres mots) en nous envoyant un courriel dans la nuit de mercredi (16 avril) à jeudi (17 avril). Ce même jeudi en soirée, le comité s'est réuni et a dû discuter de la nouvelle situation. Des dissensions existaient alors dans le comité pour savoir quelle était la meilleure décision à prendre : le statu quo par rapport à notre première décision de recommander Véronique était envisagé, jusqu'au refus de recevoir sa dernière demande. C'est tout de même une situation très particulière et préoccupante de voir une candidature retirée puis reportée

à un processus d'embauche déjà très avancé. L'ASSÉ n'étant certainement pas un employeur comme les autres, il nous fallait tout de même tracer des limites.

Au final, la décision qui fut prise par le comité fut de laisser le Congrès trancher entre deux recommandations. Le comité d'embauche recommande ainsi au Congrès les candidatures de Philippe Gauvin et de Véronique Martineau pour le poste de permanence à l'ASSÉ. Plus d'informations et des réponses à vos questions seront données lors du Congrès.

Vers un Rassemblement du monde l'éducation

Par le Comité ad hoc pour le Rassemblement du monde de l'éducation
Geneviève Gariépy, Hubert Gendron-Blais, Jean-Sébastien Ranger

1. Qu'est-ce que le Rassemblement?

En janvier dernier, l'exécutif de l'ASSÉ recevait une invitation de deux représentants de la CSN à savoir si notre organisation était intéressée par un projet regroupant divers organismes du monde de l'éducation. Ayant peu de détails sur le projet, l'exécutif a cru bon de s'y intéresser. En février dernier, nous avons reçu un document plus soutenu expliquant le Rassemblement. Il s'agit de se réunir entre organisations syndicales pour produire une déclaration commune sur l'éducation du primaire à l'université, sous forme de texte, afin de faire de celle-ci une priorité nationale. Dans un contexte de mondialisation de l'économie où l'éducation n'est plus « l'ascension à une citoyenneté pleine et entière pour éviter l'exclusion sociale »¹, mais bien l'ascension au marché du travail contribuant à la marchandisation du savoir et de la connaissance, il apparaît nécessaire de se réunir et tenter de travailler conjointement pour le droit à une éducation accessible et de qualité. À ce constat s'ajoute la logique marchande opposée à l'éducation où les écoles sont axées sur les performances scolaires, où une partie du financement public est attribué aux écoles privées, où l'on fait face à des projets de pédagogie sélective, où la formation générale fait place à une formation à rabais arrimée au besoin du marché, nous nous devons d'être critiques et de nous unir pour que cesse la transformation de l'éducation.

C'est dans cet esprit de lutte contre le néolibéralisme en éducation que nous avons reçu l'invitation, c'est également dans l'optique de bâtir un projet de société pour l'éducation. Notons la présence de la CSN, de la FTQ, de la CSQ, de la FAE (Fédération autonome de l'enseignement), de la FAC (Fédération autonome du collégial), de divers syndicats universitaires (FPPU, FQPPU, FAEUQEP, SPGQ), des fédérations étudiantes (FECQ, FEUQ) et du Mouvement québécois des adultes en formation (MQAF)². L'objectif est de bâtir une déclaration politique faisant consensus au sein des organisations. La déclaration se devrait d'être pertinente, crédible, progressiste et pédagogique. Suite à la rédaction, il y aurait un rassemblement en janvier 2009 de toutes les organisations et des personnes intéressées par le projet. Il s'agirait d'un « happening » pour que l'éducation devienne une priorité sociale.

2. Les enjeux

Premièrement, le plus grand défi est de produire une déclaration commune faisant consensus sans que celle-ci soit diluée de sens politique et de progressisme. Il faut trouver des objectifs concrets sur lesquels nous désirons lutter ensemble et qui trouveront écho dans la population civile. Il nous faut un message court, concret et réaliste pour permettre que la société s'en empare. C'est l'un des défis dans la rédaction d'une plate-forme commune. Deuxièmement, il serait pertinent de lier la déclaration à des moyens de pression. Nous avons travaillé pendant plusieurs mois à la rédaction d'un document, à la recherche d'un consensus, il serait dommage que nous n'utilisions pas ce travail pour bâtir un plan d'action après le lancement de janvier 2009. Si les bases syndicales et étudiantes s'emparent de la déclaration et désirent que l'éducation redevienne une priorité sociale, il

1 Extrait du document d'invitation de la CSN et de la CSQ.

2 Leur site Web vaut le détour : <http://www.mqaf.qc.ca/>

sera de mise d'y lier des actions afin de mettre la pression sur le gouvernement. Rappelons que nous serons probablement dans un contexte électoral pour pousser nos revendications et parler de l'éducation. Nous devons faire en sorte que la déclaration ne soit pas seulement document consultatif supplémentaire sur les tablettes, il serait dommage de laisser tomber le « momentum » que le lancement pourrait créer.

Troisièmement, pour réaliser la plate-forme, nous devons établir un comité de rédaction pour la déclaration commune. Nous devons nous assurer que le point de vue de l'ASSÉ sera entendu et que les priorités de notre texte interne seront retenues. De plus, lorsque le « happening » sur l'éducation aura lieu, il y aura un-e porte-parole : encore une fois, il faudra trouver des aménagements pour que nos points de vues et principes de l'ASSÉ soit mis de l'avant. De plus, les organisations travailleront en fonction de leurs intérêts et objectifs internes. Pour nous assurer que cela ne prenne par le dessus, nous devons entrer dans une démarche honnête tout en mettant de côté certaines tensions entre organisations. Finalement, le groupe de travail établira prochainement un partage des coûts entre organisations lié au rassemblement. Il faudra établir un mode de financement en fonction du budget et des membres de chacune des organisations. Pour terminer, il s'agit d'un énorme travail de communication qui dépendra de la bonne volonté des organisations et si nous gardons en tête les objectifs de départ afin de bâtir un projet concret et réaliste pour l'éducation au Québec.

3. Les démarches effectuées

Tout d'abord, nous avons assisté à deux rencontres pour mettre sur pied les balises du projet. Le 11 février dernier, nous avons pris connaissance des appréhensions des divers groupes et nous avons décidé de bâtir un comité de coordination avec une personne par organisation³. Le 11 mars, nous avons décidé que la coordination logistique, pour l'instant, serait assumée par Diane Charlebois de la CSQ et Jean Trudel de la CSN. L'équipe de coordination prend les notes, assume l'animation et nous suggère des pistes de réflexion pour nos réunions. Nous avons également décidé d'un gabarit pour les textes de réflexion qui serviront à construire la déclaration. Les différentes organisations partageront leurs priorités en juin prochain et c'est à ce moment que débiteront les négociations pour en arriver à un consensus. Le travail du comité de rédaction débiterait aussi à ce moment. Nous aurons une prochaine rencontre avant juin pour déterminer un comité de rédaction, fixer les coûts du projet et discuter d'un possible plan d'action lié à notre démarche.

4. Les étapes de la réalisation

A. Rédiger un document interne (avril à juin)

Nous devons rédiger un document d'environ huit pages qui ciblera les préoccupations de l'ASSÉ pour l'avenir de l'éducation du primaire à l'université. Il s'agit de présenter les principes de base et les priorités de l'ASSÉ pour les inclure dans la plate-forme commune. Ce document servira à la réunion de juin où débutera la rédaction.

B. Rédaction du projet de plate-forme (juin à septembre)

Il s'agit de négociation en vue d'obtenir une déclaration commune. Nous avons discuté, lors des

3 C'est Geneviève Gariépy qui siège pour l'ASSÉ sur ce comité.

rencontres entre organisations, de la possibilité d'inclure une analyse financière progressiste pour soutenir nos priorités et revendications.

C. Harmonisation et mobilisation (octobre à décembre)

C'est à ce moment que nous allons valider le document final dans nos instances respectives et débiter la mobilisation en vue du rassemblement.

D. Rassemblement (fin janvier 2009)

Il s'agit du lancement de notre déclaration commune et le début de la série de moyens de pression, si celle-ci est adoptée dans les autres organisations.

5. La participation de l'ASSÉ.

Tout d'abord, nous avons à statuer en Congrès si nous nous joignons officiellement au rassemblement. Nous devons également décider de la marge de manœuvre que le comité aura pour les négociations concernant le contenu du document et également pour la suite des événements (plan d'action, moyens de pression). Enfin, nous devons également identifier clairement les lignes directrices pour la rédaction du document de l'ASSÉ ainsi que le gabarit de notre contribution.

Rassemblement du monde l'éducation : plan de rédaction des priorités de l'ASSÉ

Par le Comité ad hoc pour le Rassemblement du monde de l'éducation
Geneviève Gariépy, Hubert Gendron-Blais, Jean-Sébastien Ranger

1. Introduction

- Situer l'éducation en tant que droit inaliénable pour toutes et tous
- Situer les principes de base et la philosophie de l'ASSÉ

2. Contexte social et politique

- Montée de la droite, néolibéralisme
- Financement de l'armée, baisse d'impôts, abolition de la taxe sur le capital, lois bâillons, politique du déficit zéro, etc.
- Financement des écoles privées et spécialisées (sport, art, musique).
- Transformation de l'éducation du primaire au secondaire
- Pédagogie sélective, école élitiste, réforme
- Formation à rabais (AEC, plus de formation générale)
- Marchandisation de l'éducation et du savoir
- Perte de la qualité pour faire place à une logique marchande
- Recherche de rentabilité des universités (UQAM, Udm, Uds)

3. Priorités proposées

1. Améliorer l'accessibilité aux études via un réel soutien financier de la part du gouvernement

1.1 Diminuer les frais de scolarité vers la gratuité scolaire

- Pour...

- améliorer l'accessibilité des moins nanti-e-s
- réduire l'endettement étudiant

- En...

- finançant publiquement l'éducation par un impôt progressiste sur le revenu
- puisant dans les impôts des grandes entreprises

1.2 Réformer en profondeur le régime d'aide financière aux études

- conversion des prêts en bourses et investissement massif dans l'AFE
- abolition de la contribution parentale et du conjoint ou de la conjointe

2. Améliorer la qualité de l'éducation par un réinvestissement public massif dans le système d'éducation

2.1 La qualité de l'éducation sans la présence du privé

- Pour...

- éliminer la présence des entreprises privées en éducation
 - publicité dans les établissements scolaires, passerelles DEP-DEC, détention des cafétérias et autres locaux, subordination de la direction des établissements d'enseignement au privé, sous-traitance, présence militaire, etc.

- une amélioration des ressources et services en éducation.
 - regarnir les bibliothèques, embaucher davantage de professeur-e-s, maintenir ou accentuer le contrôle public ou étudiantin sur les différents services offerts à la population étudiante, favoriser une participation démocratique de la population étudiante et des travailleuses et des travailleurs à la gestion directe de leur milieu de vie dans une perspective d'autogestion des lieux d'enseignement.

2.2 Un financement public grâce à l'établissement d'une fiscalité responsable

- Pour...

- regarnir les coffres du système d'éducation et ainsi y permettre une meilleure qualité de l'enseignement et une meilleure accessibilité.

- favoriser l'épanouissement des établissements publics d'enseignement qui sont soumis à une concurrence déloyale des établissements privés.

- En...

- allant chercher l'argent où il se trouve, c'est-à-dire dans les paradis fiscaux, dans les entreprises prospères largement subventionnées et dans les poches des particuliers les plus nanti-e-s.

- augmentant les impôts pour les individus des classes favorisées par une refonte des taux d'imposition et la taxe sur le capital afin de faire en sorte que les entreprises privées participent davantage à la rentrée d'argent vers le gouvernement.

« Toujours RebELLEs », le rassemblement pancanadien des jeunes féministes

Par Émilie Gendron, membre de l'AGEBdeB

Si vous avez lu ma lettre de candidature dans le présent cahier, vous aurez pu constater que je glissais un mot sur le rassemblement pancanadien des jeunes féministes « Toujours RebELLEs », qui se tiendra les 11, 12 et 13 octobre prochain à Montréal. Alors que dans ma lettre je parlais de privilégier la participation des militantes étudiantes au rassemblement, ici, je veux vous parler de beaucoup plus. Laissez-moi m'expliquer.

Il y a cela quelques semaines déjà, j'ai été mandatée par l'exécutif de l'ASSÉ pour assister aux rencontres du Comité organisateur du rassemblement, afin de voir si l'ASSÉ pourrait participer à l'organisation. En gros, regarder si ce n'était pas trop « corpo ». Chères militantes et chers militants, réjouissez-vous, ce ne l'est pas! Le rassemblement vise à réunir, l'espace de trois jours, des centaines de féministes âgées de 14 à 35 ans de tous les milieux à travers le Canada, afin de bâtir un réseau pour ces dernières, de dynamiser et d'enraciner le mouvement des jeunes féministes afin de mener des luttes collectives. Certaines (et peut-être certains) d'entre vous font peut-être même déjà parti-e-s de la liste de courriels « RebELLEs ». Selon moi, c'est complètement génial, parce qu'à ce que j'ai entendu dire par des organisatrices du rassemblement « S'unir pour être rebELLEs » de 2003, ces rassemblements permettent, en gros, de former des militantes qui s'unissent, se soutiennent mutuellement, mobilisent autour d'elles, tout ça dans une perspective de lutte contre les inégalités entre les sexes.

Certains et certaines d'entre vous diraient peut-être « mais qu'est-ce que l'ASSÉ peut apporter à ce rassemblement complètement génial et à tendance radicale? » En fait, je crois que le mouvement étudiant, un bassin militant qui se renouvelle constamment, est un milieu d'apprentissage incroyable sur les luttes sociales, comme le féminisme. Ainsi, on doit créer des liens avec le mouvement féministe afin d'apprendre et de partager nos expériences. Comme ça on apprend à mieux se connaître entre féministes, on partage nos différentes approches de certains problèmes et on bâtit un mouvement fort et uni contre le patriarcat.

C'est pourquoi je vous propose de proposer la proposition suivante (l'effet répétitif était voulu) :

Que l'ASSÉ participe à l'organisation du rassemblement pancanadien des jeunes féministes « Toujours rebELLEs »; et

Que soit ajouté au plan d'action de l'année 2008-2009 : « 11, 12 et 13 octobre 2008 : Rassemblement pancanadien des jeunes féministes »

Présentation de l'état des résultats 2007-2008 au 17 avril 2008

Revenus	États des résultats au 17 avril 2008	Prévision de l'état des résultats en vue du 30 juin 2008
Cotisations	Les revenus atteignent 105 % des prévisions soit 5 895 \$ de plus que ce qui a été prévu	À recevoir selon nos prévisions : 8 500 \$ de quatre associations. De cette somme, environ 4 200 \$ sont dus par l'AGECFXG pour l'hiver bien que l'association nous a informés qu'elle n'avait pas l'intention d'effectuer le versement.
Instances	<p>Congrès : Seulement 50 % des revenus prévus pour ce poste ont été facturés ce qui représente un manque à gagner de 6 367 \$.</p> <p>Camp de formation : 114 % des revenus prévus ont été facturés ce qui représente 4 574,54 \$ sur 4 000 \$.</p>	<p>Congrès : il reste le présent Congrès annuel à facturer, environ 2 000 \$, ce qui porterait le pourcentage de nos prévisions des revenus à 66 % et ceux des instances à 77 %.</p> <p>Camp de formation : Aucun revenu ne sera ajouté.</p>
Dons	335 % de nos revenus prévus ont été reçus ce qui représente 8 221 \$ de plus. Notons, les dons de l'AFESH-UQAM (3 500 \$) et l'AÉMh-UQAM (3 800 \$).	Aucune nouvelle entrée selon nos informations.
Financement	34 % des revenus prévus dans les activités de financement ont été réalisés, soit 469 \$.	Il reste le party de financement du 3 mai (objectif de 500 \$) et 3 abonnements à l' <i>Ultimatum</i> à renouveler (60 \$).
Fonds des arrêté-e-s	106 % des revenus prévus ont été réalisés.	Peu de changement à prévoir.
Total	Le total des revenus atteint 105 % des prévisions.	Bien que le total comprend encore des cotisations à recevoir, le cumulatif réel ne devrait pas différé énormément du cumulatif actuel.

Dépenses	États des résultats au 17 avril 2008	Prévision de l'état des résultats en vue du 30 juin 2008
Fonds d'entraide	Seulement 35 % du budget a été dépensé, pour les demandes de l'AÉMSP-UQAM (1 000 \$) et de l'AEMSS-UQO (1 000 \$).	Si aucune demande n'est faite lors du Congrès annuel, 3 676,75 \$ demeureront à ce poste (voir texte prévisions budgétaires 2008-2009).

Dépenses	États des résultats au 17 avril 2008	Prévision de l'état des résultats en vue du 30 juin 2008
Photocopieur	4 775,49 \$ ont été dépensés sur les 5 500 \$ prévus pour la location du photocopieur et répartis dans les 6 postes suivants : Fournitures de bureau; Ultimatum et express; Matériel d'info; Congrès; Camp de formation et Comités et CoCo.	Seules les photocopies supplémentaires pour le dernier trimestre sont encore à payer, nous les estimons à 500 \$ au plus.
Information	93 % du budget alloué à notre matériel d'information a été dépensé, soit un peu plus de 20 000 \$	La principale dépense sera celle pour l' <i>Ultimatum</i> spécial secondaire.
Instances	Congrès : 97 % du budget alloué aux Congrès (nourriture, sécurité, transport, etc.) a été dépensé ce qui laisse un maigre 456,08 \$. Camp de formation : 122 % du budget alloué a été dépensé.	Congrès : Les coûts du présent Congrès sont déjà partiellement payés. Nous prévoyons que 1 000 \$ à 1 300 \$ s'ajouteront aux résultats. Camp de formation : Seule la portion manquante liée au photocopieur sera ajoutée, soit moins de 100 \$.
Mobilisation	Tournée : 93 % du budget alloué aux tournées a été dépensé, ce qui laisse un moins de 1 000 \$ dans le poste. Action : 110 % du budget a été dépensé.	Tournée : nous ne prévoyons pas de dépassement pour ce poste. Action : Bien qu'il y ait les manifestations du 3 et 10 mai à venir, nous ne prévoyons pas de nouvelles dépenses
Bureau	Loyer : 2 740 \$ sont encore disponibles dans ce poste, soit 36 %. 52 % du loyer de mai pour notre nouveau local est déjà payé, de même qu'une partie des frais pour le déménagement. Fournitures : 98 % du budget a été dépensé ce qui laisse un peu plus de 30 \$ pour la fin de l'année Informatique : 98 % du budget a été dépensé ce qui laisse un peu plus de 10 \$ pour la fin de l'année	Loyer : Le loyer de mai pour notre actuel local reste à payer, il reste la balance de mai et le loyer de juin à payer (1 418,04 \$). Les dépenses reliées au déménagement seront aussi ajoutées, nous les estimons à au moins 1 000 \$. Fournitures : Environ 100 \$ pour du café! Informatique : Aucune dépense n'est prévue.
Administration	101 % du budget alloué à l'ensemble de ce poste a été dépensé.	Environ 150 \$ seront ajoutés aux frais de caisse (frais et chèques)

Dépenses	États des résultats au 17 avril 2008	Prévision de l'état des résultats en vue du 30 juin 2008
Communication	<p>Télécommunications : 78 % du budget alloué a été dépensé se qui laisse un peu plus de 2 100 \$</p> <p>CNW Telbec : le poste cumule 102 % des prévisions.</p> <p>Poste : 54 % des prévisions ont été dépensées.</p> <p>Internet et site : 85 % des prévisions ont été dépensées.</p>	<p>Télécommunications : Les mois de mai et juin pour les cellulaires. Les lignes téléphoniques et les frais liés au déménagement sont à payer, nous estimons les dépenses à 1 700 \$. Les autres postes devraient cumuler peu ou pas de dépenses.</p> <p>CNW Telbec : Aucune dépense n'est prévue.</p> <p>Poste : Les dépenses ne devraient pas dépasser 75 % des prévisions.</p> <p>Internet et site : Nous prévoyons que le poste atteindra 97 % des prévisions.</p>
Employé-e-s	74 % ont été dépensés pour les salaires (contrat de recherches été 2007 et permanence)	Le poste ne devrait pas dépasser les prévisions.
Conseils Régionaux	27 % du budget révisé des Conseils Régionaux a été dépensé soit 403,90 \$. Si les Statuts et règlements n'avaient pas été levés (2 000 \$ statutaires), le pourcentage atteint aurait été de 7 %.	Selon le bilan financier des Conseils Régionaux.
Divers	Projets spéciaux : 365 \$ ont été dépensés. Les dépenses relatives concernent le party-show du 3 mai 2008.	Projets spéciaux : D'autres dépenses seront ajoutées pour le party-show, principalement : salle, matériel et alcools. Les revenus associés au party iront dans les activités de financement.
Total	Nous cumulons actuellement 117 232,28 \$ soit 85 % de nos prévisions.	Plusieurs postes budgétaires dépassent les prévisions et d'autres dépasseront d'ici le 30 juin. Malgré les inconnus, nous estimons que l'ASSÉ fera un surplus, ce dernier s'élèverait actuellement à un maximum de 10 000 \$.

État des résultats 2007-2008 au 17 avril 2008

	Cumulatif	%	Prévisions (Fev. 2008)
Revenus			
Cotisations	119 430,00 \$	105%	113 535,00 \$
Instances	11 007,74 \$	66%	16 800,00 \$
Congrès	6 433,00 \$	50%	12 800,00 \$
Camps de formation	4 574,74 \$	114%	4 000,00 \$
Spéciales	- \$		- \$
Dons	11 721,00 \$	335%	3 500,00 \$
Activités de financement	469,00 \$	34%	1 400,00 \$
Fonds des arrêté-e-s	253,45 \$	106%	238,45 \$
Autres	0,50 \$		0,00 \$
Totaux	142 881,69 \$	105%	135 473,45 \$
Dépenses			
Fonds d'entraide	2 000,00 \$	35%	5 676,75 \$
Information	20 334,72 \$	93%	21 748,63 \$
Ultimatum et express	7 562,28 \$	89%	8 500,00 \$
Revue Ultimatum	4 212,73 \$	100%	4 212,73 \$
Matériel d'information	7 879,42 \$	95%	8 285,90 \$
Traduction	- \$		- \$
Documentations & recherches	680,29 \$	91%	750,00 \$
Recherche	- \$		- \$
Instances	26 306,28 \$	101%	26 000,00 \$
Congrès	14 543,92 \$	97%	15 000,00 \$
Camps de formation	9 184,37 \$	122%	7 500,00 \$
Comités et CoCo	2 577,99 \$	74%	3 500,00 \$
Mobilisation	15 338,35 \$	96%	16 000,00 \$
Tournées & représentations	12 041,23 \$	93%	13 000,00 \$
Matériel pour les actions	3 297,12 \$	110%	3 000,00 \$
Fonds de grève	- \$		

	Cumulatif	%	Prévisions (Fev. 2008)
Bureau	9 314,83 \$	76%	12 275,62 \$
Loyer	4 860,00 \$	64%	7 600,00 \$
Taxes municipales	0,00 \$	0%	175,00 \$
Assurances	2 200,62 \$	100%	2 200,62 \$
Fournitures	1 765,85 \$	98%	1 800,00 \$
Informatique	488,36 \$	98%	500,00 \$
Administration	3 748,51 \$	101%	3 700,00 \$
Honoraire professionnel	3 104,06 \$	103%	3 000,00 \$
Frais de caisse	644,45 \$	92%	700,00 \$
Frais d'intérêt	- \$		
Communication	10 451,90 \$	82%	12 800,00 \$
Télécommunications	7 363,91 \$	78%	9 500,00 \$
CNW Telbec	2 048,20 \$	102%	2 000,00 \$
Poste	108,01 \$	54%	200,00 \$
Internet et site	931,78 \$	85%	1 100,00 \$
Comm. Pan-ASSÉ	- \$		
Employé-e-s	28 968,79 \$	74%	38 895,50 \$
Salaire	20 992,00 \$		
DAS – QC	5 011,85 \$		
DAS – CA	2 562,67 \$		
CSST	402,27 \$		
Conseils régionaux	403,90 \$	27%	1 500,00 \$
CRAM	121,72 \$	24%	500,00 \$
MASSE	45,25 \$	9%	500,00 \$
CRAALLL	236,93 \$	47%	500,00 \$
Nouveaux Conseils Régionaux	- \$		
Divers	365,00 \$		- \$
Subventions	- \$		
Projets spéciaux	365,00 \$		
Autres	- \$		
Fonds des arrêté-e-s	- \$		
Totaux	117 232,28 \$	85%	138 596,50 \$
Surplus/(déficit)	25 649,41 \$		(3 123,05 \$)

Association pour un Solidarité Syndicale Étudiante

Au 17 avril 2008

Bilan

	ACTIF			
Encaisse		33 403,17 \$		
Petite caisse		-		
Dépôt consigne		1 000,00 \$		
Débiteur cotisations		9 590,00 \$		
Débiteur frais Congrès		885,00 \$		
Débiteur frais camps de formation		1 545,61 \$		
Débiteur divers		6 814,42 \$		
D		-		
			53 238,20 \$	
	PASSIF			
Emprunt		-		
Créiteur		2 500,00 \$		
DAS - QC		-		
DAS - CA		-		
CSST		-		
	AVOIR			
Actif net non affecté		50 738,20 \$	53 238,20 \$	Différence 0,00 \$

Association pour un Solidarité Syndicale Étudiante

État de l'évolution des actifs nets (du déficit)

ACTIFS NETS(DÉFICIT)

	2007-2008	2006-2007	2005-2006	2004-2005
Solde au début	25 088,79 \$	22 433,98 \$	7 784,00 \$	35 730,00 \$
Excédent de l'exercice courant	25 649,41 \$	2 654,81 \$	14 649,98 \$	(27 946,00) \$
Investissements en immobilisation	_____	_____	_____	_____
Solde à la fin	<u>50 738,20 \$</u>	<u>25 088,79 \$</u>	<u>22 433,98 \$</u>	<u>7 784,00 \$</u>

Coûts du photocopieur par poste budgétaire et catégorie de dépenses

Postes budgétaires	Frais location	Frais papier	Frais admin	Frais photocopies	Totaux
Fournitures de bureau	453,23 \$	148,61 \$	9,50 \$	184,59 \$	795,93 \$
Ultimatum et express	453,23 \$	148,59 \$	9,50 \$	184,60 \$	795,92 \$
Matériel d'info	453,23 \$	148,58 \$	9,50 \$	184,59 \$	795,90 \$
Congrès	453,23 \$	148,59 \$	9,50 \$	184,60 \$	795,92 \$
Camp de formation	453,23 \$	148,59 \$	9,49 \$	184,59 \$	795,90 \$
Comités et CoCo	453,23 \$	148,59 \$	9,49 \$	184,61 \$	795,92 \$
Totaux	2 719,38 \$	891,55 \$	56,98 \$	1 107,58 \$	4 775,49 \$

Calculs du rapport en les dépenses et l'autofinancement des instances

Instances	Coûts (C)	Frais chargés (FC)	C – FC	% autofinancement
Congrès 1-2 sept. 2007	3 223,49 \$	1 265,00 \$	1 958,49 \$	39%
Camp 22-23 sept. 2007	2 307,67 \$	1 165,00 \$	1 142,67 \$	50%
Congrès 6-7 oct. 2007	1 382,31 \$	1 248,00 \$	134,31 \$	90%
Congrès 20-21 oct. 2007	1 737,06 \$	1 335,00 \$	402,06 \$	77%
Congrès 1-2 déc. 2007 (*1)	3 975,33 \$	1 087,50 \$	2 887,83 \$	27%
Camp 2-3 fév. 2008	1 885,00 \$	1 905,00 \$	-20,00 \$	101%
Congrès 16-17 fév. 2008	1 662,40 \$	1 497,50 \$	164,90 \$	90%
Camp 1-2 mars 2008	1 793,80 \$	1 100,00 \$	693,80 \$	61%
Totaux	17 967,06 \$	10 603,00 \$	7 364,06 \$	

1* : Les dépenses sont incomplètes au 17 avril 2008

Détails des achats et ventes au 17 avril 2008

Quoi	Quantité achetée	Prix coûtant	Prix revente	Total payé	Date achat	Quantité revendue	Total non-vendus	Cumulatif à recevoir
Livre : <i>Carré rouge</i>	50	10,00 \$	10,00 \$	500,00 \$	1 sept. 06	50	0	0,00 \$
DVD : <i>Rétrocluciales 2002-2007</i>	200	3,00 \$	3,00 \$	600,00 \$	4 avr. 07	117	83	249,00 \$
T-shirts : <i>L'éducation, pas la guerre!</i>	200	10,83 \$	12,00 \$	2 165,05 \$	11 oct. 07	149	51	612,00 \$
Livre : <i>Le mouvement étudiant au Québec : de 1983 à 2006</i>	259	15,00 \$	15,00 \$	3 885,00 \$	7 nov. 07	64	195	2 925,00 \$
Totaux	709	-	-	7 150,05 \$	-	380	329	3 786,00 \$

Présentation des prévisions budgétaires 2008-2009

Par le Conseil exécutif et Valérie Soly, permanente

Élaborer une proposition de prévisions budgétaires avant même de connaître quelle sera la prochaine campagne de l'ASSÉ et quelles seront les priorités adoptées par les associations membres s'avère être un travail plutôt fastidieux. Toutefois, puisque nous devons nous donner un cadre budgétaire, la proposition soumise au Congrès est basée sur nos bonnes connaissances des dépenses régulières et statutaires et de même pour nos revenus. Nous savons aussi que nous devons toujours nous laisser une marge de manoeuvre qui ne nous causera pas de mauvaises surprises tant pour l'année prochaine que pour les futures.

Revenus

La prévision totale des revenus pour l'an prochain est de 125 315 \$, une diminution d'un peu plus de 10 000 \$ par rapport à 2007-2008. D'abord les cotisations : nous prévoyons 113 520 \$. L'estimation est basée sur les résultats de cette année et des informations transmises par les associations membres. Les prévisions incluent évidemment la récente réaffiliation de la SOGÉÉCOM, tout comme elles ne prévoient plus l'AGECFXG, qui a désaffilié le 13 mars dernier. La différence entre les revenus de cotisations 2007-2008 et 2008-2009 est presque invisible.

Pour les autres revenus de la catégorie générale « autofinancement », les prévisions sont les suivantes : pour les revenus des instances, ils s'élèvent à 9 375 \$, soit 6 075 \$ pour les « Congrès » et 3 300 \$ pour les « Camps de formation ». Les revenus d'instances sont estimés sur l'autofinancement à 75 % des coûts de la tenue de 3 Congrès et 2 camps de formations durant l'année. Nous prévoyons à nouveau un objectif de 2 000 \$ pour les « Dons ». Ils ont largement dépassé les prévisions pour l'année 2007-2008. Nous croyons qu'il est plus sage de revenir à la prévision « habituelle » (depuis 2005-2006) pour voir quels seront les projets sur lesquels il faudra travailler pour concrétiser cet objectif. Quant aux « activités de financement », nous prévoyons 420 \$. Cette somme représente 5 nouveaux abonnements à l'*Ultimatum* et le renouvellement des 16 abonnements actuels. Nous n'avons pas fait de prévisions pour le « Fonds des arrêté-e-s », jusqu'à preuve du contraire, nous continuerons de recueillir les contributions volontaires données pour l'utilisation du photocopieur de l'ASSÉ et celles-ci continueront d'être enregistrées dans ce poste budgétaire. Nous vous invitons d'ailleurs à vous pencher sur les questions suivantes : le fonds des arrêté-e-s devrait-il être statutaire? Comment doit-on traiter le poste de dépenses associé¹? Et si oui, est-ce que les demandes sont traitées par le Congrès, comme pour le fonds d'entraide, ou par le Congrès et d'autres instances, comme les demandes de subventions?

Dépenses

Fonds d'entraide Il se voit alloué les 5 % statutaires des prévisions des cotisations pour l'année 2008-2009, soit 5 676 \$. Ce montant pourrait toutefois être modifié lors du Congrès annuel. En effet, le fonds d'entraide 2007-2008 cumule actuellement 2 000 \$ d'aides accordées sur 5 676,75 \$.

¹ Il y a déjà eu un tel poste. Les discussions entourant sa création ont eu lieu au Congrès annuel d'avril 2006 alors qu'un nombre important de personnes arrêté-e-s durant les actions de la grève de 2005, pas uniquement, mais nombreusement, subissaient procès et amendes. L'automne suivant, 3 000 \$ ont été attribués au « Fonds des arrêté-e-s » et versés pour contribuer aux coûts de la défense des arrêté-e-s.

En fonction des demandes traitées lors du présent Congrès, les membres devront déterminer ce qu'il adviendra des sommes restantes, si sommes restantes il y a. Rappelons que « Le fonds d'entraide ne peut cumuler que la moitié des trop-perçus des années financières antérieures. »².

Photocopieur Si vous ne le savez pas, l'ASSÉ a un photocopieur en location. Les coûts relatifs à la location, aux copies et au papier sont divisés dans les postes budgétaires suivants : Ultimatum et express, matériel d'information, instances (les 3 postes) et fournitures de bureau. Pour l'an prochain, nous prévoyons 6 000 \$, soit 1 000 \$ par poste. Ces sommes sont incluses au total de tous les postes, nous n'y référons donc pas référence.

Information Au total, 16 800 \$ y sont alloués. Pour « Ultimatum et express », les sommes sont de 8 500 \$, ce qui nous permettra de produire 4 parutions de l'*Ultimatum*. Quant à l'express, c'est le photocopieur qui s'en charge. Nous proposons de reconduire la *Revue Ultimatum* pour une 4^e année, avec un budget de 4 300 \$ (ce qui revient au coût de la production 2007-2008). Pour les tracts, feuillets, affiches, autocollants et autres qui ne pourraient être produits par le photocopieur, nous prévoyons 3 000 \$ qui pourront continuer d'être utilisés pour produire le même type de matériel, au point de vue technique, que les dernières années. Finalement, nous accordons 1 000 \$ au poste « Documentation et recherches » pour les abonnements annuels et toute documentation utile à la recherche et aux affaires académiques à l'ASSÉ.

Instances 16 000 \$ y sont prévus et divisés comme suit : 8 100 \$ pour les « Congrès » (3 dans l'année), 4 400 \$ pour les « Camps de formation » (2 dans l'année) et 3 500 \$ pour les « Comités et le Conseil de Coordination ». L'évaluation des dépenses pour les Congrès et camps de formation est régulière et liée aux postes de revenus correspondants. S'il en est de même pour les réunions et déplacements liés aux Comités et au CoCo, soulignons qu'il est considéré que les membres qui seront élu-e-s ne proviennent pas nécessairement de Montréal et que les dépenses de déplacements sont prévues. Des ajustements pourraient être nécessaires au cours de l'an prochain.

Mobilisation Des tournées dans les cégeps et les universités, il y en aura toujours. Partant de ce principe et des nombreux kilomètres que l'on fait chaque année, nous proposons d'allouer 13 000 \$ au poste « Tournées et représentation ». Il faudra voir quels seront la prochaine campagne et le plan d'action pour être en mesure de nous assurer que cette prévision est la bonne. Ainsi, plutôt difficile de faire une prévision pour le « Matériel pour les actions »! Puisque nous avons acquis de nombreux équipements et matériel, il faut dire que nous avons les moyens d'organiser plusieurs actions à peu de frais. Les prévisions actuelles sont basées sur les coûts relatifs à une manifestation nationale.

Bureau Comme vous le savez, les bureaux de l'ASSÉ doivent déménager au plus tard le 31 mai prochain. Nous sommes très heureux et heureuses (et c'est peu dire!) de vous annoncer que nos démarches ont positivement abouti! En effet, nous avons déniché un très grand et beau local situé sur la rue Parthenais, près de la rue Ontario Est, dans un grand bâtiment de 4 étages, nommé *Les immeubles Grover* et à proximité de transports en commun. Ledit bâtiment loge plus de 200 locataires divers, notamment des ateliers d'artistes, des organismes et des petites entreprises. Notre local est de 966 pi carrés (soit près de 2 fois la superficie du local principal de l'ASSÉ) et est situé au 3^e étage. Le bâtiment compte ascenseurs et montes charges, est sécurisé par la présence de caméras de surveillance dans les espaces communs et d'un ou d'une agente de sécurité. Il nous sera

2 Annexe F : Fonds d'entraide, Statuts et règlements.

possible d'y accéder à longueur d'année, 24h/24h, 7/7 jours. En somme, il n'y a aucun point négatif et il s'agit d'importantes améliorations pour notre organisation.

Combien ça coûte maintenant? Comme nous vous l'avons dit plusieurs fois cette année, impossible d'envisager un loyer similaire à l'actuel, à savoir 425 \$/mois pour 758 pi carrés (les deux locaux), et ce, tout inclus (électricité, chauffage, système d'alarme). Le nouveau local coûtera quant à lui 959,02 \$/mois tout inclus (électricité, chauffage, taxes d'affaires et d'eau et TPS et TVQ), donc 11 508,24 \$ annuellement.

L'élaboration de la proposition pour le poste « Loyer » a été faite avant d'avoir trouvé notre nouveau local. Elle est chiffrée à 15 500 \$. Nous croyons qu'il serait préférable de maintenir cette prévision, du moins jusqu'au Congrès d'automne, afin d'assurer les coûts supplémentaires liés au déménagement. Notons par exemple que nous ne savons pas si nous devons nous munir d'un système d'alarme. Si tel n'était pas le cas et que nous poursuivons nos dépenses de façon économe, nous pouvons évaluer qu'une somme de 3 000 \$ pourrait être réinvestie dans d'autres postes l'automne prochain.

Pour les « Assurances », le poste est lui aussi augmenté en prévision du changement de local. 3 000 \$ lui sont accordés. Si nous avons fait des démarches pour connaître l'impact du déménagement, il faut toutefois souligner que nous n'avons pas encore l'heure juste et qu'ainsi, le poste pourrait devoir être augmenté, tout comme il pourrait être diminué. À suivre...

Quant aux « Taxes municipales » reliées au local, aucune somme n'est allouée et le poste budgétaire est aboli. Les taxes municipales sont, depuis janvier 2008, à la charge des propriétaires de bâtiment qui sont responsables de refiler la facture aux locataires.

Pour ce qui concerne les besoins du bureau en matériel, 2 000 \$ sont alloués pour les « Fournitures de bureau » et 500 \$ pour le poste « Informatique ». Ce sont là des prévisions plutôt régulières. Aucun achat important n'est prévu.

Administration Nous prévoyons les mêmes montants que cette année pour les postes « Honoraires professionnels » (3 000 \$) et « Frais de caisse » (700 \$), les résultats actuels n'indiquant pas qu'il faille les modifier.

Communication On y prévoit 9 200 \$. 7 000 \$ pour les « Télécommunications » qui incluent les lignes téléphoniques du bureau, 3 cellulaires, 5 téléavertisseurs et une marge de manoeuvre annuelle de 500 \$. En fonction de la situation géographique et des besoins des membres du Conseil exécutif, une partie des dépenses (cellulaire et téléavertisseurs) pourraient être révisées à l'automne. Pour la diffusion de convocations et communiqués de presse via le fil de presse CNW Telbec, nous prévoyons 1 200 \$ soit l'équivalent de 4 communiqués de presse réguliers. Encore là, les dépenses dépendent de la campagne et du plan d'action. Nous prévoyons 150 \$ pour les coûts reliés à la « Poste » et 850 \$ pour les services internet et l'hébergement du site www.asse-solidarite.qc.ca. Notons que la diminution de ce dernier fait suite au changement de fournisseur pour les services internet, moins coûteux que le précédent.

Employé-e-s Le poste « Employé-e-s » se voit accorder 29 800 \$. De cette somme, 27 300 \$ est prévu pour le contrat de la nouvelle permanence (25 000 \$) et celui pour la transition de cet été avec la permanence (2 300 \$). Finalement, 2 500 \$ sont prévus pour le paiement d'heures

supplémentaires. Cela représente l'équivalent de 100 heures à temps et demi ou 160 heures à temps régulier.

Conseils Régionaux Les Conseils Régionaux se voient allouer leur budget statutaire de 2 000 \$ par Conseil Régional dûment constitué. Ils devront, pour obtenir leur budget, déposer leurs prévisions budgétaires au Congrès d'automne 2008.

Divers Nous allouons 1 800 \$ au poste « Subventions ». Depuis son adoption en septembre 2003, seules les prévisions 2007-2008 n'ont pas alloué de sommes pour les subventions externes⁴. Les sommes allouées représentent l'équivalent de 3 subventions de 600 \$ (le montant maximum pouvant être demandé par année). Nous sommes d'avis qu'il serait positif de remettre de l'argent à ce poste et ainsi répondre à des demandes et croyons aussi que c'est viable pour l'ASSÉ.

Conclusion

Premier point, et il est positif, nous faisons un surplus. Si maigre soit-il, 339 \$, mieux vaut un surplus qu'un déficit. Qui plus est en situation de multiples inconnues. Deuxième point, nous savons - et le faisons chaque année - que des modifications seront apportées, que ce soit au prochain ou lors des futurs Congrès. La précision des inconnus et les résultats réels de l'année financière 2007-2008 sont les 2 éléments qui nous permettront d'agir. Troisième point, lui aussi positif, nous sommes plus conservateurs et conservatrices dans nos revenus et nous prévoyons des marges de manoeuvre pour nos dépenses. On devrait donc pouvoir faire face à bien des décisions, dont la grande majorité a toujours un prix, tout en veillant à la viabilité financière de l'ASSÉ à long terme.

4 Encadrées par la *Politique de subvention* de l'ASSÉ.

Proposition de prévisions budgétaires 2008-2009

	Prévisions 2008-2009	Différence	Prévisions 2007-2008
Revenus			
Cotisations	113 520,00 \$	(15,00) \$	113 535,00 \$
Instances	9 375,00 \$	(7 425,00) \$	16 800,00 \$
Congrès	6 075,00 \$	(6 725,00) \$	12 800,00 \$
Camps de formation	3 300,00 \$	(700,00) \$	4 000,00 \$
Spéciales	- \$	- \$	- \$
Dons	2 000,00 \$	(1 500,00) \$	3 500,00 \$
Activités de financement	420,00 \$	(980,00) \$	1 400,00 \$
Fonds des arrêté-e-s	- \$	(238,45) \$	238,45 \$
Autres	- \$	- \$	- \$
Totaux	125 315,00 \$	(10 158,45) \$	135 473,45 \$

Dépenses

Fonds d'entraide	5 676,00 \$	(0,75) \$	5 676,75 \$
Information	16 800,00 \$	(4 948,63) \$	21 748,63 \$
Ultimatum et express	8 500,00 \$	- \$	8 500,00 \$
Revue Ultimatum	4 300,00 \$	87,27 \$	4 212,73 \$
Matériel d'information	3 000,00 \$	(5 285,90) \$	8 285,90 \$
Traduction	- \$	- \$	- \$
Documentations & recherches	1 000,00 \$	250,00 \$	750,00 \$
Recherche	- \$	- \$	- \$
Instances	16 000,00 \$	(10 000,00) \$	26 000,00 \$
Congrès	8 100,00 \$	(6 900,00) \$	15 000,00 \$
Camps de formation	4 400,00 \$	(3 100,00) \$	7 500,00 \$
Comités et CoCo	3 500,00 \$	- \$	3 500,00 \$
Mobilisation	15 000,00 \$	(1 000,00) \$	16 000,00 \$
Tournées & représentations	13 000,00 \$	- \$	13 000,00 \$
Matériel pour les actions	2 000,00 \$	(1 000,00) \$	3 000,00 \$

	Prévisions 2008-2009	Différence	Prévisions 2007-2008
Bureau	21 000,00 \$	8 724,38 \$	12 275,62 \$
Loyer	15 500,00 \$	7 900,00 \$	7 600,00 \$
Taxes municipales	- \$	(175,00) \$	175,00 \$
Assurances	3 000,00 \$	799,38 \$	2 200,62 \$
Fournitures	2 000,00 \$	200,00 \$	1 800,00 \$
Informatique	500,00 \$	- \$	500,00 \$
Administration	3 700,00 \$	- \$	3 700,00 \$
Honoraire professionnel	3 000,00 \$	- \$	3 000,00 \$
Frais de caisse	700,00 \$	- \$	700,00 \$
Frais d'intérêt	- \$	- \$	- \$
Communication	9 200,00 \$	(3 600,00) \$	12 800,00 \$
Télécommunications	7 000,00 \$	(2 500,00) \$	9 500,00 \$
CNW Telbec	1 200,00 \$	(800,00) \$	2 000,00 \$
Courrier	150,00 \$	(50,00) \$	200,00 \$
Internet et site	850,00 \$	(250,00) \$	1 100,00 \$
Employé-e-s	29 800,00 \$	(9 095,50) \$	38 895,50 \$
Permanence	29 800,00 \$	(7 670,00) \$	37 470,00 \$
Contrat été 2007	- \$	(1 425,50) \$	1 425,50 \$
Conseils régionaux	6 000,00 \$	4 500,00 \$	1 500,00 \$
CRAM	2 000,00 \$	1 500,00 \$	500,00 \$
MASSE	2 000,00 \$	1 500,00 \$	500,00 \$
CRAALL	2 000,00 \$	1 500,00 \$	500,00 \$
Nouveaux Conseils Régionaux	- \$	- \$	- \$
Divers	1 800,00 \$	1 800,00 \$	- \$
Subventions	1 800,00 \$	1 800,00 \$	- \$
Projets spéciaux		- \$	- \$
Autres		- \$	- \$
Fonds des arrêté-e-s		- \$	- \$
Totaux	124 976,00 \$	(13 620,50) \$	138 596,50 \$
Surplus/(déficit)	339,00 \$	3 462,05 \$	(3 123,05) \$

Appels de textes

Réflexion sur les finances

Lors du Congrès des 16 et 17 février 2008, nous avons fait le constat du manque de préparation des délégations pour le point « finances ». Nous avons passé plusieurs heures à traiter de la révision des prévisions budgétaires en cherchant des solutions « à la pièce » plutôt que globales. Nous avons aussi fait le constat, à nouveau, de l'absence de Secrétaire aux finances dont le rôle est d'assurer le travail et le suivi de l'ensemble de la situation financière de l'ASSÉ. De ces constats, la centralisation des connaissances financières dans les mains d'une minorité s'est vue accentuée.

Pour améliorer cette situation, le Congrès a jeté les bases d'une réflexion nécessaire des membres de l'ASSÉ sur leur implication dans les finances. Qui dit réflexion, dit aussi pistes de solution et propositions. Vous êtes donc invité-e-s à garder cela en mémoire afin que les améliorations que vous jugez nécessaires puissent être mises de l'avant dès le Congrès annuel.

Nous vous suggérons de débiter votre réflexion en prévoyant un point « Réflexion sur les finances à l'ASSÉ » dans une prochaine réunion de votre association. Dans la mesure du possible, nous pourrions y venir pour vous aider, simplement nous aviser le plus rapidement possible.

Pour le texte que vous êtes invité-e-s à produire, nous avons préparé des questions. Décortiquez-les, voyez les différents problèmes qu'elles posent, qu'elles peuvent être les raisons les justifiant, qu'avez-vous besoin pour assurer votre préparation, etc.

Les questions

L'absence fréquente de Secrétaire aux finances

- Est-ce que c'est parce que les tâches du ou de la Secrétaire aux finances ne sont pas intéressantes?
- Est-ce que c'est à cause d'une incompréhension des finances?
- Est-ce que c'est parce que l'on ne reconnaît pas l'importance des finances pour l'ASSÉ?
- Est-ce qu'on considère que le poste de Secrétaire aux finances est impertinent puisque la permanence s'occupe de la gestion financière de l'association?
- Doit-on abolir le poste de Secrétaire aux finances? Ses tâches devraient-elles être partagées ou nommées dans tous les postes du Conseil exécutif?

Le manque de préparation des points « finances » dans les Congrès et la centralisation des connaissances financières

- Est-ce que c'est parce qu'on ne reconnaît pas l'aspect politique des finances à l'ASSÉ?
- Est-ce que nous considérons systématiquement nos moyens financiers lorsque nous prenons des décisions? Si non, est-ce parce que vous n'y pensez pas? Est-ce parce que les implications financières ne sont pas assez explicitées lors de la prise de décision? Est-ce parce que certaines décisions sont inévitables et qu'ainsi nos moyens financiers doivent s'y plier, peu importe les conséquences?
- Est-ce qu'il manque de ressources pour préparer les points? Avez-vous déjà demandé de l'aide?
- Est-ce que les présentations écrites et orales pour les Congrès sont suffisantes pour assurer une bonne compréhension? Comprennent-elles toutes les informations dont vous avez besoin? Soulèvent-elles les enjeux sur lesquels vous êtes appelé-e-s à prendre des décisions?
- Devrait-on revoir le traitement des finances en Congrès? Est-il préférable de traiter des finances avant ou après des points importants, tel le plan d'action?

Les finances de marde!

Par Geneviève Paquette, AGES

Même si le nombre de personnes qui liront ce texte sera relativement petit, tout comme le nombre de personnes qui prennent le temps de regarder les prévisions budgétaires avant un Congrès, je tenais quand même à tenter de répondre à certaines questions posées dans l'appel de textes. Plusieurs questions restent aussi à se poser collectivement afin de trouver des solutions pour optimiser certains aspects de l'ASSÉ, notamment au niveau financier.

Tout d'abord, en ce qui concerne les finances, je suis atteinte de la malheureuse pensée magique, comme d'autres peut-être, de croire que ce travail se fait par lui-même (peut-être parce que je me suis surtout impliquée dans une association étudiante où les finances n'étaient pas vraiment dans notre champ de compétence...). Ainsi, sans affirmer que les finances sont impertinentes ou inintéressantes, c'est plus souvent un oubli qu'autre chose au quotidien (comme payer les cotisations à l'ASSÉ ne semble pas être une priorité de la part de plusieurs associations), mais aussi dans la majorité des décisions qui sont prises, autant au local qu'au national. Parfois, ça fait partie des dernières choses auxquelles on peut penser. De plaider l'incompréhension des finances pour ne pas s'impliquer ou ne pas être du tout au courant des moyens financiers de l'ASSÉ serait peut-être un peu facile compte tenu du fait que plusieurs ressources sont disponibles, que ce soit du côté de la permanence ou des anciennes et anciens Secrétaires aux finances. Concernant l'absence fréquente de Secrétaire aux finances, il est évident qu'on doit sérieusement se poser des questions. En regardant rapidement dans les statuts et règlements de l'ASSÉ, on voit que les tâches de ce poste sont les suivantes : « signataire d'office de tout compte de banque, responsable de la gestion des biens de l'organisation, de la préparation du bilan financier et des prévisions budgétaires devant être présentées à chaque Congrès, du respect du budget voté en Congrès et des directives du Conseil de Coordination en matière de finance ». En regardant bien la situation actuelle, sans Secrétaire aux finances, on se rend compte que cette tâche est surtout assurée par la permanence et que ces tâches peuvent devenir relativement ennuyantes compte tenu du fait que le lien entre nos moyens financiers et nos plans d'action ne se fait pas très bien. Alors, faire des finances selon la description du poste actuel ne semble pas être formidable. Évidemment, la personne qui assure le poste peut aussi prendre divers mandats relatifs au Conseil exécutif qui ne touchent pas nécessairement les finances.

Quant à la pertinence de ce poste, je crois qu'il faudrait se décider afin de savoir si ça reste une tâche reléguée à la permanence définitivement afin de ne pas laisser une place vide au poste de Secrétaire aux finances chaque année et aussi afin de clarifier le rôle de la permanence. Aussi, on pourrait penser à la situation où quelqu'un est intéressé par ce poste, ne veut par contre pas s'impliquer sur l'exécutif. Est-ce qu'on reste dans l'informel « coup de main » apporté à la permanence ou quelque chose de plus officiel tel qu'un poste de collaborateur ou collaboratrice spécial-e ou peut-être même un comité avec les mêmes droits que les autres, mais qui serait composé d'une seule personne (à moins que deux personnes soient fantastiques pour tout se communiquer ensemble et gérer à deux)? Sans toutes les tâches de l'exécutif, est-ce que cette ou ces personnes pourraient produire des bilans financiers mensuels pour permettre une meilleure vulgarisation des finances?

De plus, on ne fait peut-être pas assez de lien entre les finances et le plan d'action et/ou les décisions qui se prennent. Le plan d'action semble tout simplement primé sur les finances. Par exemple, de couper les dépenses du poste Conseils Régionaux a d'énormes conséquences sur l'aspect politique et organisationnel de l'ASSÉ. D'un côté, on aura plus d'argent pour d'autres postes budgétaires, mais derrière cela, on peut se poser des questions face à la pertinence des Conseils Régionaux qui, sans budget, peuvent être limités dans leurs mobilisations et moyens d'action. Évidemment, il faut aussi considérer que les budgets de cesdits Conseils n'ont pas été totalement dépensés depuis quelques années. Bref, tout ça pour démontrer que toute modification des finances a des conséquences directes sur le mode de fonctionnement de l'ASSÉ et par le fait même sur l'ensemble des associations membres.

Dans un autre ordre d'idées, il est à noter que le manque de préparation des points finances n'aide en rien cette problématique. Bien que les Congrès soient généralement populeux, je serais très curieuse de savoir combien de personnes lisent le cahier de Congrès en entier, et combien discutent ensuite du point finances. Évidemment, même dans les assemblées générales, les points budget n'ont pas une réputation d'être enlevant ou d'amener de vrais débats de fonds. Cependant, il faut commencer quelque part à accorder plus d'importance aux finances au niveau national. Je n'ai cependant pas vraiment d'idées claires de pourquoi les délégué-e-s ne semblent pas être préparé-e-s au point finances. Si c'est l'incompréhension, il faudrait peut-être développer le fameux système « débrouillardise » ou apprendre le numéro de l'ASSÉ par coeur si les ressources pour nous aider au local ne sont pas disponibles afin d'être informé-e-s au maximum. Je pense qu'on est tous et toutes capables de veiller à nos devoirs de délégué-e-s sans que les gens de l'exécutif nous appellent chaque semaine pour s'assurer que le cahier de soit bel et bien lu. Un peu d'autonomie et à la lecture!

Maintenant qu'on sait tout cela, qu'est-ce qu'on fait? Continue-t-on de dépendre encore sur l'AFESH en terme de finances pour ne pas être dans le rouge? Personnellement, cette solution semble plutôt digne des gens louches de cette société et n'est pas vraiment envisageable à court terme comme à plus longue échéance. Doit-on mettre le point « finances » tout juste avant le point « plan d'action » pour bien comprendre dans quoi on s'embarque? Cela semblerait être une avenue intéressante qui pourrait peut-être fonctionner lors des Congrès. Faut-il engager un homme ou une femme sandwich pour défiler dans certains moments des Congrès pour se rappeler collectivement que nos moyens ne sont pas infinis? Ou peut-être donner symboliquement un sou noir à chaque délégation au début de chaque Congrès pour nous rappeler encore une fois que la société fonctionne encore avec de l'argent et que pour continuer nos luttes et nos actions on a malheureusement besoin de beaucoup de sous?

Voilà, bonnes réflexions financières!

Bilan de la campagne « Pour un réinvestissement, pas n'importe comment! »

Il y a de cela bientôt deux ans, l'ASSÉ a entamé la campagne « Pour un réinvestissement, pas n'importe comment ». Cette campagne, qui fut la plus longue de l'ASSÉ en terme de temps, laisse un goût amer aux militants et militantes en voyant la campagne de grève générale illimitée échouer. Cependant, il nous faut revenir sur cette campagne d'un point de vue global afin d'en analyser les bons et les mauvais coups et sortir les lacunes au niveau des décisions prises qui purent faire dévier la campagne de grève générale illimitée. C'est en ce sens que les délégué-e-s présentes et présents lors du Congrès des 16 et 17 février dernier ont adopté un appel de textes afin de faire un bilan de cette campagne.

Pour ce faire, les associations et personnes intéressées à écrire un bilan sont invitées à faire un retour sur toutes les facettes de cette campagne afin de pouvoir faire un bilan général et approfondi sur celle-ci lors du Congrès annuel. Par conséquent, les décisions prises en Congrès pour le nouveau plan d'action pourront prendre en compte les erreurs de la dernière campagne, identifiées dans les textes que vous écrirez.

Nous attendons donc vos textes en grand nombre afin de pouvoir utiliser les apprentissages issus des expériences lors de la dernière campagne pour faire d'une victoire celle que l'on décidera d'entamer au Congrès annuel des 26 et 27 avril prochain.

Bilan de la campagne, AGEBdeB

Par Minh-Han Le, coordonnatrice aux affaires externes par intérim et membre de l'AGEBdeB

Pour répondre à l'appel de textes lancé au dernier Congrès du 16-17 février à l'UQO et éventuellement en discuter au Congrès annuel du 26-27 avril, l'AGEBdeB a écrit un bilan sur la défunte campagne. Ce bilan vise à tourner la page et à éviter le plus possible de répéter les erreurs du passé pour la prochaine campagne. Malgré qu'une partie des associations étudiantes et que l'ASSÉ ressortent de cette campagne plus affaiblies au point où la structure même de l'organisation s'en trouve atteinte, nous espérons analyser efficacement la situation actuelle en prenant du recul pour pouvoir se relever plus forts et fortes pour une prochaine campagne.

Pour faire un bref historique de la campagne « Pour un réinvestissement, pas n'importe comment! », on se rappellera qu'elle a vu le jour en 2006 en réponse aux conséquences néfastes résultant du sous-financement chronique de l'éducation telle que la diminution de l'accessibilité aux études et le recours aux entreprises privées dans les institutions. Cette campagne avait pour but de mettre un frein aux problématiques reliées au désengagement des successifs gouvernements néolibéraux en matière d'éducation en ayant comme plate-forme quatre revendications : un réinvestissement massif pour une éducation accessible et de qualité, pour l'abolition de la loi C-43, la conciliation parents-études et, la plus importante aux yeux de l'ASSÉ puisque qu'elle est partie intégrante de ses fondements, la gratuité scolaire. Cette dernière revendication prend racine dans la thèse qui affirme que l'éducation n'est pas une marchandise limitée seulement aux mieux nanti-e-s, mais un droit collectif primordial pour l'épanouissement de la société.

Suite au lancement de cette campagne, de nombreux événements marquant le mouvement étudiant québécois s'étaient écoulés entre la naissance et la fin officielle de celle-ci : la manif du 29 mars 2007, les bed-in à l'UQÀM et au Cégep du Vieux-Montréal, la manif du 15 novembre 2007 inscrite dans une semaine de grève dans plusieurs associations, la manif nationale du 21 février 2008 et diverses actions symboliques. Certaines actions n'avaient peut-être pas pris la tournure attendue, mais les militants et militantes de l'ASSÉ se sont relevé-e-s malgré les difficultés rencontrées et ont tout de même continué à mener la campagne jusqu'au bout. Alors, comment expliquer que la campagne n'a-t-elle pas atteint son objectif? Quelles lacunes ont réellement conduit cette campagne vers sa fin? Quels sont les aspects positifs et négatifs de la campagne? Que peut-on retenir pour les prochaines campagnes?

Partie 1 - Lacunes de la campagne « Pour un réinvestissement, pas n'importe comment! »

Pour répondre à la première question, certaines hypothèses sur les facteurs potentiellement responsables de l'échec de la campagne avaient été avancées lors des Congrès antérieurs et lors de discussions entre militants et militantes. Un des points qui avaient été soulevés était le manque de recherches. Plusieurs associations étudiantes ont accordé trop peu de temps à cette fin. Si plus de temps avait été utilisé pour la recherche par la majorité des associations, nous aurions observé un approfondissement et une mise à jour continue des informations diffusées par les militants et militantes lors des mobilisations, dans les argumentaires et le matériel d'information. Cependant, s'il y avait eu assez de temps consacré à la recherche et à la mise à jour des informations durant cette campagne, est-ce que cela aurait réellement eu un important impact sur la campagne dans la

mesure où la population étudiante aurait été mieux informée et sensibilisée par les enjeux? Est-ce à cause de ce même manque de recherches que les étudiantes et étudiants n'ont pas compris l'entière portée des actions organisées par les membres de l'ASSÉ?

Ce qui conduit à une deuxième hypothèse : les préjugés défavorables que porte la population étudiante à l'égard de l'ASSÉ, se réclamant du syndicalisme de combat. Certains étudiants et certaines étudiantes diabolisent l'ASSÉ. On entendra par exemple que ce ne sont que des « gens utopistes qui cherchent des prétextes pour aller en grève », ce ne sont que des « gauchistes révolutionnaires qui en veulent au gouvernement »... la liste est longue. Pourquoi de tels préjugés? Parce que certains et certaines ne prennent pas la peine de s'informer davantage sur l'ASSÉ et ses principes. Ce qui fait qu'ils et elles ne peuvent pas facilement distinguer la désinformation des faits.

Le but n'est pas de mettre toute la faute sur les étudiants et étudiantes, mais vu qu'ils et elles sont les principaux individus concernés, cela les implique en partie dans les facteurs... Dans la même ligne d'idée, une troisième hypothèse ressort : les étudiants et étudiantes ne se sont peut-être pas senti-e-s interpellé-e-s à l'appel à la solidarité de l'ASSÉ. Est-ce le manque d'intérêt général pour les questions politiques (le « je-m'en-foutisme »), est-ce la pensée individualiste qui prime sur la conscience sociale, ou est-ce que la problématique n'était pas évidente à comprendre? En se fiant sur mes expériences de mob « un à un », un mélange de ces trois éléments se retrouve dans les affirmations des étudiants et étudiantes. Ceci nous amène à une conclusion qui vient renforcer la première hypothèse : il manquait d'information sur les enjeux actuels et nous avons opté pour une mauvaise approche (avoir notamment amené des arguments d'ordre économique qui n'ont presque pas d'impacts instantanés sur les consciences, peut-être aurions-nous dû rajouter plus d'exemples vulgarisateurs qu'ils et elles auraient pu saisir plus facilement) pour les conscientiser...

Quatrièmement, le fait que la population étudiante n'ait pas suivi le courant vers la grève générale illimitée, ce qui enlève à l'ASSÉ son rapport de force, ne nous a pas permis d'avoir du poids face au gouvernement Charest. Malgré la montée des moyens de pression organisés (citons la pétition et lettre adressée à M. Fournier, ancien ministre de l'Éducation, les manifestations d'un jour, occupations...) par les associations étudiantes membres ou non-membres de l'ASSÉ, le gouvernement est resté de marbre.

Cinquièmement, les délégué-e-s déplorent que les Congrès précédents n'aient pas été efficaces. Une bonne partie du temps a été investie à de nombreuses reformulations de la plate-forme des revendications plus qu'à l'élaboration d'un plan d'action cohérent. Il est bien normal que ces points prennent la majorité des temps de Congrès, mais est-ce vraiment en reformulant continuellement les revendications que nous allons obtenir gain de cause? Une des raisons que l'on peut voir est que certaines revendications initialement formulées dans la plate-forme n'ont pas adoptées telles quelles ou ont été finalement adoptées après de nombreuses manipulations de la proposition, (entre autres « pour la gratuité scolaire »), en Assemblée Générale, instance suprême locale. Alors, les délégué-e-s tentent malgré tout de trouver un compromis soit en reformulant les revendications ou en les « allégeant ».

Après avoir exposé quelques prémisses, il est probable que l'ensemble de ces hypothèses ait mené à cet échec. Elles sont en quelque sorte toutes reliées les unes aux autres : l'échec n'est pas causé par une lacune particulière, mais plutôt par toutes les lacunes réunies qui auraient conduit à des

circonstances peu propices à la grève générale illimitée. Par contre, une lacune n'a pas encore été soulevée : étions-nous vraiment préparé-e-s face aux tournures possibles que pouvait prendre cette campagne? Avions-nous tenu pour acquise l'efficacité de la grève générale illimitée, peu importe le contexte socio-politique dû aux événements historiques qui s'étaient déroulés au sein du mouvement étudiant des décennies auparavant et en croyant que le gouvernement ne peut ignorer les revendications étudiantes devant une grève générale illimitée?

Partie 2 - Aspects positifs et négatifs de la campagne

Tentons maintenant de répondre à la deuxième question sur les aspects positifs et négatifs de la campagne. En observant d'abord les aspects positifs de la campagne, nommons les camps de formation de l'ASSÉ, le recrutement de nouveaux militants et nouvelles militantes et la capacité des militants et militantes à se soutenir les uns et les autres pendant les moments cruciaux ou tout simplement banals, par exemple, lorsque l'externe et/ou le comité de mobilisation se déplacent dans une autre association étudiante. Pour n'expliquer que le premier et le troisième aspect (se résumant en un seul mot : solidarité), les nombreux camps de formation organisés par l'ASSÉ durant la campagne sont une des forces de l'organisation. Ces camps démontrent que malgré que les militantes et militants sont plongé-e-s pleinement dans la campagne, tout le monde s'arrange pour mettre à jour son argumentaire. Cependant, il faut apporter immédiatement un bémol : à qui s'adressent les camps de formation? Est-ce vraiment à tous les intéressé-e-s (comme des nouveaux ou nouvelles militant-e-s ou curieux et curieuses) ou plus aux personnes ayant déjà une certaine connaissance sur les sujets abordés pendant les formations? ...

Maintenant, si l'on aborde quelques aspects négatifs de la campagne, le manque de coordination pour la campagne d'hiver est le plus évident, (référence à la décision prise au Congrès du 1 et 2 décembre 2007 à FXG):

« Que l'ASSÉ relance sa campagne de grève générale illimitée pour la session hiver 2008.

Compte tenu de la disparité dans les situations locales :

Que les associations étudiantes qui se sentent assez fortes pour mener à bien une deuxième campagne de grève générale illimitée soient invitées à lancer cette campagne;
Que les associations qui connaissent des difficultés internes ou de mobilisation participent à un plan d'action complémentaire à la campagne de grève, et se joignent à cette dernière si cette dernière se déclenche. »

Est-ce vraiment en divisant les associations dites plus « fortes » pour continuer la GGI si elles le peuvent et les autres dites plus « faibles » pour suivre le plan complémentaire que l'on peut réellement espérer un gain quelconque? Peut-on continuer à donner le nom de « nationale » à cette campagne alors que personne ne prend la même route? Est-ce vraiment en divisant l'énergie que doivent consacrer les exécutantes et exécutants de l'ASSÉ à organiser la campagne en elle-même et la réalisation du plan complémentaire que la grève générale illimitée passera?

Un autre aspect négatif de la campagne réside justement dans la trop grande énergie consacrée à cette campagne. Une partie des militantes et militants qui se sont impliqué-e-s énormément dans la campagne étaient à la fois membres du comité de mobilisation et exécutantes ou exécutants de leur

association. On peut voir que ces gens sont réellement déterminé-e-s à obtenir gain de cause, mais il est malheureux que ces gens s'épuisent trop vite, faute d'un manque de personnes impliquées dans les comités de mobilisation. La relève et la transmission du savoir au sein d'une association locale (particulièrement au cégep) sont un problème à régler.

Un autre point faible serait le fait que nous nous sommes concentré-e-s que sur la revendication de la gratuité scolaire en mettant peu d'emphase sur les trois autres revendications alors qu'elles ne laissaient pas les étudiants et étudiantes indifférents et indifférentes (hormis l'abolition de la loi C-43)... Bien qu'il y a d'autres points à énumérer, la plupart ont déjà été abordés plus haut. Alors, au risque de se répéter, passons à autre chose.

Partie 3 - Pour le futur...

Répondons maintenant à la troisième et dernière question : que peut-on retenir pour les prochaines campagnes? Il faudra se poser une autre question à cette fin : que doit-on améliorer d'ici la prochaine campagne? Une suggestion à envisager serait de solidifier l'organisation et la planification des prochaines campagnes en accordant davantage la priorité aux recherches sans toutefois délaissier la mobilisation. Bien sûr, il est préférable que la prochaine campagne soit réellement nationale. Pour cela, la plate-forme de revendications devra concerner des thèmes qui se veulent réellement rassembleurs auprès des étudiants et étudiantes, puisqu'ils et elles pourront partir d'une certaine base plus accessible et plus facilement compréhensible devant une situation dénoncée, comme par un exemple lancé de même, l'AFÉ.

Bilan de la campagne : une défaite historique en quatre étapes

Par Anne-Marie Provost, Cégep du Vieux-Montréal (AGECVM)

Par Geneviève Gariépy, Université du Québec à Montréal

Tout d'abord, nous tenons à saluer l'ASSÉ pour cet appel de textes ayant pour but de faire le point collectivement sur une campagne mitigée et sur l'échec retentissant de la grève générale illimitée. Nous y décelons un désir de relancer la mobilisation dans une grande part du mouvement étudiant, et une volonté politique afin que l'ASSÉ se développe mieux en tant qu'organisation étudiante. Ces textes seront également utiles aux historiens et historiennes du mouvement étudiant pour bien cerner les causes de l'échec de cette campagne.

Il nous importe, en guise d'introduction et de ligne directrice de notre texte, de définir l'un des aspects les plus frappants de la dernière campagne qui est à notre avis le manque de stratégie politique. Par stratégie, nous entendons le fait de favoriser une communication efficace entre les différentes composantes du mouvement étudiant pour établir une coordination concrète, nous amenant ainsi à un rapport de force plus probant. Pour consolider celui-ci, nous jugeons également important de tracer une ligne réaliste entre le radicalisme des revendications en fonction du nombre d'appuis possibles dans la société civile, le monde syndical et le monde communautaire. Cela tout en maintenant un discours cohérent et étayé au sein des institutions étudiantes et dans les médias (qui touche une population plus difficilement accessible par les militant-es). Selon nous, il s'agit d'une stratégie de communication et de mobilisation efficace. Il va de soi que le contexte social mouvant influence ces considérations dans leur application concrète.

Ensuite, toujours dans le but d'établir un rapport de force effectif, il s'agit de situer la lutte sur une ligne de temps en analysant la variété et les impacts des actions faites pour dégager si celles-ci sont efficaces ou non dans la stratégie globale d'escalade des moyens de pression. Nous croyons également qu'il est nécessaire d'analyser les situations locales selon certains barèmes : nombre de militant-es dans le comité mobilisation, ceux et celles qui militent réellement et leur connaissance de l'argumentaire, le nombre de personnes actives sur l'exécutif, la réaction positive des étudiant-es, la diversité des tactiques, et le « radicalisme » des assemblées générales. Par cette approche, nous croyons pouvoir atteindre une juste compréhension de la situation locale des associations étudiantes qui souhaitent démarrer le mouvement de grève, et ce, sans se voiler les yeux lorsque des signes clairs de non-réussite de la stratégie se présentent. Rappelons-nous le congrès du 6 et 7 octobre. Bien entendu, il est impossible de tout prévoir et il importe de laisser une place aux éléments plus spontanés.

Étape 1 : Autopsie d'une défaite annoncée

Revenons au 7 avril 2007 dernier dans le contexte du congrès sur la grève générale illimitée. À ce moment, le congrès fit preuve d'une fermeture idéologique concernant la possibilité d'assouplir nos revendications. Quelques pointes dogmatiques surgissaient lors des débats entourant la stratégie nationale. Certaines associations, particulièrement les non-membres, s'étaient exprimées sur la difficulté de mobiliser sur une revendication de gratuité scolaire. Le congrès jouait à l'association-étudiante-qui-pisse-la-plus-loin, alors que nous parlions de faire une coalition similaire à 2005. Certaines associations se sont senties exclues et d'autres, particulièrement les cégeps, ne se sont pas prononcées.

Suite à la réélection du gouvernement Charest et suite à la montée adéquate, et sachant pertinemment que le dégel allait être annoncé, nous avons tenu coûte que coûte à maintenir notre campagne « Pour un réinvestissement, pas n'importe comment! », et ce, dans les mêmes termes. Sous les recommandations du congrès, les assemblées générales se sont alors penchées sur ces revendications et c'est à ce moment que nous avons occulté des objectifs stratégiques tels que la lutte concrète contre le dégel des frais de scolarité, la diminution des frais de scolarité/afférents, l'articulation de la revendication de la gratuité scolaire sur cinq ans, etc. Il s'agit d'exemples qui auraient permis d'« assouplir » nos revendications et de rallier une majorité d'associations étudiantes à notre cause. Évidemment, il était tout à fait exclu pour la très grande majorité des associations membres de l'ASSÉ d'établir un pacte avec les Fédérations pour faire une stratégie commune encadrée de conditions et négocier de paire, comme le suggérait un texte dans le cahier de congrès.

Lors de ce congrès, nous avons également décidé de consulter les assemblées générales afin d'ouvrir les structures de l'ASSÉ pour former une coalition afin d'être plus nombreux et nombreuses dans notre mouvement progressiste pour le droit à l'éducation. Pourtant, il ne semblait pas y avoir de latitude pour que les associations non-membres s'approprient elles aussi la campagne et participent ainsi à l'élargissement du mouvement. Nous avons demandé aux associations d'adopter pratiquement mots pour mots notre plate-forme de campagne. Il était également fortement suggéré d'adopter le syndicalisme de combat, d'adopter l'abolition de la loi C-43, de verser une cotisation (la même que pour être membre de l'ASSÉ) pour faire partie de la coalition. De plus, les interventions en congrès étaient parsemées de commentaires en faveur d'une coalition servant de pré-affiliation. Première erreur, à notre avis : la fermeture idéologique de l'ASSÉ et l'oubli d'une lutte concrète contre le dégel, et à cela s'ajoute la non-élaboration d'un plan d'action.

Au congrès du 28-29 avril 2007, on ressasse le même discours de fermeture, ce qui n'a fait qu'envenimer les relations avec certaines associations non-membres. Encore une fois, rien ne fut décidé, les débats sur la coalition ont encore été reportés ultérieurement. Se voyant insatisfaites et exclues symboliquement, quelques associations étudiantes indépendantes provenant surtout de l'UQAM ont créé un projet de troisième coalition pour créer un mouvement plus large et inclusif, afin de contrer le dégel. Ce n'était pas vraiment le cas avec les autres coalitions proposées par les associations étudiantes nationales, autant chez les Fédérations (au sens où les positions des associations de l'UQAM n'étaient pas vraiment prises en considération) qu'à l'ASSÉ. Deuxième erreur, donc : les débats étaient centrés sur la coalition. On parlait à ce moment-là beaucoup plus de coalitions que de grève et de mobilisation, ce qui a nui à l'organisation de la campagne pour l'automne. Cela allait s'ajouter au manque de préparation de la période estivale.

Au cours de l'été 2007, il y eut deux réunions coordonnées par l'AFESH, pour régler définitivement les débats et calmer les tensions au sujet de la coalition de l'ASSÉ et les modalités d'entrée. Malgré une certaine démystification des positions et attitudes de l'ASSÉ, les associations présentes, membres de l'ASSÉ, ont fait preuve d'une fermeture aveugle; il n'était pas question de repenser les revendications, ni même d'inclure des associations ayant des revendications moins « radicales » que l'ASSÉ. À ce moment, l'ensemble des associations étudiantes semblait convaincu que la GGI serait adoptée dans leurs AGs. Les interventions des personnes présentes désirant « maintenir la ligne dure » de l'ASSÉ suivaient complètement la logique « Hors de l'ASSÉ, point de Salut ». Notre été fut passé à essayer de convaincre les exécutifs réticents qu'il fallait ouvrir plus largement nos structures et penser de façon stratégique à l'articulation des revendications de la campagne de

grève. Nous nous sommes retrouvés à la fin août sans plan de match défini pour lancer la campagne, ni stratégie pour informer et mobiliser les gens au sujet du dégel ou de notre prochaine campagne. Ironiquement, cet été, les journaux ont parlé de tractations entourant les coalitions étudiantes, mais pratiquement pas de l'opposition au dégel. De plus, l'exécutif de l'ASSÉ était peu disponible durant l'été, et peu de travail a été fait au niveau du matériel d'information, des relations externes et de l'organisation générale de la campagne de GGI. Erreur supplémentaire : maintenir la ligne dure au niveau des relations externes avec les non-membres et ne pas préparer la mobilisation.

Un peu tard, le congrès du 1er septembre fit preuve d'une plus grande ouverture en ce qui concerne la coalition, mais pas au sujet des revendications. Nous sommes donc demeurés avec une liste d'épicerie qui ne mentionnait pas le dégel pour affronter le gouvernement et mobiliser la base, mais plutôt la gratuité scolaire all the way. Lors de cette fin de semaine, l'ASSÉ se lançait, confiante, dans une campagne de grève que pratiquement tous et toutes autour de la table qualifiaient de gagnante. À ce moment-là, peu d'assemblées générales avaient été consultées sur la campagne de grève, mais les exécutifs étaient en parfaite confiance. On parlait d'une grève offensive, car le dégel était l'élément déclencheur pour la mobilisation, et concrètement on envisageait une grève pour la gratuité scolaire. Erreur supplémentaire : nous n'avons pas préparé de Plan B en cas d'échec de la GGI sur la gratuité scolaire. Nous n'étions clairement pas prêts et prêtes pour cette campagne alors que la rentrée scolaire s'effectuait dans quelques jours.

Étape 2 : L'atteinte du point de non-retour

L'automne a commencé, nous avons accumulé les défaites, ce qui n'a pas semblé alarmer l'exécutif de l'ASSÉ ni les exécutifs des associations membres. On croyait dur comme fer à la grève en automne malgré l'accumulation des votes contre la grève dans certains endroits clés comme le Cégep du Vieux-Montréal. Nous avons aussi minimisé le vote de grève générale illimité très serré de l'AFESH-UQAM. Un autre signe fut l'échec des manifestations régionales, qui n'ont aucunement prouvé que le mouvement étudiant se dirigeait vers une mobilisation massive des étudiant-es en automne. De son côté, la FEUQ semblait préférer faire des magouilles pour renverser l'exécutif militant de l'association étudiante de l'Université du Québec en Outaouais au lieu de réellement informer ses membres sur la question du dégel, tout en affirmant vouloir débiter sa mobilisation « plus active » en hiver. Erreur supplémentaire : nous n'avons pas porté attention aux signes avant-coureurs de l'échec de notre campagne alors que nous n'assistions manifestement pas à l'élargissement d'un mouvement de masse.

Pour se ressaisir, il aura fallu attendre le congrès du 6 et 7 octobre 2007, qui est à notre avis le chant du cygne de la campagne de l'ASSÉ. Encore une fois, les associations étudiantes se sont positionnées pour continuer la grève les yeux fermés, et pas question de reparler des revendications, sauf d'une réorganisation de celle sur les garderies, ce qui a alourdi inutilement le congrès. Certaines proposaient même de baisser le plancher de grève (qui était déjà de 7 associations ou de 25 000 étudiant-es) en occultant une réorganisation stratégique. L'exécutif de l'AFESH avait pourtant sonné l'alarme considérant tous les éléments démontrant que la mobilisation en automne était loin d'être acquise. L'AFESH proposait de se doter de certains baromètres qui feraient en sorte qu'on ne dépasse pas un point de non-retour, dans le but éventuel de se replier pour une grève en hiver. Il s'agissait d'un compromis entre ceux et celles qui voulaient arrêter maintenant et ceux et celles qui voulaient attendre les votes des cégeps, avant un plan B en hiver. Ce plan B, à notre avis, est arrivé beaucoup trop tard, et même à ce stade critique il ne faisait pas beaucoup d'adeptes.

Il est alors arrivé une situation assez troublante. Le samedi, lors du tour de table sur la situation locale des associations, la très grande majorité des cégeps affirmaient que leur mobilisation au local était désastreuse ou peu concluante dans un futur proche. Paradoxalement, la situation semblait soudainement s'être rétablie en une journée, car le dimanche, la majorité des exécutifs de ces cégeps affirmaient au contraire que la possibilité d'une mobilisation massive au local pour la grève générale illimitée était tout à fait réaliste. Il suffisait simplement de mettre plus de cœur à l'ouvrage. Nous avons alors adopté une position d'un idéalisme naïf déconcertant : « Que l'ASSÉ déploie toutes les forces de mobilisation nécessaires dans l'optique de déclencher la grève générale illimitée en automne et que se tienne un Congrès le 20 octobre pour évaluer la situation. » Cette position était encadrée par un plan B qui consistait à faire une grève de 3 jours le 14, 15 et 16 novembre, pour ensuite tenter ultimement une grève générale illimitée en hiver. Comme on le sait tous et toutes, les cégeps ont voté contre la grève, et certains même contre le plan B, créant ainsi une montée de la droite et des menaces de désaffiliation. Les dés étaient jetés pour que la mobilisation nationale ne lève pas, non seulement en automne, mais également en hiver. L'erreur majeure fut de continuer aveuglément la campagne de GGI sans tenir compte de la base étudiante qui n'était pas très chaude à l'idée de la grève, parce que mal préparée. Nous n'avons pas su nous réajuster en conséquence.

Considérant l'échec des votes de grève au cégep, certain-es ont cru bon de proposer lors du congrès du 20 octobre, une consultation sur la revendication de la gratuité scolaire afin qu'elle soit mieux articulée pour tenter de rejoindre un maximum de personnes. Cette position fut adoptée de justesse, mais faisait figure de damage control : il aurait fallu avoir ce genre de réflexion au maximum au congrès du 6-7 octobre. Par ailleurs, cette consultation n'a pratiquement pas été faite. Nous avons vu l'échec des votes de grève et peu de gens remettaient en cause nos revendications ou notre stratégie. L'erreur fut peut-être de considérer que seules la mobilisation et l'information des membres permettraient de se sortir de cette impasse.

Toutefois, la mobilisation étudiante n'était pas au fond du gouffre. Lors de la manifestation du 15 novembre appelée par l'ASSÉ, environ 2 000 personnes se sont déplacées dans les rues de Montréal et quelques associations étaient en grève d'une journée, de trois jours ou d'une semaine, tandis que du côté des Fédérations on parle d'environ 1 000 personnes pour leur manifestation du 22 novembre et de quelques grèves ou levées de cours d'une journée. La contre-manif du 22 novembre a permis encore une fois de susciter l'incompréhension de la base étudiante, nous aurions pu nous servir de cette manifestation pour « mobber » davantage contre l'IPU (impôt post-universitaire). Une manifestation commune, similaire à celle que proposé par la FEUQ lors du congrès du 20 octobre, avec certaines balises pour éviter une récupération médiatique de la part de celle-ci, aurait pu être une bonne idée afin d'être le plus massivement présent-es dans la rue contre le dégel. D'après nous, l'ASSÉ et les Fédérations auraient intérêt à entretenir plus de liens entre elles surtout lorsqu'il y a des enjeux nationaux qui nécessitent une plus grande campagne et une mobilisation massive. À notre avis, faire fi des Fédérations ne permet pas d'éviter la récupération. Au niveau de la FEUQ, nous avons également intérêt à communiquer avec les associations étudiantes membres de celle-ci qui ne sont pas toujours en harmonie avec l'exécutif. Durant cette période, seule l'UQAM semblait encore présenter un potentiel de mobilisation pour l'automne et l'hiver, ainsi que quelques départements universitaires épars. Une erreur majeure pour les associations membres de l'ASSÉ est de ne pas avoir entamé une campagne d'urgence pour contrer le dégel ou du moins faire massivement de l'éducation populaire contre celui-ci, sans parler de GGI. Pour l'UQAM, elle aurait eu avantage à mettre en priorité comme revendications ses enjeux locaux sur le plan de redressement et le sous financement.

Étape 3 : Déconnexion générale illimitée

Lors du congrès du 1er et 2 décembre 2006 au Cégep à François-Xavier Garneau, les délégations présentes ont jugé, malgré les votes contre la grève, que tout n'était pas perdu pour une GGI en hiver. Nous votions un plan d'action qui variait en fonction des situations locales et la ligne de lutte commune était absente. Le plan d'action voté s'orientait pour que les associations ayant la capacité de relancer le mouvement tentent un autre vote de grève en AG et pour les autres, on leur conseillait de tenter d'obtenir quelques jours de grève pour une plus grande participation à la manifestation nationale. Faisons un bilan rapide : à ce moment, la très grande majorité des cégeps peinent à se relever de leur échec en automne, l'UDEM bouge un peu, les associations de l'UQAM se présentent comme étant les plus combattives et quelques départements à l'Université de Laval et à l'Université du Québec en Outaouais se sentent d'attaque. Bref, nous n'étions pas vraiment dans une situation où l'embrassement était possible, la plupart des associations se recentrant à l'interne pour guérir leurs blessures. Dans ce contexte, la position de poursuite de la campagne de GGI se résume à un jusqu'au-boutisme excessif. Une autre erreur est de ne pas avoir prévu de plan B pour contrer le dégel des frais de scolarité, laissant le champ libre aux Fédérations pour négocier une loi légitimant les frais afférents.

La plupart des actions votées au congrès de décembre n'ont pas eu le succès attendu. L'action nationale de perturbation économique nationale du 18 janvier n'était pas bien préparée et n'a pas eu d'écho sur notre combat. La semaine de perturbation politique n'a pas eu de portée significative, entre autres à cause du CRAM qui cette année n'était pas vraiment fonctionnel. Heureusement, la manifestation nationale du 21 février à Québec fut relativement populeuse, mais la couverture médiatique fut totalement absente. Pendant ce temps, la grève était présente surtout à l'UQAM, quelque peu à l'UDEM et de quelques jours à l'UQO. Les cégeps étaient définitivement hors de la course à ce moment, sauf quelques-uns qui ont fait une grève d'une journée le 21. Nous n'avons pas cru bon opter pour des enjeux touchant les problématiques spécifiques des cégeps dans le but de mobiliser leur base étudiante. À ce stade-là, les enjeux nationaux se sont transformés progressivement en enjeux locaux centrés sur l'UQAM (plan de redressement), et l'ASSÉ commençait à sortir de la carte en faisant du pouce sur les associations en grève et en se concentrant sur les campagnes de désaffiliations.

Finalement, dans un éclat de lucidité tardive, nous décidons de mettre fin à la campagne de grève générale illimitée lors du congrès du 16 et 17 février 2008. Nous faisons face à un congrès sans grand enthousiasme et à des militant-es sans énergie. Nous sommes allés trop loin et nous avons senti les répercussions. Alors que l'heure devait être au bilan, nous avons discuté sans grand intérêt d'une prochaine campagne. Malgré la fatigue, il aurait été pertinent de s'organiser pour dénoncer, au niveau national, le désengagement de l'État en dehors des actions de l'UQAM.

Étape 4 : Les leçons de la défaite

En guise de conclusion, nous avons maintes leçons à tirer de cette défaite historique concernant la campagne de grève générale illimitée 2007. À notre avis, l'ASSÉ en tant qu'organisation politique sortira gagnante de cette défaite en tenant compte des leçons que l'on peut tirer des deux dernières années. Nous vous suggérons quelques pistes d'analyse pour une réorientation stratégique de l'ASSÉ pour sa prochaine campagne. Le contexte politique instable n'ayant pas aidé pour la préparation de la campagne de grève, nous aurions eu avantage à préparer notre campagne bien

avant le mois d'avril 2007, que ce soit au niveau de l'argumentaire, des recherches et analyses, des lignes médiatiques, des revendications et de la mobilisation. L'été, qui est une période de latence en matière de mobilisation, devrait en être une de préparation, ce qui n'est pas souvent le cas. Il faudrait peut-être penser à utiliser à meilleur escient les recherches et les analyses produites pour l'argumentaire et s'assurer que les comités de mobilisation locaux les maîtrisent bien, voire même penser à des contrats rémunérés de quelques semaines pour produire celles-ci tout en faisant, bien sûr, le suivi auprès des employé-es.

Ajoutons que dès les premiers signes d'une campagne qui risque d'échouer, il faudrait être plus attentif et attentive afin de se tourner vers un plan B plus rapidement, au lieu de dépasser un point de non-retour. Nous aurions avantage à opter pour un plan d'action avec des objectifs « atteignables » à moyen terme, ce qui pourrait permettre de se lancer dans une future campagne avec un sentiment moins amer du militantisme et quelques points de victoire en poche. L'acharnement politique ne fait que brûler nos dernières énergies et fermer les gens à notre cause, tout en démotivant les militant-es qui ont lutté activement. Cesser une campagne n'est pas un manque de courage politique, mais un choix stratégique pour se réorienter. Autour de la table de congrès, il faudrait savoir mettre de côté ses rêves politiques personnels et ses aspirations militantes, ce qui n'a pas toujours été le cas dans cette campagne. Il est important d'écouter la base étudiante et avoir en tête les signes d'échec même si le constat nous déplaît et que nous aimerions en faire plus. Avec les tâches bureaucratiques des exécutant-es, on ne prend pas toujours le temps d'aller sonder le terrain avant un congrès, ce qui permettrait d'être moins déconnectés de la base. En congrès, en tant que délégué-e, il faut savoir s'avouer que la situation est difficile malgré tout l'effort qui a été mis.

De plus, les attaques personnelles en congrès sur le réformisme et le carriérisme de telle ou telle personne n'ont guère aidé notre cause et ont fait stagner les congrès, tout en les alourdissant. Souvent, lorsque certaines associations amenaient une analyse minoritaire et critique, elles se faisaient marginaliser. Le dimanche, lors des congrès, nous assistions à une euphorie générale et on se motivait en groupe pour continuer la lutte, alors qu'il aurait fallu orienter notre pensée en fonction des signes flagrants d'une défaite annoncée. L'ASSÉ n'est pas un groupe affinitaire, mais bien un regroupement d'associations étudiantes, gardons-le en tête pour les prochaines fois. Nous savons nous-mêmes très bien qu'il n'est pas évident de défendre des positions d'assemblées générales auxquelles on ne croit pas beaucoup. Nous ne sommes pas là pour être « radicaux », mais pour appliquer des mandats.

Pour terminer, ce texte se veut une critique constructive pour repartir sur de meilleures bases. Certain-es ne seront pas d'accord avec nous sur nos constats, mais nous voulons contribuer aux débats et travailler à l'amélioration d'une organisation dans laquelle nous croyons. La grève de 2007 est une grande leçon historique où l'on comprend que nous devons mener nos combats différemment puisque nous assistons à une transformation en profondeur de notre société : une société individualisée et fragmentée. Bon congrès!

Pour un bilan pas n'importe comment!

Par Alex Desrochers

Voici un bilan de la campagne pour un réinvestissement, pas n'importe comment. Ce bilan se fera d'un point de vue chronologique teinté bien sûr d'un caractère éditorial. Des recommandations seront proposées à la fin du présent bilan, pour éviter de refaire les mêmes erreurs, mais aussi pour être plus efficaces dans notre prochaine lutte.

L'année 2006-2007

Longue période de consultation (hiver 2006 - automne 2006)

L'ASSÉ sort de sa plus grande mobilisation de son histoire. La grève de 2005 aura été le réveil d'un mouvement étudiant combatif et revendicateur et l'ASSÉ est alors en plein essor. Elle devient ainsi un incontournable dans le monde syndical et une actrice importante pour la promotion d'une éducation laïque, publique, gratuite, accessible et de qualité.

L'ASSÉ ne devait alors pas se tromper pour sa prochaine campagne. Elle doit la mener avec succès pour solidifier et développer le mouvement combatif qu'elle tente de créer. Par contre, la campagne de consultation est longue et le consensus difficile à faire, d'où la longueur de la consultation. Pendant que plusieurs personnes voulaient une campagne sur la gratuité scolaire, qui a finalement mené à la campagne « Pour un réinvestissement, pas n'importe comment », d'autres personnes voyaient une campagne contre le privé en éducation.

Finalement, au Congrès de Drummondville à la mi-octobre 2006, la campagne fut adoptée telle qu'on la connaît. Donc, de la rentrée jusqu'à la mi-octobre, les associations étudiantes de l'ASSÉ ne s'étaient pas dotées d'une campagne. Il est donc important pour l'ASSÉ d'apprendre de cette erreur et qu'elle se donne le temps nécessaire pour adopter une campagne. Pour favoriser la prise de décisions à l'ASSÉ, il existe une solution magique : des appels fréquents au bureau de l'ASSÉ et s'appeler entre les associations membres. La communication est la base si on veut que les Congrès soient efficaces et pour éviter de tourner en rond.

Une année merveilleuse (automne 2006 - hiver 2007)

L'année 2006-2007 fut une année extraordinaire pour l'ASSÉ. En plus de gagner en membership, l'ASSÉ confirme qu'elle est une actrice incontournable en matière d'éducation au Québec et donne ainsi, par sa campagne, une visibilité grandissante à une de ses revendications centrales, la gratuité scolaire.

L'ASSÉ lance en début de campagne une pétition sur les revendications de la plateforme « Pour un réinvestissement, pas n'importe comment! », en plus de donner un ultimatum au gouvernement pour qu'il réponde à nos revendications. Le résultat est fort intéressant et même impressionnant. Tout près de 10 000 noms en un peu moins d'un mois. Il ne fallait pas s'attendre à ce que le gouvernement réponde à nos revendications si facilement. Le 6 décembre 2006, quelques centaines de personnes vont au Ministère de l'Éducation pour déposer cette pétition dans le cadre de la manif'ation tenue ce jour-là.

Dès la rentrée d'hiver 2007, le mot d'ordre était de faire connaître la gratuité scolaire. C'est coup sur coup que l'IRIS dévoile sa recherche sur la gratuité scolaire, suivie du mémoire de l'ASSÉ sur la question. La gratuité scolaire acquiert ainsi dans les médias une place importante. Le débat est lancé, rendez-vous le 29 mars.

L'appel à une journée de grève est lancé pour le 29 mars pour participer à une grande manifestation. Quelques milliers de personnes ont répondu à l'appel, et ce, même suite à la réélection du gouvernement libéral qui officialisait sa position en faveur du dégel des frais de scolarité. Plusieurs associations étudiantes avaient obtenu des mandats de grève pour cette journée et même les étudiantes et étudiants du secondaire avaient pris place dans les rues en quelques centaines.

Congrès GGI de Bois-de-Boulogne, un vent d'optimiste inégalé (7 avril 2007)

Le Congrès de Bois-de-Boulogne est sans doute le Congrès le plus peuplé de l'histoire de l'ASSÉ (152 personnes). La confiance était à son maximum. L'ASSÉ venait de réaliser à merveille son plan d'action, avec une manifestation le 29 mars qui fut un succès. Le gouvernement libéral de Jean Charest venait tout juste d'être réélu avec sa promesse de dégel des droits de scolarité. Le contexte politique donnait à ce moment raison aux associations étudiantes, réunies autour de la table du Congrès, de consulter sur une possible grève générale illimitée pour l'automne. Il a été discuté de coalition, de plateforme de revendications, de liens envers les fédérations étudiantes et de l'importance des médias dans un tel conflit. Je vous invite d'ailleurs à aller lire les textes produits à cet effet dans le cahier de Congrès.

Congrès annuel de Joliette, un plan d'action ambitieux (avril 2007)

La consultation allait bon train dans plusieurs associations étudiantes et le Congrès de Joliette vote ainsi un plan d'action qui mène à un déclenchement de la grève vers la fin octobre. Un plan d'action ambitieux avec un échéancier très serré. Il y avait peu de place pour les associations étudiantes de gérer leurs élections, budgets et autres dossiers internes. Il leur restait peu de temps pour trouver une nouvelle équipe et la former.

Est-ce que la grève aurait dû être prévue à l'hiver dès ce moment? Est-ce que l'échéancier qu'on s'était fixé était réaliste? Ce sont des questions qui demeurent de mon côté sans réponses.

Analyse de l'échec d'automne 2007

Escalade des moyens de pression

La fameuse question de l'escalade des moyens de pression est revenue souvent dans la mobilisation et dans les assemblées générales. On doit se poser une question à ce sujet. Avons-nous été complètement déconnecté-e-s pour proposer la grève générale illimitée sans avoir fait de moyens de pression préalables? Et bien non! Le Congrès annuel de Joliette l'an dernier avait aussi prévu une escalade des moyens de pression, en version accélérée, pour créer le fameux momentum et dynamiser les associations étudiantes locales. Mais qu'en est-il de ce plan d'action? Le plan d'action était en trois temps. Dans un premier temps, il y avait les actions de rentrée d'un point de vue local. Ces actions avaient pour but de faire connaître les revendications et d'aller chercher de nouvelles personnes pour s'impliquer dans les comités mobilisations et ainsi avoir les forces nécessaires pour mener à terme la campagne de GGI. Malheureusement, les actions locales de visibilité ont été un

échec dans la majorité des associations étudiantes. Peu d'actions ont été entreprises et dans le cas contraire, celles-ci n'ont pas eu les effets escomptés. Cela est en grande partie dû à un manque de leadership national et local. D'un point de vue national, car le national n'a pas su assurer un suivi adéquat pour les associations étudiantes dans le besoin, et d'un point de vue local, car plusieurs associations n'ont pas su assurer et concrétiser le plan d'action qu'elles avaient adopté en Congrès.

Dans un deuxième temps, il y avait les actions régionales. Celles-ci n'ont pas été à la hauteur des attentes. Une manifestation de près 500 personnes à Montréal, de près de 100 personnes à Sherbrooke, des actions dysfonctionnelles dans les Laurentides et la région de Québec n'a pas tenu ces événements. Le portrait semble désastreux et c'est le cas. Les Conseils régionaux n'ont pas été à la hauteur d'accomplir cette partie cruciale de l'escalade des moyens de pression.

Dans un troisième temps, il y avait les différentes assemblées générales de grève. Cette partie de la campagne est le point culminant, car « ça passe ou ça casse ». Il est possible d'utiliser les assemblées générales comme outil de mobilisation. En fait, un calendrier d'assemblées qui se succèdent dans un ordre stratégique a pour effet de motiver la base militante et peut permettre de créer un effet d'entraînement.

Manque de leadership national, local et régional

Bon, il ne s'agit pas dans cette partie du texte de détruire tout ce qui bouge, de viser des gens précis et de faire le procès de l'exécutif national et des exécutifs locaux. Mais on peut faire un constat, il a eu un manque de leadership concret. Que ce soit dans l'organisation estivale des actions de la rentrée et les contacts entre le national et le local ou dans la production du matériel d'information à temps pour la rentrée. Dans tous les cas, il y a eu des manques.

Premièrement, les liens entre les membres de l'ASSÉ et l'exécutif national n'ont pas été les meilleurs. Le plan d'action ambitieux voté au Congrès de Joliette comprenait des actions locales de rentrée pour avoir une visibilité sur les campus dès la rentrée et apporter une nouvelle vague de militants et de militantes dans les comités de mobilisation. La coordination nationale n'a pas été à la hauteur et les associations n'ont pas assuré l'organisation estivale, et ce, malgré la bonne volonté lors du vote au Congrès.

Il y a aussi eu un manque flagrant dans la coordination du matériel d'information. On peut noter ici la sortie plus que tardive des collants de la grève, le retard sur la Revue Ultimatum de rentrée et le manque flagrant de matériel informant sur le dégel des frais de scolarité ou du moins sa non-accessibilité pour les militants et militantes de base. Il ne faut pas oublier un fait important aussi : les associations étudiantes peuvent produire elles-mêmes leur propre matériel d'information, adapté à leur situation locale, et le partager avec les autres associations.

Les Conseils régionaux

Encore une fois, l'ASSÉ fait appel à ces Conseils régionaux pour une partie importante de son plan d'action. Il ne suffit que de jeter un œil au bilan des Conseils régionaux des dernières années pour comprendre l'erreur stratégique qu'on venait de commettre. Le problème avec les Conseils régionaux, c'est que ce n'est jamais la priorité. Les actions entreprises par ces derniers sont toujours reléguées en dernier plan, alors que dans certains cas, elles sont des plus pertinentes. On a qu'à penser à la manif que le CRAM avait organisée à la fin septembre 2007. La participation était tout

de même intéressante, mais les gens venaient majoritairement de 2 associations, soit l'AGECVM et l'UQAM en général. Les autres associations du CRAM ont préféré mobber pour leur AG de grève et sur la plateforme de revendications. Mais ce qu'il faut comprendre, c'est que mobber pour une action, c'est mobber pour les revendications.

Comme si l'exemple de l'automne 2007 n'était pas suffisant, l'ASSÉ relance le principe d'actions régionales pour la campagne d'hiver 2008. Résultat, un cuisant échec. Seule la MASSE, avec une manifestation de près de 80 personnes, a réussi à éviter de perdre la face.

Il faut donc que l'ASSÉ revoie sa structure, à mon avis. Qu'elle réfléchisse sur le rôle des Conseils régionaux et sur leur place dans la structure et un plan d'action de l'ASSÉ.

Retard important sur la mobilisation

La mobilisation a connu un retard important notamment pour les raisons de leadership énumérées plus tôt. Il a fallu attendre l'échec du vote de grève du Vieux-Montréal pour commencer à réagir au manque de mobilisation sur les campus. Trop peu trop tard, peut-être sans doute. Une GGI demande beaucoup de mobilisation et d'établir la mise en place d'un calendrier précis des tâches à faire pour en arriver à un vote positif.

Manque de formation

Dans plusieurs associations, il y a des besoins criants de formations. Les gens dans les exécutifs locaux n'ont pas tous et toutes vécu la grève de 2005 pour la plupart, du moins les gens ne l'ont pas organisé, ce qui est une réalité bien différente.

Des exemples fréquents de manque de formations, on le voit notamment avec l'organisation des assemblées générales, surtout celles de GGI. Comment on organise le vote, dans quel ordre proposer les propositions, comment faire pour ne pas éviter les débats par l'abus de la question préalable. Bref une tonne de questions sur lesquelles on doit se pencher.

Surprise on a des droits! Eh bien oui, on a des droits. Formation primordiale avant et pendant une grève. L'exemple des arrestations à Drummondville, lors de la manifestation qui a suivi leur assemblée générale de grève négative, est plus que frappant. Quand la police est intervenue, plusieurs personnes se sont identifiées aux policiers alors qu'ils et elles n'auraient pas dû. Espérons que l'AGECD serve d'exemple.

Le manque de préparation aux instances de l'ASSÉ a été un autre exemple flagrant du manque de leadership dans les associations locales. Il est certain que le manque de communication entre les associations locales y est pour beaucoup. Mais aussi, il est facile de remarquer quelles délégations n'avaient pas lu le cahier de Congrès et celles qui n'ont pas eu de réunions préparatoires. La méconnaissance des Statuts et règlements dans certains cas a grandement allongé les procédures à certains moments. Au moment de voter un plan d'action, il faut avoir une vue d'ensemble sur à quoi va ressembler la prochaine session. Il faut prendre en considération notre potentiel local de mobilisation, nos dossiers locaux, les actions du national et du local, etc. Il faut savoir cibler les priorités et travailler pour que celles-ci se réalisent.

Revendications

De l'expérience que j'ai sur le terrain, les revendications sont quand même bien acquises dans les

associations étudiantes membres de l'ASSÉ. La gratuité scolaire n'était pas remise en question dans beaucoup d'assemblées générales. Pourtant, au sein même du Congrès, cette revendication a soulevé bien des débats. Il y avait en fait un problème au niveau du discours des militantes et des militants qu'on pouvait entendre sur le terrain. Parfois la gratuité scolaire était apportée comme un idéal à atteindre et comme un élément de discours, et le blocage du dégel des frais de scolarité était la revendication principale. Dans d'autres cas, la gratuité scolaire était apportée comme élément concret et qu'avec un réel rapport de force, il y avait des possibilités de faire un pas important dans cette direction. Bref, ce n'est selon moi pas le fait que la gratuité scolaire accrochait comme élément de discours dans la population étudiante, mais bien d'un manque de cohésion du discours. Et quand le débat « pour la gratuité » versus « vers la gratuité » est arrivé dans les Congrès, on n'a pas non plus fait le débat : est-ce que notre revendication c'est une demande immédiate, une finalité à atteindre, un principe central, etc. On a tourné les coins ronds et c'était symptomatique des débats durant les Congrès de la session d'automne 2007.

L'ostie de coalition

Les débats entourant la coalition ont pris beaucoup trop de temps à certaines personnes. La priorité dans une campagne de grève n'est pas de se coaliser pour revendiquer, mais revendiquer pour ensuite se coaliser avec les associations étudiantes qui pensent comme nous. Le débat sur la coalition s'est fait à l'envers, car on est parti de la finalité pour ensuite discuter des principes. Pour former une coalition de grève, il faut s'assurer d'avoir une grève et ceci consiste en une des graves erreurs stratégiques dans cette grève. Il faut aussi cesser de systématiquement revenir sur la coalition de 2005 et tenter de répéter la même chose. La situation de la grève de 2005 était unique et elle risque de ne pas se reproduire.

L'objectif de se regrouper dans un syndicat national est de mettre en commun des ressources financières et des revendications pour mener à terme des luttes. L'affiliation à l'ASSÉ est la meilleure façon de s'organiser pour se permettre de réagir rapidement et efficacement aux attaques gouvernementales. Former une coalition n'est pas une solution pour répondre adéquatement aux attaques au droit à l'éducation, c'est simplement une façon de pallier le manque de force de notre organisation pour réagir adéquatement. Pour régler ce problème de force de notre organisation, il n'y a pas plusieurs solutions : Affiliation, la seule solution! Il ne s'agit pas ici que l'ASSÉ travaille pour que toutes les associations étudiantes affilient dans les prochains mois. Les affiliations doivent faire partie d'une stratégie interne de développement de notre organisation. Cela exige un travail ardu avec l'association locale qui désire affilier. Mais l'ASSÉ est bien sûr prête à vous donner un coup de main pour premièrement suivre notre plan d'action et ensuite entamer des démarches pour une potentielle affiliation.

Résultats

La grève générale n'aura pas reçu l'appui escompté dans l'ensemble du Québec. Les erreurs stratégiques énumérées plus tôt peuvent l'expliquer en partie, mais n'oublions pas à la base que cette grève se voulait offensive. Au Congrès de Bois-de-Boulogne, on pouvait sentir que le dégel arrivait sous peu, mais il n'était pas encore officiellement annoncé. Notre stratégie était alors de tenter de bloquer ce dégel et d'apporter notre discours sur la gratuité scolaire en espérant améliorer les conditions matérielles des étudiantes et étudiants du Québec, mais cette stratégie n'a jamais été formalisée. Après l'annonce du dégel des frais de scolarité, la lutte se réoriente pour certaines

associations. Alors que la lutte offensive continuait pour certaines, d'autres voyaient la lutte principalement dans une perspective défensive. Cette situation aura eu pour effet de changer aussi le discours sur les revendications et, selon moi, c'est à ce moment précis qu'il y a eu des changements dans le discours sur les revendications de la campagne.

La fin ou la presque fin

La reprise à l'hiver (Congrès de FXG, 1-2 décembre 2007)

La campagne de grève était hors de tout doute terminée pour la session d'automne. Arrivées au Congrès de François-Xavier Garneau au début décembre, les associations étudiantes membres de l'ASSÉ étaient loin d'être au même niveau du côté de la mobilisation, mais aussi des efforts et des sacrifices qu'elles étaient prêtes à faire pour relancer la campagne de grève à l'hiver 2008.

On pouvait à ce moment sentir une grande division au sein de l'ASSÉ entre les associations étudiantes qui avaient les mandats pour faire une nouvelle campagne de GGI et les autres associations qui n'avaient pas de nouveau mandat de relancer, mais qui n'avaient tout même pas mis officiellement fin à la campagne. Prise dans un entre-deux, la position qui est adoptée au Congrès est la suivante :

Que l'ASSÉ relance sa campagne de grève générale illimitée pour la session hiver 2008.

Compte tenu de la disparité dans les situations locales :

Que les associations étudiantes qui se sentent assez fortes pour mener à bien une deuxième campagne de grève générale illimitée soient invitées à lancer cette campagne;

Que les associations qui connaissent des difficultés internes ou de mobilisation participent à un plan d'action complémentaire à la campagne de grève, et se joignent à ce dernier si ce dernier se déclenche.

Cette proposition montre l'ambiguïté dans laquelle l'ASSÉ oriente son plan d'action pour la session qui suit. On peut remarquer ici un manque de cohésion entre les membres de l'ASSÉ et sur les moyens mis de l'avant pour riposter aux attaques du gouvernement.

La fin de la campagne (Congrès UQO)

C'est au Congrès à l'UQO que la grève prit fin à reculons. À ce moment, l'AFESH-UQAM était en grève générale illimitée, l'AEMSS-UQO commençait sa grève au lendemain du Congrès et l'AEMSP-UQAM a suivi peu de temps après. Suite à la proposition ambiguë du précédent Congrès, il était plus que temps que l'ASSÉ cesse sa campagne de grève. Trop d'associations étudiantes membres de l'ASSÉ n'avaient pas prévu et ne prévoyaient pas consulter sur la grève générale, c'était donc absurde que l'ASSÉ continue à mener cette campagne, surtout avec l'échec de l'automne.

Oui, mais un jour...

Un jour ou l'autre, il faudra envisager une lutte simplement offensive. Depuis la création des fédérations étudiantes et le contexte politique québécois difficile, le droit à une éducation publique, gratuite et de qualité a systématiquement reculé au Québec. Pendant que les fédérations étudiantes négocient les coupures en éducation, il faudra que l'ASSÉ envisage à moyen ou long terme, une grève offensive pour améliorer notre condition. Je suis conscient que pour ce faire, on aura encore beaucoup de travail, mais il faut tout de même avoir ce plan en tête.

Recommandations :

■ Volet secondaire

Ce n'est pas la première fois que l'on parle d'intégrer un volet secondaire à l'ASSÉ¹. Beaucoup d'efforts sont faits en ce sens. L'ASSÉ a maintenant des liens avec certaines écoles secondaires, elle a déjà produit un journal et un deuxième sera produit pour l'été 2008. Les efforts vont dans le bon sens, mais il faudra évaluer sans doute une possibilité d'intégrer à même nos structures un volet secondaire.

■ Une manifestation nationale est un bon indicateur de notre potentiel mobilisateur

Lors de la campagne de grève d'automne 2007, il n'y a pas eu d'actions de masse d'envergure nationale. Peut-être qu'une manifestation nationale aurait permis de bien observer le niveau de la mobilisation à l'échelle provinciale en plus de faire parler de nous sur la scène publique.

■ Action perturbatrice de masse (radicaliser la base)

Deux types d'action prédominent dans le mouvement étudiant. Les actions de masse (manifestation) et des actions qui sont annoncées comme « perturbatrices » où une minorité de gens viennent au rendez-vous. Il faudrait donc que soit organisée une action perturbatrice avec un taux d'arrestation faible pour organiser des perturbations concrètes à quelques centaines de personnes.

■ Revoir les Conseils régionaux

La majorité des gens s'entend sur le fait que dans un monde idéal avec plein de Stroumphe, les Conseils régionaux seraient hyper dynamiques, autonomes et plein d'actions de masse seraient organisées par ceux-ci. Malheureusement, ce n'est pas le cas, et en attendant que ceux-ci soient minimalement fonctionnels, il faudrait les mettre de côté dans le plan d'action national.

■ Se méfier des fédérations

Il faut être naïfs ou naïves de penser qu'avec l'appui des fédérations étudiantes pour lutter contre le dégel des frais de scolarité, la situation aurait été différente. En fait, les fédérations nous ont nui sur plusieurs fronts. Les exemples les plus flagrants sont à l'Université de Sherbrooke et à l'Université du Québec en Outaouais, où on a qu'à penser au « plan UQO ». Dans d'autres institutions, les liens entre les fédérations étudiantes et des magouilles antigèves et antiASSÉ sont encore à prouver, mais il ne faudrait pas se surprendre qu'ils existent.

■ Communication : appeler au bureau et s'appeler entre nous.

Et voilà, encore la même recommandation que dans tous les bilans. Mais bon, il faut croire que c'est important et qu'il y a encore des problèmes à cet effet. Il faut donc s'appeler entre les associations de façon plus fréquente, notamment pour augmenter les dialogues entre les Congrès. Pour rendre les Congrès plus efficaces, on se doit d'avoir des discussions entre ceux-ci. Ces échanges permettent de connaître la situation des autres associations étudiantes et de se renseigner sur les luttes passées pour ne pas refaire les mêmes erreurs.

¹ Congrès d'orientation, 25 au 28 novembre 2005.

Bilan de la campagne – AECSL

Garantis 100 % sans chatons

Rédigé par Élise Guérin-Bouchard et Justine Rouse-Lamarre

Après s’être étirée sur deux ans, la campagne « Pour un réinvestissement, pas n’importe comment » s’éteint sur une note amère, traînant derrière elle le spectre gênant d’une campagne de grève amplement justifiée, bruyamment annoncée et jamais réalisée. Comme tout le monde, nous ne pouvons que constater que cette énorme dépense d’énergie militante sans gains concrets nous a affaibli-e-s. Ce bilan se veut une piste de réflexion pour comprendre comment et pourquoi. Il expliquera comment, du haut de Ville Saint-Laurent-la-lointaine, nous avons vécu la campagne et ce que nous avons pensé des décisions prises par l’ASSÉ. Nous nous pencherons dans un premier temps sur les objectifs de la campagne, ses revendications, les raisons de leur adoption et de leur évolution. Puis, nous nous attarderons sur le plan d’action des deux dernières années et sur les décisions stratégiques (ou non) prises en cours de route. Finalement, nous exposerons nos conclusions sur la campagne et ses effets à court et à long terme.

Les revendications

La campagne démarre en chancelant, après trois congrès et de nombreuses heures de plénière sur la plate-forme de revendications. À la rentrée, en l’absence d’un plan d’action clair pour la session, le manque de préparation se fait sentir, avec peu de matériel de mobilisation et un premier ultimatum qui paraît en novembre 2006. À l’AECSL, nous nous positionnons en début de session pour une plate-forme incluant les éléments suivants :

Que l’ASSÉ entreprenne de façon prioritaire une campagne d’information et de mobilisation massive sur la question de la gratuité scolaire en vue d’actions à plus ou moins long terme;

Pour l’amélioration des ressources et services en éducation post-secondaire dans une perspective d’éducation de qualité libre de l’intervention du privé.

Que l’ASSÉ mette de l’avant l’abolition de la prise en compte de la pension alimentaire versée aux chef-e-s de familles monoparentales dans le calcul des montants d’Aide Financière aux Études (AFE)

Le Congrès des 14 et 15 octobre adopte finalement une plate-forme semblable, sans remplacer la revendication des garderies par celle sur les pensions alimentaires et l’AFE. L’AECSL, qui est en faveur de toutes ces revendications, se rallie à la plate-forme sans problème. Mais la session est déjà plutôt avancée pour s’entendre sur des revendications, et cela cause un gros retard au niveau de l’information aux membres et de l’escalade des moyens de pression. Nous y reviendrons plus tard; attardons-nous pour le moment aux raisons qui ont motivé le choix final de la plate-forme « Pour un réinvestissement, pas n’importe comment ».

La gratuité scolaire s’impose comme principal point polémique de la campagne. Il est dès le début établi que cette idée va complètement à contre-courant de l’idéologie dominante et ne sera pas facile à défendre dans le contexte actuel. L’objectif n’est clairement pas d’obtenir la gratuité scolaire à court terme (dans le cadre de la campagne), mais bien de briser le mur du discours de droite, de mettre de l’avant nos valeurs et de démontrer que cette traditionnelle revendication du mouvement étudiant n’a rien d’utopique ou de périmé. La question des frais de scolarité est particulièrement bien choisie puisque, depuis la grève de 2005, le dégel est envisagé en haut lieu,

pendant que les éditorialistes préparent doucement le terrain de « l'opinion publique ». Il s'agit donc aussi de ramener le débat sur les frais de scolarité sur notre propre terrain, plutôt que de se contenter d'attendre l'attaque gouvernementale.

Les deux autres revendications portent beaucoup moins à débat. Tout le milieu de l'éducation, jusqu'à la sympathique CRÉPUQ et sa petite sœur la Fédération des Cégeps, s'entend pour dire que le réseau est sous-financé. À Saint-Laurent, cette revendication faisait à peu près consensus, sans être toutefois un grand vecteur de mobilisation. Notre cégep étant en effet en train de se transformer en Alberta du réseau post-secondaire suite à l'augmentation très rapide de la population étudiante (de 2000 à 2900 en cinq ans), la plupart des gens sentent peu les effets du sous-financement dans leur vie quotidienne. La formulation floue de la revendication en accroche aussi plusieurs : qu'est-ce exactement que les « ressources et services »? La bibliothèque, les services aux étudiants, le matériel didactique? Est-ce que ça englobe la surpopulation dans les classes et les conditions de travail des salarié-e-s du réseau? Est-ce que ceux et celles-ci sont des « ressources et services »? La mention « en éducation *post-secondaire* » a aussi fait sourciller quelques personnes, l'état des écoles primaires et secondaires québécoises n'étant pas à négliger si l'ASSÉ se veut non corporatiste.

La revendication féministe a suscité plusieurs débats lors du congrès extraordinaire en août. Après que les premières revendications aient été adoptées pour consultation en assemblée générale, le comité femmes propose que la campagne détienne une revendication femmes, ce qui est adopté par la majorité du congrès. C'est alors que le comité de 2006-2007 propose la revendication sur les systèmes de garde pour une meilleure conciliation famille-étude. Par la suite, étant donné nos positions d'AG précédentes, nous avons proposé de consulter les AG sur la revendication de la pension alimentaire pour qu'elle ne soit pas calculée dans l'AFE. Par ailleurs, la revendication femmes ayant été ajoutée comme une 3^e revendication à la campagne, les assemblées générales au local n'ont adopté que le bloc au complet « que la prochaine campagne de l'ASSÉ soit », sans avoir de débats spécifiques sur la revendication féministe.

Ce qui fut un peu problématique, c'est qu'aucune recherche ne fut effectuée pour alimenter cette revendication. Alors que tout le monde l'a apprise par cœur pour la réciter en faisant de la mob, peu de gens pouvaient (et peuvent encore) la défendre concrètement. Parallèlement, nous avons constaté que c'était la revendication qui accrochait le plus, ayant une visée plus large que seulement l'éducation. La revendication des garderies ne fut approfondie que l'année suivante, lorsque le conseil de coordination décida de reléguer la tâche de recherche au futur comité femmes pour l'année 2007-2008. Malgré le travail ardu, très peu de gens ont consulté la recherche qui fut faite par le comité femmes, ainsi que celle faite par l'institut de recherche et d'études féministes de l'UQAM. De plus, avec les campagnes de grève et les multiples événements auxquels a dû faire face le comité femmes de cette année, cette revendication n'a pas été mise de l'avant. Malgré que les propositions du comité femmes aient été adoptées à l'unanimité au congrès de septembre et que plusieurs ont passé aussi au congrès d'octobre, seuls Saint-Laurent et Drummondville ont rempli leurs mandats. Ce qui est désolant, c'est que contrairement à la gratuité scolaire, un gain à court terme aurait pu être possible pour améliorer la conciliation famille-étude pour les parents étudiants. Par ailleurs, est-ce normal qu'elle ait souvent été considérée comme la 3^e revendication? Pourquoi avons-nous adopté cette revendication si ce n'était que pour la mettre de côté? Devrions-nous encore adopter des revendications femmes à part des autres revendications, ou est-ce qu'une analyse féministe serait une meilleure avenue?

Rappelons ensuite que, comme il a déjà été souligné, la plate-forme de revendications était bizarrement articulée. Généralement, une campagne se bâtit d'abord autour d'un thème, qui se détaille en plusieurs revendications pour la satisfaction desquelles on demande un réinvestissement. Presque toutes les revendications étudiantes impliquent un réinvestissement en éducation, de la création d'une nouvelle université à l'abolition des frais de scolarité, en passant par le retrait du privé en éducation et la transformation des prêts en bourses. Aussi, demander un « réinvestissement en éducation », en plus d'être peu original, est une ligne directrice bien faible pour une campagne. L'idée même d'une campagne, c'est de choisir parmi nos revendications, toutes légitimes et importantes, celles que l'on juge les plus cruciales dans le contexte et de mettre toutes nos énergies sur leur satisfaction. Il ne s'agit pas d'introduire une hiérarchie dans nos demandes, mais bien de fixer des priorités... Et cela, lors de la dernière campagne, nous l'avons fait de façon assez médiocre. En conséquence, bien que nos trois revendications soient en théorie de priorité égale, la gratuité scolaire a été démesurément mise de l'avant par rapport aux autres, par la force des choses, sans que le débat sur les priorités n'ait jamais vraiment lieu.

Un deuxième choix des revendications s'opère au Congrès spécial sur la grève générale illimitée, en avril 2007. Ayant passé, six mois plus tôt, trois congrès à s'entendre sur la plate-forme, on tombe alors dans l'autre extrême : à peine quelques heures sont nécessaires pour décider de lancer la campagne de grève sur les mêmes revendications, en demandant en parallèle l'abolition de la loi 43. Notons que dans les deux cas, il y a eu peu de débats et de prises de position préalables au sein des associations locales. Un gros travail de réflexion est entamé, mais celui-ci porte, pour l'essentiel, sur l'organisation de la grève une fois que celle-ci serait lancée. On craint – à juste titre – la récupération par les fédérations étudiantes, la répression étatique et l'arrêt prématuré de la grève, mais on se soucie peu des conditions nécessaires pour démarrer celle-ci, pas plus que l'on doute de nos priorités. Il y a deux propositions de modifications significatives à la plate-forme. D'abord, un groupe de militants et militantes suggère de modifier la revendication de la gratuité scolaire en « Vers la gratuité scolaire : contre le dégel et pour l'abolition des frais afférents. » Le groupe qui défend ces positions est taxé de réformiste et de défaitiste par la majorité des délégué-e-s. La délégation de l'AECSL se questionne et ramène la réflexion à l'interne. Le débat a lieu en assemblée générale, où les deux options sont présentées par écrit, et « Vers la gratuité scolaire... » est choisie. À notre connaissance, aucune autre association n'a amené la question en assemblée générale à ce moment, et dans les Congrès suivants, c'est la délégation de Saint-Laurent qui se fait qualifier de réformiste et de défaitiste. L'adoption unanime et enthousiaste de cette position n'aurait pas à elle seule changé grand-chose à l'issue de la campagne de grève. Un peu plus d'ouverture, de respect et de bonne volonté dans les instances de l'ASSE auraient par contre certainement été un pas dans la bonne direction.

L'autre proposition de changement à la plate-forme est amenée par Drummondville : ajouter à la plate-forme une revendication sur l'AFE. Celle-ci est battue à forte majorité et, cette fois, l'AECSL n'entreprend pas de consultation sur le sujet. Avec le recul, nous nous apercevons toutefois qu'en mobilisant, nous avons tout de même parlé beaucoup d'AFE et que c'est un sujet qui touchait beaucoup les gens. En effet, la revendication de gratuité scolaire peut-elle vraiment être séparée de la question de l'AFE? N'est-ce pas séparer artificiellement frais de scolarité et condition étudiante en général? De plus, si les universitaires voient clairement le lien entre des frais de scolarité de 2000 \$ et leurs problèmes financiers, pour les cégépiens et cégépiennes, les « droits afférents » de toutes sortes constituent un montant dérisoire en comparaison au prix du loyer et de l'épicerie. Peut-être est-ce là une des causes de l'échec lamentable de la campagne de grève dans les cégéps.

Le plan d'action

La campagne « Pour un réinvestissement, pas n'importe comment » commence donc, après beaucoup de piétinements, en octobre 2006. La première partie du plan d'action, une campagne de pétitions, fonctionne assez bien à Saint-Laurent. Les gens sont plutôt réceptifs et une grande majorité des personnes abordées exprime son accord et signe. Par contre, si la pétition se situe vraiment dans le cadre d'une escalade des moyens de pression, elle doit aussi servir à encourager les signataires à participer aux actions subséquentes. Or, excepté la manif-action qui se tient commodément pendant la dernière semaine de la session, la prochaine action, c'est la manifestation du 29 mars. Au moment où nous commençons à mobiliser pour celle-ci, on comprend que la pétition est rendue assez loin dans la tête de nos camarades de St-Lô, et que le travail est à refaire depuis le début. Pour avoir un réel effet sur la mobilisation, une campagne de pétition devrait être suivie rapidement (au moins dans la même session!) d'une action où les signataires peuvent participer massivement. De plus, pour éviter que l'action censée remplir ce rôle se déroule dans l'indifférence totale au milieu de la période d'examens, le plan d'action doit démarrer dès le début de la session.

La session d'hiver 2007, marquée par la journée de grève du 29 mars, est le point culminant de la mobilisation à Saint-Laurent. Nous obtenons notre mandat de grève (à l'échappée, il est vrai) dans une assemblée générale de 650 personnes, avec une ambiance électrique. Le comité de mobilisation grossit à vue d'œil, car la perspective d'une journée de grève motive beaucoup de gens. De la même manière, l'exécutif est bien fourni et efficace. La journée du 29 mars se déroule très bien, avec autour de 200 personnes sur les lignes de piquetage et pas plus d'une dizaine qui tentent de les passer. Lors d'un débat sur la question, on constate toutefois que les piqueteurs et piqueteuses sont très divisé-es sur la perspective de grève générale illimitée qui se dessine déjà au national.

Un des plus gros problèmes de ce plan d'action, c'est que l'escalade des moyens de pression s'arrête à peu près là. Du 29 mars 2007 au 15 novembre 2008, il ne se tient aucune action d'envergure nationale. La population étudiante devient *objet* d'une campagne où on tente de la convaincre de la pertinence d'une grève plutôt que *sujet* d'une vaste mobilisation qui culmine avec la nécessité de la grève générale illimitée. Entre temps, les militants et militantes se perdent en tergiversations et en longs débats sur les modalités d'une coalition, alors qu'aucun mandat de grève n'est encore adopté.

À l'AECSL, nous concentrons nos énergies sur l'organisation du Congrès qui a lieu chez nous au début septembre et sur la production d'un modeste journal de rentrée. Notre rentrée est beaucoup moins spectaculaire que nous l'aurions voulue, la mobilisation pas aussi facile, et c'est le cas dans la plupart des associations membres. Pourtant, lorsque nous annonçons lors dudit Congrès que rien n'est gagné à Saint-Laurent concernant la possibilité d'une grève, que celle-ci se déroule à l'automne ou à l'hiver, les autres délégué-e-s agissent comme si notre délégation était en proie à un délire paranoïaque subit. Puis, on choisit de nous ignorer et on liste Saint-Laurent parmi les associations qui vont tenir leur vote de grève en premier tour...

Cette anecdote illustre parfaitement ce qui allait devenir pour la durée de la campagne de grève l'ambiance régulière des Congrès de l'ASSÉ. Toute personne qui émet un doute sur la bonne marche de la campagne ou qui parle de la situation critique de son association est qualifiée de défaitiste et accusée de nuire à la cause par son manque d'enthousiasme. Cela rend l'instance peu

propice à la réflexion ce qui, couplé avec le manque de préparation des délégations, a pour conséquence l'escamotage de décisions importantes et la prise de nombre d'autres décisions irrationnelles. Les Congrès sont longs, lourds et frustrants; nos délégué-e-s en sortent vidé-e-s de toute énergie, découragé-e-s, avec comme principale conclusion : « Plus jamais je n'irai dans un Congrès de l'ASSÉ! » Un peu de respect aurait sans doute amélioré les choses. Les militantes et militants pour le droit à l'éducation ne se comptent déjà pas par milliers, il est inutile de nous entredéchirer sur des questions stratégiques : un débat sain, sans insultes détournées, mépris et procès d'intentions, est plus productif et agréable. L'irrespect est encore plus inacceptable lorsque ce sont des positions d'assemblée générale qui sont dénigrées. Le respect de la souveraineté locale implique de s'abstenir d'intimider les délégué-e-s pour qu'ils ou elles votent comme tout le monde.

Arrive ensuite par chez nous l'assemblée générale désastreuse où, à plus de 600 membres, on adopte à forte majorité de tenir notre vote de grève par Omnivox. Après cela, malgré le léger regain de motivation qui nous est procuré par les nombreuses personnes de l'extérieur venues nous donner un coup de main, nous passons plus de temps à épiloguer sur la fin du mouvement étudiant (qui se trouve juste à côté de la fin de l'histoire sur la liste des sujets de conversation les plus joyeux), enfermé-e-s dans le local de l'asso, qu'à mobiliser pour un vote dont l'issue est connue d'avance. Ailleurs, les comptes-rendus sont inégaux : certains et certaines continuent à se voir en grève dans les deux semaines, alors que d'autres, militant au sein de la même association, sont presque convaincu-e-s de l'issue négative du vote de grève. Puis, c'est le rejet de la grève au Vieux-Montréal, qui marque le début de la débâcle. Dans un Congrès illustrant parfaitement l'ambiance décrite plus haut, la décision est prise de continuer comme si rien n'était arrivé et de se re-réunir en un autre Congrès inefficace deux semaines plus tard. Ne reste plus, à ce moment-là, qu'à compter les associations qui sont tombées comme des mouches.

La « suspension » de la campagne de grève générale illimitée, après la série de votes de grève négatifs, se pose donc plus comme un constat que comme une décision. Le reste de la session est surtout marqué par la démotivation et l'indifférence. La semaine du 12 au 16 novembre marque un regain du mouvement étudiant, mais cette simple semaine d'actions illustre à peu près le maximum atteignable dans le contexte, et sans possibilités d'élargissement, elle se termine avec une sensation amère. La seule participation de l'AECSL au mouvement consiste en une journée de grève pour la manifestation du 15 novembre. Le vote de grève est pris à majorité claire, dans l'ambiance un peu morne d'une assemblée générale qui n'atteint même pas les 150 personnes. La journée grise se déroule dans une atmosphère semblable : aucun problème sur les lignes de piquetage, mais seulement une centaine de personnes sur ces dernières. Les militantes et militants les plus actives et actifs, qui ont passé leurs journées à Ville Saint-Laurent et leurs soirées et nuits à l'UQAM et au Vieux-Montréal, sont épuisé-e-s ou dorment dans un coin, ce qui enlève encore une dose de dynamisme à la journée. C'est, somme toute, une copie de la journée du 29 mars 2007, en quelques teintes plus fades.

À partir de ce moment, l'AECSL s'engage sur une pente douce de démobilisation, qui atteint son creux le plus profond au cours de l'hiver 2008. Après une semaine de formation mal préparée culminant avec une assemblée générale où nous peinons à atteindre notre quorum de 1 % des membres, l'asso sombre dans la torpeur. Il n'y a aucun vote de grève pour la manifestation du 21 février et nous ne sommes que 14 à nous rendre à Québec ce jour-là. Dans la pratique, la campagne « Pour un réinvestissement, pas n'importe comment » est terminée à Saint-Laurent. Selon ce que nous savons des autres associations membres, la campagne est aussi terminée au national, depuis

plus longtemps qu'on a voulu se l'admettre. Les associations qui ont bougé cet hiver l'ont fait sur des bases locales, avec des revendications sensiblement différentes de la plate-forme nationale. Le rôle de l'ASSÉ s'est résumé à accorder un soutien à celles-ci.

Nos conclusions et recommandations

Nous avons donc exposé notre perspective sur les revendications et le plan d'action de la campagne « Pour un réinvestissement, pas n'importe comment ». Au niveau des revendications, nous avons d'abord rappelé l'importance de s'entendre assez tôt sur celles-ci pour que l'essentiel travail de préparation se tienne avant la rentrée. S'entendre ne signifie pas non plus assembler en une seule campagne toutes les priorités des différentes associations membres : la plate-forme devrait être structurée autour d'un thème clair, avec des revendications qui ciblent des objectifs plus précis. Toutes les propositions pour la prochaine campagne semblent s'articuler ainsi, nous présumons donc que cette conclusion est partagée. Nous pensons également que le début d'une campagne de grève devrait être l'occasion d'une réflexion sérieuse sur les objectifs et les revendications du mouvement, réflexion qui doit être préalable à celles sur le plan d'action, l'organisation des assemblées générales, la diversité des tactiques, les coalitions, les fédés et la couleur des bobettes de leur exécutif.

Du côté du plan d'action, nous croyons qu'il est nécessaire d'organiser des actions massives de plusieurs types afin que la base étudiante puisse s'approprier les revendications de nos campagnes. Ceci est particulièrement important lorsqu'on se dirige vers une campagne de grève. Lorsqu'on se concerte au national, il faut également garder en tête les situations locales RÉELLES, et non telles qu'on voudrait qu'elles soient. Nos décisions par rapport au plan d'action doivent en tenir compte pour que l'on arrive à des plans d'action réalisables. De manière générale, nous considérons essentiel que le climat des Congrès devienne plus sain, afin de permettre à des décisions plus saines d'en sortir. Nous incitons donc toutes les délégations (y compris nous, évidemment!) à travailler sur deux points : la préparation aux Congrès et le respect des positions des autres.

Dans ce bilan, nous nous sommes concentrées sur les aspects négatifs de la campagne, afin de cerner les facteurs qui ont contribué à notre échec. Cependant, il est évident que les deux dernières années ont aussi eu des aspects formidables! La mobilisation volante et l'organisation des manifs, pour ne nommer que ces deux-là, sont définitivement des bons points à conserver dans nos campagnes futures. De plus, un des objectifs initiaux de la campagne, soit démystifier la gratuité scolaire et ramener la question sur le tapis, a clairement été atteint. L'échec de la campagne laisse malgré tout le mouvement étudiant dans un état de grande faiblesse. Ni l'ASSÉ, ni les fédérations étudiantes, ni les autres associations étudiantes québécoises n'ont réussi quoi que ce soit pour contrer le dégel, et ce n'est pas une mince affaire. Mais l'ASSÉ a déjà prouvé par le passé qu'elle était une organisation qui apprenait de ses erreurs et elle a su mener la relance, en 2001 et en 2005, d'un mouvement étudiant languissant. Nous souhaitons que cela se perpétue dans un futur incertain.

Sincères salutations militantes,
L'AECSL

Orientations de la prochaine campagne

Le dernier Congrès de l'ASSÉ aura permis de faire un constat clair : l'ASSÉ doit dès maintenant entamer le processus de réflexion et de délibération permettant d'élaborer une nouvelle campagne pour l'année 2008-2009. Au-delà de la plateforme « Pour un réinvestissement, pas n'importe comment! », il s'agit de n'accorder aucun répit au gouvernement et mettre de l'avant activement les principes de l'ASSÉ dans la société québécoise. Cet appel de textes constitue l'embryon de cette réflexion, qui devra s'enraciner dans les débats des assemblées générales locales.

En outre, bien que le bilan sur la dernière campagne fasse ici l'objet d'un appel de textes séparé, l'élaboration de la prochaine campagne se fait dans un contexte bien particulier, leg de la campagne de grève avortée. Déménagement des locaux, changement à la permanence, campagnes de désaffiliation, d'affiliation ou associations fragilisées, voilà autant d'éléments qui laisseront leurs traces sur l'ASSÉ. N'en doutons pas, la prochaine campagne est vitale pour notre organisation, nous avons accusé un échec et nous entamerons la prochaine session avec une ASSÉ fragilisée, et ce peu importe les efforts mis pour redresser la situation d'ici la fin de la session. Serons-nous capables de prendre en compte le contexte politique et social lors du prochain Congrès, pourrions-nous évaluer adéquatement nos ressources, avons-nous à l'esprit l'ensemble des facteurs qui change l'ASSÉ? C'est avec ces considérations que la prochaine campagne doit être élaborée.

Lors du Congrès des 16 et 17 février dernier, la réflexion a été entamée par les délégué-e-s présents et présentes durant les plénières traitant de la question. Différents thèmes ont ainsi été abordés : lutte anti-impérialiste/anti-militaire, aide financière aux études et endettement étudiant, néolibéralisme, etc. Bien que les textes devraient permettre d'approfondir la réflexion sur ces thèmes, il va sans dire que le but d'un tel appel est aussi de cerner les problématiques et enjeux qui pourront orienter la prochaine campagne que mènera l'ASSÉ.

Vous êtes aussi invité-e-s à répondre à certains questionnements énoncés lors du dernier Congrès. L'ASSÉ devrait-elle se concentrer sur des enjeux spécifiquement liés au monde de l'éducation, ou faire un retour vers d'autres luttes sociales comme ce fut le cas en 2002 (campagne contre la ZLÉA)? Quelle place accorder aux principes et luttes féministes dans la plateforme : intégration d'une analyse féministe des revendications ou revendication particulière? Quelles améliorations devront être apportées au processus de consultation des assemblées générales pour que celles-ci occupent un rôle central dans l'élaboration de la réflexion? Quel rôle devra être attribué aux différentes instances de l'ASSÉ dans la mise en oeuvre de la campagne?

Voilà un simple aperçu des questionnements qui pourront être abordés. Nous nous fions à votre créativité et votre finesse d'analyse pour y répondre ou en élaborer d'autres. Dans le contexte actuel, cet appel de textes revêt une importance primordiale qui nécessite la participation du plus grand nombre d'entre vous.

Prochaine campagne : contre le privé!

Par Élise Carrier-Martin et Jonathan Coulombe, membres du conseil exécutif du S.E.C.M.V.

La campagne de l'ASSÉ présentement en cours en est à sa fin. Elle laisse un goût amer dans la bouche des militants et militantes considérant l'échec des tentatives de grèves générales illimitées et l'absence de gains après tant d'efforts déployés. À plusieurs endroits, cette campagne laisse place à un mouvement étudiant fragilisé. Dans ce sens, la prochaine plate-forme de revendications doit permettre au mouvement de se remettre de cette défaite sans toutefois laisser de répit au gouvernement.

Pour cette raison, nous croyons que nos prochaines revendications devraient être prises en considérant que les étudiants et étudiantes doivent se sentir personnellement concerné-e-s par le sujet. Bien qu'une campagne ne touchant pas directement le secteur de l'éducation peut être fort intéressante, nous ne croyons pas que les étudiants et étudiantes se sentiraient autant interpellé-e-s par celle-ci que si elle touchait le système d'éducation. De plus, bien qu'il y ait eu de précédentes campagnes basées sur les luttes sociales (dont une contre la ZLÉA en 2002), nous croyons que les revendications principales d'un syndicat étudiant devraient rester en lien avec le secteur de l'éducation plutôt que de se tourner vers d'autres préoccupations.

Lors de la consultation de notre assemblée générale au sujet de l'orientation de la prochaine campagne de l'ASSÉ, plusieurs idées intéressantes sont ressorties : antimilitarisme, amélioration du système de transport en commun, adaptation des services pour les parents aux études, amélioration de l'aide financière aux études (AFE) et pressions contre les compagnies privées en éducation.

Pour ce qui est de l'idée de campagne antimilitariste qui était d'ailleurs aussi ressortie lors des plénières au dernier Congrès, la plupart des associations étudiantes possèdent déjà des revendications contre l'affichage et le recrutement militaire dans leur établissement et cette lutte ne touche pas directement le secteur de l'éducation. Par contre, l'idée de revendiquer une baisse du budget militaire dans l'objectif de réinvestir en éducation nous semble assez pertinente.

Du côté de l'amélioration du système de transport en commun, certaines personnes semblaient touchées par cette revendication. En effet, la plupart des étudiants et étudiantes l'utilisent pour leurs déplacements et cette revendication les atteint directement. Évidemment, le transport en commun est loin d'être efficace en région ainsi que dans plusieurs secteurs de Montréal et des alentours. Il est déjà difficile de partir de la banlieue ou d'arrondissements plus éloignés sur l'île de Montréal pour se rendre sur notre lieu d'étude, mais lorsque l'on s'éloigne des grands centres, le problème s'intensifie gravement. De plus, le tarif du transport en commun est assez élevé et grimpe chaque année. Une amélioration de ce côté aiderait certainement une bonne partie de la population étudiante. Par contre, il serait difficile d'amener cette revendication au niveau national puisque le réseau de transport en commun est de juridiction municipale.

L'adaptation des services pour les parents aux études est certes une cause importante, mais, d'une certaine façon, elle a déjà été amenée dans la campagne actuelle par la revendication demandant l'amélioration des garderies pour les parents aux études. De plus, il s'agit d'une revendication que l'on peut amener au local par le changement de certains règlements ou en essayant d'installer un système de garde à l'intérieur de l'établissement scolaire.

Sans aucun doute, l'amélioration de l'aide financière aux études est une revendication qui a toujours su toucher directement les étudiants et étudiantes. Quelques-uns des plus gros mouvements se sont d'ailleurs vus lors de campagne en traitant. Nous n'avons qu'à penser à 2005 où le mouvement de grève avait atteint des proportions exceptionnelles alors que le gouvernement venait de couper dans l'AFE. Malgré cela, nous ne croyions pas qu'une campagne basée sur l'amélioration des prêts et bourses soit la meilleure des choses. L'AFE est importante et son amélioration permettrait certainement une meilleure accessibilité à l'éducation, mais cela ne serait que gratter à la surface du véritable problème qui est l'augmentation des frais. Les gains possibles avec une telle campagne pourraient à peine pallier aux coûts supplémentaires que doivent assumer les étudiants et étudiantes. De plus, considérant que l'une des revendications principales de l'ASSÉ est la gratuité scolaire, nous ne croyons pas qu'une campagne visant à combler le dessus du problème qu'est le sous-financement en éducation soit la meilleure chose à faire.

La meilleure option selon nous serait une campagne visant le retrait des compagnies privées dans le secteur de l'éducation. Il s'agit d'ailleurs de l'idée ayant créé le plus de remous au sein de l'assemblée. L'apparition de ce partenariat est assez aberrante. Juste au Cégep Marie-Victorin, la cafétéria et la salle Désilets ne sont pas des propriétés publiques. Lors de grosses assemblées générales, nous devons déboursier près de 400 \$ pour utiliser la salle Désilets et les étudiants et étudiantes en théâtre doivent aussi payer pour avoir le droit de pratiquer à cet endroit. De plus, un nouveau complexe sportif est en voie de construction et les étudiants et étudiantes devront payer pour y accéder. Sans parler des publicités de zoom média qui nous envahissent, on ne peut même plus aller à la toilette sans être harcelés. Les administrations des cégeps et universités se doivent de chercher de l'argent où elles peuvent pour pallier au sous-financement et une campagne contre le privé en éducation serait une bonne façon de mettre de l'avant cette réalité sous un nouvel angle. Aussi, la plupart des étudiants et étudiantes ne sont même pas au courant de l'existence de ce partenariat et semblent choqués en apprenant que certains endroits dans leur cégep appartiennent à des compagnies privées. C'est donc quelque chose qui les touche. De plus, au local, plusieurs associations étudiantes ont déjà commencé à lutter contre ce fléau en s'attaquant à la cafétéria, preuve de l'intérêt de la population étudiante sur le problème.

Plusieurs choix s'offrent à nous pour la prochaine campagne. Nous croyons que des revendications contre les compagnies privées dans les établissements scolaires seraient un choix judicieux puisque cela touche directement les étudiants et étudiantes. Ils sont capables de le voir et d'en sentir les impacts directs.

À nous de faire de cette prochaine campagne une réussite!

Réflexions sur la prochaine campagne

Par le Conseil exécutif de l'AFESH-UQAM

L'absence de texte pour définir les modalités de notre prochaine campagne est des plus inquiétantes. C'est pourquoi nous avons décidé de partager des réflexions qui ont déjà débuté il y a un certain temps. Avec la fin de la grève de l'UQAM, nous avons désormais la possibilité matérielle de mettre sur papier ces réflexions pour alimenter les discussions autour de la prochaine campagne de l'ASSÉ.

Voici donc une idée de libellé d'une proposition qu'on juge intéressante en vue du futur Congrès de l'ASSÉ.

Que les revendications de la prochaine campagne de l'ASSÉ 2008-2009 soient :

- *Contre les guerres impérialistes;*
- *Pour le retrait des troupes canadiennes en Afghanistan;*
- *Contre la présence militaire sur les campus;*

Que l'ASSÉ utilise cette campagne hors éducation pour lancer une vaste consultation sur l'AFE, pour travailler à la production de recherches, d'analyses et d'autre documentation pertinente sur l'aide financière aux études pour une campagne ultérieure.

Pourquoi une campagne anti-impérialisme?

Nous croyons que l'ASSÉ doit augmenter la portée de son discours combatif et radical. Pour nous, ce discours ne doit pas se limiter à l'éducation. Mener une campagne hors éducation peut permettre à l'ASSÉ de se renforcer. L'idée d'une campagne contre l'impérialisme et la militarisation devient alors un scénario envisageable. En effet, la guerre en Afghanistan est plus contestée que jamais, il y a de plus en plus de kiosques de recrutement dans les institutions publiques, bref la militarisation de notre société est criante. L'ASSÉ a depuis très longtemps des mandats contre l'impérialisme. Le moment nous semble donc propice pour mener cette lutte. En tant qu'actrice sociale, l'ASSÉ se doit de dénoncer l'impérialisme, non seulement sur papier, mais aussi par l'action. C'est dans notre analyse du conflit que nous tenterons de sensibiliser la population à notre cause. Enfin, il ne faut pas oublier que mener une campagne contre la guerre au Moyen-Orient nous permettra de tisser des liens avec de nombreux groupes syndicaux et communautaires qui luttent en ce sens.

Pourquoi préparer une campagne sur l'AFE?

En premier lieu, l'amélioration du régime d'aide financière aux études (AFE) est primordiale pour les conditions matérielles des étudiants et des étudiantes. Considérant notre échec à bloquer le dégel des frais de scolarité, les étudiantes et les étudiants plus pauvres seront dans une situation de précarisation constante. Une lutte pour l'AFE se révèle donc plus nécessaire que jamais. À travers l'histoire, l'AFE a toujours été un sujet très mobilisateur. Comme nous le savons, le régime d'aide financière actuel est nettement insuffisant. Loin d'éliminer l'écart entre les classes sociales au niveau

de l'accessibilité aux études, ce système joue même un rôle dissuasif pour les gens les plus défavorisés. En effet, on parle maintenant d'un régime d'endettement systématique. Il faut donc le revoir radicalement, d'où l'importance de se donner le temps d'analyser et de préparer notre nouvelle campagne pendant une autre campagne ne nécessitant pas de recommencer de nouvelles recherches. Prenons le temps de bien préparer une campagne sur l'aide financière qui sera efficace et mobilisatrice!

Pourquoi pas maintenant?

Ne nous le cachons pas, l'ASSÉ a connu une année difficile. C'est pourquoi nous croyons qu'elle doit prendre une année pour se remettre sur pieds, autant financièrement que d'un point de vue militant. Nous croyons aussi que l'ASSÉ devrait prendre le temps nécessaire avant de se relancer dans une nouvelle campagne sur l'éducation. Mettre sur pied une campagne nationale n'est pas une chose facile et réussir à la mener à terme représente un défi de taille. C'est pourquoi il ne faut pas se tromper, autant sur les revendications que l'on met de l'avant que sur notre capacité organisationnelle de faire une lutte sur l'AFE, qui selon nous pourrait éventuellement mener à une grève générale illimitée dans quelques années. Une campagne bien échelonnée dans le temps, avec une réelle escalade des moyens de pression et du matériel d'information de qualité sont nécessaires afin de mettre toutes les chances de notre côté afin d'améliorer les conditions matérielles des étudiants et des étudiantes. Analyser un échec comme celui que nous venons de vivre n'est pas une chose facile. Prenons le temps de bien faire ce travail et de bien préparer le terrain d'une campagne de grande envergure. Il faudra être rigoureux dans notre travail pour mener à bon port une campagne sur l'aide financière. C'est pourquoi nous considérons que l'ASSÉ doit prendre une année complète afin d'être « béton » lorsqu'elle lancera une campagne sur l'aide financière.

Nous concluons donc en disant que nous devons faire preuve de rigueur et d'autodiscipline pour mener nos futures campagnes. Prenons une année pour lutter contre l'impérialisme en assumant un leadership en dehors du monde l'éducation. Et profitons de cette année pour mieux préparer une future campagne, qui sera sur l'aide financière, du moins nous l'espérons. Il n'est pas question de renier notre rôle important dans le domaine de l'éducation. L'ASSÉ doit continuer de revendiquer un refinancement du réseau de l'éducation et réagir aux événements de l'actualité concernant l'éducation. Cependant, nous croyons que ce serait surestimé nos forces que de se lancer dans une double campagne.

Solidairement,
Conseil exécutif de l'AFESH-UQAM

L'éducation, pas la guerre!

Par Pascal Chabot, membre de l'Association étudiante du cégep de Sherbrooke

Vu la situation actuelle au Moyen-Orient et l'implication du Canada dans cette guerre dite humanitaire, la pertinence ne manque pas de dénoncer l'impérialisme hypocrite de nos gouvernements. Vu l'opposition claire d'un grand nombre de personnes face à cette campagne de guerre, il ne serait pas difficile de dénoncer en collaboration avec plusieurs autres groupes l'ingérence du gouvernement dans les pays du Moyen-Orient et leur irresponsabilité face à sa propre population. Le gouvernement et l'armée étant financés par nos propres impôts, nous pensons que la décision devrait revenir dans les mains de la population, dans les mains de ceux et celles qui payent et que le gouvernement « représente ». Pourtant, n'a-t-on jamais vu une consultation sur le sujet? ... Il est donc de notre devoir, dans une société qui se dit démocratique, de dire notre opinion, de le scander et parfois même de l'imposer.

Le gouvernement devrait prioriser l'amélioration des conditions matérielles de la population, le gouvernement n'était-il pas déjà en train de se défaire peu à peu de ses responsabilités? La guerre ne fait qu'aggraver le tout! Chaque missile lancé pourrait plutôt servir à payer un tas de programmes sociaux; avec quelques obus, nous pourrions presque nous payer la gratuité scolaire! Mais il semblerait que les priorités des gouvernements impérialistes ne sont pas celles-là...! Déjà auparavant, nos dirigeants misaient plutôt sur des mesures de privatisation de nos services et de baisse d'impôts pour restreindre la présence de l'État et permettre une meilleure liberté de l'économie, un plus grand profit pour les entreprises et moins de dépenses pour lui-même. Mais la tâche principale d'un gouvernement n'est-elle pas de tenter de réduire les inégalités économiques qui se retrouvent dans notre société via l'impôt? Il semblerait plutôt que notre gouvernement se retrouve de plus en plus au service des grandes entreprises.

La guerre impérialiste que mène en ce moment notre gouvernement n'est pas une guerre humanitaire qui vise à améliorer la condition du peuple afghan. Comme aucune autre guerre menée en ce nom ne l'a été. Au contraire de ce qu'ont parfois dit différents gouvernements, la guerre dans certains pays musulmans n'est pas non plus menée dans le but d'améliorer la condition des femmes. Par exemple, la condition des femmes en Afghanistan s'améliorait bien plus AVANT l'intervention états-unienne, et maintenant canadienne. Je m'explique : en 1979, le gouvernement afghan au pouvoir tente d'instaurer le droit des femmes de choisir leurs maris et d'aller à l'école. Plusieurs mouvements réactionnaires se soulevèrent alors dans les différentes régions : les hommes assassinaient ou mutilaient leurs femmes et leurs filles parce qu'ils trouvaient dégradant pour eux-mêmes qu'une femme aille à l'école et ait le droit de refuser un mariage. C'est ensuite qu'arrivèrent les États-Unis, grands sauveurs de la condition des femmes, qui financèrent ces mouvements réactionnaires. Probablement un opportunisme sale pour tenter d'empêcher la consolidation du gouvernement marxiste, donc purement une guerre d'idéologie politique et économique. Malheureusement, ceci n'est qu'un exemple et une preuve de la volonté des gouvernements capitalistes d'acquérir du capital autant économique que politique et de leur naïveté de croire qu'ils pourraient aussi facilement nous duper. Il ne manque donc pas d'occasion de dénoncer les actions, l'irresponsabilité et les orientations de nos dirigeants et de nos dirigeantes.

Il ne faut pas se le cacher la prochaine campagne de l'ASSÉ en sera une de restructuration et de valorisation. Les gains ne seront pas nécessairement énormes, s'il y en a... Par contre, nos

principaux « gains » seraient, si nos buts sont atteints, plus d'appuis de nos membres et de la population, l'implication de nouveaux militants et de nouvelles militantes et peut-être le retrait des kiosques de recrutement dans nos campus ainsi que dans toutes les institutions scolaires. Ce qui n'est pas énorme comme gain. C'est pourquoi la question se pose : veut-on une campagne où de réels gains seront possibles (comme l'AFE?), ou veut-on une campagne qui valorisera l'ASSÉ? Ensuite, quelle forme pourrait prendre une telle campagne? Serait-ce une campagne axée principalement sur l'éducation populaire? Chose possible, puisque les aspects à dénoncer sur l'armée canadienne et les guerres impérialistes ne manquent pas. Notamment, le fait que l'armée achète littéralement la population en leur offrant plusieurs récompenses qui semblent alléchantes, surtout pour les classes populaires. Vu la situation financière précaire des étudiants et des étudiantes, l'armée canadienne agit clairement de façon arriviste en tentant de recruter sur les campus et en offrant de payer leurs études. Les comportements hypocrites et les discours mensonger et démagogue criés par les médias et nos gouvernements se doivent d'être pointés du doigt. En tant que syndicats étudiants et mouvement social, nous devons dénoncer cette situation! La campagne pourrait aussi inclure différentes actions et moyens de pression, chose qui est souvent motivante pour le nouveau bassin militant que nous tenterions d'aller chercher. Perturbation des kiosques de recrutement, autant dans les écoles qu'ailleurs, pétitions, manif'actions et actions directes peuvent aussi faire partie du plan d'action, provincial ou local dépendamment.

Et le dégel des frais de scolarité dans tout ça?! Nous sommes un syndicat étudiant, notre priorité se doit d'être l'éducation et la condition des étudiants. Quoiqu'une campagne contre l'impérialisme me semble une bonne idée, le sujet du sous-financement de l'éducation doit impérativement rester sur la table. À travers la dénonciation de l'avidité de pouvoir économique de nos gouvernements, nous devons toujours ramener le fait que le gouvernement préfère financer une guerre qui ne profitera qu'à la bourgeoisie que de financer correctement un système d'éducation de qualité et accessible pour toutes les couches de la société. Comme plusieurs programmes sociaux, le sous-financement est chronique.

Bref, une campagne contre l'impérialisme ne veut pas dire, selon moi, que nous laissons tomber pendant un an la question de l'éducation. Mais plutôt que nous dénoncerons les intérêts que servent, en ce moment, l'élite politique et son irresponsabilité.

Une campagne pour l'engagement citoyen

Par Christine Labrie et Eva Falk Pederson, AGEFCFXG

Notre bref passage dans le milieu des luttes étudiantes au collégial nous aura permis de faire le constat d'une chose : les étudiants sont dangereusement apolitiques. Dangereusement d'abord parce que leur méconnaissance et leur mauvaise compréhension des enjeux politiques actuels, tant régionaux qu'internationaux, les rendent vulnérables face aux démagogues de ce monde, ensuite parce que si la société ne s'approprie pas la politique, qui le fera et quelles en seront les conséquences?

Nous ne saurions dire si cette situation est causée par la tendance des médias à élaguer les débats sociaux pour en créer de faux qui leur conviennent mieux, ou si cela résulte plutôt de l'illusion quasi généralisée d'impuissance face à la politique, mais il s'agit certainement d'un problème de société qui mérite que l'on s'y attarde.

Devant ce constat, nous soumettons l'idée que la prochaine campagne de l'ASSÉ vise à redonner aux étudiants le goût de la politique, à leur présenter l'étendue de ses applications et à leur démontrer que celle-ci dépend des orientations que la société désire lui donner.

Une telle campagne présenterait de nombreux avantages, non seulement pour l'ASSÉ mais aussi pour la population en général de même que pour les générations à venir. Pour l'ASSÉ d'abord, il suffit de se remémorer certaines phrases si souvent entendues lors des campagnes de mobilisation et dont certains se servent pour justifier leur inaction. Des phrases telles que « de toute façon on n'y peut rien, c'est le gouvernement qui décide », « ce que vous demandez est impossible » ou encore « je m'en fous de la politique, j'étudie en soins infirmiers (ou tout autre domaine excepté sciences politiques) ». C'est en montrant aux étudiants que la politique les concerne, peu importe leur domaine d'études, et qu'ils ont du pouvoir sur elle, qu'il sera plus facile par la suite de les mobiliser et ainsi d'augmenter notre pouvoir de changer les choses. Une réappropriation du pouvoir politique des jeunes, c'est le premier pas d'une réappropriation de ce pouvoir pour la société au complet, ce qui faciliterait à long terme le travail de l'ASSÉ et des autres acteurs de lutte sociale.

La réussite d'une campagne pour l'engagement citoyen passe par beaucoup d'efforts de conscientisation et d'information, ce dont l'ASSÉ est capable, nous n'en doutons pas, malgré sa fragilité actuelle. Il s'agit d'utiliser les outils de l'ASSÉ pour convaincre les jeunes que le pouvoir est réellement entre leurs mains; et cela commence bien avant le cégep. Nous nous en rendons bien compte au terme de la campagne actuelle : les efforts de mobilisation des cégépiens ne portent fruit qu'une fois que ceux-ci passent à l'université. C'est le signe qu'il faut commencer bien plus tôt à informer et à valoriser l'engagement, et en ce sens l'initiative d'un Ultimatum spécial secondaire, si elle voit le jour, est excellente et devrait être rééditée. Il faut aussi mettre un terme au fait que seuls les étudiants en sciences humaines daignent porter un intérêt à l'actualité politique (et encore...), et sur ce point une revendication visant à rendre obligatoire au cégep un cours d'éducation à la vie citoyenne, qui serait spécifique au programme d'études (de la même façon que le troisième cours de philosophie), serait un bon pas en avant.

Nous sommes d'avis qu'une campagne de ce type permettrait à l'ASSÉ non seulement de préparer

le terrain pour l'avenir, comme nous venons de le présenter, mais aussi de se créer des alliés au sein de la population. Effectivement, beaucoup de personnes, d'organismes, et même le gouvernement lui-même, critiquent le désengagement des jeunes dans la société. Militer pour une cause commune avec d'autres acteurs sociaux pourrait améliorer la réputation de l'ASSÉ sur la place publique, facteur non négligeable pour une organisation souvent jugée trop vite.

Selon nous, l'avenir de l'ASSÉ se décidera à plus court terme qu'on pourrait le croire. Ce dernier passera par la capacité de l'ASSÉ à identifier ses faiblesses et à trouver un moyen de les enrayer. À nos yeux, pour que l'ASSÉ continue d'exister, celle-ci doit rappeler aux étudiants, tous les étudiants, que le pouvoir est entre leurs mains et que la politique dépend d'eux. Elle doit aussi savoir se faire des alliés et reconnaître que ce n'est pas en militant seul qu'on obtient quelque chose. Pour changer les choses, il faut les connaître, les comprendre, et y travailler collectivement.

Une année de consolidation pour l'ASSÉ?

Par Jean-Sébastien Ranger, membre de l'AEMSP-UQAM

L'année scolaire qui achève en aura été une de défaite pour l'ensemble du mouvement étudiant. En effet, l'échec de la campagne de grève amorcée par notre organisation dans le cadre de la campagne *Pour un réinvestissement, pas n'importe comment!* aura eu l'effet négatif de fragiliser l'ASSÉ tout en n'ayant pas été en mesure de contrer le dégel des frais de scolarité. Sur ce dernier point, bien que l'ASSÉ ait une part de responsabilité en la matière, il faut tout de même avouer que l'inaction des fédérations étudiantes est la principale cause du recul actuel du droit à l'éducation. Suite à cet état de fait, il apparaît clair que l'ensemble des organisations étudiantes vit présentement une crise et qu'il est urgent et nécessaire que la prochaine campagne nationale de l'ASSÉ se dote d'un aspect de consolidation interne afin de pouvoir se relever solidement et continuer à lutter. Dans ce texte, je vais insister sur ce dernier point.

Brève mise en contexte

L'histoire du mouvement étudiant nous le prouve bien : lors d'une victoire ou d'un revers face au gouvernement, la configuration organisationnelle du mouvement a tendance à changer. De notre côté, nous avons eu à essayer la désaffiliation de F.X. Garneau tout en sauvant les meubles grâce à l'affiliation de la SOGÉÉCOM et au maintien de l'affiliation de l'AECM. Du côté des fédérations, le portrait n'est guère plus rose : le Collège Laflèche a désaffilié de la FECQ et possiblement le REMDUS de la FEUQ. Je tiens à préciser que la FEUQ vit présentement une crise qui pourrait aller jusqu'à éventuellement menacer son existence même. Une organisation de 120 000 membres, incapable de contrer le dégel et incapable de mobiliser plus de 1 000 personnes pour une manifestation nationale en automne (et ce même avec l'aide de son petit frère collégial) sont des signes avant-coureurs d'une remise en question de son existence qui ira en s'approfondissant. Puisque, à quoi peut donc servir la FEUQ et sa cotisation de 2,50 \$ par membre? À quoi peut donc servir une organisation de plus en plus sclérosée, sans base militante solide, considérant la transparence comme un luxe démocratique, incapable de lutter contre un recul et s'enfonçant de plus en plus dans un autoritarisme niant la souveraineté locale? À rien. Elle ne sert à rien¹ et il n'est pas surprenant de voir la grogne interne s'accroître.

Dans ce contexte, il est clair que notre organisation a un rôle central à jouer dans la réorganisation du mouvement étudiant. Par contre, il m'est difficile de croire que l'ASSÉ pourrait éventuellement arriver à profiter pleinement d'un éventuel déclin des fédérations étudiantes, notamment en raison de la montée de la droite qui, bien sûr, ne facilite pas les choses pour notre organisation radicale qui s'oppose à l'idéologie dominante. De plus, il est à noter que beaucoup d'étudiantes et d'étudiants semblent remettre en question la pertinence de l'organisation nationale, ce qui profite au mouvement actuel en faveur des « indépendances » locales. Finalement, n'oublions pas que de futures désaffiliations de la FEUQ pourraient renforcer une éventuelle mise en place d'une troisième organisation nationale universitaire, voire touchant au collégial également. Afin de faire face aux futurs changements structurels qui s'annoncent et afin de pouvoir se reconstruire pour éventuellement reprendre l'offensive face au gouvernement, il est impétueux que l'ASSÉ prenne

¹ En fait, la FEUQ sert à trois choses essentiellement : la gestion de coupures, la promotion indirecte du PQ et la production d'une future élite politique ou syndicale péquiste. Il ne s'agit toutefois pas d'objectifs visant l'atteinte du droit à l'éducation et la mise sur pied d'une société démocratique et égalitaire.

une année (comme en automne 2005 et en hiver 2006) pour se questionner sur elle-même, pour se redynamiser, pour se consolider.

Une consolidation nécessaire

Une année de consolidation pour l'ASSÉ suppose évidemment que certaines mesures soient prises afin de lancer des débats importants sur tous les aspects de notre organisation partout dans notre organisation. Ainsi, il m'apparaît évident et nécessaire qu'un appel à la tenue d'un Congrès d'orientation pour cet automne soit lancé. Une telle instance (qui est déjà ardemment voulue par une association membre) permettrait de repositionner et de peaufiner nos stratégies, notre structure organisationnelle, notre discours, nos alliances et nos moyens d'action. Parallèlement à cela, la préparation à un Congrès d'orientation permettrait aux membres de l'ASSÉ de participer activement, via les Assemblées générales, à ces repositionnements. Un Congrès d'orientation bien préparé ne peut être que bénéfique pour notre syndicat étudiant national. Par exemple, le dernier Congrès d'orientation de l'ASSÉ (les 25 au 28 novembre 2005) avait permis à notre organisation de grandir, de resserrer les rangs tout en s'ouvrant davantage aux non-membres. Du côté de l'AEMSP, les réactions suite au Congrès d'orientation furent positives et cela empêcha une possible campagne de désaffiliation. Depuis ce Congrès (et la grève de 2005 également), le sentiment d'appartenance des membres de l'AEMSP envers l'ASSÉ a évolué positivement ce qui nous a permis d'assurer un rôle constructif et productif au sein de l'ASSÉ, au lieu de nous empêtrer dans des dénonciations gratuites et des menaces de désaffiliations inutiles. Il est donc impératif de tenir ce Congrès d'orientation, afin de montrer que l'ASSÉ est une organisation non dogmatique², ouverte, transparente et prête à se remettre en question à tout moment.

Une consolidation interne de l'ASSÉ suppose également une campagne d'information d'envergure sur notre organisation, ses buts, ses structures, ses principes de bases, etc. Bien sûr, cette campagne d'information doit être liée à notre campagne nationale, à ses revendications et à son plan d'action en vue d'une mobilisation des membres. Cette campagne d'information doit être surtout axée vers les associations étudiantes qui ont connu des difficultés au cours de la dernière année. Il est nécessaire de continuer à offrir de l'aide en termes de mobilisation et de préparation d'instances aux associations membres qui désirent en recevoir. Afin de mener à bien la mobilisation externe, nous devons nous assurer que le comité à la mobilisation de l'ASSÉ soit productif et puisse coordonner activement cette mobilisation. En ce sens, il est évident que les militantes et les militants ont comme devoir de participer à ces tournées de mobilisation externe, surtout ceux et celles provenant d'associations membres plus solides.

En démontrant notre présence sur le terrain³, le dynamisme de notre organisation, le bien-fondé de

2 Je fais ici écho au texte produit par Anne-Marie Gallant et Geneviève Gariépy qui suggérait que l'ASSÉ avait fait preuve de dogmatisme lors de la campagne de grève de cet automne ainsi qu'avec les non-membres désirant rejoindre une éventuelle coalition. Si l'expression est, à mon avis, exagérée, il n'en reste pas moins que nous devons nous poser de sérieuses questions par rapport à ces critiques et en tenir compte.

3 Je fais un petit commentaire ici au sujet de la mobilisation des membres. Nous ne devons pas les brusquer à l'aide de déclarations ou de commentaires incendiaires. Il nous faut tenir compte du contexte actuel. Discutons avec respect aux membres en leur présentant la vision de notre organisation et en écoutant leur vision des choses. Le dialogue doit être constructif et inclusif, l'argumentaire doit être bâti avec des données solides et non pas avec des commentaires démagogiques (ou avec des citations de Mao) et même si nous ne sommes pas d'accord avec l'individu à qui l'on s'adresse, il faut garder notre calme et éviter de traiter quelqu'un en défaveur d'une de nos revendications de fasciste. Utiliser l'humour et le sourire peuvent être très bénéfique tout en étant plaisant dans le cadre de la mob. Notre image en serait grandement améliorée.

nos revendications et notre volonté d'action, nous pourrions alors être en mesure d'agrandir le rayonnement de l'ASSÉ chez ses membres et ainsi peut-être élargir ou mettre sur pied des comités de mobilisation locaux. Cela doit être l'une de nos priorités en ce qui concerne la consolidation de notre organisation, qui, bien sûr, commence par une consolidation des associations étudiantes membres en difficulté. De plus, il m'apparaît clair que, dans un contexte de fortification de l'ASSÉ, les comités nationaux et les conseils régionaux ont un rôle primordial à jouer. Les comités sont les lieux de démocratie participative par excellence à l'ASSÉ. Ce sont également des structures permettant aux membres individuels de pouvoir s'impliquer directement à l'ASSÉ, ce qui fait en sorte que des comités pleins résultent d'un contexte où il y a une réappropriation de l'ASSÉ par ses membres, alors que des comités vides suggèrent un manque d'intérêt pour notre organisation nationale. Du côté des conseils régionaux, je tiens à souligner que leur rôle est important dans notre organisation, surtout dans un contexte où nous pourrions éventuellement avoir à l'ordre du jour une campagne hors éducation et touchant davantage à des aspects sociétaux globaux. En ce sens, nous allons devoir forger des alliances et inviter des groupes progressistes à nos réunions régionales ainsi qu'à nos Congrès en vue de préparer des actions communes. Si l'ASSÉ doit se questionner sur elle-même lors d'un Congrès d'orientation, il est clair que les Conseils régionaux (en tout cas le CRAM, puisque je connais mal les dynamiques internes des autres conseils) doivent se questionner sur le sens de leurs luttes, sur leur financement, sur la participation des associations membres et non-membres à leurs réunions et à leurs actions et sur la pertinence de leur existence.

Conclusion et perspectives

Afin d'assurer une consolidation interne; afin de permettre à l'ASSÉ de se remettre en question; afin que l'ASSÉ assume son rôle social avec force et rayonnement, voici quelques propositions qui résument mon texte :

- 1) Que l'ASSÉ tienne un Congrès d'orientation cet automne.
- 2) Que l'ASSÉ aide les associations membres en difficulté à se relever par une assistance soutenue en ce qui concerne la mobilisation, si une demande est faite en ce sens.
- 3) Qu'en lien direct avec sa campagne nationale, l'ASSÉ entreprenne une campagne d'information auprès de ses membres pour les renseigner de son existence, de son rôle, de ses buts, de son fonctionnement et de sa campagne future.
- 4) Que les conseils régionaux de l'ASSÉ fassent le bilan de leurs actions et dégagent des perspectives d'avenir sur leur rôle au sein de notre organisation nationale.

Peu importe la future campagne que l'ASSÉ entreprendra l'an prochain, il est primordial que celle-ci puisse s'épanouir parallèlement à une campagne de consolidation nationale et locale si besoin il y a. Ce Congrès nous permettra de faire les bilans nécessaires suite à notre échec afin de pouvoir rebondir et reconstruire notre organisation. Je suis confiant que l'ASSÉ saura évoluer positivement et qu'elle sera en mesure de rejoindre un grand nombre de personnes grâce à une campagne dynamique et mobilisatrice. Comme le texte rédigé par Christine Labrie et Eva Falk Pederson le mentionne, l'ASSÉ devra jouer un rôle important en matière de sensibilisation citoyenne afin de redonner confiance à nos membres et à la population en général dans la force de notre pouvoir collectif de changer les choses. Dans un contexte de déclin des fédérations étudiantes, espérons que l'ASSÉ saura prendre sa place, grandir et éventuellement devenir une actrice incontournable en éducation, et ce, pour arriver à nos fins : le droit à l'éducation et l'établissement d'une société réellement démocratique et égalitaire.

Réflexions et orientations pour la prochaine campagne de l'ASSÉ

Par le Conseil exécutif

Considérations pour la prochaine campagne

Dans notre réflexion qui a débouché sur les propositions de plateforme et de plan d'action pour la prochaine année, nous avons d'abord établi des considérations qui nous semblaient primordiales pour la prochaine année de l'ASSÉ. Voyons, en trois temps, l'état de l'organisation suite à la campagne « Pour un réinvestissement, pas n'importe comment! » la situation financière de l'ASSÉ, ainsi que le besoin d'une année « de transition ».

L'état de l'organisation suite à la campagne « Pour un réinvestissement, pas n'importe comment! »

Nul besoin de refaire un bilan exhaustif de la dernière campagne (voir notre bilan annuel), rappelons-nous seulement les grandes conclusions qui pourraient influencer sur la prochaine campagne nationale : sentiment d'échec envers la campagne, éloignement de certaines associations membres suite à l'adoption de la position mitoyenne sur la grève du Congrès des 1^{er} et 2 décembre et épuisement des militants et militantes. Ne voyons pas cette énumération quelque peu amère comme le fer dans la plaie, mais plutôt comme des considérations qui jouent sur les perspectives de réussite de la prochaine campagne.

D'abord, il est primordial de tuer ce sentiment d'échec qui plane au-dessus de l'ASSÉ et de redonner tout son sens à une organisation étudiante nationale militante et progressiste. Il nous faut donc une plateforme qui contient des revendications concrètes pour lesquelles des gains peuvent être faits. Ensuite, le prochain plan d'action se doit d'être rassembleur pour l'ensemble des associations membres de l'ASSÉ afin de mettre fin aux multiples divisions créées par la dernière campagne. Les membres doivent se sentir rejoints et rejointes par le discours de l'ASSÉ : leur organisation nationale doit refléter leurs préoccupations. Par ailleurs, les précédentes considérations additionnées à l'épuisement des militantes et militants écartent, pour nous, la possibilité d'un plan d'action menant à une campagne de grève générale illimitée. Nous n'écartons pas ce moyen de pression pour d'autres campagnes futures, mais pour être efficace, une grève générale illimitée doit être menée par un mouvement solide, et ce n'est malheureusement pas le cas pour l'ASSÉ en ce moment.

La situation financière de l'ASSÉ

Vous n'êtes pas sans savoir que plusieurs éléments vont, dans les prochains mois, changer le portrait financier de l'ASSÉ, ou du moins, le rendre plus délicat à gérer. Mise à part la dernière campagne qui aura coûté un bras (ou deux), le bureau de l'ASSÉ doit déménager. Nos bureaux actuels sont parfaitement adaptés à nos besoins et l'équivalent nous coûtera beaucoup plus cher. De plus, une nouvelle permanence sera bientôt engagée et la transition entre Valérie Soly, actuelle permanence, et la personne qui sera engagée par le Congrès entraînera des coûts supplémentaires. Bien que les états financiers démontrent un maigre surplus, l'ASSÉ ne roule pas sur l'or et les finances sont à considérer dans l'élaboration du plan d'action.

L'année « de transition »

C'est pour ces raisons que nous croyons en la nécessité d'une campagne « de transition ». Ce que nous entendons par « de transition », c'est une campagne pendant laquelle l'ASSÉ pourra se consolider au niveau interne et financier, pour laquelle nous pourrions nous joindre au plan d'action d'autres groupes et syndicats et suite à laquelle les associations étudiantes membres se seront réappropriées les structures et principes de leur organisation nationale. Cette année sera aussi le temps d'approfondir la recherche et la réflexion pour élaborer une campagne 2008-2009 solidement ancrée dans les assemblées générales, et bien outillées en terme d'argumentaire et de statistiques.

Retour sur les discussions du Congrès des 16 et 17 février 2008

Afin d'entamer la réflexion sur la prochaine campagne de l'ASSÉ, des discussions ont eu lieu en plénière lors du dernier Congrès à l'Université du Québec en Outaouais. Il s'agissait en quelque sorte de préparer les débats qui auront lieu durant ce Congrès, et de faire sortir quelques axes de discours intéressants desquels allaient pouvoir partir les assemblées générales locales. Il faut comprendre d'emblée que la nécessité d'enraciner le débat dans les assemblées générales parut consensuelle, et c'est pourquoi les délégué-e-s en présence purent ramener certains éléments de discussion en les intégrant dans une vision nationale. La nécessité d'une année transitionnelle parut aussi évidente pour les gens présents.

Au gré des différentes suggestions lancées par les gens en présence, un débat de fond semblait ressortir progressivement : l'ASSÉ devait-elle s'engager sur une campagne proprement éducationnelle ou valait-il mieux élaborer une campagne socialement plus large et travailler de concert avec d'autres groupes sociaux?

Du côté de la campagne éducationnelle, les principaux arguments étaient que l'ASSÉ était une association étudiante nationale dont le mandat principal était de traiter d'éducation, ce que l'organisation avait bien fait jusqu'à maintenant, mais devait aussi continuer à faire à l'avenir. Malgré le cours décevant des événements, l'ASSÉ avait tout de même réussi à faire de bonnes avancées sur le plan du discours, et il faudrait profiter des avancées dans le domaine de l'éducation pour enfoncer davantage le clou de notre vision. L'idée de faire une campagne sur l'aide financière aux études (AFE) est rapidement sortie, non seulement pour son lien évident avec l'éducation et la qualité de vie des étudiants et étudiantes, mais aussi pour l'étendue et la solidité du discours de l'ASSÉ en la matière. De plus, l'AFE touchait la vie quotidienne des membres de l'ASSÉ, et permet de faire un pont évident entre le cégep et l'université, ce qui a malheureusement manqué cette année.

Dans le cas de la campagne plus axée sur des causes sociales larges, les arguments évoqués étaient la nécessité de solidifier notre organisation et donc d'élaborer un plan d'action qui laisserait une large place aux autres groupes sociaux, nous permettant ainsi de partager la mobilisation des ressources et donc d'accorder plus d'énergie aux dossiers internes et aux luttes locales. Bien vite, la question de l'impérialisme et de la guerre s'est imposée en la matière. Les arguments évoqués rappelaient que l'ASSÉ possédait une pléthore de revendications sur le sujet sans les avoir mis de l'avant depuis 2002. Il fut aussi mentionné que les enjeux éducationnels n'avaient malencontreusement pas soulevé les foules parce que le contexte social semblait reléguer la question en sous-priorité, alors que l'enjeu de la guerre impérialiste est brûlant d'actualité et plutôt

rassembleur. De plus, de nombreux groupes travaillent sur ce dossier, groupes avec lesquels l'ASSÉ a souvent de bonnes relations, relations toutefois peu concrétisées en action puisque notre plan d'action était (évidemment) prioritaire.

À travers ces discussions, la question de l'analyse féministe fut traitée au sein de plusieurs caucus. Le constat quasi unanime fut de ne pas répéter l'erreur de la précédente plateforme, c'est-à-dire insérer une revendication basée spécifiquement sur une analyse féministe au sein d'une plateforme. L'idée retenue fut plutôt d'intégrer une analyse féministe dans l'ensemble de la plateforme, et de faire des actions spécifiquement féministes pour appuyer cette analyse. Un des effets pervers de la revendication sur les garderies fut justement de marginaliser l'analyse féministe, trop souvent renfermée dans une seule revendication. L'idée était donc de développer l'analyse féministe tout au long de la plate-forme, de la recherche à la mise en oeuvre des actions, et ce, de manière indissociable avec le reste de la plate-forme.

Plate-forme de revendications de la prochaine campagne et orientations de recherches

Cette section du texte concernera les revendications ainsi que les orientations de recherches puisque, comme nous l'avons expérimenté avec la revendication sur la conciliation études-famille, ces deux éléments sont indissociables. D'abord, pour bien orienter les propositions du Congrès sur les orientations de recherches, il est important de dresser un portrait global de ce qui est déjà disponible en lien avec les idées de campagne lancées au Congrès des 16 et 17 février. Ensuite, avant de dresser les revendications, il est utile de dresser un « frame », c'est à dire un modèle efficace de plateforme indépendamment des revendications elles-mêmes. Nous vous présenterons ensuite les propositions de l'exécutif concernant les orientations de recherche et les revendications de notre prochaine plate-forme.

Recherches disponibles

Évidemment, il serait aberrant de nommer ici le nom de toutes les documents disponibles à l'ASSÉ. Voici donc un survol de la documentation par thème qui prend en considération les discussions du dernier Congrès (des copies limitées du registre de documentations seront disponibles lors du Congrès pour consultation) :

* Revue de presse

La revue de presse contient principalement des articles concernant l'éducation, le syndicalisme et le féminisme de la Presse, du Devoir et autres quotidiens de 2001 à aujourd'hui.

* Lois et règlements

Depuis 2006-2007, l'ASSÉ est abonnée aux Publications du Québec et reçoit les Lois et Règlements sur l'éducation. Avant 2006, nos archives sont fragmentaires.

* Gratuité scolaire et financement

- Contiens près de 40 documents
- Cinq de ces documents ont été produits par l'ASSÉ
- MELS, CREPUQ, Coalition-cégeps, CIRANO, ANEEQ, IRIS, UQÀM, FEUQ ... Grande diversité dans les sources

* Privé en éducation

- Contiens une dizaine de documents
- Deux de ces documents ont été produits par l'ASSÉ et un autre par la CASSÉE
- Fédérations étudiantes, Conseil supérieur de l'éducation... Variété plus ou moins grande dans les sources.

Articulation des revendications

Avant même d'avoir statué sur les revendications, nous nous sommes entendu-e-s sur l'articulation, la forme que devrait prendre lesdites revendications. D'abord, nous avons reconnu la nécessité d'une revendication concrète qui mènerait à des luttes locales soutenues par le national. Ensuite, à l'opposé, il y a le besoin d'une « revendication-concept », une revendication plus théorique dans le but de faire avancer dans la société un débat basé sur un idéal plus progressiste. Avec ces deux extrêmes viennent évidemment des revendications mitoyennes qui sont moins concrètes dans leurs applications et pour lesquelles les gains sont plus difficilement atteignables, mais qui sortent de la simple théorie. De ces différentes « catégories » de revendications, nous avons visualisé l'image d'un entonnoir : du plus large ou plus mince, représentant la portée théorique versus concrète des revendications.

Propositions du Conseil exécutif

C'est selon ces bases que nous nous sommes fixées que nous en sommes venu-e-s à la plateforme suivante :

« Justice sociale, pas la guerre! »

Contre la présence militaire sur les campus des institutions scolaires de tous les niveaux;

Pour le boycott académique, politique et commercial de l'Apartheid israélien;

Pour le retrait des troupes canadiennes en Afghanistan;

Contre l'impérialisme.

L'ASSÉ invite l'ensemble des groupes communautaires et des syndicats à s'y joindre

... et aux orientations de recherches suivantes :

- Historique des luttes contre la présence militaire dans les campus incluant les écoles secondaires;
- Analyse féministe des guerres impérialistes;
- Analyse de la couverture médiatique de la guerre et de la répression politique;
- Analyse économique de la guerre en corrélation avec le sous-financement chronique de l'éducation et plus globalement, les services sociaux.

Avec une revendication sur la présence militaire sur les campus, nous avons jugé pertinent de faire l'historique des luttes contre le recrutement sur les campus pour appuyer notre campagne. Ensuite, à la place d'intégrer une revendication spécifique issue d'une analyse féministe (contre l'instrumentalisation des femmes en temps de guerre, par exemple), nous avons penché du côté des discussions du Congrès d'hiver 2008, c'est-à-dire d'intégrer l'analyse féministe à l'ensemble de la plateforme et d'inclure cette analyse à notre discours courant. Dans le même esprit, le lien économique à faire entre le budget militaire et le sous-financement chronique de l'éducation nous a

semblé évident. Nos récentes expériences avec nos très chers médias de masse nous ont également poussés à proposer cette troisième priorité de recherche sur la couverture médiatique de la guerre et la répression politique.

Considérations sur le prochain plan d'action

Nous avons déjà mentionné les considérations qui ont contribué à l'élaboration de notre proposition, à savoir : l'état de l'organisation et notre situation financière. C'est dans ce même contexte que nous devons élaborer des objectifs à court et à long terme pour l'ASSÉ et formuler un plan d'action qui nous permettrait d'être cohérents et cohérentes avec ces objectifs.

Ce qui doit être adopté à ce Congrès

Mais avant tout, vous noterez que notre proposition de plan d'action *ne* comprend *pas* de Congrès extraordinaire au mois d'août. Rappelons-nous que, lors des deux dernières années, nous avons dû tenir un Congrès lors du mois d'août parce que le Congrès annuel était incapable de statuer sur des revendications assez claires, ou sur un plan d'action assez détaillé qui prend compte de la rentrée. Pourtant, si l'on veut mettre main à la pâte dès le mois de juin, le Congrès annuel reste la meilleure instance pour se doter d'une plateforme de revendications et, à tout le moins, des grandes lignes d'un plan d'action. Cela ne dépendra que de la préparation du Congrès et des discussions qui s'y tiendront.

Ainsi, nous avons déterminé trois objectifs minimaux pour le Congrès. Premièrement, nous devons établir des orientations de recherches assez claires pour que le travail de documentation se fasse durant l'été. Selon notre proposition, il y aurait exactement six mois entre le Congrès annuel et le premier Congrès de la session d'automne 2008; une demi-année pour trouver de la documentation, étoffer nos revendications, développer un argumentaire en lien avec la campagne et produire du matériel d'information. Deuxièmement, nous devons trouver un « chapeau » pour la campagne. Si les libellés de nos revendications peuvent changer à la lueur de nos recherches, il faut, à tout le moins, décider sur quoi porteront nos revendications. Finalement, nous devons avoir un plan d'action jusqu'au prochain Congrès, soit pour l'été et la rentrée. Cela peut sembler aller de soi, mais cette constatation se fait souvent très tardivement en Congrès. Nous en faisons donc le constat maintenant pour éviter les interventions du type : « Eille! il reste une heure avant que nous perdions le quorum et nous n'avons discuté d'aucune action avant le prochain Congrès! ».

Présentation de la proposition de l'exécutif

En contraste avec le dernier plan d'action où nos objectifs laissaient très peu de place à l'improvisation, le plan d'action pour l'année 2008-2009 devra être beaucoup plus flexible si nous désirons collaborer avec des groupes à l'extérieur du mouvement étudiant. Mais il devra aussi être ambitieux si nous voulons que d'autres groupes y participent.

Voici notre proposition :

<u>Date</u>	<u>Instance ou action</u>
Fin août	Rentrée des cégeps et campagne d'information massive sur la plateforme
Début septembre	Rentrée des universités et campagne d'information massive sur la plateforme
26, 27 et 28 septembre	Camp de formation d'automne
25 et 26 octobre	Congrès d'automne
Semaine du 27 octobre	Conférence de presse, ultimatum aux administrations locales, lancement de la pétition et manifeste au gouvernement
Début janvier	Rentrée des universités et début des consultations en vue de la prochaine campagne <i>éducation</i> de l'ASSÉ
Fin janvier	Rentrée des cégeps et début des consultations en vue de la prochaine campagne <i>éducation</i> de l'ASSÉ
13 février	Action de dépôt de pétition
13, 14 et 15 février	Camp de formation d'hiver à Montréal
21 et 22 février ou 28 février et 1^{er} mars	Congrès d'hiver
8 mars	Journée internationale des femmes
15 mars	Journée internationale contre la brutalité policière
26 mars	Manifestation nationale contre l'impérialisme
1^{er} mai	Journée internationale des travailleurs et travailleuses

Conclusion

Nous pensons donc que la présente proposition constitue les bases d'une bonne campagne de transition à l'ASSÉ. Une campagne anti-impérialiste permettrait non seulement à notre organisation de renouer avec les éléments plus internationaux de son discours, mais surtout de les mettre en pratique lors d'actions concrètes et coordonnées, ce qui n'a pas été fait de manière globale depuis plusieurs années. Cette optique plus « mondiale » de notre discours ne se ferait pas au détriment de nos diverses analyses, au contraire : les analyses de la qualité et l'accessibilité de l'éducation, féministe, anticapitaliste et même médiatique de l'ASSÉ peuvent très bien être agencées de manière complémentaire au sein d'une campagne sur l'impérialisme. De plus, cette campagne renferme un fort potentiel de liens concrets à établir dans l'action avec de nombreux groupes sociaux avec lesquels nous avons souvent de bonnes relations, sans être toutefois en mesure de concrétiser celles-ci dans une mobilisation spécifique et concertée.

Il convient aussi de mentionner que l'importance de l'enjeu de la guerre dans l'actualité vient faciliter la tâche de l'équipe nationale au niveau de la diffusion publique de nos analyses, permettant d'accorder plus de temps au soutien aux associations membres. En effet, l'analyse antiguerre au Québec a certes besoin d'être radicalisée et soutenue par des actions combatives : il n'en demeure pas moins que cette position semble avoir un écho considérable dans notre société contemporaine.

L'important n'est pas tant pour nous le libellé précis de la campagne : son thème même, dans une certaine mesure, est secondaire. Il s'agit plutôt pour nous que des constats clairs et quasi consensuels soient établis quant aux besoins de l'ASSÉ en tant qu'organisation et en fonction de son rôle politique : l'ASSÉ doit se consolider, non seulement en terme de militantisme, mais aussi en matière d'analyse et de force de frappe politique, de finances, etc. Nous croyons qu'une campagne de transition, permettant aux élu-e-s de disposer à la fois du temps requis pour faire lever la campagne et consolider l'organisation, est de mise afin de sortir encore plus fortes et forts en 2008-2009. C'est dans cette optique que nous présentons cette proposition.

Guerre au privé : solidifier les forces locales pour vaincre au national

Par l'équipe de la glorieuse SOGÉÉCOM (de retour au combat)

Avant de débiter ce texte, veuillez nous excuser pour la date à laquelle nous le soumettons. Vous comprendrez qu'entre notre récente campagne d'affiliation et l'organisation logistique de dernière minute pour la tenue du prochain congrès, nous avons eu peu de temps libre...

Nous croyons toutefois nécessaire de produire ce texte, car les positions amenées jusqu'à maintenant sont selon nous incomplètes. Nous tenterons ainsi de démontrer que la prochaine campagne de l'ASSÉ doit suivre 2 principaux axes en récupérant des éléments des textes de Marie-Victorin, de l'exécutif de l'AFESH et de Jean-Sébastien de l'AEMSP. Ces deux orientations sont une campagne de consolidation interne ainsi que la préparation d'une campagne sur l'aide financière aux études (AFE).

Pour ce qui est de la préparation de la campagne sur l'AFE, soulignons que nous sommes en parfait accord avec la vision de l'exécutif de l'AFESH. Nous avons définitivement besoin d'une campagne permettant aux différents comités nationaux de se consacrer entièrement à l'élaboration de recherches et d'analyses sur l'AFE... Bref, nous avons besoin d'une année de « répit » au niveau national afin de repartir de plain-pied dans un an¹.

Cependant, nous sommes tout à fait en désaccord sur la perspective de mener en parallèle une campagne sur la militarisation. Est-il nécessaire de rappeler que nous sortons d'une campagne qui fut un retentissant échec? Durant celle-ci, nous avons pu constater que dans la plupart des endroits, la promotion de la grève générale illimitée sur l'enjeu de la gratuité scolaire amena une réaction vive ainsi qu'une stigmatisation des assos². Nous croyons donc que nous devons nous concentrer à soigner cette blessure avant de penser s'engager dans une autre campagne nationale ambitieuse. Or, avec la campagne sur la militarisation, le seul objectif atteignable au niveau local est d'obliger la direction à refuser la présence de kiosques de recrutement de l'armée sur le campus, ce que nous pouvons très bien faire sans campagne nationale (ce qui est déjà le cas ici, de même qu'à St-Jérôme...). Ainsi, nous croyons que cette campagne a un potentiel limité face à la consolidation des assos membres.

Pourtant, tel que nous venons de le démontrer, et tel que le texte de l'AEMSP le souligne³, il s'agit

1 Par répit nous n'entendons évidemment pas que nous allons nous reposer, mais plutôt que nous allons principalement nous concentrer, au niveau national, sur un travail de réflexion afin d'élaborer la prochaine campagne sur l'AFE. Ainsi, en confiant un mandat d'une telle importance aux différents comités, on devrait vraisemblablement exposer l'importance de ceux-ci afin qu'ils soient investis sérieusement. Ce qui rejoint la volonté de consolidation des comités exprimée par le texte de l'AEMSP.

2 Permettez-nous d'insérer ici une tranche de vie locale. Comme la plupart d'entre vous le savent probablement, la SOGÉÉCOM fut une des associations étudiantes qui mobilisa le plus activement lors de la campagne de grève de la session d'automne 2007 (grâce à la précieuse aide de plusieurs d'entre vous, d'ailleurs...). Ainsi, notre assemblée générale était un événement attendu afin de voir la direction que prendrait la campagne. Inutile de s'étendre sur les résultats de cette assemblée; aussi loin que les plus anciens d'entre nous se souviennent, aucune assemblée ne fut jamais autant hostile, chaotique et hargneuse.

3 D'ailleurs, une seule précision face à ce texte, la SOGÉÉCOM n'est pas venue « sauver les meubles ». Ceci est

selon nous de la priorité immédiate de l'ASSÉ. La meilleure façon de consolider les assos membres est de leur offrir une campagne nationale sur des objectifs rassembleurs, concrets et atteignables. C'est pourquoi nous suggérons, de concert avec Marie-Vic, de mener une campagne contre le privé. Voici en deux principaux points comment une telle campagne peut permettre une consolidation des assos membres :

Premièrement, en mettant de l'avant un projet rassembleur, concret et atteignable, elle permet de mobiliser les forces à l'interne. Plus concrètement, cela signifie que les gens se sentent plus motivés de s'impliquer si ils et elles sentent que leur implication peut faire une différence réelle, peut amener une avancée observable dans leur école. Par forces internes nous entendons autant le comité de mobilisation, que l'exécutif, que toute personne désirant mener des recherches afin de mesurer l'ampleur de l'invasion du privé sur leur campus.

Deuxièmement, elle permet de démontrer à la population étudiante l'utilité de son association, de les toucher dans leur réalité de tous les jours. Dans le contexte actuel, il est important que les étudiant-e-s saisissent que les associations étudiantes oeuvrent dans leur intérêt. Avec une telle campagne, l'étudiant-e prend plus facilement conscience que son asso travaille vraiment à la défense de ses droits et intérêts en pouvant directement observer les gains qu'elle obtient.

De plus, une telle campagne est parfaitement adaptée à la situation actuelle des assos membres de l'ASSÉ, puisqu'elle permet de travailler selon les forces de chacun. Plus concrètement, cela signifie que les associations en difficultés peuvent se concentrer à se rebâtir autour de plus petits enjeux, et que les assos plus mobilisées peuvent exploiter leur plein potentiel. Par exemple, une association comme Matane pourrait se concentrer à rebâtir son comité de mobilisation autour de l'enjeu d'augmenter la portée de leur café étudiant, alors que la SOGÉÉCOM en est rendue à lutter pour le contrôle de la cafétéria.

D'autre part, rappelons qu'il s'agit d'un enjeu touchant toutes les associations étudiantes. Nous n'avons qu'à penser aux fameux Zoom Media, ou encore aux associations telles Marie-Victorin qui doivent déboursier pour louer des salles pour tenir leurs AG (400 \$ dans ce cas précis). D'ailleurs, une telle campagne permettra à l'AFESH de continuer sa lutte contre le plan de redressement sur des points plus spécifiques⁴.

Finalement, afin de répondre aux accusations de corporatisme d'une telle lutte, nous pensons donner comme thème à notre campagne l'opposition à la privatisation des services sociaux. Cependant, nos trois revendications resteront centrées sur le domaine de l'éducation. Ce thème nous permet de créer une ouverture dans le but de lutter de concert avec d'autres groupes populaires désirant préserver les services sociaux. Ceci est d'autant plus nécessaire dans le contexte politique actuel, notamment avec le récent rapport Montmarquette et compagnie, qui apporte l'illusion du privé comme solution aux problèmes sociaux actuels.

Ainsi, la plate-forme que suggère la SOGÉÉCOM est ⁵:

réducteur de notre glorieuse mission... La SOGÉÉCOM est revenue au bercail afin de dynamiser les troupes et d'ainsi paver la voie à de splendides années de syndicalisme de combat.

⁴ Le plan de redressement porte entre autres sur la privatisation des services présentement gérés par l'UQAM...

⁵ Ceci n'est qu'une ébauche, nous préparons évidemment une version comprenant une liste de « considérant que » qui sera prête pour le congrès.

Que la prochaine campagne de l'ASSÉ ait pour thème « Stoppons la privatisation des services sociaux » avec 3 principales revendications.

1. Contre l'ingérence des entreprises privées dans les institutions post-secondaires
2. pour l'autogestion des services alimentaires
3. pour la démocratisation des conseils d'administration

Que l'ASSÉ utilise cette campagne pour préparer une vaste consultation sur l'AFE et pour travailler à la production de recherches, d'analyses et d'autre documentation pertinente sur l'aide financière aux études pour une campagne ultérieure⁶.

Que l'ASSÉ travaille conjointement avec l'ensemble des mouvements sociaux afin de mener un front commun contre la privatisation des services sociaux.

6 Il serait intéressant que, durant l'été, soit développé un plan de travail précis des tâches de chacun des comités, des recherches pertinentes... Le tout devrait être adopté au congrès de la rentrée d'automne.

Candidatures aux élections générales

Note

Des candidatures sont déposées pour le Comité aux luttes sociales, suivant l'avis de motion déposé par le Conseil exécutif le 27 mars 2008 dans la section « propositions » du présent cahier de Congrès. Ainsi, l'élection des candidatures à ce Comité est sujette à l'adoption de l'avis de motion le concernant.

Conseil exécutif

Gatineau, le 10 avril 2008

Bonjour,

C'est avec grand plaisir que je vous sou mets ma candidature pour le poste de secrétaire aux relations internes¹. Ayant été président de l'Association étudiante du module de sciences sociales de l'UQO dans la dernière année, j'ai agi à titre d'externe de mon association et fut (systématiquement!) délégué pour représenter l'AÉMSS à l'ASSÉ. Je ne suis certainement pas celui qui connaît le mieux l'organisation même si j'évolue au sein de celle-ci depuis le congrès annuel de 2007, mais ma détermination à y travailler est inébranlable.

L'ASSÉ passe en ce moment au travers d'une période cruciale. Alors que nous avons mis un terme à la campagne « Pour un réinvestissement, pas n'importe comment », nous sommes à l'élaboration d'une nouvelle campagne. Cela laisse présager que l'exécutif qui s'apprête à être élu au présent congrès aura un lot considérable de tâches à accomplir afin de préparer et mettre en branle cette nouvelle campagne.

Pour le prochain secrétaire aux relations internes, cela impliquera entre autres de s'assurer du déploiement et de la coordination de cette nouvelle campagne dans l'ensemble des associations membres, de répondre aux questions et commentaires qui surgiront nécessairement face à cette nouveauté. Cela bien sûr, sans négliger les besognes plus traditionnelles d'un interne, comme veiller à la préparation des délégations aux instances et, plus globalement, assurer les communications entre les associations membres/conseils régionaux et l'ASSÉ, etc.

Comme pour tous et toutes, je ressors certes de la dernière année passablement épuisé. Par contre, dans mon cas, il s'agit d'un épuisement vis-à-vis le milieu étudiant de l'UQO. En bref, l'énergie et ma volonté de militer sont à leur paroxysme, surtout à l'heure où l'ASSÉ s'apprête à se relancer sur une nouvelle plateforme, mais je dois impérativement sortir du cadre de l'UQO, prendre de l'air frais!

¹ Je souhaite aviser le Congrès que j'attends présentement la réponse (avant octobre) à une demande d'échange étudiant à la UNAM au Mexique. Advenant une réponse positive de leur part (je n'ai aucune idée des probabilités), je démissionnerai de mes fonctions comme secrétaire aux relations internes à la fin décembre 2008; dans cette éventualité je ferai mon possible pour trouver un nouveau ou une nouvelle secrétaire aux relations internes ainsi que d'assurer la transition. La question à se poser est donc : vaut-il mieux laisser le poste vacant ou le combler avec un militant extrêmement enthousiaste, qui de surcroît sera au minimum en poste plus de la moitié de son mandat (et peut-être même au complet).

Naturellement, je suis conscient que le travail qui m'attend est colossal, mais je suis prêt à faire face à ce défi conjointement au nouvel exécutif et vous tous et toutes. L'éloignement géographique compliquera sans doute quelquefois la tâche, je suis toutefois déjà conscient que je devrai être à Montréal et/ou ailleurs en province quelques jours par semaine pour m'acquitter mes responsabilités comme il se doit.

Salutations militantes,
Éloï Bureau

Extrait du procès-verbal du Conseil exécutif de l'AÉMSS tenue le 10 avril 2008

David Clément propose que le Conseil exécutif de l'AÉMSS appuie la candidature d'Éloï Bureau au poste de Secrétaire aux relations internes de l'ASSÉ. Maxime Myr appuie. Adoptée à l'unanimité.

Oï!

Ouais, bien en fait, je ne sais pas trop par où commencer, alors je pourrais vous dire que j'ai déjà écrit 6 pages dans ce foutu cahier de congrès et que je suis exécutant à l'AECS (Sherbrooke). Pour me connaître, vous pouvez entre autres lire ces fabuleuses 6 pages que j'ai déjà écrites ou bien je pourrais vous décrire un peu mes expériences militantes ici même. Je commençais à m'impliquer à l'AECS lors des premières semaines de mon entrée au cégep à l'automne 2006 dans le comité écolo et le comité mob. J'ai vu les tout débuts de la campagne « Pour un réinvestissement, pas n'importe comment! », de la pétition à « l'action » de l'Institut économique de Montréal. Après les inlassables tentatives de Marianita et Alex PQ à l'hiver 2007 pour que je devienne externe de l'AECS l'année suivante, je refusai, et tombai sous l'emprise de certains dogmatiques pour ensuite passer mon été avec les révolutionnaires de salon. La session d'automne recommença comme une claque dans la face qui me réveilla et je me rendis compte que ceux-ci ne voulaient pas faire avancer leurs causes, mais plutôt rester dans leur salon, comme l'indique leur pseudonyme.

Ensuite, notre employée sympathique me força à appliquer au poste de trésorier. Pour ce faire, je dus me présenter contre un étudiant en administration en apparence super compétent. Mais là je suis en train d'écrire un roman, alors je vais couper court : j'ai ensuite été élu au comité formation et j'ai bien apprécié mon expérience d'implication à l'ASSÉ. Je pense avoir acquis beaucoup de méthodes en coordination à travers mon expérience à l'AECS, certain diront que j'étais en fait coordo ET trésorier, et au comité formation. L'organisation du camp de formation d'hiver passé a en effet demandé une bonne coordination et m'a permis de développer mes capacités organisationnelles. Je voudrais aussi bien préciser que ma présente candidature n'est dans aucun autre but que d'assurer le bon fonctionnement et déroulement des mandats que le congrès adoptera. C'est pourquoi je me présente au poste de Secrétaire à la coordination du Conseil exécutif de l'ASSÉ.

Oï!

Pascal Chabot

Membre de l'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil exécutif de l'AECS du 9 avril 2008 :

« Philippe Blanchette propose que l'on appuie la candidature de Pascal Chabot à l'exécutif de l'ASSÉ.

Laurence Bernard appuie

Adopté à l'unanimité »

Montréal, le 11 avril 2008

Objet : Lettre de candidature au poste de Secrétaire aux affaires académiques

Bonjour à toutes et tous,

Je m'implique au sein du mouvement étudiant depuis déjà plusieurs années. J'ai commencé comme secrétaire aux affaires académiques de l'AEMH (association étudiante du module d'histoire de l'UQAM) de 2004 à 2007, et je suis cette année comme secrétaire aux affaires académiques de l'AFESH-UQAM. Par cette implication j'ai eu l'occasion de me familiariser avec les principes de bases et les revendications de l'ASSÉ ainsi qu'à ses structures auxquelles j'ai participé souvent. Il s'agit selon moi de l'organisation la plus à apte à défendre les droits des étudiant-e-s et je désire maintenant m'y impliquer. C'est donc avec joie que je vous présente ma candidature au poste de secrétaire aux affaires académiques de l'ASSÉ, poste pour lequel je crois avoir les compétences nécessaires.

Solidairement,

Catherine Brunet, membre de l'AFESH-UQAM
Étudiante en histoire à l'UQAM

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale de l'AFESH-UQAM du 16 avril 2008 :¹

D'appuyer en bloc les candidatures suivantes aux élections de l'ASSÉ :

Catherine Brunet comme secrétaire aux affaires pédagogiques, Didier Louboutin comme secrétaire aux finances, Myriam Villeneuve sur le comité formation, Hubert Gendron Blais sur le comité aux luttes sociales, Christian Pépin sur le comité journal, Chloé Domingue sur le comité journal et Alex Vidal sur le comité aux luttes sociales.

Proposée par Alex Desrochers

Appuyée par Valérie Plasse

Adoptée à majorité

1 L'extrait du procès-verbal est valide pour toutes les candidatures concernées et déposées dans le présent cahier.

Montréal, le 11 avril 2008

Bonjour camarades,

C'est avec enthousiasme que je désire soumettre ma candidature au poste de secrétaire aux finances. Bien que ce qualificatif puisse en étonner plus d'un (vu l'humeur générale qui se dégage lors des congrès lorsqu'on arrive au point finances et encore plus lorsqu'on est « forcé » d'en parler pour régler des problèmes comme ce fut le cas lors du dernier congrès), il me convient parfaitement.

L'occasion de redonner vie à un poste qui semble laisser la majorité des membres amorphes me convient pleinement. Le manque d'entrain général par rapport aux finances de l'ASSÉ me semble non négligeable et la première étape pour pallier à ce problème réside dans la prise en charge du suivi au niveau national. Ce suivi que je m'engage à faire permettra d'éviter la diffusion de la responsabilité sur les autres membres de l'exécutif, sur le permanent ou la permanente. Ce qui non seulement permettra de redynamiser les points finances, mais aussi redonner un deuxième souffle aux autres exécutants et exécutantes.

Enfin, le temps que j'ai passé à Marie-Victorin et à l'UQAM démontre de ma volonté de m'impliquer à l'organisation du mouvement étudiant.

Didier Louboutin, membre de l'AFESH-UQAM

Objet : Candidature pour le poste de Secrétaire aux relations externes

St-Sulpice, le 6 avril 2008

Bonjour à toutes et tous,

Il y a encore peu de temps, je ne m'imaginai pas envisager un retour sur l'exécutif national. Avec l'échec de la campagne de grève générale illimitée, il faut aujourd'hui plus que jamais se réorienter vers une nouvelle campagne, pour que l'ASSÉ continue son rayonnement à l'échelle nationale et qu'elle partage aussi sa culture combative. Cet objectif devra être accompagné d'un travail ardu que je crois être en mesure d'accomplir grâce à mon expérience dans le mouvement étudiant, mais surtout avec la volonté d'autres camarades et ami-e-s qui ont l'intention de se joindre à l'équipe de l'ASSÉ à mes côtés.

Solidairement,
Alex Desrochers, membre volontaire de l'AFESH-UQAM

Saint-Sulpice, 6 avril 2008

Objet : Candidature pour le poste de Secrétaire aux communications

À vous, camarades,

J'ai beaucoup hésité à écrire cette lettre de candidature... Après une année au sein du Conseil exécutif, je devais peser les pour et les contre d'un nouveau mandat à l'ASSÉ. Bien que le travail d'exécutante soit exigeant et joue beaucoup sur mon cheminement scolaire, je considère toutefois que je peux encore apporter ma contribution au Conseil exécutif en tant que Secrétaire aux communications.

Avec l'année qui se termine, le nouveau plan d'action, le changement de permanence et de local, je crois pouvoir agir comme ressource au sein du Conseil exécutif au niveau de la transition. Pour ce qui est du poste, peu m'importait, je désirais être à l'endroit où l'on avait besoin de moi. Bien que mes connaissances sur les communications soient limitées, la disponibilité d'Hubert Gendron-Blais pour la transition me rassure énormément.

La situation de l'ASSÉ est, selon moi, très fragile. Il nous faut la solidifier et je désire prendre part activement à cette année de consolidation pour l'ASSÉ pour un nouveau mandat.

Solidairement,
Marie-Eve Ruel

Extrait du procès-verbal du Conseil exécutif de l'AGEBdeB du 26 mars 2008

Le Conseil exécutif de L'AGEBdeB appuie la candidature de Marie-Eve Ruel pour le poste d'exécutante à l'ASSÉ.

Proposée par Julien Laflamme

Appuyée par Minh-Han Le

Adoptée à l'unanimité

Comité femmes

Montréal, le 13 mars 2008

Bon matin à tous et toutes,

La présente a pour but de vous informer de mon désir de m'impliquer au Comité femmes de l'ASSÉ. Avant de vous faire part de mes réflexions, visions et projets pour ce dernier, permettez-moi de gaspiller un peu d'encre à vous parler de mon militantisme. Au moment où je rédige ce texte, cela ne fait même pas un an que je m'implique avec l'ASSÉ (avant cela, je tapais deux-trois procès-verbaux pour l'AGEBdeB, parce que je ne croyais pas savoir faire plus). C'est d'ailleurs sur cette note que j'aimerais mettre l'accent. Sans vouloir jouer la néophyte féministe qui relègue tout aux rapports sociaux de sexe - même l'emplacement de LA viande sous LE fromage dans un sandwich - je croyais vraiment que je ne pouvais pas faire plus que ça, deux ou trois procès-verbaux (qui se sont transformés en vingt ou trente quand j'étais adjointe et plus tard coordonnatrice au secrétariat et aux archives). Après la campagne de GGI avortée à Bois-de-Boulogne la session passée, j'ai démissionné, considérant que mon implication n'était pas ce que je voulais vraiment. Dans les mêmes temps, l'AGEBdeB avait un Comité femmes, que j'ai fondé avec l'aide de cette chère Rachel (clin d'œil à ceux et celles qui l'ont connue). Depuis, je commence à m'impliquer dans le milieu féministe hors mouvement étudiant, j'ai participé à l'organisation de la grande rencontre féministe radicale du 16 février dernier, et je suis sur le comité organisateur de la rencontre de l'an prochain.

Ma crise nombriliste étant terminée, voici mes visions pour le Comité femmes que je vous impose d'une façon autoritaire complètement assumée. Je verrais mon implication au Comité femmes comme étant du travail de paperasse et de tournées d'appels, question de faire des liens entre le milieu féministe hors mouvement étudiant et les associations locales (plus précisément leurs comités femmes et/ou d'identités sexuelles). Je vois le Comité femmes comme étant un support pour ces derniers, qui fournit du matériel d'information, de l'information, des banques de noms pour des conférences par exemple, du soutien pour la formation d'un comité femmes, etc. Je crois que convoquer des réunions au sujet d'actions féministes a été vraiment pertinent, mais qu'elles devraient s'étendre encore plus loin, afin que ce soient les féministes (et proféministes) au local qui se réapproprient complètement le féminisme au national.

Je crois qu'il serait vraiment pertinent que, pendant l'année 2008-2009, le Comité femmes fasse une minicampagne d'information sur les techniques de discrimination positive, afin qu'on remette la féminisation, la non-mixité et l'alternance sur la table. Le but ne serait pas de remettre en question ces techniques, mais bien de les faire comprendre, et non pas de les imposer à certaines personnes qui ne savent pas pourquoi nous faisons cela à l'ASSÉ, et que personne n'a pu leur expliquer : on les prend trop souvent comme étant acquises. Sinon, j'aimerais beaucoup que le plus grand nombre de féministes participent au rassemblement pancanadien des jeunes féministes qui aura lieu en octobre prochain.

Pour le reste, réapproprions-nous le féminisme à l'ASSÉ!

Toujours en lutte!

Émilie Gendron

Membre de l'AGEBdeB

Extrait du procès-verbal de la réunion d'exécutif de l'AGEBdeB du 12 mars 2008 :

Que le Conseil exécutif de l'AGEBdeB appuie la candidature d'Émilie Gendron au Comité femmes de l'ASSÉ.

Proposée par Julien

Appuyée par Minh-Han

Adoptée à l'unanimité

Bonjour à toutes et à tous,

Par la présente, je désire vous soumettre ma candidature au Comité femmes afin de pouvoir participer plus activement à la lutte des femmes et assurer une présence active du féminisme à l'ASSÉ.

Je suis consciente que ma candidature requiert une levée des Statuts et règlements puisque je suis non-membre d'une association étudiante membre de l'ASSÉ, alors les associations membres devront prendre position sur la question. Cependant, sachez que mon statut de non-membre n'influence pas mon implication au sein de l'ASSÉ et que j'ai l'intention d'être présente, car j'appuie les principes mis de l'avant.

La violence obstétricale, physique, la pauvreté elle-même, la condition des femmes au sein du système patriarcal, leur hypersexualisation et leur objectivisation sont parmi les outils visant leur soumission. Cela devient impératif de combattre le paternalisme se perpétuant, entre autres, par la socialisation et de faire respecter nos droits. Tout cela, à fin d'être préparées à nous défendre face aux injustices instaurées sous le patriarcat. La lutte féministe est indissociable de la lutte sociale.

L'état de la situation motive une participation au-delà de celle apportée cette année suite à la constatation de la lutte féministe à l'ASSÉ et pour entraider mes camarades à mettre de l'avant le féminisme radical au sein de l'éducation et plus largement, de la société. Je suis consciente que l'ASSÉ ne se revendique pas féministe radicale, cependant on ne peut ignorer la participation de plusieurs féministes radicales au Comité femmes depuis sa création. Ainsi, j'ai l'intention de mettre de l'avant la même analyse.

Je saisis l'opportunité afin d'amener une réflexion. Lors des quelques instances auxquelles j'ai participé à l'ASSÉ, j'ai remarqué un grand malaise, une certaine incompréhension voire un désintéressement du féminisme. Parfois, cette lutte appartenant aux femmes est reprise par les hommes sans qu'ils remettent en question certains comportements étant machistes. Comprenez bien que je ne sous-entends pas que les hommes doivent en être exclus, mais bien de nous appuyer, les femmes, dans nos luttes de tous les jours et d'être capables d'introspection. De plus, des discussions et des débats demeurent des façons afin d'accroître le féminisme pour une lutte ultime. Cela est important de combattre ce silence paralysant la lutte. Les idées de chaque personne sont importantes d'être dites tant que la motivation soit de contribuer au mouvement, d'y apporter un sens critique.

Afin de concrétiser ces idées, j'ai l'intention d'aider à la propagation de différents événements féministes se déroulant en dehors de l'ASSÉ afin de permettre une participation massive de toutes et tous, consolider nos liens avec d'autres groupes féministes, d'apporter l'aide nécessaire aux comités féministes locaux afin de les supporter dans la lutte et permettre une réappropriation de ceux-ci, ce qui est sur le bon chemin considérant la tenue de réunions récentes.

Sur ce, vive le féminisme radical et la réappropriation de nos corps et de nos caboches!

Jessyka Boulanger

membre de l'AEUM (SSMU) et du GRASPÉ¹

Extrait du procès-verbal de la réunion d'exécutif du SECMV du 10 avril 2008

Que le SECMV appuie la levée de l'Article 41 : Éligibilité, du Chapitre 9 : Comité Femmes et, l'Article 1 de l'Annexe A : Procédures d'élection des Statuts et règlements pour permettre la candidature de Jessyka Boulanger au Comité femmes de l'ASSÉ.

Que le SECMV appuie la candidature de Jessyka Boulanger au Comité femmes de l'ASSÉ

Proposé par Laurence

Appuyé par Valérie

Adopté à majorité

¹ Groupe d'action et de sensibilisation au pouvoir étudiant

Montréal, 18 avril 2008

Bonjour,

Je pose aujourd'hui ma candidature pour le comité femmes de l'ASSÉ parce que je pense que c'est un comité essentiel au bon fonctionnement de l'association. Je fais partie du comité femmes de la SOGÉÉCOM (de retour au combat) depuis septembre et j'ai participé activement à sa reconstruction depuis la même date. Ma motivation provient du fait que le comité femmes de l'ASSÉ est pour le moment inactif et qu'il a besoin d'air frais et de femmes motivées. Je pense qu'avec un comité femmes reconstruit et disposé à agir, nous serions capables d'avoir un plus grand poids sur la scène politique provinciale. C'est avec mes idées de grandeur et ma grande détermination que je crois pouvoir apporter quelque chose au comité femmes de l'ASSÉ. « Je suis féministe parce que... pour la viande, y'a le boucher! »

Cordialement,
Émilie Monteiro
Membre de la SOGÉÉCOM

Extrait du procès-verbal de la réunion d'exécutif de la SOGÉÉCOM du 14 avril 2008 :

Que le Conseil exécutif appuie la candidature d'Émilie Monteiro au Comité femmes de l'ASSÉ.

Proposée par Xavier Dandavino

Appuyée par Philippe Éthier

Adoptée à l'unanimité

Comité à la mobilisation

Montréal, le 11 avril 2008

Salutations camarades!

La présente lettre a pour but de vous communiquer ma candidature à un poste sur le comité à la mobilisation de notre association nationale, l'ASSÉ.

Quand je dis notre, c'est qu'à Maisonneuve (où j'étudie présentement en sciences humaines profil monde) nous avons honteusement quitté cette organisation en 2003 dus à certaines manœuvres louches de nos bonNEs amiEs fecquistes. S'en est suivi une période sombre de corporatisme et de lobbyisme qui s'étendit de l'hiver 2004 à l'automne 2006. C'est après une campagne d'affiliation pour le moins corsée où la FECQ ne réussit pas, de justesse (merci au glorieux comité pro-ASSÉ de l'époque), à affilier Maisonneuve que la balance se renversa. Une équipe plus progressiste prit place au Conseil exécutif et au comité de mobilisation. Depuis lors, la SOGÉÉCOM est revenue aux principes du syndicalisme de combat et a adopté et vigoureusement suivit la campagne *Pour un réinvestissement, pas n'importe comment!* de l'ASSÉ. Le nombre de militantEs s'est d'ailleurs lui-même grandement accru durant cette période de renaissance.

J'ai eu l'honneur de faire partie de l'équipe de « gauchistes » qui est arrivée à l'automne 2006. J'ai pu constater de mes yeux l'impact que peut avoir une campagne de mobilisation rondement menée. Une association, c'est ses membres. Si les membres ne sont pas conscientisés et informés des enjeux, aucune réelle démocratie directe n'est possible. Mon expérience en mobilisation et les postes de délégué à la coordination (hiver 2007) puis à l'interne (automne 2007 et hiver 2008) que j'ai occupés à la SOGÉÉCOM ainsi que ma courte expérience en tant que coordonnateur du CRAM (été 2007) m'ont fait comprendre la nécessité de la lutte. Je souhaite prendre un poste sur le comité à la mobilisation de l'ASSÉ afin de l'organiser et de la répandre à travers les associations, membres ou non.

Je crois devoir vous apprendre que je terminerai mon DEC suite à la session d'automne 2008 et que je quitterai ensuite le Québec pour plusieurs mois. Je pose néanmoins ma candidature afin de pouvoir faire ma part durant l'intervalle.

Parce que les gains sociaux ne tombent pas du ciel et que nous devons nous mobiliser afin d'atteindre nos buts, l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante est une organisation d'importance majeure que nous devons préserver et investir.

Solidairement,
Mathieu Melançon
Membre de la SOGÉÉCOM

Extrait du procès-verbal de la réunion d'exécutif de la SOGÉÉCOM du 10 avril 2008 :
Que le Conseil exécutif appuie la candidature de Mathieu Melançon au Comité à la mobilisation de l'ASSÉ.
Proposée par Guillaume Vézina
Appuyée par Myriem Alami
Adoptée à l'unanimité

Comité journal

Montréal, le 11 avril 2008

Bonjour tout le monde!

Je vous soumetts donc ma candidature pour le comité journal. Ceci est pour moi, et peut-être pour d'autres, un « déjà-vu » car je m'y étais présenté lors d'un Congrès à l'hiver 2006. À ce moment, j'officialisais une implication déjà officieuse depuis la session précédente pendant laquelle j'avais travaillé à la rédaction d'un Ultimatum Express sur les négociations du secteur public et parapublic. Mon arrivée officielle sur le comité journal m'avait conduit par la suite à la mise sur pied de l'Ultimatum (février 2006) de même qu'à la production de la revue 2006-2007.

Par la suite, j'ai effectué un mandat d'un an et demi sur le conseil exécutif de l'AFESH. Dans la dernière partie de celui-ci, j'ai été secrétaire à la propagande (dit information!) ayant travaillé, notamment, à la production de divers journaux. Pour voir mon travail, veuillez consulter le site web de l'AFESH (www.uqam.ca/afesh) sur les parutions 2007-2008. Ces diverses expériences m'auront permis de développer mes capacités en mise en page, rédaction et correction. J'espère donc pouvoir mettre à contribution encore une fois ces qualités au sein du comité journal en souhaitant ainsi les améliorer.

Pendant ce mandat, je souhaiterais apporter un nouveau souffle au journal, tant au niveau de la forme que du contenu. Par exemple y inclure des recettes culinaires ou des problèmes de chimie, vous voyez le genre? Mais pour cela, nous nous reverrons en Conseil de Coordination, bien entendu! J'aurais bien aimé être parmi vous au moment de mon élection (et plus largement au congrès!) pour que vous puissiez me poser des questions si nécessaire, mais malheureusement, comme à tous les derniers congrès de l'année qui vient de passer (câlce!), la contrainte au travail aura eu raison de moi. Finalement, j'espère que des réflexions en profondeur auront lieu pendant cette fin de semaine pour jeter une lumière critique sur l'année qui vient de passer. Ceci, dans l'espoir d'affronter les années difficiles à venir avec une campagne bien orchestrée.

Sur ce, bon congrès et au plaisir de se voir très bientôt dans de proches ou lointaines collaborations!

Solidairement,
Christian Pépin, membre de l'AFESH-UQAM

Comités de travail

Montréal, le 11 avril 2008

Membres de l'ASSÉ,

Mon désir d'agir au sein du mouvement étudiant pour développer les luttes sociales dans leur ensemble m'amène à poser ma candidature sur le Comité aux luttes sociales, si celui était créé lors du présent Congrès.

D'emblée, le caractère social de l'action de l'ASSÉ - entendons par là ce qui va au-delà des revendications spécifiquement étudiantes pour revendiquer une transformation globale de la société - m'intéresse depuis longtemps. Ces luttes permettent non seulement à l'ASSÉ de ne pas s'enfermer dans une optique corporatiste étudiante, mais aussi de radicaliser diverses luttes menées dans d'autres dossiers en amenant une perspective de syndicalisme de combat ainsi qu'un discours allant à la racine des problématiques. Je crois en une action sociale organisée à travers de laquelle diverses organisations prendront part pour révolutionner l'horreur ambiante dans laquelle nous nous trouvons.

Si je me présente sur ce comité, c'est parce que je crois en l'importance des luttes sociales que mène l'ASSÉ et de celles auxquelles l'organisation participe. Mais c'est surtout parce que je crois que l'on doit mettre les énergies qu'il faut pour parvenir à nos fins. Suffit le discours de « l'ASSÉ lutte en solidarité avec les autres groupes » et de dire ensuite que telle action communautaire ou syndicale n'est pas prioritaire, ou de la critiquer parce que trop molle alors que l'on a pas participé à son organisation. L'expérience récente le prouve : lorsque l'ASSÉ se donne les moyens d'influencer l'élaboration de diverses actions et campagnes, elle réussit, et parvient à radicaliser bon nombre de luttes qui gagnent souvent à l'être.

De plus, je ne peux passer sous silence ma contribution à la création du comité au sein de l'exécutif. C'est entre autres mon expérience en tant que responsable des contacts avec les groupes syndicaux et communautaires qui m'a poussé à conclure que la nécessité de se doter de structures organisationnelles pour développer ce volet de notre action. Ainsi, je souhaite non seulement concrétiser l'impératif de mettre temps et énergies sur les luttes sociales en m'impliquant personnellement, mais j'ai aussi ressenti la nécessité d'assurer un suivi au niveau des contacts. En effet, mon implication sur le Conseil exécutif m'aura permis de développer de nombreux liens avec des militants et militantes de divers groupes, liens qui gagnent à être développés et élargis. Mon implication sur ce comité risque de minimiser le risque d'avoir toujours à recommencer une base de contact entre chaque changement d'équipe. Apport le plus minime soit-il, mais tout de même significatif sur le terrain.

Finalement, je dois avouer être moi-même surpris de poser un tel geste : mes proches pourraient me rappeler l'épuisement connu au cours de l'année, l'exaspération due à certaines incohérences, ainsi de suite, tant de raisons qui m'auraient poussé à claquer la porte dès le mandat (enfin!) terminé, voire même avant. Mais ma soif d'action et mon désir de poursuivre les avancées établies cette année me poussent à m'investir de nouveau dans la cause étudiante : je crois définitivement en cette action qui demeure plus que pertinente. Et de toute façon, on n'abandonne pas ce type d'implication aussi facilement qu'on le voudrait... J'ai donc constaté que j'aurais besoin de poursuivre une implication étudiante avant de couper le fil, non seulement pour ma santé mentale, mais surtout parce que mon apport pourra plus aider que nuire à notre lutte. C'est pourtant vous qui me le direz.

Que la lutte continue,
Solidairement,

Hubert Gendron-Blais, membre de l'AFESH-UQAM

Candidature au Comité aux luttes sociales (non-membre)

La propagande de l'armée me révolte au plus haut point, qu'elle se retrouve dans les établissements d'enseignement ou ailleurs. Notre société est présentement beaucoup plus militarisée que le croit la population : le budget militaire est à son plus haut niveau depuis la Deuxième Guerre mondiale et nous sommes également dans la plus grande campagne de recrutement depuis cette guerre.

Alors que le système d'éducation est gravement sous-financé (notamment en raison des coupures massives dans les transferts fédéraux aux provinces en matière d'éducation postsecondaire), on investit toujours plus dans la « lutte au terrorisme ». Absurde... le problème du sous-financement de l'éducation est simple à régler, il s'agit d'établir nos priorités : investir dans des guerres d'occupation ou dans l'éducation. En fait, la gratuité scolaire au Québec représente moins de 13 % de ce que la population québécoise verse à l'armée.

« Alors que les études postsecondaires coûtent de plus en plus cher, la perspective d'une formation entièrement payée par l'armée représente de plus en plus d'attrait pour la population étudiante. Devrait-on avoir à s'enrôler, à apprendre à tuer, pour pouvoir se payer des études? »

L'armée s'est également lancée dans une ambitieuse campagne de relations publiques; on tente de nous faire croire que les guerres sont nécessitées, que l'industrie de l'armement est un secteur d'investissement légitime et que la carrière de militaire est un engagement humaniste. Une importante proportion de cette propagande est produite dans nos universités publiques, via de douteuses subventions de l'armée aux chaires de recherches en sciences sociales et politiques. Certaines des facultés de génie du Québec sont également utilisées pour développer de l'armement. En plus, les universités, les cégeps et même les écoles secondaires sont de plus en plus exploités par l'armée pour y faire leur propagande.

Plusieurs perturbations de kiosques de recrutement ont eu lieu partout au Québec depuis l'automne dernier. Une série de perturbations était également prévue pour cet hiver, mais aucune d'entre elles n'a eu lieu dans les cégeps francophones : l'armée a préféré y annuler massivement ses visites! (j'en profite pour faire une annonce : il y a plein de matériel d'info contre le recrutement disponible sur www.AntiRecrutement.Info qui est adapté à être utilisé lors des visites des recruteurs sur votre campus). Toutefois, rien n'est acquis et la mobilisation contre le militarisme doit continuer à se développer sur les campus.

Au sein du comité, j'ai l'intention d'approfondir les recherches sur la propagande militaire, sur le recrutement dans les écoles et sur les partenariats militaro-académiques. J'entends établir des liens entre l'ASSÉ et les groupes anti-guerre du Québec et d'ailleurs au Canada. J'ai aussi l'intention de produire davantage de matériel d'information au sujet des questions de militarisation (qui va au-delà du matériel anti-recrutement).

Démilitarisons nos écoles!

Alexandre Vidal (non-membre de l'ASSÉ)

Étudiant au campus Macdonald de McGill qui ne s'associe à aucune des associations étudiantes apolitiques et anti-syndicalistes qui s'y trouvent

Montréal, le 11 avril 2008

Bonjour camarades,

Par la présente lettre je vous présente ma candidature sur le Comité formation de l'ASSÉ pour l'année 2008-2009.

Au cours des dernières années, je me suis impliquée à différents niveaux dans le mouvement étudiant. J'ai, entre autres, été sur l'exécutif de l'AFESH comme secrétaire à l'information et durant la dernière année, sur le comité à la mobilisation de l'ASSÉ. Je désire en présentant ma candidature au comité formation aider les militantes et militants à intégrer le discours et le plan d'action qui sera mis sur pied lors de ce congrès. Je juge la formation primordiale dans la mise sur pied d'un plan d'action efficace.

Lors de la prochaine année, je souhaite travailler sur les camps de formation, mais aussi sur des formations qui pourraient être données au local afin que notre base puisse être informée de nos plans d'action et puissent se réappropriier à la fois le discours et les moyens d'action de l'ASSÉ.

Au plaisir de travailler avec vous,

Myriam Villeneuve
membre de l'AFESH-UQAM

Propositions

Procédures

1. Le Conseil de Coordination propose l'ordre du jour à la page 3 du présent cahier.
2. Le Conseil exécutif propose Francis Hamel et Guillaume Fortin à l'animation, Valérie Soly au secrétariat, Julie Descheneaux et Geneviève Gariépy comme gardiennes du senti.

Embauche d'une permanence 2008-2009

1. Le Conseil exécutif propose que soient accordées 15 minutes de présentation aux membres du Comité d'embauche élu-e-s au Congrès des 16 et 17 février 2008 afin qu'ils et elles fassent un bilan du processus d'embauche.
2. Le Conseil exécutif propose que soient accordées 5 minutes aux membres du Comité d'embauche pour la présentation des 4 candidatures devant être présentées au Congrès.
3. Le Conseil exécutif propose que soit tenue une plénière de 30 minutes sur les candidatures au poste de permanence.
4. Le Conseil exécutif propose que l'on prenne une pause de 15 minutes, précédées d'un caucus de 5 minutes des délégations pour déterminer si elles sont prêtes à procéder à l'embauche ou si elles ont besoin d'une délibération.
5. Considérant la nécessité de faire un choix éclairé quant à l'embauche de la permanence; L'AECS propose que les noms des candidatures à la permanence de l'ASSÉ soient donnés au Congrès.

Contrat de transition été 2008

1. Le Conseil exécutif propose le contrat de transition pour l'été 2008 en annexe.
2. Le Conseil exécutif propose que Valérie S. fasse une présentation de 5 minutes, relative à la transition.

Réflexion sur les finances

1. Le Conseil exécutif propose que soit tenue une plénière de 30 minutes sur les textes et thèmes de la réflexion sur les finances, lancée au dernier Congrès.

État des résultats 2007-2008

1. Advenant un surplus aux résultats du 30 juin 2008 pour l'année financière 2007-2008, le Conseil exécutif propose que le Conseil exécutif soit autorisé à utiliser 75 % dudit surplus pour bonifier les dépenses des postes « Employé-e-s », pour des heures supplémentaires, et « Loyer », pour le déménagement, étant entendu qu'il s'assurera de la viabilité des décisions relatives.

Prévisions budgétaires 2008-2009

1. Considérant les dépenses des Conseils Régionaux cette année;

Considérant les états financiers de l'ASSÉ cette année et les perspectives financières de l'an prochain;

Considérant que les budgets des Conseils Régionaux sont toujours l'objet d'une levée des Statuts et règlements;

Considérant les Conseils Régionaux peuvent faire des demandes plus élevées que le montant minimal prévu ou demander aux associations non-membres et membres de contribuer;

L'AFESH-UQAM dépose l'avis de motion suivant¹ :

Remplacer « 2 000 \$ » par « 500 \$ » à Article 5.19 : Budget, du Chapitre 4 : Conseils Régionaux, alinéa 2 : « Chaque Conseil régional dûment constitué se voit allouer statutairement un budget minimal de 2 000 \$. Ce budget de base peut-être augmenté selon les besoins lors de l'adoption des prévisions budgétaires, jusqu'à concurrence d'une enveloppe globale pour les Conseils régionaux représentant 25 % du budget total de l'ASSÉ. Les Conseils régionaux doivent fournir au Congrès ou au Conseil de Coordination des états financiers et des prévisions budgétaires pour se voir verser leur budget. En cas de dissolution d'un Conseil régional, les fonds reviendront à l'ASSÉ. »

2. Le Conseil exécutif propose les prévisions budgétaires pour l'année 2008-2009 (pages 89-90).

Campagne « Pour un réinvestissement, pas n'importe comment! »

1. Le Conseil exécutif propose que soit tenue une plénière de 80 minutes sur la campagne « Pour un réinvestissement, pas n'importe comment! ». On y traitera des différents éléments de la campagne selon l'ordre chronologique suivant :

1. Congrès annuel des 22 et 23 avril 2006 jusqu'au Congrès des 14 et 15 octobre 2006;
2. Congrès des 14 et 15 octobre 2006 jusqu'à la manifestation nationale du 29 mars 2007;
3. Congrès « grève générale illimitée » du 7 avril 2007;
4. Congrès annuel des 28 et 29 avril 2007 jusqu'au Congrès des 1^{er} et 2 septembre 2007;
5. Congrès des 6 et 7 octobre 2007;
6. Congrès des 6 et 7 octobre 2007 jusqu'au Congrès des 1^{er} et 2 décembre 2007;
7. Congrès des 1^{er} et 2 décembre 2007 jusqu'au Congrès des 16 et 17 février 2008;
8. Constats et conclusions.

Comités et Conseils

1. Le Conseil exécutif propose que soient accordées 5 minutes par Comités et Conseils pour la présentation de leur bilan annuel. Que soient accordées par la suite 20 minutes pour une période de questions et réponses.

Démocratie à l'ASSÉ

1. Le Conseil exécutif propose que soit tenue une plénière de 30 minutes ayant pour objectif de revenir sur le mandat de réflexion sur le poids démocratique des associations étudiantes à l'ASSÉ.

Femmes

1. Considérant que des difficultés sont souvent rencontrées à l'endroit de ce que contiendra le point « femmes » statuaire des Congrès;
Considérant que rien n'empêche les délégations d'ajouter un point « femmes » à l'ordre du jour des

1 Avis de motion déposé le 30 mars 2008.

Congrès lorsqu'elles en sentent le besoin;

Considérant que le point « femmes » statutaire ostracise les luttes féministes;

L'AÉCS dépose l'avis de motion suivant² :

Que l'Article 43 : Ordre du jour des réunions : « Chaque réunion du Conseil de Coordination et du Congrès, à l'exception des séances extraordinaires (à moins qu'elles ne portent spécifiquement sur le sujet) devra inclure un point femmes à l'ordre du jour. », du Chapitre 9 : Comité femmes des Statuts et règlements de l'ASSÉ, soit biffé et que tous les autres numéros d'articles soient décalés.

2. Considérant le possible retrait du point « femmes » statutaire aux Congrès;

Considérant le besoin de ne pas oublier les luttes féministes;

Considérant l'échec du point « femmes » statutaire comme mesure prévenant l'oubli du féminisme;

L'AÉCS propose de tenir une plénière de 15 minutes sur les différentes mesures à prendre pour ne pas mettre les luttes féministes de côté.

Qu'un avis de motion soit formulé en ce sens pour le Congrès d'automne.

Réflexion sur la campagne 2008-2009

1. Le Conseil exécutif propose que soit tenue une plénière de 30 minutes en 3 groupes ayant pour objectif de discuter et faire ressortir les enjeux et les thèmes devant être priorisés en vue de la délibérante sur la prochaine campagne de l'ASSÉ.

2. Le Conseil exécutif propose que soit tenue une plénière de 15 minutes sur l'intérêt que notre prochaine campagne en soit une de consolidation.

Revendications

1. Le Conseil exécutif propose que soit tenue une plénière de 30 minutes pour donner suite à la réflexion sur la campagne 2008-2009 et ayant pour objectif d'adopter une plateforme de revendications préliminaire devant être soumise à la consultation des assemblées générales en vue d'être adoptée au Congrès d'automne.

2. Le Conseil exécutif propose que dans le cadre de sa prochaine campagne, la plateforme de revendications de l'ASSÉ soit la suivante :

« Justice sociale, pas la guerre! »

Contre la présence militaire sur les campus des institutions scolaires de tous les niveaux;

Pour le boycott académique, politique et commercial de l'Apartheid israélien;

Pour le retrait des troupes canadiennes en Afghanistan;

Contre l'impérialisme.

L'ASSÉ invite l'ensemble des groupes communautaires et des syndicats à s'y joindre.

3. Le Conseil exécutif propose que les priorités de recherches pour l'été soient les suivantes :

- Historique des luttes contre la présence militaire dans les campus incluant les écoles secondaires;

- Analyse féministe des guerres impérialistes;

- Analyse de la couverture médiatique de la guerre et de la répression politique;

- Analyse économique de la guerre en corrélation avec le sous-financement chronique de l'éducation et plus globalement, les services sociaux.

2 Avis de motion déposé le 27 mars 2008.

4. Considérant l'importance de consolider l'ASSÉ, autant au niveau local, régional, que national;
Considérant que l'ingérence du privé a des impacts néfastes sur la vie quotidienne et les conditions matérielles de l'ensemble des étudiants et étudiantes;
Considérant qu'une campagne contre cette problématique permettrait à chaque association locale de lutter selon ses propres moyens afin d'obtenir des gains concrets;
Considérant que la privatisation du système d'éducation est la conséquence ultime de son sous-financement chronique;
Considérant que le fléau de la privatisation dépasse le simple cadre de l'éducation et s'étend à l'ensemble des services sociaux;

La SOGÉÉCOM propose que la prochaine campagne de l'ASSÉ aille pour thème « Stoppons la privatisation des services sociaux » avec 3 principales revendications :

1. Contre l'ingérence des entreprises privées dans les institutions post-secondaires
2. Pour l'autogestion des services alimentaires
3. Pour la démocratisation des conseils d'administration

Que l'ASSÉ profite de cette campagne pour préparer une vaste consultation sur l'AFE et pour travailler à la production de recherches, d'analyses et d'autre documentation pertinente sur l'aide financière aux études pour une campagne ultérieure³.

Que l'ASSÉ travaille conjointement avec l'ensemble des mouvements sociaux afin de mener un front commun contre la privatisation des services sociaux.

5. Considérant l'importance de consolider l'ASSÉ, autant au niveau local, régional, que national;
Considérant que l'ingérence du privé a des impacts néfastes sur la vie quotidienne et les conditions matérielles de l'ensemble des étudiants et étudiantes;
Considérant qu'une campagne contre cette problématique permettrait à chaque association locale de lutter selon ses propres moyens afin d'obtenir des gains concrets;
Considérant que la privatisation du système d'éducation est la conséquence ultime de son sous-financement chronique;
Considérant que le fléau de la privatisation dépasse le simple cadre de l'éducation et s'étend à l'ensemble des services sociaux;

L'AFESH-UQAM propose que la prochaine campagne de l'ASSÉ ait pour thème « Stoppons la privatisation des services sociaux » avec 3 principales revendications :

1. Contre les intérêts et la logique du privé en éducation et dans les autres institutions publiques.
2. Pour un refinancement massif et public des institutions d'éducation post-secondaires
3. Pour la démocratisation des instances dans les institutions post-secondaires.

Que l'ASSÉ profite de cette campagne pour préparer une vaste consultation sur l'AFE et pour travailler à la production de recherches, d'analyses et d'autre documentation pertinente sur l'aide financière aux études pour une campagne ultérieure.

Que l'ASSÉ travaille conjointement avec l'ensemble des mouvements sociaux afin de mener un front commun contre la privatisation des services sociaux.

³ Il serait intéressant que, durant l'été, soit développé un plan de travail précis des tâches de chacun des comités, des recherches pertinentes... Le tout devrait être adopté au Congrès de la rentrée d'automne.

6. Considérant que l'ASSÉ se revendique solidaire des luttes féministes;
Considérant que l'ASSÉ soutient plusieurs revendications et principes féministes;
Considérant que l'ASSÉ appuie et soutient les luttes menées par les femmes (article 1.4.3 de la charte);
Considérant que le projet de loi C-484 Loi sur les enfants non encore nés victimes d'actes criminels est une attaque sérieuse et insidieuse au droit à l'avortement;
Considérant le silence des médias et de la classe politique sur cette question et donc le peu d'information transmise à la population;

L'AFESH-UQAM propose que l'ASSÉ prenne position contre le projet de loi C-484 et tout autre projet de loi qui pourraient nuire au droit à l'avortement;

Que l'ASSÉ participe dans la mesure de ces moyens à diffuser de l'information sur ce projet de loi et sur les mobilisations qui pourraient être organisées dans le but de contrer son adoption.

7. L'AEMSP-UQAM propose de tenir une consultation des associations membres de l'ASSÉ sur sa prochaine campagne, soit en faveur d'une amélioration de l'Aide Financière aux Études ou contre la privatisation de l'éducation et que l'été serve à la production d'information sur les deux campagnes.

Plan d'action 2008-2009

1. Le Conseil exécutif propose que le plan d'action 2008-2009 interne et national de l'ASSÉ soit le suivant :

- Fin août : Rentrée des cégeps et campagne d'information massive sur la plateforme
- Début septembre : Rentrée des universités et campagne d'information massive sur la plateforme
- 26, 27 et 28 septembre 2008 : Camp de formation d'automne
- 25 et 26 octobre 2008 : Congrès d'automne
- Semaine du 27 octobre 2008 : Conférence de presse, ultimatum aux administrations locales, lancement de la pétition et manifeste au gouvernement.
- Début janvier 2009 : Rentrée des universités et début des consultations en vue de la prochaine campagne *éducation* de l'ASSÉ
- Fin janvier 2009 : Rentrée des cégeps et début des consultations en vue de la prochaine campagne *éducation* de l'ASSÉ
- 13 février 2009 : Action de dépôt de pétition
- 13, 14 et 15 février 2009 : Camp de formation d'hiver à Montréal
- 21 et 22 février ou 28 février et 1^{er} mars 2009 : Congrès d'hiver
- 8 mars 2009 : Journée internationale des femmes
- 15 mars 2009 : Journée internationale contre la brutalité policière
- 26 mars 2009 : Manifestation nationale contre l'impérialisme
- 1^{er} mai 2009 : Journée internationale des travailleurs et travailleuses.

2. Le Conseil exécutif propose que l'on tienne une plénière de 15 minutes sur le plan de rédaction des priorités de l'ASSÉ pour le rassemblement du monde de l'éducation produit par le Comité créé à cet effet.

3. Que l'ASSÉ participe au rassemblement du monde de l'éducation si les conditions suivantes sont réunies :

- Que les priorités énoncées par le Comité se reflètent dans la déclaration et, que celle-ci soit cohérente avec les principes et revendications de l'ASSÉ;

- Que la déclaration mène à un plan d'action concret forçant le gouvernement à considérer l'éducation à sa juste valeur sociale;
- Que l'ASSÉ soit présente dans les structures décisionnelles et représentatives du rassemblement.

4. L'AFESH-UQAM propose que l'ASSÉ approche différents syndicats et organismes communautaires afin de mettre sur pied un *Front commun contre le néolibéralisme*.

Que l'ASSÉ organise à l'automne 2008 un Forum populaire sur *Le néolibéralisme et l'Avenir du Québec : enjeux et perspectives de lutte* en collaboration avec les syndicats et organismes communautaires approchés, en plus de faire appel au monde intellectuel critique.

Que soit organisée une campagne de pétitions coordonnées avec les groupes concernés dès l'automne 2008.

Qu'une grande manifestation soit organisée à l'hiver 2009 (date à confirmer).

Que l'ASSÉ, en marge de cette campagne d'envergure et solidaire des mouvements sociaux d'ici et d'ailleurs, entame un processus de réflexion sur une campagne plus particulière, à déclencher lors de l'année 2009-2010, entourant une réforme progressiste de l'AFÉ. Que l'ASSÉ travaille en ce sens à formuler une proposition de réforme appuyée sur une recherche critique approfondie du régime actuel, compris dans sa dynamique sociétale contemporaine, et qu'elle soit déposée un mois préalablement au congrès annuel du printemps 2009.

Avis de motion

1. Considérant la nécessité de se doter des moyens de rendre effectives nombreuses revendications et mandats de l'ASSÉ en matière de luttes sociales;

Considérant l'importance de lier dans l'action les luttes que mène l'ASSÉ aux autres luttes sociales correspondant à ses principes et revendications;

Considérant la multiplication de nos contacts et appuis communautaires, syndicaux et internationaux et la nécessité d'y donner une suite concrètement;

Considérant les difficultés du Conseil exécutif à assurer un suivi efficace dans ce domaine vu l'ampleur de la tâche qu'il doit déjà accomplir;

Le Conseil exécutif dépose l'avis de motion suivant⁴ :

Que l'article 35 du Chapitre 7 des *Statuts et règlements*

« ARTICLE 35 : COMITÉ AUX RELATIONS INTERNATIONALES

Il effectue des recherches afin d'alimenter la réflexion de l'organisation sur la conjoncture mondiale.

Il voit aussi au développement d'un réseau de communication et de liens avec les autres organisations étudiantes au niveau international. »

soit biffé et remplacé par :

« ARTICLE 35 : COMITÉ AUX LUTTES SOCIALES

Il voit au développement d'un réseau de communication et d'action avec les autres organisations syndicales et communautaires pertinentes du Québec et d'ailleurs, de même qu'avec les organisations étudiantes au niveau international. Pour ce faire, le Comité assure la présence de l'ASSÉ aux diverses réunions d'organisation et effectue le suivi avec les instances concernées

⁴ Avis de motion déposé le 26 mars 2008.

(Congrès, Conseil de Coordination, Conseil exécutif).

Il effectue aussi des recherches afin d'alimenter la réflexion de l'organisation sur la conjoncture sociale québécoise et le contexte mondial.

Le Comité travaille en étroite collaboration avec le ou la Secrétaire aux relations externes et le ou la Secrétaire aux communications en ce qui a trait au suivi de l'actualité sociale. »

Que l'adoption de ces modifications rende effective pour ce Congrès l'élection des personnes intéressées à se présenter sur ledit Comité.

2. Considérant les difficultés rencontrées lors du dernier Congrès dans le point « finance »;
Considérant que les délégations présentes au Congrès sont souvent beaucoup moins au courant du point où en sont les finances de l'ASSÉ que les Comités et Conseils;

L'AÉCS dépose l'avis de motion suivant⁵ :

Que soit rajouté à la fin de l'Article 22 : Pouvoirs, du Chapitre 5 : Conseil de Coordination des Statuts et règlements de l'ASSÉ : « 11. modifier les prévisions budgétaires adoptées par le Congrès. »

Qu'à la fin de la phrase « Il ne peut pas revenir sur les décisions prises par le Congrès », dans les Statuts et règlements à l'Article 22 : Pouvoirs, du Chapitre 5 : Conseil de Coordination, soit rajouté « sauf sur la question des finances » et que la phrase suivante dans le même chapitre, « Le Congrès peut revenir sur ses décisions. », soit changée pour « Autrement, seul le Congrès peut revenir sur ses décisions. »

Élections générales

1. Le Conseil exécutif propose que soient accordées 5 minutes de présentation par personne pour toutes les candidatures aux élections générales. Qu'un temps de 10 minutes soit par la suite accordé pour les questions et réponses pour chacune des candidatures.

2. L'AFESH-UQAM propose la levée de l'Article 4 de l'Annexe A : Procédures d'élection, des Statuts et règlements de l'ASSÉ pour la durée du point « Élections générales ».

⁵ Avis de motion déposé le 27 mars 2008.

Contrat de travail

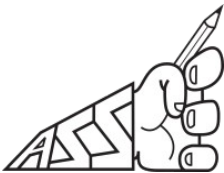
Intervenu entre

Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ)

Et

Valérie Soly

En vigueur du 9 juin au 6 septembre 2008



Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante

2570, rue Nicolet, bureau 301

Montréal, (Québec), H1W 3L5

Téléphone : (514) 390-0110

Télécopieur : (514) 390-8415

Site Internet : www.asse-solidarite.qc.ca

CHAPITRE 1 : CLAUSES PRÉLIMINAIRES

1.1 DÉFINITIONS

L'EMPLOYEUR

Dans le présent contrat,

L'employeur désigne l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ), une association sans but lucratif ayant pour objet de défendre et de promouvoir les droits de ses membres.

SUPÉRIEUR-E IMMÉDIAT OU IMMÉDIATE

La supérieure immédiate ou le supérieur immédiat est une ou un membre de l'exécutif de l'ASSÉ désigné-e à cet effet.

1.2 INTERPRÉTATION

Les dispositions au présent contrat doivent être lues et interprétées dans leur ensemble. Cependant, la nullité d'une clause ou d'une partie d'une clause contraire aux dispositions d'une ordonnance, d'un décret ou d'une loi d'ordre public n'entraîne pas la nullité du contrat, mais seulement de ladite clause. La clause ainsi annulée se trouve automatiquement amendée par la disposition d'ordre public en vigueur.

1.3 BUT

Le but du présent contrat est d'assurer les meilleures conditions de travail pour l'employée ainsi que pour sa santé et son bien-être et de faciliter le règlement équitable des problèmes qui peuvent survenir entre l'employeur et l'employée. Cependant, les deux (2) parties conviennent de travailler dans un esprit de développement harmonieux de l'ASSÉ et dans le respect mutuel des deux (2) parties.

1.4 RESPECT DES DROITS DE L'EMPLOYÉE

Il est convenu que ni l'employeur ou des représentants et représentantes ne doivent exercer, soit directement ou indirectement, des menaces, des contraintes, des discriminations ou des distinctions injustes contre l'employée, que ce soit à cause de sa race, de sa nationalité, de son origine sociale, de sa langue, de son sexe, de son orientation sexuelle, de son état civil, de son âge, de ses opinions, de ses appartenances, de ses activités politiques, de son handicap physique (à moins de prouver que ce handicap empêche l'accomplissement de la tâche), de ses antécédents judiciaires ou dans l'exercice d'un droit que lui reconnaît le présent contrat ou la loi.

1.5 RESPECT DES DROITS DES REPRÉSENTANTS ET REPRÉSENTANTES DE L'EMPLOYEUR

Il est convenu que l'employée ou ses représentants et représentantes ne doivent exercer, soit directement ou indirectement, des menaces, contraintes, discriminations ou distinctions injustes contre les représentants et représentantes de l'employeur, que se soit à cause de sa race, de sa

nationalité, de son origine sociale, de sa langue, de son sexe, de son orientation sexuelle, de son état civil, de son âge, de son absence, de ses opinions, de ses appartenances, de ses activités politiques, de son handicap physique, de ses antécédents judiciaires ou dans l'exercice d'un droit que lui reconnaît le présent contrat ou la loi.

CHAPITRE 2 : DESCRIPTION DE L'EMPLOI

2.1 Assumer les tâches de la permanence (voir Annexe II)

2.2 Assurer la transmission des connaissances techniques et globales au ou à la nouvel-le employé-e;

2.3 Accompagner le ou la nouvel-le employé-e dans les tâches quotidiennes de la permanence de l'ASSÉ;

2.4 Assurer un classement vigoureux et pratique des archives « papier » et informatique;

2.5 Effectuer toute autre tâche que lui confie l'employeur en regard des activités normales de l'employeur et dans les limites de ses compétences.

CHAPITRE 3 : CLAUSES NORMATIVES ET SALARIALES

3.1 HEURES DE TRAVAIL

L'employée choisit ses heures de travail entre 8 et 18 heures en respectant l'ancienneté de ses collègues et confrères de travail, les obligations qu'entraîne la nature de son emploi et le calendrier de transition (voir Annexe I). Une fois l'horaire établi, il peut être modifié avec l'accord de l'employeur.

3.2 SEMAINE NORMALE DE TRAVAIL

La semaine normale de travail de l'employée est calculée comme suit :

- 9 au 28 juin 2008	30 heures/semaine
- 29 juin au 2 août	20 heures/semaine
- 3 août au 6 septembre	15 heures/semaine

3.3 TEMPS SUPPLÉMENTAIRE

a) L'employeur ne peut en aucun cas obliger l'employée à accomplir des heures supplémentaires.

b) SURTEMPS

Est considéré comme surtemps, tout travail de l'employée requis par le supérieur immédiat ou la supérieure immédiate en sus du nombre d'heures de sa semaine de travail. Le surtemps convenu avec l'employeur peut être rémunéré au tarif horaire régulier.

3.4 TAUX SALARIAL

Le salaire de base de l'employée est fixé à 15,50 \$ de l'heure. Le versement de ce salaire fera objet d'une entente entre l'employée et l'employeur.

3.5 JOURS FÉRIÉS

Pour la période commençant le premier 9 juin 2008 et se terminant le 6 septembre 2008 les jours fériés et chômés sont les suivants :

1. Saint-Jean Baptiste
2. Confédération
3. Fête du Travail

3.6 JOURNÉES DE MALADIE

L'employée a droit à 2 journées de maladie payée pour la durée du contrat.

3.5 DÉDOMMAGEMENT DES FRAIS

Sur présentation de pièces justificatives, l'employée sera dédommée des frais encourus dans l'exercice raisonnable de ses fonctions, incluant les frais de transport nécessaire pour se rendre sur son lieu de travail. Nonobstant ce qui précède, l'employée devra avoir reçu de son supérieur immédiat ou de sa supérieure immédiate l'autorisation d'effectuer lesdits frais. La présente clause s'applique aussi aux dédommagements pour frais de déplacement

CHAPITRE 4 : CLAUSES FINALES

4.1 ENTRÉE EN VIGUEUR

Sous réserve des dispositions contraires contenues dans le présent contrat, ledit contrat entre en vigueur le 9 juin 2008.

4.2 DURÉE

La présente entente est valide jusqu'au 6 septembre 2008.

4.5 ANNEXES

Les annexes jointes au présent contrat en font partie intégrante.

4.6 LITIGES

Tout objet de litige non prévu par le présent contrat devra faire l'objet d'une entente entre l'employeur et l'employée, les chartes fédérales et provinciales, des droits de la personne et normes minimales du travail fixées par le gouvernement du Québec faisant office de minima.

4.7 COPIES OFFICIELLES

Le présent contrat est fait en deux copies. Seules ces deux copies sont réputées être officielles.

En foi de quoi, ont signé le _____ e jour de _____ 2008 :

L'employée

(Lettre moulée)

(Signature)

Témoin de l'employée

(Lettre moulée)

(Signature)

L'employeur

(Lettre moulée)

(Signature)

Témoin de l'employeur

(Lettre moulée)

(Signature)

ANNEXE I**CALENDRIER DE TRANSITION**

	Valérie Soly	Nouvel-le employé-e
9 juin au 29 juin 2008	30hres/sem.	Cumuler 40hres
Description	Tâches régulières et participation aux réunions de transition	Participation aux réunions de transition
30 juin au 13 juillet	20hres/sem.	20hres/sem.
Description	Tâches régulières avec l'employé-e	Tâches régulières avec Valérie
14 au 27 juillet	20hres/sem.	20hres/sem.
Description	Tâches régulières avec ou sans l'employé-e	Tâches régulières avec ou sans Valérie
28 juillet au 3 août	20hres/sem.	20hres/sem.
Description	Tâches régulières sans l'employé-e	Tâches régulières sans Valérie
4 août au 7 septembre	15hres/sem.	35hres/sem.
Description	Archives ou autres	Tâches régulières, début de la semaine normale de travail
8 septembre	Fin du contrat de transition	Contrat annuel 2008-2009
Jusqu'au 8 juin 2009	-	

ANNEXE II

DESCRIPTION DE TÂCHES

La description des tâches de l'employée est la suivante :

- Assurer la réception, la dactylographie, l'impression des documents, les envois postaux (et réponses) et le classement du courrier et des courriels.
- Participer à la rédaction, la mise en page, la correction, la révision et l'envoi des publications de l'association
- Faire l'entretien général des archives et de la documentation, assurer une revue de presse quotidienne, faire des dossiers de presse ou des recherches sur demande et commander des documents pertinents.
- Assurer un soutien logistique à la réalisation des activités de l'association, soit les instances et les actions.
- Participer au Congrès et aux réunions du Conseil exécutif.
- Informer les gens quant à la nature de l'organisation, ses revendications et ses activités.
- Faire la mise à jour des sites Internet de l'association.

La présente description de tâches peut être modifiée par le Conseil exécutif en tout temps. Une ou des modifications à la description de tâches ne rend pas caduque le présent contrat, mais seulement la ou les parties concernées par le Chapitre 2 : Description de l'emploi.